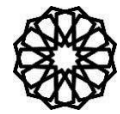
Synthèse de l'histoire de la Palestine

des racines du sionisme à aujourd'hui

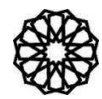
Muhammed Ilhami

Synthèse de l'histoire de la Palestine

Des racines du sionisme à aujourd'hui



Muhammed Ilhami



Traduite par

Z. Marzouk

Copyright © 2025 par Muhammed Ilhami

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite, transmise ou diffusée sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — graphique, électronique ou mécanique — y compris la photocopie, l'enregistrement, la saisie dactylographique ou par tout système de stockage et de récupération d'informations, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Table des matières

Préface de la troisième édition 6

Préface de la première édition 8

Les racines du sionisme 12

Les tentatives juives de retour à Jérusalem 12

Le christianisme sioniste 14

La décennie décisive dans la résurgence de l'idée d'Israël 19

La genèse du mouvement sioniste 42

Herzl et le sultan Abdulhamid II 52

Le mouvement sioniste après la mort de Herzl 59

Les conditions en Palestine à la fin de la période ottomane 63

L'état de l'Empire ottoman : « L'absence de résistance » 63

La période de l'occupation britannique 77

La Première Guerre mondiale et ses conséquences 77

L'occupation de la Palestine et de Jérusalem 83

La préparation britannique à l'avènement de l'État d'Israël 86

La situation de la société palestinienne sous occupation britannique 96

La résistance en Palestine 106

La situation du monde arabe avant 1948 125

Le plan de partition de la Palestine 136

Le retrait britannique et le transfert aux sionistes 145

La *Nakba* de 1948 149

Les Armées Arabes 167

La Palestine entre 1948 et 1967 181

La position d'Israël 181

L'État de Palestine entre les deux catastrophes 185

L'état des pays arabes après la Nakba de 1948 194

La Nakba de 1967 et la poussée de l'expansion israélienne 207

La Nakba de 1967 207

La chute du panarabisme et du nassérisme 213

Israël : puissance régionale dominante 215
Le chemin vers la reddition et la normalisation 219
La guerre d'Octobre 219
Le basculement soudain vers la paix 224
La cause palestinienne après le retrait de l'Égypte 229
L'Ère de la Résistance 233
Les Mouvements de Résistance Non Islamiques 234
La Première Intifada de 1987 et l'essor de la résistance islamique 266
Normalisation et désengagement arabe 266
Le réveil islamique 266
Le déclin des mouvements de résistance séculiers 270
Les Accords d'Oslo et la création de l'Autorité Palestinienne 288
L'Intifada d'Al-Aqsa 310
La libération de la bande de Gaza 320
Le retrait israélien de Gaza 321
La Résolution Militaire à Gaza 327
Les cinq guerres à Gaza 335
Le Déluge d'Al-Aqsa (Ṭūfān al-Aqsā) 352
Les Enseignements de l'histoire de la Palestine 357
Enseignements historiques et intellectuels 357
Quelques conclusions sur le contexte international et régional 371
Points clés sur la résistance 379
Références 391

Préface de la troisième édition

Au nom de Dieu, tous les louanges sont à lui et que la paix et la bénédiction soient sur Son Messager …

Par la volonté divine, la première édition de cet ouvrage a vu le jour le 7 octobre 2024, soit exactement un an auparavant.

Bien que j'aie présenté le contenu de ce livre lors de plusieurs conférences et interventions filmées, l'accueil favorable qu'il a reçu ne s'en est pas moins avéré enthousiaste. Et bien que j'aie autorisé le téléchargement gratuit du livre en ligne, plusieurs maisons d'édition ont exprimé le souhait de le republier — ce qui a effectivement été fait. J'ai également reçu un nombre incalculable de demandes de traduction dans d'autres langues. Louange à Dieu seul !

Ce qui m'a bouleversé, c'est d'apprendre que certains habitants de Gaza ont étudié cet ouvrage dans des tentes, au milieu des bombardements, du froid et de la faim… Ce que nous continuons de voir de la part du peuple de Gaza force l'admiration et dépasse l'entendement. Cela seul est une médaille dont je suis fier, un honneur qui me remplit de gratitude. Certains de leurs notables et de leurs cheikhs m'ont confié avoir découvert dans ce livre des éléments qui leur avaient échappé, alors qu'ils sont les gardiens naturels de cette cause. Je n'y vois là que l'expression de leur humilité, mais je tiens à en faire mention ici, tant je ressens, au fond de moi, que j'ai accompli là quelque chose de significatif.

L'accueil chaleureux réservé à cet ouvrage a suscité de nombreuses remarques et suggestions, et les sources supplémentaires auxquelles j'ai eu accès après la parution de la première édition m'ont incité à y apporter quelques ajouts et clarifications, ainsi qu'à enrichir le contenu de certaines formulations qui pouvaient prêter à confusion ou sembler ambiguës. À chaque relecture de ce dossier, je découvre encore des trahisons et des bassesses que je n'aurais jamais imaginées… Mais ni les lectures ultérieures, ni les commentaires reçus n'ont altéré le fond des idées exposées dans ce livre.

J'aurais peut-être dû actualiser les données concernant le Déluge d'al-Aqsa, qui n'est toujours pas terminé au moment où j'écris ces lignes, le 12 janvier 2025. J'aurais également dû mentionner le nombre de martyrs, de blessés et de disparus, ainsi que les grandes pertes subies par les musulmans, à l'image de la mort en martyr de dirigeants majeurs tels que Saleh al-Arouri, Ismaïl Haniyeh et Yahya Sinwar. Mais je m'en suis abstenu. En effet, ce dossier reste encore frais et brûlant, et les informations disponibles à ce jour sont encore trop incomplètes pour servir de base à un récit historique rigoureux. J'ai donc choisi de remettre ce travail à plus tard, lorsque ce moment historique — qui marquera un tournant décisif dans le destin de notre Oumma — sera parvenu à son terme.

Tout ce qui est juste et bon dans cet ouvrage procède uniquement de la grâce divine, et tout ce qu'il peut comporter d'erreur, d'oubli ou de défaut m'incombe à moi seul — et au diable.

Dieu est notre secours, et c'est en Lui que nous plaçons notre confiance.

Muhammed Ilhami

Istanbul – 12 janvier 2025

Préface de la première édition

Comment synthétiser une histoire aussi complexe, riche en événements, personnages et subtilités, alors que les sources sont innombrables ? La plupart des acteurs de cette cause ont laissé des mémoires, des journaux, des récits, ou d'autres ont compilé ces écrits après leur mort. Cette dynamique s'observe non seulement chez les Palestiniens, les Arabes et les musulmans, mais également chez les sionistes, les Britanniques et les Américains. Il est peu courant qu'un acteur de premier plan n'ait pas fait l'objet d'une ou plusieurs études. Il convient de mentionner les contributions considérables d'une multitude d'historiens et de chercheurs qui, chacun à leur manière, ont contribué à éclaircir ce sujet, en multipliant les publications, les analyses et les témoignages. Il convient de mentionner également les vastes collections de documents d'archives, de rapports et de journaux couvrant une période s'étendant sur plus d'un siècle.

Chaque événement, chaque figure suscite une multitude d'interprétations, souvent contradictoires, et rarement dénuées d'intentions idéologiques ou politiques. Il convient de noter que même les auteurs les plus sincères ne sont pas en mesure d'exprimer l'intégralité de leurs pensées. Certains ont choisi de ne pas s'exprimer, tandis que d'autres ont opté pour une approche plus subtile, laissant entendre des allusions non-dites. Il est à noter que la capacité à saisir ces nuances reste l'apanage des témoins directs de l'époque. Comment alors aborder ce texte avec un public contemporain, déconnecté de ces contextes, ignorant les sous-entendus et les clins d'œil qui caractérisent ces œuvres ? La question se pose alors de savoir comment extraire l'essence de cette histoire de cette mer infinie et la restituer de manière lisible et utile. Il est important de reconnaître que, malgré les efforts déployés, un certain nombre d'éléments peuvent ne pas être pris en compte. Il convient de noter que, malgré une vigilance accrue, des erreurs peuvent se glisser ponctuellement dans le processus. Il a été nécessaire de clore cette étude, malgré le fait que la liste des ouvrages que le chercheur avait l'intention de consulter dépassait largement ceux qu'il a été effectivement en mesure de lire. Dans le

cadre de cette étude, une approche méthodique a été entreprise afin d'analyser et de comprendre les tenants et les aboutissants de la thématique abordée. Cette démarche rigoureuse a impliqué un investissement personnel conséquent, visant à fournir une synthèse claire et accessible des informations recueillies.

Bien que ce sujet me passionne depuis mon plus jeune âge, à travers la lecture, l'écoute et l'écriture, chaque nouvelle immersion dans les sources historiques révélait de nouvelles blessures, de nouveaux drames. L'ampleur des trahisons dépasse les estimations initiales. L'ampleur de la tragédie, dont l'horreur est désormais manifeste, dépasse les estimations initiales. Cette réalité met en exergue la nécessité d'un effort considérable pour libérer notre nation, ainsi que celle de la Palestine, qui s'avère bien plus conséquent que ce que nous avions initialement anticipé.

Dans le cadre de cette étude, une approche équilibrée a été adoptée, visant à mettre en lumière les dimensions religieuses, politiques et sociales inhérentes à la cause étudiée. En outre, une série d'enseignements tirés de ce parcours historique a été présentée en conclusion, en guise de synthèse et de réflexion sur les enjeux et les implications de cette période. Les personnes qui ne disposent pas du temps nécessaire pour parcourir l'ensemble des textes peuvent se référer à ces leçons spécifiques, qui, selon les croyances, seront suffisantes pour répondre à leurs besoins spirituels, sous réserve de la volonté divine.

Il serait par ailleurs superflu de détailler exhaustivement l'ensemble des méthodologies scientifiques employées ; la présente étude n'a pas pour ambition de constituer une thèse, mais de fournir une synthèse concise. Il est à noter que le lecteur peut se contenter de la lecture du texte principal, sans avoir recours aux notes explicatives. Ces dernières sont destinées à un public désireux d'approfondir ou de vérifier l'information en question. Dans le souci de ne pas surcharger ces notes, une démarche méthodique a été entreprise, visant à extraire l'essence même des concepts abordés. Néanmoins, la nature des informations pouvant parfois surprendre, il m'a semblé nécessaire de les accompagner de

références. La majorité des sources proviennent de récits de première main, notamment les mémoires de témoins directs. Il n'a pas été possible, dans le cadre de cette étude, d'identifier avec précision l'auteur de chaque source, de déterminer son rôle ou son lien avec la cause. Cependant, il est à noter que les individus qui reconnaîtront les noms ou qui prendront la peine de les vérifier parviendront naturellement à la compréhension.[1] Il convient de noter que la justification des choix effectués n'a pas été systématiquement apportée. Cette hypothèse est toutefois à nuancer, car elle nécessiterait un espace trop conséquent. Dans certains cas, une note peut être utilisée pour fournir des informations supplémentaires de manière concise. Lorsqu'il s'agit d'une source qui ne relève ni d'un mémoire ni d'un témoignage direct, il s'agit le plus souvent d'un travail d'historien de premier plan, fondé sur des archives solides. Dans le cadre de cette étude, il a été procédé à une sélection rigoureuse des sources afin d'exclure toute influence affective, douteuse ou partisane. Une analyse attentive de la sélection et de la disposition des notes permet de constater une attention particulière à la rigueur méthodologique. À titre d'illustration, il est parfois fait référence à un dirigeant nationaliste turc pour contextualiser la période ottomane, plutôt qu'à un théoricien de l'islamisme radical, ou encore à un témoin

[1] Je présenterai ici un exemple : j'ai cité dans mon livre *La Vérité sur l'organisation spéciale et son rôle dans l'appel des Frères musulmans* les positions de Mahmoud al-Sabbagh lui-même. Le lecteur sera surpris au premier abord par Mahmoud al-Sabbagh et sa relation avec les propos d'Abd al-Qadir al-Husseini et Amin al-Husseini, car on ne sait pas que cet homme était responsable de la liaison entre les Frères musulmans et le Haut Comité arabe, et il était un ami et un assistant d'Abd al-Qadir al-Husseini, et il était responsable de l'armement, et il était le premier chef d'un groupe de volontaires des Frères en Palestine. La clarification de tout cela ne tient pas dans le texte ni dans la marge. Et comme exemple de cela, j'ai cité le livre « *la prisonnière* » de Malika Oufkir, et le lecteur sera surpris par cela, car il s'agit d'une jeune femme marocaine racontant l'histoire de son emprisonnement, mais je l'ai citée dans le contexte de la preuve de la relation entre les Juifs et le régime marocain. En effet, Manoubia Oufkir a mentionné dans son livre des informations isolées sur son père, le général Mohamed Oufkir, qui était le deuxième homme du régime marocain à l'époque. Et ainsi de suite.

dont l'objectivité est difficile à remettre en question, suivant le principe bien établi de « un témoin issu de son propre camp ».
Lorsqu'il est question d'un événement de notoriété publique, l'auteur s'abstient de mentionner la source de ses informations. Cependant, lorsque l'on aborde le sujet d'un massacre ou d'un drame, il est préférable de se référer à un mémoire plutôt qu'à un rapport, car les témoignages sont susceptibles de transmettre une dimension émotionnelle que les données chiffrées ne peuvent pas rendre. Le lecteur intéressé par le sujet pourra ainsi accéder à une voix vivante et incarnée, et non à un document administratif statique.
Ainsi, les notes ont été enrichies lorsque cela s'est avéré nécessaire, et réduites lorsque cela s'est imposé. Il serait fastidieux de détailler dans le détail la méthodologie employée dans le cadre de cette étude, mais il est à noter que toute personne qui l'observera attentivement pourra la comprendre sans difficulté.
Si l'on peut affirmer que des propos pertinents ou bénéfiques ont été avancés, c'est uniquement par la grâce divine. En ce qui concerne les erreurs, oublis ou fautes, ils sont imputables à mon propre esprit et à l'influence du malin. Il convient de noter que, selon les sources concordantes, Dieu et son Messager ne sont aucunement impliqués dans cette affaire.

Les racines du sionisme

La revendication juive de Jérusalem et de la Palestine s'appuie sur la croyance selon laquelle il s'agit de la Terre Sainte, le lieu de résidence de leurs prophètes, à savoir Abraham, Isaac et Jacob. Il convient de noter que ce lieu de pèlerinage a également été fréquenté par des figures emblématiques de la tradition juive, telles que Moïse et Aaron, ainsi que les prophètes qui ont suivi leur exemple. C'est sur ce territoire qu'ils connurent leur âge d'or, une période marquée par le règne des rois-prophètes David et Salomon, qui gouvernèrent depuis la cité de Jérusalem. À la suite de leur disparition, le royaume a connu une période de déclin, de division, et a finalement disparu sous les conquêtes successives des empires babylonien, égyptien et romain. Durant ces périodes, les Juifs vécurent dans cette terre comme un peuple vaincu et opprimé, ou bien furent expulsés et réduits en esclavage.

Les tentatives juives de retour à Jérusalem

Depuis plus de trois millénaires, la diaspora juive entretient l'espoir d'un retour en Terre Sainte et d'y restaurer leur État. Au cours de l'histoire, un certain nombre d'initiatives ont été lancées, mais toutes se sont avérées infructueuses, ce qui a soulevé des interrogations quant à leur crédibilité et leur viabilité. Parmi les tentatives les plus notables, nous pouvons mentionner :

1. **La tentative de David Raubini (1523)** : Cette initiative est entourée de mystère, et une grande partie de son récit relève presque de la légende.[1]
2. **La tentative de Joseph Nasi (1561)** : Juif ayant fui l'Inquisition espagnole et intégré par la suite la cour du sultan

[1] Voir : David Raupini, *The Diaries of David Raupini*, traduction et étude : Dr. Mustafa Wahbi, 1ère édition (Istanbul : Dar al-Usul al-'Ilmiyya, 2021), et voir l'introduction du vérificateur des journaux et la préface de ceux-ci.

ottoman. Il aurait tenté de faire venir des groupes juifs à Tibériade, une ville dont il avait obtenu le droit d'administrer et de reconstruire.[1]

En considérant le contexte et les spécificités de ces initiatives, il apparaît difficile de les qualifier de véritables tentatives de retour. Ces mesures semblent avoir été mises en œuvre dans le but de fournir un refuge aux Juifs fuyant l'Inquisition, sous la protection d'une figure juive fortunée et proche du sultan ottoman.

Il est probable que l'ensemble de ces éléments serait tombé dans l'oubli si la création de l'État d'Israël n'avait pas incité les sionistes et les historiens à se replonger dans leur histoire afin de rechercher des précédents, même les plus ténus.

Une analyse approfondie de trois documents ottomans datés de 989 H/1581 ap. J.-C., 991 H/1583 ap. J.-C. et 993 H/1585 ap. J.-C. a révélé les efforts déployés par les autorités ottomanes pour empêcher l'installation de Juifs dans la péninsule du Sinaï, notamment dans la région du mont Sinaï.

Au fil du temps, alors que l'Empire ottoman subissait des transformations et que les empires occidentaux s'élargissaient, les Juifs ont cherché à exploiter ces changements. En Europe, leur situation s'est significativement améliorée, dépassant largement les conditions qui leur étaient réservées au Moyen Âge. Par ailleurs, une nouvelle branche du christianisme, le protestantisme, se diffusa et accéda au pouvoir dans plusieurs pays, adoptant une posture plus favorable envers les Juifs. Une analyse plus approfondie de ce point sera présentée dans un futur article. Ces avancées ont suscité un regain d'espoir chez une partie de la communauté juive, laissant entrevoir la possibilité d'un retour en

[1] Stanford J. Shaw, *The Jews of the Ottoman Empire and the Turkish Republic* (Hampshire: Macmillan Press LTD, 1991), p. 89; Issam Sakhnini, *Tabariya: A Comprehensive Historical Study*, 1ère édition (Beyrouth : The Arab Foundation for Studies and Publishing, 2009), p. 252 et suivantes.

Palestine. Cet espoir s'est manifesté à travers des appels, des poèmes et des écrits, aboutissant finalement à la constitution de mouvements ayant pour objectif la concentration des Juifs en Palestine.[1]

L'une des dimensions qui confère à cette question une sensibilité et une complexité particulières réside dans la croyance, largement répandue parmi les Juifs contemporains, selon laquelle le Temple (le grand Temple) érigé par Salomon — et qui a été intégralement détruit — se situait à l'emplacement actuel de la mosquée Al-Aqsa. En d'autres termes, la reconstruction de la mosquée Al-Aqsa, qui fut la première qibla et demeure le troisième lieu saint de l'islam, impliquerait sa destruction. En effet, le conflit revêt une dimension religieuse fondamentale, et il ne saurait trouver de résolution que par la victoire définitive de l'un des deux camps. Les lieux sacrés, par leur nature même, ne sauraient être l'objet de compromis ou de partage, et nul n'est investi de l'autorité pour en disposer ou y renoncer.

Le christianisme sioniste

Le christianisme sioniste, courant théologique et spirituel qui trouve ses origines dans le judaïsme, se caractérise par une adhésion à la figure de Jésus, considéré comme le fils de Marie, né en Palestine, plus précisément à Bethléem. C'est dans ce contexte que le prophète a été envoyé, que sa crucifixion a eu lieu pour le salut de l'humanité, puis que son ensevelissement dans son tombeau s'est déroulé. En conséquence, ils considèrent cette terre comme sacrée et estiment avoir un devoir religieux de « libérer le tombeau du Christ » de la domination des infidèles, c'est-à-dire des musulmans.

---

[1] Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism: Its Roots in Western History*, traduction: Ahmad Abdallah Abd al-Aziz, série *Alam al-Ma'rifa* 96 (Koweït : The National Council for Culture, Arts and Letters, décembre 1985), pp. 39 et suivantes, 59, 60, 64 et suivantes ; Abdelwahab Elmessiri (éditeur), *The Political Encyclopedia* (Beyrouth : The Arab Foundation for Studies and Publishing, sans date), 3/659.

L'adoption officielle du christianisme par l'Empire romain, sous l'empereur Constantin, marque un tournant significatif dans l'histoire de cette religion. Cette adoption, survenue trois siècles après la mort du Christ, témoigne de l'intégration progressive du christianisme dans la structure sociale et culturelle de l'Empire romain. Par la suite, l'empire se divisa en deux branches distinctes:

- L'**Empire byzantin d'Orient**, avec Constantinople (actuellement connue sous le nom d'Istanbul) pour capitale, se caractérisait par une prédominance de la religion chrétienne orthodoxe, de la langue grecque et de l'architecture byzantine. La basilique Sainte-Sophie, un exemple emblématique de l'architecture religieuse de cette période, était considérée comme la principale église de l'Empire.

- Quant à **l'Empire romain d'Occident**, il était gouverné depuis Rome et se caractérisait par la pratique du catholicisme, la langue latine et l'influence du Vatican en tant que centre religieux.

La région historique du Bilad al-Sham (Grande Syrie), incluant Jérusalem, a été sous domination byzantine pendant une période s'étendant sur plusieurs siècles, avec des interruptions ponctuelles sous influence perse. À partir des conquêtes islamiques du VIIe siècle, notamment en Syrie et en Égypte, le pouvoir musulman s'est imposé dans ces territoires pendant plus de douze siècles.

Cependant, il convient de noter que, durant les Croisades, les chrétiens d'Occident, et plus particulièrement les Latins catholiques rattachés au Vatican, ont exercé un contrôle temporaire sur la ville sainte de Jérusalem. La période de présence croisée au Levant s'étendit sur environ deux siècles, cependant, la domination effective sur Jérusalem ne dépassa guère une centaine d'années. À la fin du XII^e siècle, le chef musulman Ṣalāḥ ad-Dīn al-Ayyūbī, également connu sous le nom de Saladin, a mené une campagne militaire qui a permis la libération de Jérusalem. Cette victoire a marqué la fin de l'expansion du royaume des Croisés en

Orient, et a permis aux Mameloucks d'assurer la stabilité de la région au sein de l'Empire islamique.

Cette dynamique perdurera jusqu'à l'année 1917, marquée par l'invasion de la ville par les forces britanniques. En cette date, un périodique britannique a énoncé avec emphase : « L'épopée des Croisades touche à son terme. »[1]

Il convient de noter que, cette fois-ci, ce ne sont pas les représentants de l'Église orthodoxe ou catholique qui pénétrèrent dans la ville de Jérusalem, mais bien une nouvelle congrégation religieuse : les protestants.

Le mouvement protestant est né d'une scission avec l'Église catholique, initiée par le moine allemand Martin Luther (1483-1546). Après de longues luttes, ce courant finit par s'imposer dans les pays occidentaux les plus puissants, d'abord en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis.

Ce mouvement religieux a introduit un ensemble de croyances inédites, parmi lesquelles une interprétation spécifique des Juifs, qui sera centrale dans la présente étude. Selon la tradition catholique, les Juifs ont perdu leur statut de « peuple élu » suite au rejet du Christ. Ainsi, l'Église se considérait comme l'héritière légitime de la foi mentionnée dans la Torah, incarnant ceux qui avaient la foi à la fois dans la Torah et l'Évangile.

Dans cette perspective, l'Église catholique a interprété les passages de la Torah relatifs au retour des Juifs en Terre sainte comme étant soit déjà accomplis sur le plan historique, soit symboliques. Cette interprétation a été utilisée pour revendiquer la position de l'Église catholique en tant qu'héritière spirituelle des fidèles de la Torah.

Lors de l'émergence du protestantisme, les théologiens de cette confession ont formulé une perspective selon laquelle les Juifs de

---

[1] Cette déclaration est attribuée au général Edmund Allenby lors de son entrée dans Jérusalem, le 11 décembre 1917, après la prise de la ville par les Britanniques.

leur époque ne constituaient pas une déviation de la lignée fidèle décrite dans les textes bibliques. Ils les considéraient comme des membres à part entière de cette tradition. Cette perspective a conduit ces derniers à concevoir l'idée que les Juifs contemporains étaient destinés à un retour en Terre sainte, considéré comme une étape cruciale dans l'accomplissement des prophéties liées à la Seconde Venue du Christ.

Par ailleurs, les protestants ont remis en question le monopole du clergé sur la lecture et l'interprétation des Écritures. Ils ont affirmé que la Bible devait être accessible à tous. Dans ce contexte théologique, chaque individu était en mesure d'interpréter le message divin de manière autonome, sans avoir recours à l'intermédiation des prêtres.

Cette dynamique a conduit à une traduction abondante de la Bible dans les langues européennes locales, facilitant ainsi sa diffusion. Par conséquent, l'histoire juive et les récits des prophètes israélites en Terre sainte furent l'objet d'un regain d'attention, souvent au détriment des saints et figures historiques catholiques traditionnels. Cette relecture collective a mis en exergue la figure de Jésus comme un prophète issu de la lignée d'Israël, soulignant ainsi que la figure divine du christianisme était, en réalité, d'origine juive.

Au fil du temps, un ensemble d'idées s'enracinèrent progressivement dans l'imaginaire européen, interagissant entre elles de manière complexe et dynamique. Dans les régions où la tradition protestante prédomine, en particulier dans la Grande-Bretagne qui allait bientôt émerger comme une puissance mondiale, une interprétation historique s'est développée. Cette dernière identifie la Palestine comme la terre ancestrale du peuple juif. Cette vision considérait les Juifs comme un peuple exilé de sa patrie, et interprétait la Bible comme prédisant et légitimant leur retour sur cette terre sacrée. Dès le XVII^e siècle, un ensemble

d'ouvrages et de publications a émergé, visant à soutenir et à promouvoir cette idée.[1]

Cette dynamique a conduit à l'émergence d'un mouvement que l'on désigne aujourd'hui sous les termes de « sionisme non juif » ou « sionisme chrétien », reflet d'une convergence de croyances autour de la notion de réinstallation des Juifs en Palestine. Cependant, il est à déplorer que cet aspect religieux de la question demeure discret dans le monde islamique. En effet, les régimes laïques et leurs organes de propagande, qu'ils soient médiatiques, éducatifs ou culturels, ont tendance à privilégier les aspects politiques, au détriment de ses fondements religieux. Une analyse approfondie met en évidence que le sionisme chrétien constitue une idéologie profondément enracinée et largement répandue parmi les élites occidentales, qu'elles soient politiques, culturelles ou économiques. En effet, le sionisme peut être considéré comme une extension contemporaine des Croisades médiévales.

Ces croyances sionistes chrétiennes ont été fusionnées avec des idéologies politiques, influençant des agendas dans de nombreux domaines. Les partisans de ces mouvements cherchaient à les mettre en œuvre directement, ou à convaincre les politiciens laïques de les intégrer dans leurs politiques. Nombre de responsables politiques, bien qu'indifférents sur le plan religieux, considéraient les idées sionistes comme des instruments utiles à la poursuite de leurs propres objectifs d'expansion territoriale et d'influence stratégique, mobilisant autour d'elles diverses ressources et énergies. Une troisième perspective, enfin, envisageait le sionisme comme une réponse pragmatique à ce qui était alors désigné sous le terme de « question juive » en Europe.

---

[1] Dans les écrits de chrétiens qui ont soutenu le retour des Juifs en Palestine, voir : Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism*, pp. 30, 31, 42 et suivantes, 55 et suivantes.

[3] Ibid.

Autrement dit, cette approche préconisait le transfert des populations juives d'Europe vers leur terre d'origine.[1]

Cette convergence d'intérêts idéologiques, politiques et stratégiques trouva un moment favorable durant l'une des périodes les plus décisives de l'histoire islamique : l'occupation du Levant par Muhammad Ali Pacha.

La décennie décisive dans la résurgence de l'idée d'Israël

Le déclin et l'affaiblissement de la civilisation islamique face à l'Occident sont souvent situés à l'époque de la campagne de Napoléon en Égypte et en Syrie. Sous le commandement de Napoléon, les forces françaises ont pris le contrôle de l'Égypte et ont progressé jusqu'en Syrie, atteignant la ville d'Acre. Les mamelucks d'Égypte, vassaux de l'Empire ottoman, et leurs alliés ottomans, se sont avérés incapables de repousser les armées étrangères. Cette avancée marque un tournant historique, puisque c'est la première fois depuis la fondation de la ville que des forces non musulmanes s'emparent avec succès de la capitale égyptienne, Le Caire, depuis la conquête islamique. Cet événement a provoqué un choc profond dans la communauté musulmane, marquant ainsi l'entrée dans une nouvelle ère.

Il a été rapporté par la presse française que Napoléon, bien qu'athée dans ses convictions, feignait la piété religieuse lorsque les circonstances politiques l'exigeaient. Dans ce contexte, il aurait appelé les Juifs à revenir en Terre sainte lors de sa campagne vers la Syrie. Bien que l'authenticité de cette déclaration demeure incertaine, elle marque la première manifestation d'un rapprochement entre les intérêts juifs et occidentaux. Cependant,

---

[1] Pour plus de détails sur ce sujet, voir : Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism* ; Al-Masiri, *Encyclopedia of Jews, Judaism and Zionism*, 1ère édition (Le Caire : Dar al-Shuruq, 1999), 6/366 et suivantes (cette encyclopédie a consacré deux chapitres au sionisme non-juif : un chapitre sur le sionisme non-juif chrétien et un chapitre sur le sionisme non-juif laïc).

l'échec de Napoléon lors du siège d'Acre a conduit à une suspension temporaire de cette initiative.

Dans le contexte de l'expulsion des forces françaises d'Égypte, orchestrée par une alliance ottomano-britannique, la France a dû rechercher un nouvel allié pour maintenir son influence dans la région. Une analyse approfondie des événements historiques révèle que les protagonistes ont trouvé un allié inespéré en la personne de Muhammad Ali, un officier de haut rang de l'armée ottomane, qui a joué un rôle déterminant dans la défaite des forces françaises. L'analyse des faits nous apprend que Muhammad Ali a été profondément marqué par l'influence de Napoléon et par la politique mise en œuvre par ce dernier. Cette fascination a conduit Muhammad Ali à établir une alliance avec la France. Dans le cadre de la politique internationale de l'époque, il est intéressant de constater que Muhammad Ali a progressivement pris le contrôle de l'Égypte. Ce résultat a été rendu possible grâce au soutien des Il convient de mentionner la présence de personnalités locales de renom, ainsi que de représentants de la sphère religieuse.

Dans le cadre de cette étude, nous nous pencherons sur la figure emblématique de Muhammad Ali, considéré comme l'une des personnalités les plus influentes de l'histoire du Moyen-Orient au cours des deux derniers siècles. Ses réalisations surpassèrent largement celles de Napoléon en Égypte, où il régna pendant près de cinquante ans. Dirigeant ambitieux et impitoyable, il mit en place un État centralisé et moderne en Égypte, calqué sur les modèles occidentaux. Son règne fut néanmoins marqué par une oppression sévère, et malgré sa loyauté déclarée envers l'Empire ottoman, son autoritarisme dépassait souvent celui de Napoléon lui-même.

Dans le cadre des conflits opposant Muhammad Ali à des forces non musulmanes, il convient de noter que ce dernier fut vaincu dans l'ensemble de ces affrontements. Ces conflits, souvent imposés par des circonstances extérieures, soulèvent des questions pertinentes quant aux stratégies employées et à l'analyse des

dynamiques de pouvoir. Cependant, il convient de noter que ses victoires ont été remportées sur d'autres musulmans, ce qui a laissé derrière lui un lourd héritage de massacres au Hijaz, au Soudan, en Égypte et en Syrie. Sa campagne militaire la plus notable se déroula au Levant, où, à la tête d'une armée égyptienne, il conquit la Syrie aux dépens de l'Empire ottoman, repoussant ses forces et avançant presque jusqu'à Constantinople. Cette progression a représenté une menace sérieuse pour l'Occident, incitant la Grande-Bretagne, la Russie et la France à intervenir afin de rétablir l'autorité ottomane sur l'Égypte et la Syrie. Au terme de dix années de lutte, Muhammad Ali fut contraint de céder la Syrie, tout en assurant la transmission héréditaire de l'Égypte à ses descendants.

Au cours de la décennie durant laquelle Muhammad Ali exerça ses fonctions de dirigeant en Syrie, incluant la période où il exerça également son autorité sur Jérusalem, un processus de résurgence de l'idée d'Israël fut observé. Cette résurgence eut des répercussions notables sur la configuration géopolitique future.

L'analyse des politiques menées par Muhammad Ali en Égypte et au Levant révèle une occupation agressive, comparable au colonialisme britannique ou français. L'analyse des dynamiques politiques et religieuses de l'époque ottomane met en lumière le pouvoir d'un dirigeant dont l'identité musulmane et la loyauté formelle envers l'Empire ottoman conféraient une brutalité et une résistance à l'épreuve de toute contestation. Sa politique en Syrie peut être synthétisée comme suit : Muhammad Ali œuvre à consolider la domination étrangère aux dépens de sa population, privilégiant les intérêts des communautés juive et chrétienne sur ceux de la population musulmane. Cette évolution traduit un basculement stratégique, favorisant une influence étrangère accrue dans la région, souvent au détriment des populations musulmanes locales.

Dans le cadre de ses activités politiques, Muhammad Ali a joué un rôle déterminant dans l'encouragement de l'immigration juive vers l'Égypte. Il a également favorisé leur intégration au sein de

son administration, contribuant ainsi à renforcer leur représentation dans des postes stratégiques. [1] Un document particulièrement significatif, datant de neuf ans avant son occupation de la Syrie, est une lettre d'un individu juif résidant au Levant. L'analyse se concentre sur une description des contextes géopolitiques actuels en Syrie, en Irak et en Iran, tout en proposant des conjectures sur les éventuelles évolutions futures de la situation en Syrie. [2] Cette observation pourrait être interprétée comme un indice de l'existence d'un réseau juif organisé qui aurait soutenu Muhammad Ali dans ces régions. Dans le cadre de la politique expansionniste menée par Muhammad Ali, la Syrie a été conquise et les taxes auparavant imposées aux pèlerins chrétiens et juifs se rendant à Jérusalem ont été abolies Des travaux de restauration ont par ailleurs été menés par l'administration de Muhammad Ali dans des monastères orthodoxes grecs. Enfin, une station de quarantaine pour les pèlerins chrétiens a été créée.[3] Par ailleurs, il a alloué les ressources financières générées par ces mesures à des infrastructures favorables à ces communautés. À la suite de sa conquête de la Syrie, Muhammad Ali a mis fin aux taxes imposées aux pèlerins chrétiens et juifs se rendant à Jérusalem, a contribué à la réparation des monastères orthodoxes grecs, et a établi une station de quarantaine pour les pèlerins chrétiens. En outre, il a alloué les fonds récoltés auprès de ces pèlerins aux moines, une décision qui semble contredire ses politiques financières centralisées et contrôlées par l'État.

Dès ses premières actions, Muhammad Ali a manifesté une orientation stratégique vers la construction et la rénovation de

---

[1] Mikhail Finter, "Les relations des Juifs avec les autorités et la société non-juive", dans : Yaakov Landau (éditeur), *Histoire des Juifs en Égypte à l'époque ottomane*, traduction : Jamal al-Rifai et Ahmad Hammad (Le Caire : Le Centre national de traduction, 2000), p. 522 ; Stanford J. Shaw, *The Jews of the Ottoman Empire*, p. 158.

[2] Asad Rustum, *Les Archives royales égyptiennes : Explication des documents du Levant et de ce qui aide à leur compréhension et à la clarification des intentions de Muhammad Ali al-Kabir* (Beyrouth : L'Université américaine, 1940), 1/44, 45.

[3] Asad Rustam, vol. 3, p.134

synagogues, et ce, avant même d'avoir consolidé son emprise sur la Syrie.[1]. À Jérusalem, on dénombre neuf synagogues,[2] ainsi qu'un grand nombre d'églises et de monastères. [3] Au sein de la communauté juive, des débats ont émergé concernant la question de la priorité à accorder : la construction de nouvelles synagogues ou la construction de logements pour accueillir l'afflux de nouveaux immigrants juifs. [4] Cette question s'inscrivait dans un contexte de croissance constante de la population juive et chrétienne à Jérusalem..[5]

Par ailleurs, il est à noter que les chrétiens furent également autorisés à restaurer et à construire des églises sans devoir obtenir au préalable l'autorisation des autorités ottomanes, comme cela était requis auparavant. Un changement significatif de politique a été observé, permettant aux étrangers d'accéder aux sites sacrés de l'islam sous protection locale.[6] Par ailleurs, il est à noter que les commerçants étrangers reçurent l'autorisation de commercer à l'intérieur du territoire syrien, alors que, sous l'Empire ottoman, ils étaient cantonnés aux villes côtières. Les recherches historiques ont démontré que les taxes sur le commerce musulman étaient sept fois plus élevées que celles appliquées au commerce étranger. En outre, il a été constaté que la surveillance du commerce international a été considérablement allégée[7]. Les commerçants étrangers ont été autorisés à pénétrer sur le territoire de la ville de Damas.[8] À cette occasion, une réception officielle a été organisée en l'honneur du consul britannique[9]. Cela représentait un contraste

---

[1] Asad Rustam, vol.3, p.136.

[2] Ibid., vol.4, p.296 et suivantes.

[3] Latifa Salim, *La domination égyptienne en Syrie*, pp.248-250

[4] Karen Armstrong, *Jérusalem : Une ville, trois religions*, p.564.

[5] Constantine Bazili, p.117 ; *Mudhakkarāt Tārikhīyah*, auteur inconnu, pp.69-70.

[6] Ibid., p.162.

[7] Asad Rustam, vol.3, p.135.

[8] Dawud Barakat, p.132.

[9] *Mudhakkarāt Tārikhīyah*, pp.25, 68-69 ; Dawud Barakat, p.189.

frappant avec les restrictions ottomanes Cette situation illustre un contraste saisissant avec les restrictions ottomanes antérieures, qui limitaient la présence étrangère à Damas, perçue comme un territoire sacré de l'islam. Parallèlement, un décret fut émis interdisant aux navires ottomans d'exercer des activités commerciales en Syrie [1]. Cette mesure eut des répercussions notables sur les dynamiques économiques régionales, marquant une transition significative dans le contexte économique de la région..

En Syrie, une évolution significative dans le contexte éducatif a été observée, marquée par l'autorisation donnée aux étrangers et aux membres de la communauté juive de établir des institutions d'enseignement. Ces écoles, créées par des familles juives fortunées, ont été conçues pour développer un cadre éducatif moderne et destiné à la formation d'une élite juive cultivée. Ces institutions éducatives avaient pour objectif de doter la jeunesse juive orientale des compétences nécessaires pour assurer la préservation et la pérennité de leur communauté, en s'affranchissant de l'influence culturelle et sociale de l'Occident.[2] Par ailleurs, des chrétiens et des juifs ont été nommés à des postes au sein de l'armée et de l'administration, et ont reçu des grades et des titres.[3] Pour la première fois, des membres des communautés juive, chrétienne, arménienne et étrangère ont été intégrés au « Conseil consultatif de Jérusalem », une instance dont la mission est la supervision des affaires de la ville. En outre, ces derniers ont été dotés de licences leur permettant de mettre en œuvre des initiatives économiques et commerciales, leur octroyant ainsi l'accès aux

---

[1] Muhammad Farid, *Al-Bahjah al-Tawfiqiyah fi Tarikh Mu'assis al-'A'ilah al-Khudaywiyah*, p.165.

[2]Dawud Barakat, p.189; Stanford J. Shaw, *The Jews of the Ottoman Empire*, p.158; Jonathan Frankel, *The Damascus Affair: Ritual Murder, Politics, and the Jews in 1840*, p.376.

[3] Dawud Barakat, p.189.

biens et terres waqf (fondations pieuses islamiques) sous la juridiction ottomane.[1]

En 1839, les Britanniques établirent un consulat à Jérusalem pour la première fois de son histoire. Cet établissement devint rapidement un point central du soutien aux communautés juives et protestantes de la ville et de la région syrienne élargie. Ce consulat a joué un rôle déterminant dans l'expansion de l'influence britannique, tout en servant de plateforme pour les initiatives missionnaires.[2] À la même époque, le consul américain à Jaffa entreprit de nommer un vice-consul à Jérusalem[3]„ marquant ainsi le début de l'implication officielle des États-Unis dans la ville.[4]

En outre, lesdites entités ont été pourvues d'autorisations leur permettant de procéder à la mise en œuvre de projets d'ordre économique et commercial. Ces autorisations leur confèrent la faculté d'accéder aux terres et aux biens waqf, à savoir les fonds pieux islamiques placés sous la juridiction ottomane. [5]

Parallèlement, le consul américain à Jaffa entreprit des démarches pour nommer un vice-consul à Jérusalem, marquant ainsi l'implication officielle des États-Unis dans la ville.

Durant cette période, la première tentative juive organisée de revendiquer une portion de la place du Mur de Burāq (Mur occidental), communément appelée le Mur des Lamentations, eut

---

[1] Asad Rustam, *Al-Usūl al-ʿArabīyah li Tārīkh Sūriyah fī ʿAhd Muhammad ʿAlī Pasha*, vol.5, pp.224-226; Mustafa ʿAbd al-Ghanī, *Al-Awqāf ʿalā al-Quds*, pp.120-123.

[2] Asad Rustam, *Al-Mahfūẓāt al-Malakiyah al-Miṣriyyah*, vol.2, p.326; vol.3, pp.65-66.

[3] Karen Armstrong, pp.565-566; Dawud Barakat, p.143 ; ʿAbd al-ʿAzīz ʿAwad, *Hijrat al-Yahūd ilā Filasṭīn wa Mawqif al-Dawlah al-ʿUthmāniyyah minhā*, vol.3, p.155.

[4] Asad Rustam, *Al-Mahfūẓāt al-Malakiyah*, vol.2, p.349.

[5] Mustafa ʿAbd al-Ghanī, p.69.

lieu avec l'assistance du consul britannique et l'aval des autorités égyptiennes.[1]

Sous le règne de Muhammad Ali, une période de tolérance religieuse marquée par une libéralisation des pratiques séculières fut observée. Cette politique d'ouverture légale, qui bénéficia aux communautés juives et chrétiennes, les dispensa de nombreuses restrictions habituelles. Les autorités égyptiennes appliquaient des sanctions disciplinaires à l'encontre des militaires qui avaient provoqué, de manière fortuite, une offense à l'encontre de ces communautés. Elles pouvaient également accorder leur grâce à des individus de confession chrétienne ou juive impliqués dans des affaires pénales majeures, comme celle, tristement célèbre, de « l'incident de Bādiri ».[2].

---

[1] Asad Rustam, *Al-Mahfūẓāt al-Malakiyah*, vol.2, p.349.

Asad Rustam, *al-Mahfūẓāt*, vol.4, p.294 et suivantes; Mustafā ʿAbd al-Ghanī, p.125.

1. [2] *Mudhakkarāt Tārikhīyah*, pp.80-81, 117, 121-122; Ili Levi Abū ʿAsal, *Yaqazat al-ʿĀlam al-Yahūdī*, p.154.

L' « incident de Badiri » fait référence à un épisode survenu sous le gouvernement de Muhammad Ali Pacha au Levant, qui révéla les tensions engendrées par sa politique à l'égard des communautés religieuses. Au cours de son règne dans les années 1830, Muhammad Ali accorda de nouveaux droits et protections aux communautés chrétiennes et juives, incluant des privilèges éducatifs, commerciaux et fonciers traditionnellement réservés aux musulmans. Ce changement provoqua un ressentiment croissant parmi la population musulmane locale, qui se sentait de plus en plus marginalisée, en particulier en raison des lourdes taxes et de la conscription obligatoire. Dans le cas spécifique de l' « incident de Badiri », un soldat égyptien aurait offensé un individu juif ou chrétien, volontairement ou non. Les autorités réagirent sévèrement contre le soldat afin de renforcer la politique pro-minorités de Muhammad Ali, ce qui intensifia encore la frustration locale. Cet incident mit en lumière le sentiment, chez les musulmans, que l'administration de Muhammad Ali favorisait largement les non-musulmans et les intérêts étrangers, au détriment du cadre islamique traditionnel dans la région. Voir https://dorar.net/history/event/4471 et https://www.hindawi.org/books/40837420/1.8/ [ARK].

Dans le contexte de la répression des soulèvements locaux par les forces égyptiennes, marquée par une sévérité extrême, un contraste saisissant a été observé. En effet, une indulgence notable a été démontrée envers les insurgés chrétiens.[1] Cette différence de traitement soulève des questions quant à l'attitude réelle de Muhammad Ali et de son administration envers l'islam et ses pratiquants, suggérant une hostilité latente.

Dans le contexte de la conquête ottomane, un processus de conversion des lieux de culte musulmans en écuries a été observé, reflétant les changements politiques et religieux opérés par les autorités. Parallèlement, les communautés musulmanes ont été confrontées à des persécutions importantes, marquant une étape sombre de l'histoire des relations religieuses et culturelles. Nombre d'observateurs perçoivent dans ces événements les prémices d'un éventuel renversement de la puissance islamique dans la région.[2] Les waqfs islamiques furent l'objet de vastes confiscations et dégradations, tandis que les fondations chrétiennes et juives furent non seulement épargnées, mais parfois même soutenues.[3]

Dans ce contexte, un grand nombre de personnalités musulmanes de haut rang ont recherché la protection des consulats étrangers, dans l'espoir d'échapper à la conscription obligatoire, à la pression fiscale exorbitante et à l'oppression généralisée. Dans le contexte de la persécution religieuse, un certain nombre de personnes ont trouvé refuge auprès du personnel chrétien et juif des consulats, bénéficiant de l'immunité diplomatique qui leur était accordée. Ainsi, des musulmans respectés se retrouvèrent dépendants d'anciens sujets chrétiens et juifs, et furent contraints de subir une forme de subordination sous le règne de Muhammad Ali. Un nombre considérable d'individus ont pris la décision de quitter la région en quête de sécurité.

---

[1] *Mudhakkarāt*, p.78 ; Rustam, *al-Mahfūẓāt*, vol.4, p.356.
[2] *Mudhakkarāt*, p.78 ; Rustam, *al-Mahfūẓāt*, vol.4, p.356.
[3] Voir : Muhammed Elhamy, *Fī Arwiqat al-Tārikh*, vol. 3, p. 171 et suivantes.

Cette dynamique a induit une transformation démographique significative à Jérusalem, où la population juive est devenue majoritaire, suivie par les chrétiens, tandis que la communauté musulmane s'est vue réduite au statut de minorité.[1] Cette transition a également induit une transformation du paysage social et économique, conduisant à une redistribution des classes sociales. Ainsi, les individus de confession musulmane se sont retrouvés relégués aux positions inférieures de l'échelle sociale, tandis que les Juifs et les Chrétiens ont vu leur statut s'élever, et que les ressortissants étrangers ont atteint le sommet de la hiérarchie.

L'analyse des dynamiques politiques, sociales et économiques durant le règne de Muhammad Ali a conduit Moïse Montefiore, un financier juif de renom, à concevoir un projet de réinstallation des Juifs en Palestine. Cette initiative peut être considérée comme la première tentative significative d'établir une présence juive dans la région, bien avant l'action de Theodor Herzl. Montefiore a mené des négociations afin d'acquérir de vastes étendues de terres bénéficiant de droits particuliers pour l'agriculture et le commerce. Cette proposition fut accueillie favorablement par Muhammad Ali, qui octroya même une autonomie administrative aux villages acquis. [2] Montefiore a joué un rôle déterminant dans l'établissement de colonies agricoles et de projets industriels, ainsi que dans la création du premier quartier juif en dehors des murs de Jérusalem. Ces réalisations ont contribué à accorder aux Juifs de Syrie et de Palestine un statut privilégié, marquant un tournant significatif dans l'histoire des communautés juives de la région.

Le processus de transformation de la communauté juive en une entité étrangère, de plus en plus détachée du contexte régional et susceptible d'évoluer vers une communauté de colons, a été favorisé par ces développements. Ces derniers ont bénéficié du

---

[1] Karen Armstrong, *Jerusalem: One City, Three Faiths*, p. 567.

[2] Voir également: Ili Levi Abu Asal, p. 144, 150–151, 171 ; *Malaf Wathāiq Filistīn*, vol. 1, p. 45 ; Ben Halpern et Jehuda Reeinharz, *Zionism and the Creation of a New Society*, p. 43 ; Jonathan Frankel, *The Damascus Affair*, p. 376.

soutien du consul britannique. Cette modification des modalités d'action a conduit à l'émergence d'une réflexion plus vaste concernant le transfert des populations juives d'Europe vers la Palestine. Ce qui avait émergé comme une idéologie religieuse a subi une transformation progressive, évoluant vers un discours politique qui a été discuté au sein des cercles intellectuels, des réunions politiques et, en fin de compte, parmi les responsables gouvernementaux.[1]

À titre d'illustration, le penseur socialiste Charles Fourier exprima dans son ouvrage La Fausse Industrie (1835-1836) un antisémitisme virulent. Il suggérait que la solution à la « question juive » était d'expulser les Juifs d'Europe pour les réinstaller au Levant.[2]

En 1839, le comte de Shaftesbury [3] a rédigé une recension d'un ouvrage de voyage sur la Palestine. Cette recension a été publiée dans le *Quarterly Review*,[3] un périodique très lu à l'époque. Dans ce contexte, il affirmait que cette terre était apte à accueillir des travailleurs juifs, sous la supervision du consul britannique à Jérusalem. En 1840, il affina son idée et la présenta formellement à Lord Palmerston dans un mémorandum (25 septembre 1840),

---

[1] El-Messiri, vol. 6, p. 177.

[2] Ibid., vol. 3, p. 167

[3] **Anthony Ashley Cooper**, 7e comte de Shaftesbury (1801–1885), était un important réformateur social anglais du XIXe siècle, reconnu pour son engagement en faveur de l'amélioration des conditions de travail et pour la défense des groupes défavorisés. Parmi ses réalisations majeures figurent son soutien au **Factory Act de 1842**, qui interdisait le travail souterrain dans les mines aux femmes et aux enfants de moins de 13 ans, ainsi que sa promotion des **« ragged schools »**, qui offraient une éducation gratuite aux enfants pauvres. Il participa également au **projet immobilier Peabody**, visant à fournir des logements abordables à la classe ouvrière. Il défendit en outre la **protection des animaux** et soutint activement les **causes chrétiennes évangéliques**. Dès 1839, Shaftesbury avait déjà accompli des avancées notables dans le domaine de la réforme sociale et gagnait en influence en tant que philanthrope et défenseur des causes humanitaires.

soulignant les avantages stratégiques qu'une telle initiative représenterait pour la Grande-Bretagne.[1]

The Times a rapporté que la question de la réinstallation juive s'était imposée comme un enjeu politique majeur. Le périodique *The Globe*, dont la ligne éditoriale était étroitement liée aux intérêts du Foreign Office britannique, a publié un grand nombre d'articles entre 1839 et 1840. Ces articles défendaient la thèse d'un transfert d'une importante population juive vers le Levant. Cette conception fut approuvée par Lord Palmerston. Parallèlement, il écrivit à l'ambassadeur britannique à Constantinople, proposant la création d'un État juif comme mesure de médiation entre l'Empire ottoman et Muhammad Ali.

En 1841, le colonel Churchill soumit à Moïse Montefiore un document intitulé « Mémorandum », dans lequel il proposait la création d'un mouvement politique visant à soutenir la restauration d'une présence juive en Palestine.[2]

En somme, les politiques menées par Muhammad Ali en Syrie ont contribué à l'intensification des débats sur la création d'un État juif. Son influence en a fait, sinon le fondateur, du moins un précurseur significatif de la création de l'État d'Israël. En effet, si l'on fait abstraction des contraintes politiques extérieures, il est possible d'avancer l'hypothèse que l'État d'Israël aurait pu voir le jour cinquante ans plus tôt. [3]

La résistance ottomane à l'émergence d'un État juif

---

[1] Regina Sharif, pp. 83-84, 91 ; Rafiq Shaker al-Nashtah, Le sultan ʿAbd al-Ḥamīd II et la Palestine, p. 83 ; David Fromkin, Une paix pour mettre fin à toute paix : la chute de l'Empire ottoman et la création du Moyen-Orient moderne, p. 301 ; El-Messiri, vol. 6, p. 153 et suivantes.

[2] El-Messiri, vol. 6, p. 145.

[3] Dans cette étude, j'ai pris un soin particulier à vérifier chaque information à l'aide de ses sources. La quasi-totalité des références provient de documents originaux ou de témoignages directs, compte tenu du caractère sensible et important du sujet, ainsi que de sa relative méconnaissance par la majorité des historiens de cette période.

Si les ambitions de Muhammad Ali en Syrie ont été contrées, ses politiques ont néanmoins laissé une empreinte durable qui a contribué à façonner l'avenir de la région. À la suite de la reconquête de la Syrie, l'Empire ottoman a éprouvé des difficultés à restaurer intégralement l'ordre ancien. La région avait connu des transformations notables, notamment une augmentation des communautés juives, le développement de projets économiques, ainsi que l'établissement d'un consulat britannique, symbole d'une influence étrangère persistante. Par ailleurs, le retour au pouvoir de l'Empire ottoman était étroitement lié au soutien de la puissance britannique, contribuant ainsi à renforcer une présence étrangère, notamment britannique, qui a exercé une influence significative sur la configuration politique future.

Bien que les efforts déployés par Muhammad Ali aient atteint leur terme, les initiatives juives se sont poursuivies. Dans le contexte historique qui précède le retrait des troupes ottomanes de Syrie et l'émergence du mouvement sioniste mené par Herzl, diverses initiatives ont été entreprises en vue de consolider une présence juive dans la région..

L'une de ces entreprises fut menée par le voyageur juif Laurence Oliphant,[1] qui présenta un plan en 1880, exposé dans son ouvrage *The Land of Gilead*. Une autre initiative notable fut celle de Samuel Montagu, banquier juif britannique, membre du Parlement et chef du mouvement *Lovers of Zion*. En 1893, il adressa une requête au sultan Abdülhamid II afin d'obtenir l'autorisation d'établir des colonies juives en Jordanie orientale. Au cours de la même année, un projet d'envergure fut proposé par le sioniste allemand, Bohlen Dorf. Ce dernier préconisait l'installation de colons sionistes dans la région en question, avec pour objectif l'expulsion des Bédouins

[1] Laurence Oliphant (3 août 1829 – 23 décembre 1888), député britannique, auteur, voyageur, diplomate, agent du renseignement britannique, mystique chrétien et sioniste chrétien. Son ouvrage le plus célèbre à titre posthume est *The Land of Gilead*. Voir : Wikipedia (Laurence Oliphant).

qui y vivaient[1]. Durant cette période, un nombre significatif d'organisations juives en Europe et en Russie ont été établies dans le but de soutenir la migration juive vers la Palestine et de renforcer la communauté juive locale, que ce soit par le biais d'une assistance financière ou de la mise en œuvre de projets agricoles et industriels.[2]

En outre, il est important de souligner que les efforts de colonisation juive ont bénéficié de l'appui, voire de la dissimulation, de l'influence étrangère, principalement à travers deux canaux : d'une part, des responsables politiques influents dans les capitales européennes, et d'autre part, des consuls étrangers en poste au Levant, agissant en tant que représentants de ces puissances.

Des acteurs politiques de premier plan ont convergé leurs intérêts impériaux avec les objectifs de la restauration juive en Palestine. Dans le cadre de cette étude, nous nous pencherons sur les rôles significatifs joués par des personnalités telles qu'Ernest Laharanne,[3] secrétaire particulier de Napoléon III, auteur d'un

---

[1] Theodor Herzl, *Diaries of Theodor Herzl*, 1re éd. arabe, Beyrouth : Centre de recherche palestinien, 1968, p.542, voir Annexe ; Amin Abdullah, *Mashārīʿ al-Istīṭān al-Yahūdī mundh Qiyām al-Thawrah al-Faransīyah hattā Nihāyat al-Ḥarb al-ʿĀlamīyah al-Ūlā* (Projets de colonisation juive de la Révolution française à la fin de la Première Guerre mondiale), Koweït : collection ʿĀlam al-Maʿrifah (no.74), p.145 ; ʿAbd al-Wahab El-Messiri, vol.6, p.313.

[2] **ʿAbd al-ʿAzīz ʿAwād**, *Naš'at al-Istīṭān al-Ṣuhyūnī fī Filasṭīn* (*La genèse de la colonisation sioniste en Palestine*), *Al-Majallah al-Tārīkhīyah al-Miṣrīyah* (*Revue d'Histoire Égyptienne*), n° 21, p. 256 et suivantes.

[3] Ernest Laharanne, né Jean Ernest Laharanne le 8 novembre 1840 à Sauveterre-de-Béarn et décédé le 10 juillet 1897 à Moulins, est un écrivain politique français. Rédacteur en chef de *L'État : journal de la République et de la liberté commerciale*, qu'il avait racheté à Louis Ulbach sous le titre *La Cloche*, son journal soutenait le libre-échange. Catholique libéral, Laharanne avait fait partie du secrétariat de Napoléon III. Il est célèbre pour avoir proposé, dès 1860, la reconstitution de la nationalité juive. Il fondait cette idée sur le principe des nationalités adopté par Napoléon III. Moïse Hess le cite dans *Rome et Jérusalem. La dernière question nationale* (onzième lettre), 1862. Voir l'article Wikipédia en français.

ouvrage promouvant le retour des Juifs[1], s Premier ministre. Palmerston déploya des efforts soutenus pour obtenir l'approbation du sultan ottoman quant à la création d'un foyer national juif en Palestine. Dans le cadre de la défense de leurs positions, d'autres partisans,[2] dont Lloyd George[3], ont fait valoir que l'éducation protestante, fortement ancrée dans la Bible, leur avait permis de développer une connaissance approfondie des villages palestiniens,[4] surpassant celle des villages d'Europe. Ils ont également affirmé que leur familiarité avec les rois et les prophètes israélites surpassait celle qu'ils avaient avec les monarques britanniques.[5]

Il est à noter que de nombreux pays européens ont émis des promesses similaires à la Déclaration Balfour. Les États-Unis ont également participé aux pressions exercées sur l'Empire ottoman, notamment en réponse aux pogroms anti-juifs survenus en Russie en 1881.[6]

En ce qui concerne les consuls étrangers, il convient de noter qu'ils ont déployé des efforts, lorsque la situation le permettait, pour acquérir des terres en Palestine, en tirant parti des lois sur la propriété étrangère en vigueur dans l'Empire ottoman. Cette pratique, qui rappelle les stratégies actuelles dans certains pays, est le reflet d'une continuité historique dans les dynamiques

---

[1] Regina Sharif, p. 77 ; El-Messiri, vol. 6, p. 153.

[2] Voir Ili Levi Abu Asal, pp. 179-180.

[3] Lloyd George était le chef du gouvernement au sein duquel Balfour, alors ministre des Affaires étrangères, émit sa célèbre déclaration. Bien que Lloyd George ait exercé une influence bien supérieure à celle de Balfour, la notoriété de la déclaration valut à ce dernier une reconnaissance éclipsant celle du Premier ministre.

[4] Voir Sharif, p. 80 et suivantes.

[5] George Antonius, *Le Réveil arabe*, p. 372 ; Regina Sharif, p. 109 ; David Fromkin, p. 300.

[6] Pour des informations sur la question sioniste aux États-Unis et son évolution, voir : Michael Oren, *Pouvoir, foi et fantaisie : l'Amérique au Moyen-Orient de 1776 à nos jours* (édition arabe), traduit par la Fondation al-Hindawi, Londres, 2009, pp. 305 et suivantes.

d'acquisition foncière dans cette région. Cette pratique s'inscrivait dans un contexte historique et juridique spécifique, en tirant parti de conditions existantes, dont certaines étaient naturellement établies, telles que les lois autorisant les étrangers à posséder des terres ou des biens. D'autres conditions résultaient de l'héritage de l'ère Muhammad Ali, ou encore de la promotion du libre-échange. Laharanne, sujet de confession catholique et adepte de la doctrine libérale, occupait un poste au sein du secrétariat de Napoléon III. Il est notamment reconnu pour avoir préconisé, dès 1860, la reconstitution de la nationalité juive. Cette approche s'inscrivait dans le sillage des conceptions napoléoniennes de la nationalité, telles qu'établies par Napoléon III. Dans son ouvrage intitulé *Rome et Jérusalem, La Dernière Question Nationale (onzième lettre, 1862).*, Moïse Hess fait référence à cette figure historique.

La fragilité de l'Empire ottoman se manifestait de manière particulièrement préoccupante lors de la crise financière qui le frappait, l'obligeant, dans certains cas, à se séparer de ses terres par le biais d'enchères publiques afin de rembourser ses dettes. Dans le cadre du régime des privilèges étrangers, les consuls étrangers protégeaient également les Juifs, renforçant ainsi leur présence et leur pouvoir. Par ailleurs, il convient de noter que de nombreux consuls ont contourné, voire enfreint, les lois ottomanes.[1]

Il est indéniable que l'influence étrangère s'est insinuée dans l'Empire ottoman, pénétrant les structures de gouvernance à travers des agents déviants, qu'ils soient des éléments occidentalisés favorisant les intérêts étrangers ou simplement motivés par des aspirations égoïstes.[2]

---

[1] . Pour des informations sur la question sioniste aux États-Unis et son évolution, voir : Michael Oren, *Pouvoir, foi et fantaisie : l'Amérique au Moyen-Orient de 1776 à nos jours* (édition arabe), traduit par la Fondation al-Hindawi, Londres, 2009, pp. 305 et suivantes.

[2] Pour référence complémentaire, consulter :

– Amin Abdullah, *Les projets de colonisation juive*, p. 33 et suivantes.

Par conséquent, l'analyse de la résistance ottomane à l'émergence d'un État juif ne se limite pas à la seule réponse du sultan Abdülhamid II à Herzl, qui sera examinée dans une section ultérieure. Cette opposition précède Herzl et le sionisme. Comme il a été mentionné précédemment, les sultans ottomans, à l'époque de la puissance impériale, avaient déjà émis des décrets interdisant l'établissement de Juifs dans le Sinaï, des siècles avant ces événements modernes. Parmi les mesures mises en œuvre par les sultans ottomans ultérieurs pour contrer les implantations juives, on peut noter :

1. Le démantèlement du grand projet de colonisation de Moses Montefiore, initialement approuvé par Muhammad Ali, mais interrompu avec le retour de la souveraineté ottomane sur la Syrie, ce qui porta un coup majeur aux ambitions de Montefiore.[1]
2. Un document ottoman daté du 6 Rabīʿ al-Thānī 1262 H / 3 avril 1846 C.E., Ce document est une missive expédiée par le sultan Abdülmecid et adressée au mutasarrif, le gouverneur de Jérusalem. Dans le cadre de cette directive, il était impératif de restituer une terre acquise par un Juif britannique et de la céder à un citoyen ottoman. Le document met en exergue l'existence d'une législation antérieure qui prohibait aux individus de confession juive, ressortissants étrangers, de posséder des terres en Palestine.[2]
3. Les tentatives persistantes de Lord Palmerston Dans le cadre de la politique intérieure et extérieure du Royaume-

---

– ʿĪsā al-Qaddūmī, *Les Archives ottomanes et les trésors historiques de Jérusalem*, série *Études de Bayt al-Maqdis*, n°5, hiver 2008.

– L'étude exhaustive de Nāʾila al-Waʿrī, *Le rôle des consulats étrangers dans la migration et l'installation juives en Palestine : 1840–1914*, 1re édition, Amman : Dār al-Shurūq, 2007.

[1] Īlī Lēvī Abū ʾĀṣal, p. 171.

[2] ʿĪsā al-Qaddūmī.

Uni, Lord Palmerston, d'abord en sa qualité de ministre britannique des Affaires étrangères, puis en tant que Premier ministre, déploie des efforts soutenus pour obtenir l'autorisation ottomane d'accorder une portion de la terre palestinienne à des colons juifs.[1] Ces tentatives ont finalement échoué en raison de ce qui a été qualifié de « ferme obstination de la Sublime Porte ».[2]

4. Le 18 Rajab 1287 AH, correspondant au 13 octobre 1870 EC, le sultan Abdulaziz a promulgué un décret royal par lequel il a décrété que les terres palestiniennes étaient désormais considérées comme des « propriétés de l'État » (*arazi-i emiriye*), les désignant ainsi comme des terres de la couronne ottomane. Cette décision a été prise dans le but d'empêcher leur colonisation par la population juive. Dans le cadre de cette étude, il apparaît que 20 % de ces terres sont demeurées la propriété de personnes privées.
5. En 1874, une restructuration administrative majeure fut opérée, conduisant à l'élevation du statut de Jérusalem au rang de *mutasarrifat* (gouvernorat), lui conférant une relation directe avec la capitale Istanbul plutôt qu'avec les gouvernorats provinciaux. Cette mesure eut pour effet de renforcer l'importance administrative de la ville et de placer son administration sous une supervision accrue de la part du pouvoir central ottoman..
6. Dans le cadre de la politique intérieure ottomane de l'époque, Laurence Oliphant attribua l'échec de son propre projet de colonisation de 1880 à ce qu'il percevait comme la priorité politique principale du sultan Abdulhamid II et de ses responsables : la résistance à toute forme d'influence étrangère.[3]

---

[1] Voir *Malaff Wathā'iq Filasṭin* (*Dossier des documents de la Palestine*), vol. 1, p. 47 et suivantes.

[2] Harold Temperley, *L'Angleterre et le Proche-Orient*, p. 444.

[3] Laurance Oliphant, p. 464.

7. Par ailleurs, les efforts répétés des États-Unis, menés par une série d'ambassadeurs auprès du sultan Abdulhamid II, visant à ouvrir la Palestine aux réfugiés juifs fuyant les pogroms russes, se sont avérés infructueux. En dépit des condamnations officielles ultérieures de la politique ottomane par les autorités américaines, ces démarches n'ont eu aucun effet durable.[1]
8. En Jumada al-Awwal 1299 AH / avril 1882 EC, l'émigration juive de Russie s'est intensifiée en réponse aux persécutions. En conséquence, le sultan Abdulhamid II a émis un décret stipulant que les Juifs souhaitant trouver refuge dans l'Empire ottoman ne seraient pas autorisés à s'installer en Palestine. Néanmoins, une possibilité leur était offerte de migrer vers d'autres provinces ottomanes, sous réserve de l'adhésion à la souveraineté ottomane. Au cours du mois de Rajab 1299 AH, correspondant au mois de juin 1882 EC, les autorités centrales ont émis un télégramme à l'attention du gouverneur de Jérusalem. Ce message enjoignait de refuser l'accès aux ports palestiniens aux immigrants juifs d'origine russe. Les navires assurant leur transport devaient les rediriger vers d'autres ports ottomans. Des instructions ont ensuite été émises pour procéder à l'expulsion des individus qui avaient déjà pris résidence à Jérusalem. Des directives similaires ont été communiquées à toutes les provinces du Levant, visant à prévenir l'installation ou l'entrée non autorisée de Juifs en Palestine.

En 1884, l'Empire ottoman promulgua un décret limitant la durée des visites juives en Palestine à un mois. En réponse à des pressions internationales, la durée de validité de ces permis a été prolongée à trois mois en 1887. Cette pression extérieure, qui perdura, rencontra une résistance ottomane continue et des contre-

[1] Michael Oren, p. 311.

mesures stratégiques. Au cours des années 1880, l'Empire ottoman a manifesté une vigilance accrue à l'égard des tentatives de colonisation juive, notamment par l'intermédiaire d'émigrés en provenance de Russie et des régions avoisinantes. Ces efforts soutenus illustrent une stratégie globale de résistance aux initiatives coloniales juives dans la région.

9. Au début des années 1890, une série de décrets successifs témoignèrent d'une prise de conscience croissante du projet sioniste de colonisation juive de la Palestine. En date du 25 Rabīʿ al-Thānī 1308 AH, correspondant au 7 décembre 1890 EC, le sultan Abdulhamid II promulgua un décret visant à combler les lacunes juridiques ayant permis à une partie de la population juive d'acquérir des terres privées. En outre, il a cherché à acquérir, à l'aide de ses propres ressources financières, le plus de terres possible en Palestine, dans le but d'empêcher leur acquisition par des individus de confession juive.

Le 21 Dhū al-Qaʿdah 1308 AH, correspondant au 28 juin 1891 EC, le sultan a émis une directive à l'attention de ses ministres, leur enjoignant de refuser l'entrée aux Juifs expulsés d'Europe vers les territoires ottomans. Cette décision était motivée par la conviction que leur établissement dans ces territoires conduirait inévitablement à la formation d'un « gouvernement mosaïque » et engendrerait « de nombreuses conspirations ».

Cette situation pourrait conduire à l'émergence de « nombreuses conspirations ».

Le 28 Dhū al-Qaʿdah 1308 AH, correspondant au 5 juillet 1891 EC, le sultan Abdulhamid II a réitéré sa position dans une lettre adressée au comité militaire. Dans cette lettre, le sultan a exprimé son opposition à l'acceptation et à l'établissement des Juifs dans le pays, ou à leur octroi de la citoyenneté, arguant que cela pourrait conduire à la formation d'un gouvernement mosaïque et qu'il y aurait donc un « préjudice considérable à en tirer ». Le 29 Dhū al-Qaʿdah 1308 AH, correspondant au 6 juillet 1891 EC, Abdulhamid réaffirma son refus de céder face aux

critiques émises par les nations étrangères contestant sa politique d'exclusion des immigrants juifs. Il prévient : « Si ces Juifs s'établissent dans une région quelconque de l'Empire ottoman, ils pénétreront progressivement la Palestine, malgré les mesures de prévention, et tenteront d'y établir un gouvernement mosaïque avec le soutien et la protection des puissances européennes. » En 1896, une série de mesures restrictives supplémentaires ont été mises en œuvre, incluant l'interdiction pour les sociétés juives d'acquérir des terres et la restriction de la propriété d'immeubles aux seuls colons juifs arrivés avant 1893.

Il convient de souligner que l'ensemble de ces actions ont été entreprises avant l'avènement de Theodor Herzl et la création du mouvement sioniste.[1]

Il convient de noter que cette démarche ne garantit pas nécessairement l'atteinte complète des objectifs fixés. En effet, des violations ont été observées, en raison de l'affaiblissement de l'État ottoman, de l'accroissement de l'influence étrangère, de la corruption administrative et d'autres facteur.[2] Cependant, il est

---

[1] Pour approfondir ce sujet, voir :
– Ahmed Akgündüz, *L'État ottoman méconnu*, 1re éd., Istanbul : Fondation pour la recherche ottomane, 2008, p. 448 et suivantes.
– ʿAbd al-ʿAzīz ʿAwwād, *L'immigration juive en Palestine et la position de l'État ottoman*, *Revue Al-Ādāb*, Université de Riyad, 1974, vol. 3, p. 160.
– Orkhan Muhammad ʿAlī, *Le sultan ʿAbd al-Ḥamīd II*, 4e éd., Le Caire : Dār al-Nīl, 2008, p. 214 et suivantes.
– Nāʾila al-Waʿrī, *Le rôle des consulats étrangers*, p. 192 et suivantes.
– Marwān Abū Shammāla, *La stratégie sioniste envers Jérusalem*, mémoire de maîtrise, Gaza : Université islamique, Faculté des lettres, 2012, p. 108 et suivantes.
– Muḥammad Shaʿbān Sawwān, *Le Sultan et l'Histoire : pourquoi étudier l'histoire ottomane*, 1re éd., Alger-Beyrouth : Ibn al-Nadīm, Rawāfid, 2016, p. 289 et suivantes.
Également, pour une étude entièrement consacrée à ce sujet : Dr Ḥassān Ḥallaq, *La position de l'État ottoman face au mouvement sioniste*.

Pour plus de détails, voir :

important de souligner que les Ottomans ont déployé des efforts continus pour protéger la Palestine et s'opposer à la création d'un État juif. Cette assertion devrait être considérée comme une évidence et ne requiert aucune démonstration approfondie, car il est naturel que les États défendent leurs territoires et se prémunissent contre la formation d'entités indépendantes à l'intérieur de leurs frontières.

Cependant, il apparaît indispensable d'aborder cette question pour deux raisons principales :

En premier lieu, il convient de mentionner que le récit moderne prédominant, qui incrimine l'État ottoman pour avoir trahi les Arabes et négligé la Palestine, a été accepté, au fil des générations, comme une « vérité » incontestable. Cette rhétorique, qui s'inscrit dans une stratégie de déformation de l'image de la Turquie et de ses orientations politiques, trouve un écho grandissant dans les discours actuels. Elle est particulièrement manifeste sous la direction d'Erdoğan.

En deuxième lieu, les politiques erronées des régimes arabes contemporains ont promu une conception du nationalisme et du patriotisme qui, pour une large part de la population, a relativisé la gravité de l'abandon de la Palestine et de Jérusalem. Cette cause est désormais perçue comme politiquement acceptable, amenant un grand nombre de personnes à penser que les dirigeants arabes et musulmans ne sont nullement tenus de libérer la Palestine, de lutter contre les sionistes, ou de défendre la mosquée al-Aqsa et de se mobiliser pour sa protection. Ces actions sont communément considérées comme facultatives ou secondaires. Cette vision s'inscrit dans une perspective nationaliste qui s'oppose à l'essence même de l'islam, selon laquelle les dirigeants ne seraient responsables que des frontières de leurs nations respectives. Il

---

– Orkhan Muhammad ʿAlī, *Le sultan ʿAbd al-Ḥamīd II*, p. 215-216 ;
– Nāʾila al-Waʿrī, p. 195 et suivantes.

convient de rappeler que ces frontières ont été imposées à l'origine par les puissances coloniales.

En conséquence, la sacralité de Jérusalem et d'al-Aqsa s'est estompée dans les consciences, et un grand nombre de personnes en sont venues à accepter l'idée erronée selon laquelle les Ottomans auraient pu céder ces terres pour des motifs politiques ou financiers. Cette conception doit être rectifiée. L'Empire ottoman entretenait un rapport de respect profond avec ces terres. En effet, il désignait le Levant par l'expression al-Shām al-Sharīf, qui signifie « le noble Shām », Jérusalem étant placée au centre de cette expression.

La genèse du mouvement sioniste

Dans la tradition chrétienne, les Juifs sont tenus responsables de la mort de Jésus-Christ, fils de Marie, ou considérés comme ayant contribué à ce décès en le livrant aux autorités romaines, ce qui a mené à sa crucifixion. Les écrits religieux chrétiens relatent les souffrances et les supplices endurés par Jésus-Christ sur la croix. En conséquence, la persécution des Juifs par les chrétiens devint un phénomène récurrent dans l'histoire, notamment au Levant, après la conversion des empereurs romains au christianisme. Cette dynamique a souvent incité les Juifs à s'allier aux Perses lors de leurs campagnes contre le Levant, contribuant ainsi à la destruction d'églises, au massacre de chrétiens et au pillage des trésors. Ces actions ont conduit à un renforcement de l'hostilité à leur égard, ce qui a engendré des représailles généralisées dès que les Romains ont recouvré le contrôle de la région. Les empereurs romains et les commandants militaires infligèrent aux Juifs les sévices les plus intenses, provoquant leur dispersion géographique et une marginalisation extrême.

Dans l'Europe médiévale, la persécution des Juifs par les chrétiens fut un phénomène notable, les expulsions successives des communautés juives ayant eu lieu dans de nombreux pays à différentes périodes de l'histoire.

Les causes de ces expulsions étaient multiples et faisaient intervenir des facteurs religieux, politiques, économiques et sociaux. La tension religieuse trouvait son origine dans une perception d'hostilité juive envers le Christ. En parallèle, les motivations politiques et économiques étaient attribuables à la propension des communautés juives à l'isolement.[1] Les communautés juives se

[1] Shāhīn Makāryūs, *Tarīkh al-Isrā'īliyyīn* (*Histoire des Israélites*), p.18.

regroupaient fréquemment dans des zones spécifiques, qui, au fil du temps, sont devenues les quartiers juifs ou ghettos. Ces zones se distinguaient par une concentration d'activités économiques, notamment le commerce, l'extraction et la vente de métaux précieux, ainsi que des pratiques financières spécifiques telles que l'usure.

Cette dynamique a contribué à leur marginalisation par rapport au reste de la société, accentuant les sentiments de rejet et de discrimination à leur égard. Par ailleurs, une aversion générale à l'encontre des « étrangers », conjuguée à la propension de certains souverains à s'appuyer sur des minorités pour promouvoir leurs intérêts ou leurs projets, a favorisé des revirements soudains durant des périodes de soulèvement populaire ou de crise politique.

Si les chrétiens eux-mêmes se sont livrés à des guerres de religion destructrices tout au long du Moyen Âge — entre catholiques, orthodoxes, puis protestants —, les tensions ont été bien plus intenses lorsqu'il s'agissait des Juifs. Ces derniers étaient en effet perçus non seulement comme une minorité religieuse, mais aussi comme un groupe socialement reclus, au mode de vie fermé, et parfois assimilé à une entité économiquement parasitaire.

L'amélioration de la condition des Juifs en Europe coïncida avec le déclin de l'influence de la religion chrétienne et de l'autorité ecclésiastique, marquant ainsi l'avènement progressif de la laïcité, du nationalisme, de l'État-nation et de l'adoption de lois et de constitutions favorables à l'émancipation des individus. Cette évolution a induit un changement de regard porté sur les Juifs, désormais considérés comme des citoyens à part entière. Ces derniers ont par la suite accédé à des fonctions au sein de l'administration publique, et certains ont même atteint des positions de parlementaires ou de ministres.

En outre, la prospérité économique de ces groupes a été encadrée par des législations laïques, promulguées par des assemblées parlementaires souvent sous l'influence des réseaux d'influence

étatiques[1]. Ainsi, des individus de confession juive parvinrent à accaparer des établissements financiers d'importance, tels que des banques, qui leur permirent de soutenir financièrement des conflits armés, qu'ils soient de nature royale ou princière, et de pallier les insuffisances budgétaires des États.[2]

Cette évolution coïncida avec la montée du protestantisme, qui véhicule en lui un courant de sionisme chrétien. Comme nous l'avons démontré précédemment, ce courant de pensée a placé les Juifs au centre d'un discours de sympathie, de sollicitude, voire de respect et de vénération. En conséquence, leur condition s'est significativement améliorée, avec des progrès rapides et notables.

Néanmoins, cette tendance à la hausse concernait principalement les pays d'Europe de l'Ouest. En revanche, les communautés juives d'Europe orientale et des territoires russes furent maintenues dans une position de marginalisation, confrontées à des risques de persécution, d'oppression et de représailles violentes, souvent accusées d'être à l'origine de tous les maux. La situation de ces individus connut un tournant décisif suite à l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881, un acte pour lequel ils furent tenus responsables. Cette situation a engendré un climat de terreur qui a conduit à des mouvements migratoires de grande envergure, avec des flux de population juive quittant la Russie et l'Europe orientale pour se réfugier en Europe occidentale.

Cette migration a joué un rôle déterminant dans le succès du projet sioniste. Les Juifs d'Europe occidentale, dont les conditions de vie s'étaient nettement améliorées, étaient peu enclins à émigrer et

---

[1] Une anecdote célèbre illustrant la perplexité des chrétiens face à la nouvelle situation des Juifs est celle de la pièce *Le Marchand de Venise* de William Shakespeare. L'œuvre met en scène un prêteur juif qui exploite la loi dans la ville italienne de Venise, au point de réclamer une livre de chair du corps du chrétien qui lui devait de l'argent. Le tribunal se retrouve alors face à un dilemme : appliquer la loi, qui donne raison au Juif, ou respecter les profondes traditions religieuses qui interdisent de verser le sang sacré d'un chrétien, surtout entre les mains d'un Juif jugé « profane ». Ce dilemme constitue le nœud central du récit.

[2] Shāhīn Makāryūs, pp. 73, 193.

percevaient les projets sionistes comme une conspiration visant à les expulser d'Europe sous prétexte de les « ramener » dans leur patrie ancestrale. En revanche, les Juifs de Russie et d'Europe orientale, fuyant une oppression insupportable, cherchaient refuge où qu'il soit. Ces éléments ont contribué à la constitution d'un capital humain qui, combiné aux intérêts occidentaux, a joué un rôle déterminant dans la création d'un foyer national juif en Palestine.

Ces réfugiés d'Europe orientale ont contribué à la relance du débat sur la « question juive » parmi les hommes politiques occidentaux. Les recherches menées par les sionistes, qu'ils soient juifs ou non, ont permis de mettre en lumière les efforts déployés pour présenter le transfert des Juifs vers la Palestine comme la solution la plus simple et la plus réalisable. Cette démarche s'inscrivait dans une perspective à la fois religieuse, d'ordre colonial et politique.[1]

Ainsi, l'établissement d'un foyer national juif en Palestine fut le prix payé par le monde musulman — en vies humaines et en sang versé — en guise de compensation européenne pour les persécutions subies par les Juifs à travers l'histoire de l'Europe. Il a également été utilisé comme une réponse aux défis européens et aux ambitions coloniales qui ont exploité les Juifs pour établir une entité nationale, comparable à une écharde implantée dans le corps de l'Orient islamique, entièrement dépendante de l'Occident, et servant de base militaire avancée pour ses armées. Ainsi, les populations les plus vulnérables sont contraintes de subir les conséquences des conflits armés engendrés par les puissances dominantes.

---

[1] Il est important de noter ici que certaines figures clés ayant grandement contribué à la cause sioniste nourrissaient en réalité un profond mépris envers les Juifs — parmi elles : Chamberlain, Lloyd George, Balfour ou encore Sykes. Bien que leurs motivations aient divergé de celles du mouvement sioniste, tous partageaient un objectif commun : transférer les Juifs vers la Palestine. Pour des détails à ce sujet, voir: George Antonius, *The Arab Awakening*, p. 372 ; Regina Sharif, pp. 106, 108, 116, 120, 163, 167 ; Rashid Khalidi, *The Hundred-Year War*, p. 62.

L'émergence du mouvement sioniste et l'influence de Theodor Herzl

L'analyse des événements historiques et des personnalités impliquées révèle l'importance des circonstances qui ont mené à la création du mouvement sioniste. Parmi ces acteurs, un jeune journaliste juif d'origine autrichienne, Theodor Herzl, se distingue par son intelligence, sa perspicacité et son dynamisme remarquables. Il sut habilement tirer parti de toutes les conditions environnantes pour soutenir le projet de création d'un État juif en Palestine.

Herzl fondait son projet sur trois piliers principaux :

1. **La possibilité réelle** : Le premier pilier s'inspire des politiques de Muhammad Ali, survenues soixante ans plus tôt. Dans le contexte historique de l'époque, les communautés juives constituaient une part significative de la population de certaines régions. Elles se distinguaient par leur dynamisme commercial et leur influence notable. Parallèlement, l'Empire ottoman, qui avait connu des périodes de déclin, restait un acteur géopolitique de premier plan, bien que son influence soit en déclin[1].
2. **L'essor du nationalisme**, qui peut se définir comme un mouvement politique et idéologique visant à promouvoir l'indépendance et l'unité d'une nation, a connu un essor considérable. Ce courant de pensée a établi l'idée que chaque nation devait posséder son propre État, avec des frontières politiques clairement définies et une souveraineté indépendante. Herzl considérait que les Juifs étaient un peuple sans État, une nation sans terre. Il considérait ainsi que la création d'un État juif était une responsabilité éthique et naturelle pour cette communauté.

[1] *Les carnets de Herzl*, p.74.

Cette conception constitue l'essence de son ouvrage *L'État juif*, publié en 1896, qui marque le point de départ de son projet sioniste. Le mouvement en question a tenu son premier congrès à Bâle, en Suisse, en 1897. Cette réunion a marqué le début des efforts déployés pour établir un État juif.

3. **L'ère du colonialisme et de la domination européenne :** l'Europe a exercé une domination significative sur le monde durant l'ère du colonialisme. Cette période a été marquée par l'occupation directe de nombreuses régions par les puissances européennes et par une influence considérable dans les zones non occupées. En effet, la création d'un État pour les Juifs semblait être une perspective réalisable, à condition que les dirigeants occidentaux parviennent à concilier l'idée d'un État juif avec leurs intérêts coloniaux. Cette démarche permettrait de résoudre simultanément plusieurs problèmes, notamment la migration juive en provenance d'Europe de l'Est, perçue par les pays occidentaux comme une difficulté.

Tandis qu'il poursuivait ce dessein, Herzl découvrit que les Juifs n'adhéreraient à l'idée d'un État que si celui-ci se trouvait en Palestine, et plus précisément à Jérusalem. Initialement, Herzl avait envisagé des localisations telles que l'Amérique du Sud ou l'Afrique pour y établir cet État. Cependant, il réalisa que la réussite du projet dépendait d'un lien avec les aspirations spirituelles des Juifs, leurs rêves et leurs attaches historiques à cette terre. Ainsi, une révision du plan initial fut entreprise, visant à établir l'État juif en Palestine[1].

Herzl déploya alors des efforts soutenus pour persuader les dirigeants occidentaux de soutenir le projet d'un État juif en Palestine. Il effectua de nombreux voyages en Autriche, en Allemagne, en Italie, en France, en Angleterre et dans l'Empire

[1] *Ibid.*, p.70 et suivantes.

ottoman. Dans ces différents pays, il mobilisa toute son intelligence et ses talents de persuasion à chaque étape de son parcours. Dans le cadre de ses efforts pour adapter son discours aux intérêts, conflits et priorités spécifiques de chaque pays, il a cherché à faire coïncider le projet sioniste avec les objectifs nationaux de ses interlocuteurs.

Pour les Allemands, la création d'un État juif en Palestine permettrait de gérer l'afflux de réfugiés juifs fuyant les persécutions russes. En outre, elle attirerait une main-d'œuvre juive excédentaire, notamment dans le secteur agricole, pour fonder un État proche-oriental reposant sur une main-d'œuvre bon marché et sur des matières premières abondantes, attractives pour les capitaux et les investisseurs européens, surtout en comparaison avec la Chine. En outre, cette mesure permettrait à l'Allemagne d'éviter l'arrivée de travailleurs juifs persécutés, qui pourraient rejoindre des mouvements révolutionnaires. Cette entité politique juive représenterait un bastion contre les ambitions françaises et russes (perçues comme des forces opposées à l'Allemagne) en cas de défaillance de l'Empire ottoman. Les Juifs, victimes de persécutions, s'opposeraient à l'influence russe. Cette mesure viserait à soutenir les politiques occidentales dans la région, à défendre les chrétiens d'Orient et à empêcher qu'un seul pays, en particulier la Grande-Bretagne, rivale de l'Allemagne, ne domine les routes commerciales vitales entre l'Orient et l'Occident. Ces routes étaient déjà contrôlées par la Grande-Bretagne à travers ses possessions en Inde, dans le Golfe arabique, en Égypte (le canal de Suez) et à Chypre.[1].

Pour les Britanniques, Herzl suggéra la création d'un État juif qui fournirait une voie terrestre alternative et plus courte entre l'Est et l'Ouest. Cette proposition visait à garantir à la Grande-Bretagne le contrôle total des réseaux de transport et des intérêts coloniaux. L'État juif envisagerait la construction d'une ligne de chemin de fer

[1] *Ibid.*, pp.23-24, 49, 65.

reliant le Golfe à la Méditerranée, avec une branche vers l'Afghanistan. Ce projet bénéficierait en premier lieu à la Grande-Bretagne, sans qu'aucune puissance ne soit directement impliquée financièrement ou gestionnairement, les Juifs assumant seuls les coûts et la gestion du projet. Par ailleurs, la création d'un État juif dans cette région pourrait affaiblir la Turquie et empêcher l'expansion russe vers l'est. Dans l'hypothèse où les Juifs parviendraient à obtenir les faveurs du sultan par le biais d'un soutien financier, l'Empire ottoman serait en mesure d'éviter d'emprunter à la France et à la Russie (ennemis de la Grande-Bretagne), réduisant ainsi leur influence. En définitive, il convient de mentionner que, pour les sujets de sa Majesté, une justification d'ordre religieux était également invoquée. En effet, le rétablissement de la nation juive dans son territoire d'origine était considéré comme une exigence préalable à l'avènement second du Messie.[1].

Quant aux Russes, Concernant les Russes, Herzl a suggéré la création d'un État juif comme solution potentielle à la « question juive », préconisant le déplacement des populations juives en Palestine. Cette relocalisation, si elle se concrétisait, se ferait sans heurts, les Juifs eux-mêmes y consentant. Il convient de noter que la population juive, composée en grande partie de Russes partageant une culture similaire, a joué un rôle déterminant dans la formation de l'État juif. Cette proximité culturelle et identitaire avec la Russie a contribué à maintenir l'influence russe dans la région, offrant une barrière stratégique contre l'expansion occidentale vers l'Est. En outre, les Juifs, dans un geste d'allégeance, offriraient des sommes d'argent au sultan ottoman en échange de l'acquisition de terres. Par conséquent, ce dernier serait contraint d'allouer ces fonds à la mise en œuvre de réformes, notamment celles exigées par les puissances chrétiennes en vue d'améliorer la condition des chrétiens. Il ressort de cette étude que

[1] *Ibid.*, pp.50, 71.

les Juifs ont contribué au financement de l'amélioration de la condition des chrétiens, dont une partie importante était sous influence russe[1]. Herzl a également veillé à apaiser les inquiétudes concernant la ville de Jérusalem, en affirmant avec assurance : « Jérusalem demeurera un espace exempt de toute activité commerciale ».[1]

Herzl a présenté son projet à un représentant du pape, exprimant sa volonté de renoncer aux lieux saints qui ne seraient pas inclus dans les frontières de l'État juif souhaité, notamment ceux situés à Jérusalem, Bethléem et Nazareth. Il fit également la connaissance de l'égyptien Mustafa Kamil, alors âgé de 23 ans, qui occupait le poste de jeune dirigeant. Herzl fut impressionné par l'enthousiasme de Kamil à chasser les Britanniques d'Égypte, et il estima que cela pouvait servir les intérêts du mouvement sioniste. Dans l'éventualité d'une expulsion des Britanniques, ceux-ci seraient contraints de renoncer à leur projet d'occupation du canal de Suez. Cette décision renforcerait leur engagement en faveur du sionisme, qui leur procurerait une terre alternative[2]. En outre, Herzl a su exploiter avec pertinence la doctrine protestante selon laquelle le retour du Christ serait suivi du retour des Juifs en Palestine. Il a cherché à mobiliser cette croyance auprès des responsables religieux.[3]

Sur le continent européen, Herzl a dû faire face à une autre difficulté : les Juifs ont exprimé des réserves quant à la crédibilité et à la viabilité de son projet. Le poids de trois mille ans d'échecs et de persécutions historiques pesait lourdement sur les épaules des membres de la communauté. Cette initiative a été perçue par une partie de la communauté juive, en particulier par les rabbins et les groupes religieux, comme un complot visant à les marginaliser et à les expulser d'Europe, faisant écho aux efforts antijuifs menés de

---

[1] *Ibid.*, pp.29, 66.
[2] Ibid., pp. 62–63.
[3] Ibid., p. 71.

longue date par les mouvements antisémites. Cette incertitude était d'autant plus exacerbée que le mouvement sioniste se caractérisait par son caractère laïc, plutôt que religieux. Cette dimension laïque a conduit certains observateurs à percevoir cette initiative comme une tentative de déraciner des populations établies dans des lieux où elles trouvaient sécurité et prospérité, pour les réinstaller dans un environnement où ces conditions étaient absentes.

Malgré ces inquiétudes, Herzl et le mouvement sioniste qui lui succéda eurent recours à tous les moyens de persuasion et de séduction à leur disposition, et ce, nonobstant l'éventualité d'une contrainte, voire d'une violence. Herzl ne se contentait pas d'incarner les aspirations des Juifs ; lui-même, ainsi que le mouvement sioniste, déployèrent des efforts soutenus pour convaincre la communauté juive de se rallier à la cause d'un État juif, de préférence par choix — mais par la force, si nécessaire. Herzl a d'ailleurs énoncé une déclaration devenue célèbre : « Les antisémites seront nos alliés les plus loyaux, et les nations antisémites nos alliés[1]. »
Le mouvement sioniste a établi des collaborations avec les forces nazies dans le but de faciliter l'expulsion des citoyens de confession juive du territoire allemand.[2]

La réflexion de Herzl sur la création d'un État juif s'inscrivait dans une approche colonialiste, fondée sur l'utilisation stratégique du pouvoir et des instruments du colonialisme. En analysant les tentatives antérieures qui avaient échoué à établir une présence juive malgré des investissements financiers et logistiques conséquents, l'approche de Herzl a démontré son efficacité. La création d'un État juif en Palestine ne saurait être envisagée sans le soutien des puissances coloniales, qui ont déployé des méthodes coercitives, mobilisé des armées et des flottes, et ce,

[1] Regina Al-Sharif, Le sionisme non juif, p. 164 & 166

[2] Glubb Pacha, Ma vie dans l'Orient arabe, traduit par George Hattar et Fouad Fayyad, éd (Amman Al-Ahlia pour l'édition et la distribution, 2005), p 216, et Regina Al-Sharif, Le sionisme non juif, p. 168

indépendamment des talents de Herzl ou des capacités de la communauté juive. Cette dépendance au pouvoir colonial fut déterminante dans l'échec des précédentes tentatives d'établissement d'une présence humaine sur ces terres pendant trois millénaires. Cependant, cette philosophie comportait un revers sombre : elle a conduit à l'acceptation, voire au sacrifice, de nombreux Juifs lors de massacres brutaux, dans le but d'inciter ou de contraindre d'autres à quitter leurs pays pour émigrer en Palestine.

Dès le départ, Herzl rejeta catégoriquement l'idée de faire progresser le projet d'État juif par une infiltration progressive des Juifs en Palestine ou en inventant un « problème juif » qui appellerait une intervention des grandes puissances. Il était essentiel pour lui d'éviter toute manifestation de rébellion juive à l'encontre du sultan, car cela aurait pu compromettre, voire ruiner, l'ensemble du projet. Son objectif était de faire de l'État juif une décision prise dans les grandes capitales, avec l'assentiment du sultan obtenu soit par des incitations, soit sous la pression des grandes puissances. Cette stratégie avait pour objectif de garantir la réalisation du projet, d'encourager l'émigration juive, de motiver les Juifs fortunés à le soutenir et à le financer, et de permettre sa mise en œuvre avec un minimum de pertes.[1]

Herzl et le sultan Abdulhamid II

La stratégie élaborée par Herzl le conduisit inévitablement à rechercher une audience avec le sultan ottoman Abdulhamid II. En effet, il s'agissait de la voie la plus directe pour obtenir des terres en Palestine, alors partie intégrante de l'Empire ottoman, destinées aux Juifs. Herzl déploya des efforts soutenus pour organiser une rencontre avec Abdulhamid et pour formuler une proposition convaincante. Cette dernière visait à présenter la création d'un État

[1] Les Journaux de Herzl, pp. 20, 21, 24, 25, 28, 38, 42, 45, 50, 56, 62, 66, 71, 73, 77, 81.

juif comme une opportunité avantageuse pour l'Empire ottoman, et donc comme quelque chose de bénéfique pour le sultan.

Comme l'ont souligné plusieurs auteurs (voir références in fine), la proposition de Herzl mettait en avant qu'un État juif en Palestine (situé intentionnellement à distance de Jérusalem, qu'il n'osait pas proposer comme siège de l'État[1]) constituerait un soutien solide et un bouclier protecteur pour l'Empire ottoman. Il affirmait que les Juifs ressentaient une gratitude profonde envers les musulmans, en particulier envers les Ottomans, car ils avaient subi des persécutions continues en Europe et n'avaient trouvé refuge et stabilité qu'en terre d'islam. Dans le contexte historique, les communautés juives ont fréquemment cherché refuge dans les territoires sous domination musulmane, fuyant les rigueurs de l'Inquisition et les persécutions religieuses qui les ont frappées. Herzl les considérait comme la minorité la plus loyale envers les musulmans, et désireuse de se placer sous la protection, de préférence celle du sultan Abdulhamid

L'hypothèse d'un État juif au Levant, selon laquelle celui-ci pourrait agir comme un rempart contre les ambitions coloniales européennes, a été émise. Cette hypothèse suggère que l'existence d'un tel État freinerait l'influence des puissances européennes tout en renforçant le pouvoir ottoman et islamique.[2] Par ailleurs, il convient de noter que les communautés juives d'Europe et de Russie contribuaient financièrement et sur le plan des compétences, favorisant ainsi le développement économique des régions concernées grâce à une main-d'œuvre à bas prix. Cette dynamique bénéficiait en définitive au Trésor ottoman.

Herzl a étayé sa proposition par une offre financière substantielle, à un moment où l'Empire ottoman traversait une crise économique aiguë, risquant de devoir hypothéquer ses finances auprès d'une commission coloniale européenne pour rembourser ses dettes

---

[1] *Journaux de Herzl*, pp.29, 33
[2] Ibid., pp.57, 173 et suivantes.

écrasantes. L'offre de Herzl s'élevait à 80 000 livres ottomanes, une somme modeste, mais il a insisté sur le fait qu'aucune autre proposition similaire n'avait été faite. Selon ses dires, il personnifiait un peuple disposé à acquérir une terre dénuée d'attraits particuliers, offrant ainsi aux Ottomans une opportunité de se soustraire à l'influence européenne.[1]

Par ailleurs, Herzl s'engageait à apaiser les Arméniens et leurs soutiens en Europe. Dans le contexte d'une révolte intense, les opposants à l'Empire ont exercé une pression en faveur de sa dissolution et de l'indépendance de l'Arménie[2]. Herzl s'engagea également à mobiliser son influence médiatique pour défendre la politique ottomane et l'image du sultan dans la presse occidentale, qui le caricaturait sans relâche et incitait à la haine contre lui.

Cependant, le sultan Abdulhamid rejeta cette offre et adressa à Herzl ses célèbres paroles :
« Je ne peux pas vendre ne serait-ce qu'un seul pied de cette terre, car elle ne m'appartient pas, elle appartient à mon peuple. Mon peuple a conquis cet empire au prix de son sang. Il l'a conservé avec son sang, et nous le défendrons avec notre sang avant de permettre à quiconque de nous l'arracher. Que les Juifs gardent leurs milliards, car si l'empire venait à se diviser, ils pourraient obtenir la Palestine gratuitement. Mais elle ne sera divisée que sur nos cadavres, et je ne consentirai jamais à notre démembrement, pour aucune raison. »[3]

Néanmoins, Abdulhamid chercha à exploiter l'énergie, les réseaux et l'influence de Herzl sans pour autant rompre les liens. Par l'entremise d'Izzat Pacha, conseiller proche du sultan et Arabe originaire de Damas, Herzl soumit une seconde proposition à Chypre, alors sous occupation britannique, que les Juifs pourraient l'acheter et la proposer au sultan en échange d'une somme d'argent

---

[1] Ibid., pp.25, 35, 55, 174 et suivantes.
[2] Ibid., p.29 et les suivantes, p.38 et suivantes.
[3] Ibid., p.35, p.73.

supplémentaire et d'une parcelle en Palestine. Cette proposition suscita l'intérêt chez Herzl[1]. Par ailleurs, il lui fut demandé d'apaiser les chefs arméniens et la presse européenne au sujet de la question foncière. Herzl déploya des efforts considérables en ce sens, dans l'espoir que cela le rapprocherait de son objectif.

Durant cette période, Herzl a apporté son soutien actif à l'Empire ottoman et à Abdulhamid, craignant que les puissances européennes ne cherchent à destituer le sultan. Une telle évolution aurait porté un coup sévère au mouvement sioniste, car le nouveau sultan, bénéficiant du soutien de l'Occident, aurait été moins dépendant des capitaux juifs et aurait vraisemblablement renoncé à la création d'un État juif. Herzl a également apporté son soutien à l'Empire ottoman durant le conflit armé qui l'opposait à la Grèce. Il a notamment mené des campagnes à la fois médicales et financières au profit des Ottomans, et a même créé un journal dont l'objectif était de renforcer leur position politique[2]. Dans le cadre de la reconnaissance de ses efforts, et en vue de l'encourager à poursuivre dans cette voie, Abdulhamid lui a décerné une médaille[3].

Parallèlement, Herzl maintient sa promotion de la création d'un État juif, tout en nuançant ses revendications initiales. Il a même proposé au sultan de prendre la tête du mouvement sioniste et d'annoncer qu'il offrait la Palestine comme province sous sa souveraineté complète, en échange d'un paiement annuel d'un million de livres.

Dans cette perspective, il est possible d'affirmer qu'Abdulhamid a su tirer profit de la situation, tandis que Herzl a mené des actions qui se sont avérées vaines.[4]

---

[1] Ibid., pp.35, 66.
[2] Ibid., p.53 et suivantes.
[3] Ibid., pp.45-46.
[4] Ibid., pp.28, 33, 34, 38, 45, 52, 55, 66, 73

Dans le cadre de la question de l'installation juive en Palestine, il convient de mentionner les efforts soutenus d'Abdulhamid pour s'y opposer. En 1897, il initie la création d'un comité spécial à Jérusalem dont la mission est d'assurer la surveillance de l'application des restrictions à l'entrée des Juifs dans le pays. En juin 1898, une directive fut émise, interdisant aux Juifs étrangers d'entrer en Palestine, sauf sous réserve du versement d'une caution et de la promesse de quitter le territoire dans un délai d'un mois. Par ailleurs, il est à noter que des mesures de contrôle renforcé ont été mises en œuvre aux points de passage frontaliers, sans que des dérogations ne soient accordées, pas même au vice-consul britannique à Antioche, en raison de son origine juive. Ces restrictions ont par la suite été appliquées avec une rigueur accrue. En 1901, le sultan promulgua une loi encadrant les visites juives à Jérusalem, exigeant qu'elles soient munies d'un laisser-passer indiquant l'objet et la durée du séjour. L'échange du laisser-passer contre un permis de résidence temporaire, marqué d'une couleur spécifique, était soumis à des conditions. En effet, ledit permis devait être valable pour une durée maximale de trois mois. Toute infraction à cette réglementation était passible de sanctions disciplinaires sévères. En 1904, la législation discriminatoire à l'encontre des Juifs, qui interdisait la vente de terres aux individus de cette communauté, fut réinstaurée. En 1906, le sultan a refusé la proposition de Herzl de fonder une université hébraïque. Parallèlement, il mit un terme au mandat de Rashid Pacha, gouverneur de Jérusalem, en réponse aux plaintes récurrentes dénonçant une politique jugée trop conciliante envers les Juifs. Il le remplaça par Ali Ahmad Bey, qui s'employa activement à freiner l'immigration juive et à développer Jérusalem, résistant aux pressions exercées par des agents étrangers ou des fonctionnaires corrompus profitant de cette immigration. En septembre 1907, le sultan a promulgué un décret interdisant le transfert de propriété de terres domaniales aux Juifs ottomans, marquant ainsi une étape significative dans la politique de régulation foncière du pays. Cette mesure a empêché les banques étrangères d'acquérir des terres en Palestine, une région où les intérêts des investisseurs juifs et arabes

se trouvaient alors en conflit. À l'approche de la fin de son règne, en 1908, une série de nominations stratégiques fut mise en œuvre, plaçant ses propres secrétaires au poste de gouverneurs de Jérusalem. Cette manœuvre politique, d'une efficacité remarquable, visait à établir un contrôle direct sur la situation par l'entremise de son réseau de confiance le plus proche.[1]

Cependant, les efforts déployés par Abdulhamid ne se sont pas concrétisés comme prévu. Il convient de nuancer ce point de vue et d'observer que la population juive de Palestine a augmenté durant son règne[2]. Cette augmentation est principalement expliquée par plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, les plus déterminants sont les suivants : la corruption administrative généralisée dans les dernières années de l'Empire ottoman ;les pressions étrangères ; l'influence des consuls ; la collaboration de ces puissances étrangères et de leurs représentants dans la délivrance de documents ou l'octroi de protections consulaires aux Juifs, comme mentionné précédemment. L'Empire ottoman, dans sa phase terminale, était affligé des affres d'un empire moribond. Il se trouvait affaibli face aux pressions extérieures et était dans l'incapacité de réformer son administration ou de la renouveler par du personnel compétent.

À ces facteurs s'ajoutaient la croissance naturelle de la population juive et les mouvements internes réguliers au sein des territoires ottomans, qui contribuaient à l'augmentation démographique globale. Malgré l'occupation de l'Égypte, de la Tunisie, de l'Algérie et d'autres régions sous le règne d'Abdulhamid, l'Empire ottoman ne reconnaissait ni n'acceptait ces occupations. Ainsi, les pèlerins et visiteurs juifs originaires de ces terres n'étaient pas interdits

---

[1] Abd al-Aziz Awad, vol. 3, p.164-65 ; Orhan Muhammad Ali, p.215-16 ; Naela al-Waʿari, p.202 et suivantes ; M. Shaʾban Sawwān, al-Sultān wa al-Tārīkh (Le Sultan et l'Histoire), p.303 et suivantes.

[2] Voir Awad, p.158-59; al-Waʿari, p.206-07.

d'entrée, et certaines visites ou pèlerinages aboutissaient finalement à une installation durable.

Une analyse numérique rigoureuse suggère que les efforts déployés par Abdulhamid et l'Empire ottoman pour entraver la migration juive ont été vains. Certains chercheurs vont même jusqu'à soutenir que ces efforts ont contribué à son essor. Cependant, il convient de nuancer cette perspective en considérant la proportion de Juifs ayant effectivement pu s'établir en Palestine, en la comparant aux grandes vagues de migration juive en provenance de Russie. Ces migrations étaient souvent le résultat de complots étrangers et leur nombre était estimé à moins de 25 % au maximum. Cette analyse permet de soutenir l'hypothèse selon laquelle Abdulhamid et les Ottomans sont parvenus à limiter cette migration et à préserver la Palestine.
Au vu de l'ensemble des éléments factuels, des données chiffrées et des perspectives analysées[1], il apparaît de manière indubitable que le sultan Abdülhamid II a constitué un obstacle substantiel à la création d'un État juif.ensemble des éléments factuels, des données chiffrées et des perspe Cette proposition suscita l'agacement du sultan, qui refusa les fonds alloués et décida de mettre fin à toute communication.[2]

Par la suite, Herzl formula la proposition de créer une université juive à Jérusalem, financée de manière autonome, et la présenta comme une institution moderne placée sous le contrôle de l'Empire ottoman. Cette université aurait pour objectif d'attirer les meilleurs professeurs juifs des grandes universités occidentales, contribuant ainsi à l'excellence académique et à l'enrichissement culturel de la communauté juive. Il affirmait que cette mesure permettrait d'empêcher la jeunesse ottomane de devoir partir étudier en Occident, où elle risquait d'être exposée à des influences

[1] À propos de ces facteurs et perspectives, voir M. Shaban Sawwan, al-Sultān wa al-Tārīkh, p.320 et suivantes.

[2] Voir les journaux de Herzl, p.211

étrangères ou attirée par l'opposition au sultan. Cependant, le sultan a également rejeté cette proposition.

À la fin de sa vie, Herzl conçut même un plan pour faire sauter le palais de Yıldız, dans le but soit d'assassiner, soit de capturer le sultan, espérant ainsi ouvrir la voie à un gouvernement turc susceptible d'accorder la Palestine aux Juifs. Cependant, la peur d'un éventuel revers l'a retenu de passer à l'action. Abdülhamid fut finalement renversé en 1909, un coup d'État qu'il attribua en grande partie à son opposition à l'émigration juive en Palestine. Il avait anticipé que les objectifs sionistes progresseraient s'il perdait le trône, ce qui se réalisa effectivement..

La chute d'Abdülhamid a marqué un tournant significatif dans l'histoire des relations entre les Juifs et les Turcs. En effet, elle a conduit à une augmentation notable de la migration juive vers la Palestine et d'autres régions, marquant ainsi un changement dans la dynamique des flux de population. Les chercheurs ont synthétisé avec précision la distinction entre la position d'Abdülhamid et celle de ses successeurs.[1] Ils ont en effet observé que, tandis que les positions d'Abdülhamid s'appuyaient sur des principes et une vision stratégique, avec parfois des concessions tactiques sous la pression, celles de ses successeurs étaient davantage guidées par un opportunisme que par une conviction inébranlable. Les faits démontrent que lesdites entités ont manifesté une certaine tolérance en ce qui concerne l'immigration sioniste. Néanmoins, des restrictions ont été imposées de manière ponctuelle, dès lors qu'une menace immédiate était perçue.[2]

Le mouvement sioniste après la mort de Herzl

Herzl décéda en 1904, à l'âge de quarante-quatre ans. En dépit de la brièveté de sa vie, il s'inscrivit dans la durée en s'inscrivant dans

---

[1] Voir Awni Farsakh, al-Tahaddī wa al-Istijābah fī al-Sirāʾ al-ʿArabī al-Suhyūnī : Judhūr al-Sirāʾ wa Qawānīnih al-Dābitah (1799-1949), p.223.

[2] Voir également George Antonius, Yaqazat al-ʾArab, p.365 ; El-Messiri, vol.6, pp.43-44.

l'histoire pour des siècles, ayant semé les graines d'un rêve ancestral, vieux de trois mille ans. Il avait prédit que le premier Congrès sioniste marquerait le point de départ d'un futur État, appelé à voir le jour dans un délai de cinq ans, ou cinquante au plus. Cette dernière s'est avérée exacte, l'État ayant été fondé un demi-siècle plus tard. Dans ses écrits, l'auteur soutient que la création d'un État s'appuie sur deux éléments fondamentaux : « la volonté populaire de le constituer et la présence d'un individu doté de la puissance nécessaire pour en faire une réalité tangible. »[1]

À la suite du décès de son fondateur, le mouvement sioniste a traversé une période de confusion et d'instabilité, marquée par la direction de figures moins éminentes et dynamiques, à l'instar de David Wolffsohn (1905-1911) et Otto Warburg (1911-1920). Cependant, l'organisation retrouva son dynamisme et sa cohérence sous la direction de Chaim Weizmann, figure emblématique, en 1920. Il convient de noter que Weizmann, tout comme Herzl, a fait preuve d'une détermination et d'une ténacité remarquables dans la mise en œuvre du projet sioniste. Son leadership a été déterminant pour aboutir à l'accomplissement de cette entreprise, ce qui lui a valu d'être nommé à la présidence de l'État d'Israël lors de sa création.

Cette période de troubles et de désorientation du mouvement sioniste constitue une preuve solide que celui-ci ne possédait pas, à lui seul, la force suffisante pour mener à bien un projet aussi colossal que la fondation d'un État juif en Palestine. Le succès dont il est question dans le présent article a été rendu possible grâce au soutien des puissances impérialistes européennes. Il convient de s'interroger sur les modalités selon lesquelles un mouvement, qui avait marqué un arrêt de seize ans après le décès de son fondateur, aurait pu relancer un projet aussi ambitieux par ses seules ressources.

---

[1] Journaux de Herzl, p.89.

Néanmoins, il convient de reconnaître que cette prise de conscience ne saurait en aucun cas diminuer l'ampleur des efforts déployés par Chaim Weizmann. De même que le sionisme n'a pu établir une patrie par sa seule force, le colonialisme occidental, à lui seul, ne pouvait pas non plus insuffler la vie à un corps inerte ou ranimer une entité apathique. Bien que l'on puisse penser que Weizmann était aussi résolu et ambitieux que Herzl, il bénéficia d'un contexte beaucoup plus favorable. L'affaiblissement de l'Empire ottoman s'avère être le facteur déterminant de cette évolution. Cet affaiblissement se manifeste d'abord par le coup d'État contre le sultan Abdülhamid et sa déposition en 1909, puis par la défaite ottomane lors de la Première Guerre mondiale (1914-1918). Les Britanniques ont mené des campagnes militaires dans plusieurs régions du Moyen-Orient, notamment en Palestine et en Irak, et ont pris le contrôle de la Transjordanie. Ces actions ont contribué à la création de l'État d'Israël en faisant tomber le principal obstacle à sa formation. En outre, les Britanniques ont apporté un soutien significatif à la cause sioniste, marquant ainsi leur engagement dans la région.

À la suite du décès de son fondateur, le mouvement sioniste a traversé une période de confusion et d'instabilité, marquée par la direction de figures moins éminentes et dynamiques, à l'instar de David Wolffsohn (1905-1911) et Otto Warburg (1911-1920). Cependant, l'organisation retrouva son dynamisme et sa cohérence sous la direction de Chaim Weizmann, figure emblématique, en 1920. Il convient de noter que Weizmann, tout comme Herzl, a fait preuve d'une détermination et d'une ténacité remarquables dans la mise en œuvre du projet sioniste. Son leadership a été déterminant pour aboutir à l'accomplissement de cette entreprise, ce qui lui a valu d'être nommé à la présidence de l'État d'Israël lors de sa création.

Cette période de troubles et de désorientation du mouvement sioniste constitue une preuve irréfutable que celui-ci ne possédait pas, à lui seul, la force suffisante pour mener à bien un projet autonome. En réponse à cette réalité, la stratégie du mouvement

sioniste a connu une transformation significative. Sous le règne du sultan avisé de l'Empire ottoman, Herzl refusait catégoriquement que les Juifs s'infiltrent illégalement en Palestine, de peur qu'ils ne soient facilement expulsés et que cela ne nuise à l'attractivité du projet.

Cependant, suite à la déposition du sultan, le huitième Congrès sioniste de La Haye, en 1907, a adopté une résolution stipulant la mise en œuvre d'un plan d'infiltration progressive et systématique de la population juive, avec pour objectif l'établissement d'une présence significative capable d'exercer une pression sur l'Empire ottoman et de revendiquer une protection internationale. Cette stratégie a été réitérée lors du neuvième Congrès sioniste qui s'est tenu à Hambourg en 1909, ainsi que lors du dixième congrès qui s'est déroulé à Bâle en 1911.[1]

[1] Abd al-Aziz Awad, p.262; El-Messiri, vol.6, p.323.

Les conditions en Palestine à la fin de la période ottomane

Les historiens soulignent fréquemment les conditions en Palestine durant la fin de l'ère ottomane pour contester les affirmations de Herzl et la propagande sioniste qui décrivent la région comme « une terre sans peuple » (Woolf, 2017). Cependant, l'objectif de cette étude n'est pas de réfuter ces affirmations, mais d'analyser les facteurs qui ont rendu cette région vulnérable à l'occupation. Ainsi, au lieu de mettre en exergue les marqueurs de civilisation, de développement et de culture présents en Palestine à cette époque, nous allons nous pencher sur les vulnérabilités du territoire et de sa population, qui ont contribué à ce résultat.

L'état de l'Empire ottoman : « L'absence de résistance »

L'historien Ibn al-Athîr a expliqué la rapide expansion des Mongols dans les terres islamiques et l'effondrement de ces territoires face à eux en affirmant:

« Leur succès provenait de l'absence de résistance. Cette absence venait du fait que Khwarazm Shah Muhammad avait pris le contrôle des terres, tué leurs rois et les avait éliminés, devenant ainsi l'unique souverain de tous les territoires. Ainsi, lorsqu'il fut défait, il ne restait plus personne pour résister ou protéger ces terres. »[1]

Cette remarque perspicace mérite d'être considérée comme une théorie fondamentale dans les sciences politiques et historiques. Dans le contexte d'un régime autoritaire, un pouvoir concentré entre les mains d'un individu ou d'une entité dirigeante, tel qu'un souverain ou un sultan, a pour effet d'affaiblir les institutions et les acteurs qui l'entourent. Cette centralisation du pouvoir entraîne une dépendance totale du système vis-à-vis de la direction unique de l'autorité. En effet, dans l'éventualité d'une défaite, d'un décès ou d'une crise, l'intégralité de la structure s'effondre. Ce scénario

[1] Ibn al-Athīr, al-Kāmil fī al-Tārīkh, vol.10, p.335.

permet d'expliciter avec clarté et précision la situation de l'Empire ottoman dans ses dernières années.

Durant la période de déclin de l'Empire ottoman, celui-ci a entamé un processus de « modernisation » s'inspirant du modèle occidental. Ce processus a conduit à l'instauration d'un système de gouvernance laïque et centralisé, concentrant le pouvoir entre les mains de l'autorité dirigeante, et entraînant ainsi une distanciation croissante entre cette dernière et la société. L'État ottoman s'est progressivement désengagé du système islamique, basé sur un « équilibre des pouvoirs », souvent de manière non intentionnelle. Cette évolution s'inscrit dans la théorie d'Ibn Khaldoun, qui postule que les peuples conquis ont tendance à imiter leurs conquérants. Cependant, cette modernisation n'a pas produit les effets escomptés par les Ottomans. Malgré l'adoption du modèle européen, l'Empire continua d'enregistrer des défaites tout au long du XIXe siècle. En effet, l'essor de l'Europe ne saurait être expliqué par sa seule modernisation, et le déclin des Ottomans ne peut être réduit à leur échec à moderniser.

L'objet de cette dernière réflexion porte sur la centralisation croissante et la monopolisation du pouvoir par l'État ottoman, qui a étendu son appareil bureaucratique pour englober l'ensemble des territoires restants sous sa domination, y compris la Palestine. Cette bureaucratie, dont l'ampleur et l'intrusion sont notables, est profondément ancrée dans le tissu social. Son action, de manière progressive, conduit à l'érosion de la cohésion sociale, à l'affaiblissement des sources locales de pouvoir et à la réduction de la capacité d'autogestion. En conséquence, la société fut soumise à une perte significative de son autonomie dans la gestion de ses affaires et se vit privée de sa capacité à rétablir l'ordre face au chaos ou à la corruption de l'administration ottomane.

Par ailleurs, le déclin de l'Empire ottoman a favorisé l'émergence d'une influence étrangère significative, notamment de la part des puissances occidentales et de la Russie, qui ont soutenu les minorités chrétiennes et juives, renforçant ainsi leur influence et leurs privilèges. Cette dynamique a joué un rôle déterminant dans

l'essor du nationalisme arabe, principalement porté par les chrétiens arabes du Levant, concomitamment à l'émergence du nationalisme turc. Ces régions islamiques, sous l'influence des idéologies nationalistes occidentales, ont vu émerger des mouvements passionnés. Ces derniers ont appelé à l'indépendance arabe dans les territoires arabes et à la turquification des populations arabes au sein du gouvernement ottoman.

Il convient de noter que la situation a donc connu une évolution significative. À la fin de l'Empire ottoman, la plupart des Arabes, y compris ceux nés en Palestine, se considéraient comme des membres de la communauté ottomane. Cette dernière représentait son identité, son lien avec les autres et son sentiment d'appartenance à un groupe. Bien qu'il soit d'origine arabe, il partageait son environnement avec un camarade d'origine turque, souvent porteur d'un prénom arabe, que ce soit dans la rue, le quartier ou l'école. Le sujet de cette étude, un jeune homme d'origine turque, ne se définissait pas exclusivement comme Turc, mais également comme Ottoman. Ces deux élèves, dont l'identité reste à déterminer, partageaient leur temps entre le cours de géographie ou d'histoire, et la pratique du chant patriotique célébrant les victoires de l'Empire ottoman.[1]

La rupture s'est manifestée par la suite, exacerbée par les bouleversements qui ont accompagné la déposition d'Abdülhamid et l'entrée de l'Empire ottoman dans la Première Guerre mondiale. Une période de suspicion intense s'ensuivit, durant laquelle le nationalisme turc se renforça comme force dominante, notamment sous l'ère du Comité Union et Progrès. Cette période correspond à l'ascension d'un régime militaire turc laïc qui a mis en œuvre des politiques de turquification dans le Levant, exerçant un contrôle strict sur les provinces arabes et adoptant rapidement des mesures punitives. Cette période est marquée par une gouvernance rigide, symbolisée par l'autorité de Jamal Pacha dans la région.

[1] Ahmad al- Shuqeiri, al-Aʿmāl al-Kāmilah, vol.3, p.719 et les suivantes

Par ailleurs, il convient de noter que l'idée du nationalisme arabe a subi une transformation majeure. Cette alliance ne relevait plus du soutien ponctuel de quelques chrétiens du Levant : les Britanniques s'impliquaient désormais de manière décisive, attirant Sharif Hussein – le chérif de La Mecque et souverain du Hedjaz – en lui promettant un califat arabe dont il serait le chef.[1] Il est intéressant de constater que le califat, dans sa conception initiale, était censé s'étendre exclusivement aux territoires arabes sous domination ottomane. Cette limitation géographique est reflétée dans son slogan : « De Rafah au Taurus »[2] et non « de l'Atlantique au Golfe ».

Cette organisation politique, désignée sous le terme de « califat », a été conçue en réponse à l'expansion occidentale. Cette idée, loin d'être anodine, se matérialisa en une réalité dangereuse : Sharif Hussein et ses forces arabes prirent les armes et se soulevèrent, ouvrant un nouveau front contre les Ottomans à un moment critique, alors que ces derniers étaient déjà mis à rude épreuve par la guerre.

Ainsi débuta un enchaînement d'événements interconnectés, où chaque élément en amplifiait un autre : erreurs, maladresses, ou même simples décisions politiques étaient rapidement interprétées comme l'expression d'un nationalisme arabe ou turc, déclenchant en retour des réactions nourries par les sentiments nationalistes adverses.

À la suite de la défaite de l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale, la société se retrouva dans un état d'abandon et d'impuissance, illustrant ainsi le concept d'Ibn al-Athîr d'absence de résistance. À cet égard, il convient de noter que la société avait, à cette époque, déjà subi une perte significative de son autonomie. Nombre de ses membres avaient péri durant la guerre, soit en étant

---

[1] See the exchanged letters between Sharif Hussein and McMahon, the British High Commissioner in Egypt, in: File of Palestine Documents, vol.1, p.169 and beyond.

[2] Shuqeiri, vol.3, p.727.

enrôlés dans l'armée ottomane vaincue, soit en étant engagés dans les forces de Sharif Hussein. Ce dernier avait en effet fait de la proclamation de slogans publics l'essence même de son combat : la révolte contre le Comité Union et Progrès, et le rétablissement du califat musulman ottoman opprimé. Dans le contexte de conflits armés et de situations de crise humanitaire, un grand nombre de personnes ont été contraintes de fuir des situations de violence et de privations, qu'il s'agisse de guerres, de famines ou de violences liées à l'exil.

En Palestine, les formes les plus élémentaires de cohésion sociale, à savoir les liens familiaux, tribaux et claniques, demeuraient les seules à subsister. Au sein de ces structures, les figures les plus marquantes étaient souvent les notables, c'est-à-dire les individus qui s'étaient établis dans les villes et avaient su maintenir leurs liens avec l'administration ottomane. Ces individus, qui jouissaient souvent d'un certain privilège économique, avaient pour objectif de garantir la perpétuation de leur statut social en confiant l'éducation de leur progéniture dans les métropoles les plus influentes du monde, à l'instar d'Istanbul, Le Caire, Londres ou Paris.[1]

Ainsi, lors de l'entrée des Britanniques en Palestine, la société locale était fragmentée. Les élites et figures influentes restantes montraient une volonté de collaboration à travers divers moyens : l'attraction par des promesses de préservation de leur statut social, de leurs privilèges et de leur influence ; l'invocation du sentiment nationaliste arabe que les Britanniques soutenaient activement à l'époque ; ou encore l'appui sur l'attrait du progrès et du modèle occidental de modernisation, qui séduisait certaines de ces élites et leurs fils ayant étudié à l'étranger. Cependant, ces mesures d'encouragement étaient contrebalancées par la réalité d'un manque de ressources suffisantes pour contrer efficacement la présence britannique. Dans le contexte d'une petite population aux

[1] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 2, 190, Rashid Khalidi, La Guerre de cent ans, p. 35.

ressources limitées, comment a-t-elle pu réagir face à un empire triomphant de ses grandes puissances adversaires ?

Dans le cadre d'une étude sur les perceptions de l'époque ottomane dans la région d'Acre, un informateur, se définissant comme un leader nationaliste arabe, a rapporté avoir été témoin de récits d'anciens habitants évoquant cette période avec nostalgie. Selon ces témoignages, l'ère ottomane était perçue comme une époque de prospérité et de dignité[1]. Il convient de noter que même ceux qui, sous la domination britannique, en vinrent à considérer la période ottomane comme une forme d'occupation, exprimaient malgré tout des regrets quant à la perte d'unité des terres arabes. Cette unité, qui avait bel et bien existé sous le règne ottoman, même si ce fut « sous occupation », était perçue comme un élément regrettable de l'histoire. Cependant, l'arrivée des Britanniques et des Français a entraîné la désagrégation de cette unité, marquée par l'occupation et la fragmentation, conduisant à la disparition du symbole de l'unité arabe.[2]

La civilisation islamique a établi un précédent remarquable en matière de traitement juste et bienveillant envers les minorités. Elle a favorisé leur intégration et a protégé leurs droits de manière inégalée par aucune autre civilisation de l'histoire.[3] Certains, adoptant une perspective matérialiste ou non islamique, soutiennent que la générosité et la tolérance des musulmans envers les minorités non musulmanes ont, par inadvertance, contribué à l'effondrement de leur propre civilisation. Ces minorités, avec le

---

[1] Shuqeiri, vol.3, p.722.

[2] Ibid., vol.3, p.739. See also Bahjat Abu Gharbieh, Fī Khidam al-Nidāl al-ʿArabī al-Filistīnī, p.19.

[3] When the Jewish historian Shahin Makarios reviewed the history of the Jews, he acknowledged that the Jews found in the Muslim world a level of acceptance they did not experience under any other nation. He noted only two incidents of persecution throughout the Islamic eras—and even these two instances are subjects of debate and discussion. See Shahin Makarios, pp. 65-66, 70, 72.

temps, auraient retourné leur loyauté, infligeant un coup dur à l'unité et à la force de la nation et de sa civilisation.

Cependant, cette perspective ne reflète pas notre propre analyse. En effet, si nous avions la possibilité de revenir en arrière dans l'histoire, nous accueillerions à nouveau ces minorités avec la même bienveillance, comme le prescrit notre religion. L'enjeu de cette étude réside dans l'analyse de la divergence entre l'idéal proclamé et la réalité des pratiques, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources humaines. L'examen des données met en lumière une confiance excessive envers des minorités, dont la légitimité est pourtant remise en question par les textes sacrés. Cette confiance, qui s'inscrit dans un contexte de délégation de postes stratégiques, est analysée à la lumière des avertissements divins, notamment ceux énoncés dans la sourate Al-Imran:

﴿ يَا أَيُّهَا ٱلَّذِينَ آمَنُوا لَا تَتَّخِذُوا بِطَانَةً مِّن دُونِكُمْ لَا يَأْلُونَكُمْ خَبَالًا ۚ وَدُّوا مَا عَنِتُّمْ ۚ قَدْ بَدَتِ ٱلْبَغْضَآءُ مِنْ أَفْوَاهِهِمْ ۖ وَمَا تُخْفِى صُدُورُهُمْ أَكْبَرُ ﴾ [3:118]

« Ô vous qui avez cru ! Ne prenez pas pour confidents ceux qui ne sont pas des vôtres : ils ne cesseront de vous corrompre. Ils souhaitent ce qui vous accable. La haine s'est déjà manifestée dans leurs propos, et ce que leurs poitrines dissimulent est encore plus grand. »

En effet, ce fut la fragilité de notre appareil militaire et de notre appareil politique qui a rendu notre nation vulnérable aux menaces, qu'elles soient internes ou externes. Il convient de noter que même une nation jouissant d'une certaine noblesse peut se retrouver exposée et vulnérable en cas de faiblesse. La force est un vecteur de protection des valeurs. Comme le souligne l'adage, la fermeté est le gardien de la justice ; une clémence inopportune se traduit par une forme de vulnérabilité.

L'histoire du sionisme est intrinsèquement liée à la manière dont le judaïsme et la mentalité croisée protestante se sont retournés contre le monde islamique. Ce dernier, qui avait auparavant offert refuge et protection à ces groupes durant des siècles, notamment lors des périodes où ceux-ci étaient menacés

d'anéantissement, en a été la cible. Ces populations trouvèrent sécurité et asile en terre d'islam à des moments où, si les musulmans l'avaient voulu, ils auraient pu les éradiquer sans qu'aucune puissance extérieure n'intervienne pour les défendre.

Cette réalité, dont la complexité et la portée dépassent le cadre de cette étude, a été corroborée par de nombreux historiens juifs et protestants. Néanmoins, il convient de mentionner quelques exemples particulièrement significatifs, notamment en ce qui concerne les relations entre les Juifs, les protestants et l'Empire ottoman. L'historien juif israélien Michael Winter fait ainsi le constat suivant : « Bien que l'Empire ottoman fût un État conservateur sunnite, il était aussi un État éclairé. La vision équilibrée du sultan envers ses sujets, combinée à des approches doctrinales et scientifiques, a considérablement amélioré la condition des Juifs dans l'Empire. Durant la période ottomane — notamment pour les Juifs travaillant au Trésor — ils atteignirent des sommets inconnus jusque-là, ou du moins depuis l'époque des Fatimides au Moyen Âge. »[1]

Ainsi, l'Empire ottoman se distingua comme un « sanctuaire de liberté religieuse »[2] accueillant les Juifs expulsés d'Espagne et du Portugal sous le règne de la monarchie absolue, aux XVe et XVIe siècles. De plus, il servit de havre aux Juifs persécutés et expulsés de l'Empire russe et des régions d'Europe de l'Est aux XVIIIe et XIXe siècles. Par ailleurs, il convient de mentionner l'historien juif américain Salo W. Baron, figure éminente de l'historiographie juive du XXe siècle, déclara que « les centres les plus florissants des communautés juives, depuis l'essor du califat jusqu'à l'abolition des ghettos juifs en Europe, se situaient en terres d'islam : en Irak sous

---

[1] Michael Winter, Jewish Relations with the Sultan and Non-Jewish Society, in History of the Jews in Egypt during the Ottoman Period, by Yaqub Landra, translated by Jamal Ahmed al-Rifaî and Ahmed Abdel-Latif Hamad. Cairo: Supreme Council of Culture, 2000, p. 472.

[2] Carl Brockelmann, History of the Islamic People. 5th Arabic Ed., pp.489-90.

les Abbassides, en Espagne à l'époque berbère, et plus tard dans l'Empire ottoman. »[1]

Les protestants, quant à eux, sont issus d'une dissidence de l'Église catholique d'Occident. Leur histoire est marquée par les massacres, les persécutions et les guerres brutales. Cependant, lors de périodes de crise, les populations grecques ont trouvé refuge dans l'Empire ottoman. Selon l'historien protestant britannique Thomas Arnold, le traitement que les Ottomans infligeaient à leurs sujets chrétiens « témoignait d'une tolérance inconnue dans le reste de l'Europe à cette époque. Les calvinistes de Hongrie et de Transylvanie, ainsi que les unitariens de cette dernière région, ont démontré une préférence marquée pour la soumission aux Turcs, préférant cette option à la capture par la maison fanatique des Habsbourg. Par ailleurs, les protestants de Silésie ont manifesté un intérêt pour la Turquie, exprimant une volonté de négocier leur liberté religieuse en échange de leur soumission au pouvoir musulman. Les Juifs espagnols, confrontés à des persécutions croissantes, ont trouvé refuge en Turquie à la fin du XVe siècle. Parallèlement, les cosaques, membres de la secte des Vieux-Croyants et victimes de l'oppression de l'Église d'État russe, ont trouvé dans les territoires ottomans une tolérance qui leur était refusée par leurs propres fidèles. »[2]

Les communautés juives et chrétiennes de Palestine vivaient, à l'instar des populations des autres régions du monde islamique, notamment en Égypte et au Levant, souvent sous le même gouvernement durant l'ère islamique. Ainsi, les communautés juives et chrétiennes en Palestine ne se trouvaient pas confrontées à des difficultés spécifiques ou distinctes durant cette période.

Ce n'est qu'au moment de l'affaiblissement de l'Empire ottoman que la situation commença à évoluer, marquée par l'intervention des puissances européennes sous couvert de

---

[1] Hamilton Gibb and Harold Bowen, Islamic Society and the West. 1st Arabic Ed., vol.2, p.310.

[2] Thomas Walker Arnold, Preaching of Islam, p.134.

protection des minorités. La compétition entre les puissances européennes se jouait principalement sur le terrain des minorités chrétiennes. La Russie concentrait ses efforts sur les populations orthodoxes, tandis que la France mettait l'accent sur les catholiques et les maronites. En revanche, la communauté juive demeure largement négligée jusqu'à l'essor du sionisme en Grande-Bretagne, suite à l'essor du protestantisme dans ce pays, comme il a été mentionné précédemment. Les Britanniques considéraient les Juifs comme une minorité manipulable, à l'instar de leurs homologues qui traitaient leurs propres minorités. Malgré la résistance ottomane et l'échec des initiatives occidentales, la situation de la minorité juive ne connut pas de véritable transformation dans le contexte impérial plus large. Il convient de noter que même à la fin du XIXe siècle, la communauté juive ne se trouvait pas confrontée à des difficultés ou des problèmes spécifiques au sein de l'Empire ottoman. Ces derniers étaient même décrits comme « ne se révoltant pas, ne provoquant pas de troubles, ne se plaignant pas, ne souffrant pas, mais au contraire louant l'État (ottoman) nuit et jour, dans l'adversité comme dans la prospérité, exprimant sans cesse leur gratitude pour sa protection et ses soins. » Cette situation est à mettre en parallèle avec le fait qu'aucun État européen ne revendiquait leur défense.[1]

Les vagues d'immigration juive qui s'intensifièrent à la suite des persécutions en Russie en 1881, entraînant une présence juive accrue en Palestine, eurent un impact limité. La majorité de ces migrants se définissaient comme des réfugiés pauvres, vivant dans des conditions difficiles et précaires. Ces groupes dépendaient de manière significative de contributions financières[2] et de dons provenant de la communauté juive aisée. Cependant, ils ne disposaient pas des ressources internes nécessaires pour induire un changement substantiel. En outre, leur position ne laissait pas

[1] Mustafa Kamil Pasha, al-Masʾalah al-Sharqiyah (The Eastern Question), p.8.

[2] Michael Oren, p.306.

entrevoir qu'ils puissent constituer une menace tangible ou autonome. Il est possible que celui qui évoquera leur dangerosité à cette époque soit sujet à la moquerie. [1]

Il convient de noter qu'un phénomène courant observé à travers les vagues migratoires successives était que de nombreux Juifs finissaient par repartir en quête de meilleures opportunités économiques, soit en Europe, soit en Amérique, soit vers d'autres destinations[2]. Dans de nombreux cas, la foi en la « Terre promise » se révélait déficitaire, ou du moins, elle ne suffisait pas à inciter les individus à demeurer sur place. Il convient de noter que certains individus ont fait le choix de demeurer sur place, que ce soit par conviction religieuse ou par la recherche d'une amélioration des conditions de vie. Cette décision s'est inscrite dans le cadre de la participation à des projets financés par le mouvement sioniste et par des mécènes juifs durant cette période spécifique.

Cette dynamique migratoire a joué un rôle déterminant dans l'éveil de la conscience arabe quant aux objectifs du mouvement sioniste. Il convient de souligner le rôle déterminant de la presse arabe et islamique dans cette prise de conscience collective, comme en attestent les publications de renom telles que *Filastin, Al-Karmil* ou encore la revue *Al-Manar*, qui ont contribué à sensibiliser l'opinion publique à cette question cruciale. Des tensions virent également le jour, dont une confrontation en 1886 entre des paysans palestiniens et des colons juifs.

Il convient de noter que la première modification significative du statut des Juifs advint suite au renversement du sultan Abdulhamid II en 1909. Cet événement a engendré un climat d'instabilité politique et de changements de gouvernance fréquents dans l'Empire ottoman, marquant le début d'une période de turbulence sociale et politique. Cette situation a favorisé l'émergence de divers risques potentiels, parmi lesquels :

---

[1] Ahmed Hussein, Un demi-siècle avec l'arabisme, p. 51.
[2] El-Messiri, vol.7, pp.99-91.

- la nomination de plusieurs individus de confession juive à des postes de responsabilité gouvernementale de premier plan durant cette période.
- Cette situation a conduit à des négociations avec le mouvement sioniste, qui a proposé une assistance financière en échange de la levée des restrictions sur l'immigration juive. Cette dynamique a conduit à la cession de terres domaniales en Palestine.
- Cette instabilité chronique trouve son origine dans les changements fréquents de gouvernement à la capitale, qui facilitent l'accroissement des acquisitions foncières et l'exploitation accrue des failles juridiques.
- Une migration de grande ampleur de la population juive a été observée depuis la Russie, en raison de la défaite de ce pays face au Japon et des troubles politiques qui ont fait suite.[1]

Dans le contexte de chaos qui prévalait alors, les Juifs de Palestine ont pris une initiative significative en créant en 1909 une milice armée chargée de la protection de leurs colonies. Cette action a marqué un tournant historique, conduisant à la formation de l'armée sioniste. Deux ans plus tard, en 1911, ils ont officiellement formulé une requête pour que l'hébreu soit reconnu comme langue officielle.

Cependant, le soutien apporté par les Juifs aux Alliés durant la Première Guerre mondiale, contre l'Empire ottoman alors sous domination unioniste, conduisit les autorités ottomanes à se retourner contre eux. Le commandant ottoman en Syrie, Jamal Pacha, a été informé d'un complot sioniste. Selon les sources, ce complot visait à établir un État juif en Palestine. En réponse à ces actions, il initie une campagne d'envergure contre les institutions juives, incluant la confiscation de biens, le désarmement des gardes

[1] Abd al-Aziz Awad, vol.3, 169 et les suivantes; El-Messiri, vol.7, p.90.

des colonies et l'interdiction d'arborer le drapeau juif ou de toute enseigne en hébreu.[1]

La défaite de l'Empire ottoman mit fin à sa domination sur la Syrie à l'issue de la guerre. Cette période charnière, marquée par la transition entre deux époques distinctes, a été le théâtre de bouleversements majeurs.[2]

Les communautés juives établies dans les territoires sous domination musulmane jouissaient d'un niveau de vie et d'une sécurité qu'elles ne trouvaient nulle part ailleurs. Cependant, lorsqu'elles virent l'opportunité de trahir ceux qui les avaient protégées et honorées, elles n'hésitèrent pas à le faire. Cette histoire met en lumière la grandeur de notre nation et la noblesse de son caractère. Il convient de noter que, même dans ses moments de faiblesse, l'Empire ottoman s'efforça de trouver des solutions pour protéger les Juifs contre la persécution et la violence, tout en veillant à ce qu'ils ne deviennent pas une menace. Il convient de noter que les acteurs concernés ont opté pour une posture de menace, et ce, en s'alliant aux puissances occidentales dans le cadre du processus de démembrement de l'Empire.

Les colons sionistes se virent offrir l'opportunité d'obtenir la citoyenneté ottomane et de s'établir en Palestine en tant que sujets ottomans, et non comme une présence coloniale soutenue par des puissances étrangères. Cette question ne se limitait pas à la présence de milliers de Juifs apatrides ou cherchant refuge contre l'oppression ; elle concernait l'implantation d'une population étrangère destinée à devenir une entité coloniale tournée vers l'Occident. Cette entité a finalement rejeté la solution proposée.

Dans l'analyse historique, il est crucial de discerner les Juifs autochtones ayant résidé sous l'Empire ottoman de ceux qui ont

---

[1] Arif al-Arif, al-Mufassal fī Tārīkh al-Quds, vol.1, p.547.

[2] Dr. Abd al-Aziz Awad briefly reviewed the stages of Jewish settlement in Palestine from the time of Muhammad Ali's entry into Syria until the end of the Ottoman era, in a study published in the Egyptian Historical Journal, Issue 21, p. 253 and onward

immigré de l'étranger. Les premiers représentants de cette idéologie représentaient un danger moindre pour les juifs. En effet, beaucoup d'entre eux redoutaient le sionisme et la création de l'État d'Israël. Cependant, avec le temps, ces groupes ont été absorbés par le mouvement dominant, ont adopté ses objectifs et ses ambitions, et sont ainsi devenus des acteurs à part entière de ce mouvement. En effet, ces derniers se retournèrent contre la civilisation islamique et trahirent les musulmans qui les avaient longtemps honorés. Bien que leur implication dans cette grave transgression soit incontestable, elle demeure moins significative que celle des colons venus de l'extérieur.

Il convient également de se remémorer qu'au cours des conflits ultérieurs, des Juifs, y compris parmi les immigrés sionistes, ont bénéficié de la sécurité et du respect des Arabes, même au pire de la situation. Cette capacité à coexister avec leur environnement arabe dans le respect et la bonne conduite était un atout déterminant.

La période de l’occupation britannique

Les antagonismes de grande puissance et les intérêts divergents entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont conduit à la pérennité de l'Empire ottoman. Bien que cet empire fût en déclin, les puissances en présence étaient fréquemment en désaccord et hésitaient à s'engager dans une guerre coûteuse pour se partager son héritage. Cette situation a permis à l'Empire ottoman de survivre un peu plus longtemps. Depuis sa position affaiblie, le sultan Abdülhamid II tenta de manœuvrer entre ces rivalités, espérant qu'un conflit majeur entre ces puissances offrirait une chance de renouveau pour l'Empire ottoman. Cependant, ces dernières ont différé leur confrontation et réglé leurs différends à ses dépens, ce qui a entraîné une érosion progressive de l'empire durant son règne. La guerre, tant redoutée, n'éclata que cinq ans après sa destitution.

La Première Guerre mondiale et ses conséquences

Bien que la Première Guerre mondiale ait été avant tout un conflit européen, auquel les Ottomans ne participèrent qu'à un stade ultérieur, ses répercussions se firent inévitablement sentir dans les territoires occupés par l'Empire ottoman, comme l'Égypte et l'Afrique du Nord, mais aussi dans les régions non occupées : le Levant, l'Irak, la péninsule Arabique, le Caucase et l'Anatolie. Il s'avéra dès lors essentiel pour les Ottomans d'évaluer les positions des grandes puissances. Les sources indiquent que les forces alliées étaient déterminées à démanteler l'Empire ottoman à l'issue du conflit. Elles refusèrent de garantir ou de conclure des accords visant à protéger ses territoires. Dans le contexte d'une situation d'incertitude géopolitique, l'Empire ottoman s'est retrouvé

contraint de conclure une alliance avec l'Allemagne et les puissances centrales. [1]

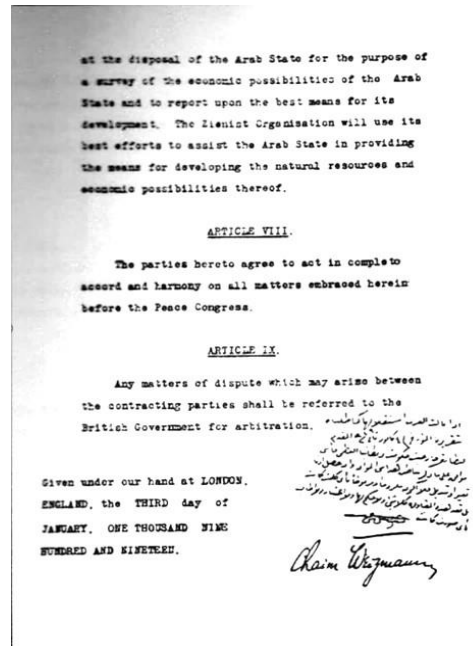
Au terme d'un long processus, marqué par de multiples péripéties, le conflit armé trouve son issue dans la défaite des puissances centrales, à l'instar de l'Empire ottoman, qui se voit contraint de renoncer à ses prétentions sur l'Irak et la péninsule Arabique. Cependant, l'objet de notre étude se concentre spécifiquement sur les événements survenus au Levant, et plus précisément en Palestine.

Durant le conflit, la Grande-Bretagne s'engagea dans trois accords majeurs : un premier avec les populations arabes, un second avec les Juifs, et un troisième avec la France. « elle vendaient la peau de l'ours avant de l'avoir tué à plus d'une partie ! »[2] ; Cette stratégie, qualifiée par certains analystes d'« opportunisme géopolitique », visait à assurer des alliés dans la région, tout en évitant de s'engager de manière irréfléchie. Le processus se déroule comme suit :

[1] Shakib Arslan, An Autobiography, p.99 et les suivantes, p.187.

[2] Ahmad Hussein, La Question de Palestine face au Sionisme, (Beyrouth : Al-Maktaba al-ʿAṣriyya, 1976), p. 12.

1. La Grande-Bretagne s'engagea auprès du chérif Hussein ben Ali, émir du Hedjaz, à reconnaître sa souveraineté en tant que calife des Arabes, à la tête d'un vaste territoire englobant le Levant, l'Irak et la péninsule Arabique. Une alliance stratégique et durable se forma entre les deux parties, aboutissant à une alliance de premier plan avec l'Empire britannique. Hussein et ses fils Fayçal et Abdallah se distinguèrent par leur loyauté indéfectible envers les intérêts de l'Empire britannique. En contrepartie, ils étaient tenus de lutter contre les forces ottomanes dans le Hedjaz et au Levant. Le chérif Hussein, quant à lui, a pleinement adhéré à cette trahison, infligeant un coup d'autant plus sévère aux Ottomans qu'ils étaient alors particulièrement vulnérables.[1] En outre, les Britanniques obtinrent l'aval de Fayçal pour la Déclaration Balfour et la facilitation de l'immigration juive à travers l'accord Fayçal-Weizmann (signé avec le leader sioniste Chaim Weizmann) le 3 janvier 1919. Dans le cadre de cette convention, Fayçal consentait à se désister de ses prétentions sur la Palestine, sous réserve de l'établissement d'une entité politique arabe sous la gouvernance de son père et de ses frères.



at the disposal of the Arab State for the purpose of a survey of the economic possibilities of the Arab State and to report upon the best means for its development. The Zionist Organisation will use its best efforts to assist the Arab State in providing the means for developing the natural resources and economic possibilities thereof.

ARTICLE VIII.

The parties hereto agree to act in complete accord and harmony on all matters embraced herein before the Peace Congress.

ARTICLE IX.

Any matters of dispute which may arise between the contracting parties shall be referred to the British Government for arbitration.

Given under our hand at LONDON, ENGLAND, the THIRD day of JANUARY, ONE THOUSAND NINE HUNDRED AND NINETEEN.

Chaim Weizmann

[1] For a brief explanation of the important role played by Sharif Hussein's forces in supporting the British and defeating the Ottomans, see: Liddell Hart, Strategy and Its History in the World, translated by Haytham Al-Ayyoubi, 4th ed., Beirut: Dar Al-Talia, 2000, p. 179 and onwards.

Lorsque les événements se sont déroulés, la trahison britannique a été rendue publique : Hussein a perdu le Hedjaz au profit d'Abdelaziz Al Saoud et a été exilé à Chypre, sans obtenir quoi que ce soit en retour. Cependant, les Britanniques désignèrent son fils Abdallah comme gouverneur d'une région désertique qui, par la suite, constituerait le territoire de la Jordanie, tandis que Fayçal fut intronisé en tant que roi de Syrie. Lorsqu'un différend éclata entre la France et la Grande-Bretagne quant au partage de la Syrie et de l'Irak, les deux puissances convinrent que la France contrôlerait la Syrie, et la Grande-Bretagne la Palestine. À la suite de l'occupation de la Syrie par la France, les Britanniques ont transféré Fayçal en Irak et l'ont intronisé comme roi.

Il est important de souligner que le royaume de Jordanie a été établi par les Britanniques en tant que régime spécialement conçu pour servir les intérêts d'un de leurs agents les plus dévoués, Abdallah ben Hussein. Ce régime jouerait dès lors un rôle central dans la question palestinienne, rôle qu'il continue d'assumer aujourd'hui.

Il convient de souligner que, préalablement à l'émergence de ces conséquences désagréables, la perspective dominante en Palestine considérait le califat ottoman comme l'autorité légitime, tandis que le chérif Hussein était perçu comme un individu s'écartant de la doctrine islamique, ayant contesté le calife ottoman, le sultan Mehmet V Rachad.[1]

2. En vertu des recherches effectuées et des sources consultées, il a été établi qu'Arthur Balfour, alors ministre britannique des Affaires étrangères, publia une déclaration célèbre promettant l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. Le texte de la déclaration stipulait :

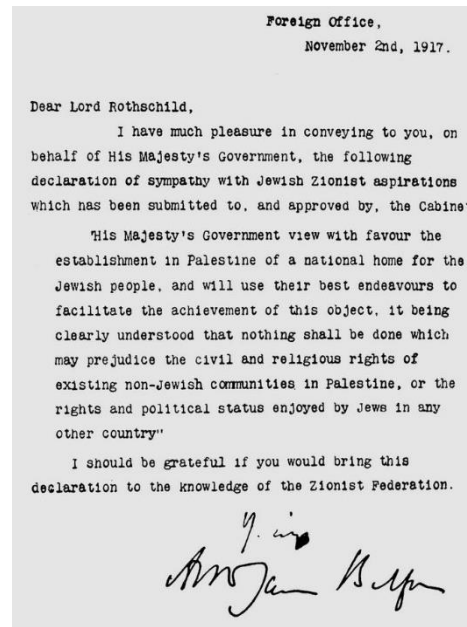
« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et mettra tout en œuvre

[1] Ahmad al-Shuqeiri, vol.3, p.722.

pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existantes en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays. »

La déclaration en question considérait la Palestine comme une terre dépourvue de population et de propriétaire, ses habitants étant uniquement identifiés comme des « communautés non juives ». Cette promesse fut par la suite réitérée par le président américain Woodrow Wilson, le 31 août 1918, dans une lettre de nature comparable adressée au dirigeant sioniste américain, le rabbin Stephen Wise[1]. Dans un message adressé à la Conférence de paix de Paris, Wilson confirma son soutien et exprima son souhait de voir les Juifs retourner en Palestine. Il promit également que la Société des Nations reconnaîtrait un État juif dès sa création.[2].

La portée pratique de la Déclaration Balfour réside dans le fait qu'elle constitue le plus grand succès du mouvement sioniste. Cette organisation, qui représentait une puissance mondiale de premier plan, ne se contentait pas d'endosser les revendications du mouvement sioniste ; elle en devenait également la championne, offrant un soutien bien plus substantiel que celui d'une simple organisation juive. En outre, cette déclaration a contribué au renforcement de la position du mouvement sioniste face à ses détracteurs



Foreign Office,
November 2nd, 1917.

Dear Lord Rothschild,

I have much pleasure in conveying to you, on behalf of His Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet

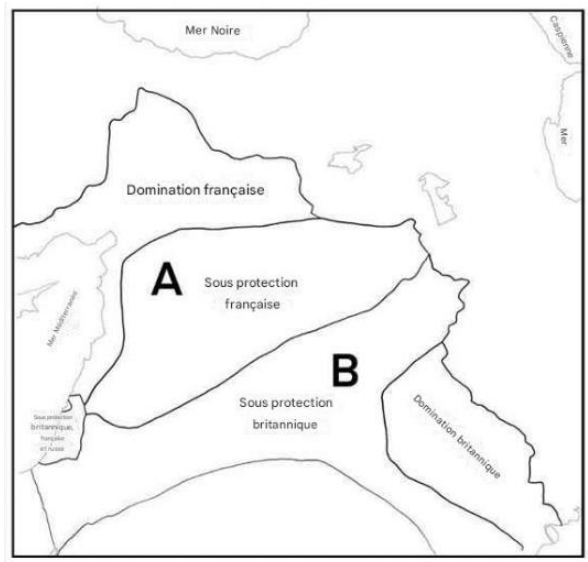
"His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country"

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

[1] Regina Sharif, p.127.
[2] Ibid., p.129.

au sein même du judaïsme, qui exprimaient des doutes quant à ses objectifs ou à sa capacité à concrétiser ce rêve. En conséquence, elle a réussi à attirer de nouveaux soutiens et financements en provenance de la communauté juive en faveur de la cause, et, surtout, elle a encouragé l'immigration juive vers la Palestine, désormais placée sous la protection d'une puissance mondiale.

3. L'accord Sykes-Picot, conclu entre la Grande-Bretagne et la France, a établi les frontières entre les territoires du Levant, de l'Irak, de l'Arabie orientale et de l'Anatolie orientale, qui étaient auparavant sous domination ottomane. L'accord, parrainé par les diplomates Mark Sykes, Britannique, et François Georges-Picot, Français, prévoyait la division du Levant et de l'Irak, ainsi que de la partie nord de la Palestine actuelle, y compris Jérusalem, qui était placée sous mandat international. Cependant, la Grande-Bretagne finit par prendre le contrôle direct de la Palestine, en violation des termes de l'accord. Parallèlement, la France s'est emparée de Damas et a placé la Syrie sous sa domination directe. En réponse à cette situation, la Grande-Bretagne a pris l'initiative de transférer le roi Fayçal ibn Hussein vers l'Irak, marquant ainsi une redéfinition des frontières de la région. Ce mouvement a conduit à la division du Levant en quatre États distincts : la Jordanie, la Syrie, le Liban et la Palestine.



Accords Sykes-Picot
Mai 1916

Il est indéniable que parmi les trois engagements pris, un seul a été honoré : la Déclaration Balfour. Les manœuvres politiques britanniques ont rendu caduques les deux autres. La trahison dont il est question dans le présent article a eu des conséquences désastreuses sur la vie du chérif Hussein, qui a été contraint de payer un prix élevé pour cette perfidie. En effet, il a été exilé à Chypre, ce qui a eu des répercussions durables sur son existence. Il admit même ne pas être en mesure de s'acquitter du paiement du loyer de l'habitation qui lui avait été attribuée. L'histoire de Hussein est un exemple éloquent de trahison. Malgré son désir ardent de trône, il reconnut à plusieurs reprises que les Britanniques le trompaient, mais il ne prit jamais le temps de réfléchir ou de se prémunir. Il a placé aveuglément son avenir entre les mains des Britanniques, une foi sans réserve qui a conduit à sa perte.

Cependant, il convient de noter que la victoire britannique dans la guerre et l'entrée subséquente de ses armées à Jérusalem ont été des facteurs déterminants dans ce contexte.

L'occupation de la Palestine et de Jérusalem

La conquête de Jérusalem ne saurait être considérée comme une entreprise aisée. Néanmoins, la Grande-Bretagne bénéficiait d'un avantage militaire significatif et d'une position stratégique de premier ordre, ayant occupé l'Égypte depuis 1882. Au cours de cette période, l'Égypte a connu une accumulation de ressources qui a favorisé le renforcement de son appareil militaire. Cette accumulation a été rendue possible par une gestion efficace des ressources humaines et financières. Il convient de noter que plus d'un demi-million d'Égyptiens furent enrôlés dans les forces armées britanniques[1]. Ils combattirent aux côtés des troupes de Sa

[1] For more on the Egyptian peasants who were forced into conscription in the British army and their tragic conditions, see: Mohamed Abul-Ghar, The Egyptian Legion: The Crime of Kidnapping Half a Million Egyptians, 1st Arabic edition, Cairo: Dar Al-Shorouk, 2022. Research on this topic primarily relies on the study by American historian Kyle Anderson, The Egyptian Labor Corps. Its Arabic translation was recently published in Cairo by the National Center for Translation, 2023.

Majesté contre l'armée ottomane et divers soulèvements islamiques dans des régions telles que le Darfour, la Libye et au-delà. Cependant, l'objet de notre analyse portera sur la situation spécifique au conflit palestinien.

Le canal de Suez, infrastructure maritime d'une importance stratégique, constituait le maillon central du réseau colonial britannique. Initialement construit sous la dynastie de Muhammad Ali, ce canal a joué un rôle crucial dans la connectivité et la domination géopolitique du Royaume-Uni dans la région. Ce canal a constitué une faille significative dans la sécurité arabe et islamique, permettant à la Grande-Bretagne de disposer d'une voie d'accès directe et cruciale pour le transit de troupes et de ressources, s'étendant de l'Inde à l'est jusqu'à l'Atlantique à l'ouest[1]. Conscients de son importance stratégique, les Ottomans cherchèrent à en reprendre le contrôle, tandis que les Britanniques s'employaient à le défendre coûte que coûte et à maintenir les Ottomans à distance. Cette escalade a conduit à des affrontements intenses dans la région de Gaza, aboutissant aux « trois batailles de Gaza ». Les Ottomans remportèrent les deux premières batailles, forçant les Britanniques à remplacer leur commandant, Murray, par l'un de leurs meilleurs généraux, Edmund Allenby. Ce dernier obtint la victoire britannique lors de la troisième bataille, ouvrant ainsi le front palestinien.

Les forces armées égyptiennes, intégrées à l'armée britannique, ont joué un rôle déterminant dans cette campagne qui a conduit à la perte de la Palestine. Il convient de souligner que leur contribution ne se limitait pas à la lutte armée. Des ingénieurs et des ouvriers égyptiens ont en effet construit des infrastructures essentielles à l'acheminement de l'eau potable et des ravitaillements à travers le désert du Sinaï, contribuant ainsi de manière significative à l'effort militaire britannique. Ce soutien logistique

[1] Concernant les grands dangers et dommages causés par le canal de Suez, voir : Muhammad Ilhami, Dans les couloirs de l'histoire, vol. 1/2, et ce qui suit, et 387 et ce qui suit.

s'est avéré déterminant dans le succès de la troisième bataille de Gaza.

Le 17 décembre 1917, le général britannique Allenby pénétra dans Jérusalem, ce qui incita un journal britannique à proclamer que « Les croisades étaient désormais achevées ». Les forces armées britanniques poursuivirent leur progression stratégique vers le nord, s'emparant du reste de la Palestine. Cette avancée se fit sans considération pour l'accord préalable conclu avec la France, et marqua l'achèvement de l'occupation en 1918.

De multiples analyses ont été entreprises pour expliquer le soutien marqué de la Grande-Bretagne au projet sioniste. Cette question a souvent été abordée par les historiens, en examinant le retrait forcé de la puissance coloniale trente ans plus tard. À l'époque, cette forme de soutien ne pouvait être considérée comme inattendue. Les puissances coloniales étaient animées par une volonté intrinsèque de contrôle, d'expansion et de domination. La Grande-Bretagne se trouve face à une opportunité historique : l'Empire ottoman, qui était en déclin et sur le point de s'effondrer, représente une menace géopolitique potentielle ; la compétition entre puissances européennes telles que la Russie, l'Allemagne et la France est intense ; la région revêt une importance stratégique et religieuse considérable ; et il existe une convergence idéologique entre le protestantisme et le judaïsme. Il convient de noter que l'ensemble de ces éléments a contribué à positionner la Palestine comme une priorité stratégique dans les desseins expansionnistes du Royaume-Uni. Lorsqu'elle commença à mettre en place l'établissement d'un État juif, la Grande-Bretagne ne prévoyait aucunement de se retirer ultérieurement. Elle anticipait que cet État demeurerait sous sa souveraineté, à l'instar de l'Égypte, de l'Irak ou de la Jordanie, où les forces britanniques maintenaient une présence militaire et une autorité suprême, tandis que les gouvernements locaux garantissaient une administration de façade.

La préparation britannique à l'avènement de l'État d'Israël

L'instauration de la première unité militaire juive en Palestine, sous l'égide de l'armée britannique, marque un tournant historique dans la région. Dans le cadre de ses activités, Chaim Weizmann se rendit à Jérusalem, non plus en sa qualité d'investisseur, mais désormais en celle de dirigeant du projet sioniste. À ce titre, il initia sans délai les procédures visant à accélérer la réalisation des objectifs de ce projet. Dès l'année 1919, il initie la structuration d'un réseau de renseignement sioniste dont la mission est la collecte d'informations détaillées sur le territoire, ses habitants, les possibilités d'acquisition foncière, les sources potentielles de résistance, et plus encore. Ainsi, la structure sécuritaire et militaire du futur État sioniste commença à prendre forme, trente ans avant sa déclaration officielle.

Il convient de noter qu'en 1915, soit deux ans avant l'entrée des forces britanniques à Jérusalem, un ministre sioniste au sein du gouvernement britannique avait rédigé un rapport concluant que les conditions n'étaient pas encore réunies pour établir un foyer juif en Palestine. Il préconisait plutôt une période d'occupation britannique pour préparer le terrain, comme il l'écrivait lui-même :*« Quelles que soient les qualités ou les défauts de cette proposition (la création d'un État juif), il est certain que le moment n'est pas encore venu... Toute tentative prématurée de concrétiser ce rêve pourrait en retarder la réalisation de plusieurs siècles. Les dirigeants du mouvement sioniste ont une compréhension approfondie de ces considérations.»*[1]

Herbert Samuel, qui occupa le poste de Haut-Commissaire britannique en Palestine en 1920, joua un rôle déterminant dans l'établissement des fondations de l'État juif, en mettant en œuvre les mesures suivantes :

1. Encourager l'immigration juive en Palestine en levant les restrictions ottomanes.

---

[1] See Malaff Wathāĭq Filistīn, vol.1, pp.159-60.

2. Dissoudre la Banque agricole ottomane, qui offrait des prêts accessibles aux agriculteurs arabes, et créer la Banque juive des prêts et hypothèques, permettant à cette dernière de dominer le crédit agricole, ce qui entraîna la perte progressive des terres arabes.[1]
3. Autoriser les Juifs à s'armer et à constituer une force militaire distincte.
4. Permettre l'établissement d'un système éducatif juif indépendant.
5. Reconnaître l'hébreu comme langue officielle.
6. Saisir les terres étatiques, communautaires et propriétés administrées par le gouvernement pour les transférer à des propriétaires juifs.
7. Adopter des lois facilitant l'appropriation des terres communautaires, domaniales ou sans titre formel, tout en simplifiant les procédures d'acquisition pour les Juifs.[2]

C'est donc de cette manière que la Grande-Bretagne appliqua les promesses contradictoires de la Déclaration Balfour : en œuvrant à la création d'un foyer national juif, elle viola directement les clauses de protection des droits des populations non juives. Alors qu'elle était censée encourager le développement d'institutions, elle en limita strictement la portée aux institutions juives, entravant l'émergence de toute structure palestinienne — bien que les Palestiniens représentaient alors 92 % de la population.

En 1925, à peine cinq ans plus tard, la population juive ainsi que leurs colonies avaient augmenté, et leurs institutions et structures administratives commençaient à émerger comme des entités distinctes, séparées de celles représentant la population palestinienne :

1. Établissement d'un gouvernement autonome pour Tel-Aviv.

---

[1] M. Shaban Sawwan, p.334.
[2] Bahjat Abu Gharbieh, p.29.

2. Création d'un syndicat, dirigé par Ben Gourion lui-même.
3. L'Université hébraïque fut inaugurée lors d'une cérémonie grandiose à laquelle assistèrent des figures notables, dont le Premier ministre britannique Lloyd George, le gouverneur militaire Allenby, Balfour, Churchill, Chaim Weizmann et Herbert Samuel.

L'occupation et la soumission furent alors présentées comme une mission noble et humanitaire. Ironiquement, l'occupant, qui prétendait venir en aide à cette nation pour la faire progresser, en profita pour établir un nouvel État sur ses terres, y amenant des immigrants venus des quatre coins du monde, tout en déplaçant et en expulsant la population autochtone, laissant ainsi le pays vulnérable aux colons étrangers.

La puissance militaire organisée de la communauté juive se manifesta clairement lors de l'insurrection de 1929, quand les Palestiniens furent pris par surprise en découvrant des formations juives armées, structurées avec des grades et une organisation militaire. L'administration britannique en Palestine intégra des éléments juifs et chrétiens, reléguant les musulmans au rang de minorité, tant sur le plan numérique qu'au niveau statutaire, par rapport aux Juifs et aux chrétiens. Cette administration militaire donna du pouvoir à ces groupes minoritaires et s'appuya sur eux, redéfinissant ainsi les dynamiques sociales en Palestine.

Entre 1930 et 1935, plus de 150 000 Juifs immigrèrent en Palestine, doublant ainsi la population juive. La plupart étaient d'origine allemande, parmi lesquels de nombreux hommes d'affaires fortunés, et la contrebande d'armes à destination des communautés juives s'intensifia considérablement. Avec le soutien des Britanniques, les Juifs ont également commencé à produire des armes dans des usines.[1]

---

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, pp. 43, 44 ; Muhsin Saleh, La Cause palestinienne, p. 47.

.

En 1935, les usines sionistes exportaient des diamants et du coton depuis la Palestine. Cette année marqua également le sommet d'une importante vague d'immigration juive en provenance d'Allemagne, avec l'arrivée de plus de soixante mille nouveaux immigrants.

En vingt ans d'efforts soutenus, la communauté juive avait renforcé ses effectifs par l'immigration, s'était armée avec le soutien britannique et avait acquis une expertise militaire grâce à l'entraînement. Au cours de ces années, un certain nombre d'événements ont montré le niveau d'organisation de la communauté juive, sa présence préparée et la rapidité de sa réaction, ce qui indique qu'elle avait préparé des plans qu'elle était prête à mettre en œuvre.[1]

L'appareil sécuritaire avait dressé un profil détaillé des membres des organisations islamiques de Palestine, en identifiant ceux qu'il était possible d'approcher, de soudoyer ou d'éliminer. Cette agence, qui deviendrait plus tard le Mossad, avait même créé une division chargée de former des Juifs arabes pour qu'ils deviennent espions et infiltrent leurs propres communautés dans les pays arabes.[2]

À la fin des années 1930, alors que la Seconde Guerre mondiale éclatait, quinze mille Juifs s'enrôlèrent dans les forces alliées. Cette participation leur permit d'acquérir un entraînement intensif, une maîtrise des armes et des connaissances militaires avancées, bien au-delà de ce dont les Palestiniens disposaient. Durant cette période, la Haganah évolua en une armée organisée, dotée même de sa propre flotte aérienne.

La guerre déclencha également une nouvelle vague d'immigration juive en Palestine, notamment en provenance d'Allemagne et d'Europe, où les Juifs subissaient la persécution

---

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 118.

[2] The Memoire of Amin al-Hussieni, p.69; El-Messiri, Rihlatī al-Fikriyah (My Intellectual Journey), p.478.

nazie. Certains leaders sionistes approuvaient même cette persécution comme un levier pour motiver l'immigration juive vers la Palestine. [1] Ben Gourion déclara lui-même : *« Si je devais choisir entre sauver tous les enfants juifs d'Allemagne en les envoyant en Angleterre ou n'en sauver que la moitié en les envoyant en Israël, je choisirais la seconde option. »*[2]

En parallèle à ces initiatives militaires, les efforts de renseignement se concentrèrent sur la constitution d'un « fichier des villages », un registre détaillé et exhaustif de chaque village palestinien.

En 1939, une rupture sérieuse se produisit entre les sionistes et leurs parrains britanniques. Dans le contexte de la Grande Révolte palestinienne, qui s'est étendue sur une période de trois ans, de 1936 à 1939, les autorités britanniques ont déployé des efforts considérables pour réprimer les insurgés. Cependant, avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, la priorité de la puissance mandataire a été redirigée vers la pacification de la Palestine, faisant ainsi de la résolution du conflit un objectif de la plus haute importance. Cette démarche a atteint son paroxysme avec la publication du « Livre blanc », lequel exposait une politique visant à mettre fin à l'immigration juive.[3]

Les sionistes ont exprimé une opposition vigoureuse à cette mesure, la perçuant comme une menace directe à leur projet d'État, d'autant plus qu'elle coïncidait avec une déportation accrue de Juifs d'Europe, notamment d'Allemagne, où ils étaient confrontés à des persécutions d'une extrême gravité, plus tard connues sous le nom d'Holocauste.

Dans le contexte du conflit entre Israël et la Grande-Bretagne, David Ben Gourion a fait preuve d'une remarquable capacité de

---

[1] Regina Sharif, pp.13-14, 168; Roger Garaudy, p.87 et les suivantes; Rashid Khalidi, p.66.

[2] Garaudy, pp.87-88.

[3] Eugene Rogan, Les Arabes : Des conquêtes ottomanes à nos jours, Traduction : Muhammad Ibrahim al-Jundi, 1ère édition (Le Caire : Fondation Hindawi pour l'éducation et la culture, 2011), p. 315.

manœuvre, résumant sa position dans une déclaration qui a marqué l'histoire : « David Ben Gourion s'engagea à aider l'armée britannique à combattre le fascisme comme si le Livre blanc n'existait pas, tout en s'opposant aux termes du Livre blanc comme si la guerre n'avait pas commencé. »

Malgré l'échec de la tentative d'alliance avec les nazis, Stern continua à mener des attaques contre les Britanniques jusqu'à ce que son corps soit finalement retrouvé et tué. Néanmoins, l'Irgun et le groupe Stern intensifièrent leurs attaques contre les cibles britanniques. Parmi les actions les plus notables figure l'assassinat de Lord Moyne, le plus haut représentant britannique au Moyen-Orient, qui fut abattu au Caire le 6 novembre 1944. Cet acte a été perpétré en raison de son soutien à la politique du Livre blanc.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le contexte en Palestine était extrêmement tendu sur tous les plans :

- **Sur le plan international**, la victoire des Alliés sur les puissances de l'Axe — en qui les Arabes et les Palestiniens avaient placé leurs espoirs — a permis la mise en œuvre du projet sioniste, sans rencontrer de principaux obstacles politiques.
- **Dans le contexte local**, l'influence sioniste s'accroissait à une allure soutenue.
    - Les milices de la Haganah avaient été converties en une force armée organisée, bénéficiant d'un entraînement militaire, d'armements et d'équipements acquis lors de leur contribution à la lutte aux côtés de la Grande-Bretagne.[1]
    - L'afflux de migrants juifs en Palestine connut une augmentation spectaculaire durant la guerre, avec plus de 90 000 personnes de confession juive arrivées sur le territoire. Cette tendance s'est

[1] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 2, p. 443 ; Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, pp. 139, 140.

poursuivie dans les années suivantes, avec plus de 60 000 nouveaux arrivants recensés. Les forces sionistes ont procédé à la saisie de **270 000 dounams de terres**, et ont mené à la création de **73 nouvelles colonies**.[1] Dans le contexte de l'Holocauste nazi, un changement significatif dans l'identité et la perception de l'immigration s'est opéré parmi la communauté juive mondiale. En effet, l'expérience tragique vécue par les Juifs a conduit à une convergence de leurs aspirations, les incitant à adopter une position sioniste commune. Par ailleurs, l'immigration s'est transformée en une démarche non seulement acceptée, mais également recherchée par les Juifs, y compris ceux résidant dans les pays arabes.[2]

- L'appareil sécuritaire sioniste mettait un point final à une stratégie d'envergure concernant les villages palestiniens. Cette stratégie comportait la collecte de données détaillées sur la nature des terres, la population, l'économie, les affiliations politiques et les obstacles logistiques à leur occupation. Le réseau d'informateurs s'élargit, la surveillance de la société palestinienne s'intensifie, et les centres restants d'influence sont ciblés. Des organisations dites « islamo-nationalistes » ont été mises en place dans le but de concurrencer les institutions authentiques, de semer la discorde et de détourner l'attention publique.

Parmi les conséquences les plus notables de la Seconde Guerre mondiale figure le déclin de l'influence des nations du Royaume-Uni et de la France, au profit des puissances émergentes que sont

---

[1] Muhsin Saleh, La Cause palestinienne, p. 57.

[2] Ahmad Hussein, Un demi-siècle avec l'arabisme, p. 59 ; Glubb Pasha, Ma vie au Moyen-Orient, p. 216.

les États-Unis et l'Union soviétique. Le mouvement sioniste a promptement identifié cette modification dans le contexte géopolitique, procédant dès 1942 au transfert de son soutien le plus significatif de la Grande-Bretagne vers les États-Unis. Cette manœuvre s'inscrivait dans la continuité de la stratégie traditionnelle d'alliance avec les grandes puissances, une démarche méthodique visant à assurer la réalisation de ses aspirations. À cette époque, les États-Unis ont commencé à exercer une influence en Orient, succédant ainsi aux puissances européennes traditionnelles, à la fois française et britannique. Cette démarche s'inscrivait dans une volonté de renversement des dynamiques de pouvoir traditionnelles, que les États-Unis désignaient sous le terme de « vieil impérialisme ». Leur objectif était de mettre en place un système de contrôle indirect, en remplacement des structures d'autorité directes précédemment en place. Ainsi, les États-Unis ont commencé à promouvoir des idéaux tels que la libération des peuples et le droit à l'autodétermination.

Il convient de préciser que ces déclarations ne reflètent pas de vaines promesses. Les milices sionistes, dont la Haganah, ont initié des offensives ciblées contre des installations et des effectifs britanniques. Bien que la Haganah fût officiellement distincte, des sources indiquent que des coopérations secrètes auraient existé entre cette organisation et les factions plus radicales que constituaient l'Irgoun et le groupe Stern. Cette collaboration a atteint son paroxysme lors de l'attentat perpétré contre l'hôtel King David à Jérusalem, le 22 juillet 1946.

L'infrastructure hôtelière, qui hébergeait les administrations militaires et civiles britanniques en Palestine, fut le théâtre d'une attaque d'une ampleur considérable, ayant entraîné le décès de plus de quatre-vingts individus. L'opération fut déclenchée par les autorités britanniques à la suite de la saisie de documents accablants pour la Haganah, la milice juive de Palestine, prouvant sa participation à des actions militaires hostiles à l'encontre des

forces britanniques.[1] Cet attentat marqua un tournant décisif dans l'histoire du Moyen-Orient et de la Grande-Bretagne, signalant aux Britanniques que les sionistes s'étaient totalement retournés contre eux et qu'ils s'alignaient désormais sur la puissance montante américaine, déterminée à hériter du rôle, du statut et des ressources des « anciennes puissances coloniales ».

À partir de ce moment, le sionisme a commencé à prendre l'apparence d'un mouvement de libération, revendiquant la lutte pour l'expulsion des occupants britanniques de leur patrie. Ce récit s'est imposé comme un symbole majeur pour les sionistes à travers le monde, reflétant les idéologies prédominantes de l'époque, caractérisées par une forte prépondérance des droits des peuples et de l'autodétermination.[2] Ces conceptions étaient défendues par les États-Unis comme par l'Union soviétique, non pas par véritable souci du bien-être des peuples, mais dans le cadre de leurs agendas géopolitiques visant à affaiblir l'influence britannique et française.

Dans le cadre de la stratégie de guerre, un ensemble d'opérations a été initié. Celles-ci comprenaient des actions ciblées sur des infrastructures ferroviaires anglaises, des quartiers généraux, des effectifs militaires et des officiers, ainsi que sur la prison d'Acre, avec pour objectif la libération des individus juifs arrêtés par les forces britanniques[3]. L'analyse des événements nous permet d'affirmer que l'audace des Juifs a connu un essor en raison d'une perception d'une diminution de la détermination des Britanniques dans leur confrontation. Glubb Pacha, officier anglais de haut rang, observe que les deux parties impliquées sont parvenues à un accord pour accélérer le retrait des forces britanniques et la remise du pays aux organisations terroristes juives, dans le but de favoriser la création de l'État d'Israël.[4]

---

[1] Menachem Begin, The Revolt, (New York: Dell book, May 1977), p. 289 - 295.

[2] Abd al-Wahhab al-Messiri, Mon voyage intellectuel, vol. 4, p. 493.

[3] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 4/2, p. 444.

[4] Glubb Pasha, Ma vie au Moyen-Orient, p. 217.

Le Royaume-Uni a affirmé ne plus être en mesure de résoudre la situation en Palestine. En conséquence, il a porté l'affaire devant la toute nouvelle Organisation des Nations unies. Cette institution, fondée par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, avait pour objectif de superviser la gouvernance mondiale. Cette décision a constitué un moment charnière dans l'histoire du conflit palestinien, suivant les premières démarches entreprises par les Britanniques en faveur de la création d'un État juif.

Entre 1918 et 1948, durant la période de l'occupation britannique, la population juive de Palestine a connu une augmentation démographique considérable, avec un accroissement de treize fois sa taille initiale. En 1918, on dénombrait approximativement 50 000 individus de confession juive, soit environ 8 % de la population totale. En 1948, le nombre de personnes concernées avait atteint 650 000 individus. Par ailleurs, il est intéressant de constater que, tandis que les Palestiniens détenaient 98,5 % des terres en 1918, en 1948, cette proportion s'est réduite à 60 % en faveur des Juifs.

Il convient de noter qu'à l'époque de l'occupation britannique de la Palestine, il n'existait pas de soldats juifs au sein des forces armées. Ils quittèrent le pays avec un arsenal militaire considérable, comprenant des armes, des usines d'armement, des caches secrètes, des entrepôts d'armes, des véhicules blindés et des avions. Ce départ coïncida avec le début du retrait de l'armée britannique de la Palestine, environ un mois avant l'évacuation des forces armées du territoire. L'entrée des Britanniques en Palestine s'est effectuée en l'absence d'une organisation populaire ou d'un dirigeant juif. Par ailleurs, leur départ a coïncidé avec l'instauration d'un gouvernement juif, sous la tutelle du gouvernement du Mandat.[1]

Si Theodor Herzl est communément admis comme le fondateur du sionisme pour avoir jeté les bases du mouvement, il

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 143.

serait réducteur d'omettre le rôle déterminant de ses successeurs, notamment Chaim Weizmann, Herbert Samuel et David Ben Gourion. Ce groupe de trois personnes exerce une influence considérable sur la configuration des conditions internationales et internes propices à l'instauration d'un État sioniste. Parallèlement, ils s'assurèrent qu'Israël ne dépendrait pas uniquement des fluctuations politiques occidentales, mais développera sa propre indépendance militaire, économique et sécuritaire, faisant de l'autosuffisance un pilier stratégique de son existence. Malgré leurs efforts pour mobiliser le soutien populaire et religieux parmi les Juifs, leur objectif principal fut toujours de rendre inévitable la création de l'État. Ainsi, lors de la proclamation de l'État d'Israël, celui-ci était déjà une réalité de facto.

Cette perspective sionisto-britannique sur l'histoire s'inscrivait dans un paradigme spécifique, où les événements étaient interprétés à travers le prisme des intérêts stratégiques et géopolitiques des puissances concernées. Dans le contexte sociopolitique mentionné précédemment, la société palestinienne a élaboré un discours parallèle et entrelacé, dont la trame peut être présentée comme suit :

La situation de la société palestinienne sous occupation britannique

Les habitants de la Palestine ont été profondément marqués par l'invasion de leur territoire par les forces armées du Royaume-Uni. Nombre d'entre eux avaient déjà été éprouvés par les souffrances de la Première Guerre mondiale et avaient été enrôlés pour combattre aux côtés de l'Empire ottoman sur divers fronts. Les conflits armés avec les forces alliées ont engendré des destructions massives dans les villes palestiniennes, et une famine sévère a frappé le pays, provoquant la mort d'un nombre incalculable d'individus. La ville de Gaza, située à la frontière entre le Moyen-Orient et l'Afrique, a été l'une des régions les plus durement affectées par le conflit. En effet, elle a été le théâtre de

trois grandes batailles opposant les Britanniques aux Ottomans, et a subi d'intenses bombardements de la part des Britanniques.[1]

À la suite de la défaite ottomane durant la Première Guerre mondiale, les habitants de la région se retrouvèrent pour la première fois en six siècles sous occupation étrangère. Depuis l'époque mamelouke, lorsque les Croisés furent expulsés des côtes du Levant, aucune puissance étrangère ne s'était établie de manière durable dans ces territoires. La population de cette région n'avait connu que le Califat islamique, dont les Ottomans constituaient la dernière incarnation durant quatre siècles.

Quelques années après la guerre, Mustafa Kemal Atatürk accéda au pouvoir en Turquie. Il proclama l'abolition du Califat et réduisit l'immense Empire ottoman aux frontières de la Turquie actuelle. Il proclama la Turquie comme patrie indépendante, mettant fin à l'ensemble des relations avec les territoires autrefois sous domination ottomane. Cette dynamique a plongé le peuple palestinien dans une situation inédite et déconcertante. Depuis quatorze siècles, depuis que la région était passée sous domination islamique, elle avait toujours appartenu à un vaste califat ou à un grand État islamique. Il convient de noter que ladite entité n'avait jamais existé de manière indépendante. Dans le contexte d'une occupation étrangère, comment la nation pouvait-elle maintenir son indépendance tout en étant soumise à cette forme de domination ? Il convient de souligner que cette situation s'inscrivait dans un cadre où aucune autorité ne semblait assumer la responsabilité de défendre ou de libérer le pays.

Cette situation a engendré un bouleversement intellectuel et psychologique d'une ampleur considérable. Jusqu'alors, les habitants de la Palestine ne s'identifiaient pas comme « Palestiniens » à proprement parler ; ce terme n'avait que peu de portée identitaire. L'appartenance à une communauté spécifique, telle qu'une famille, une ville, une religion ou une *millet* ottomane,

[1] Rashid Khalidi, p.42.

constituait les principaux critères d'identification. Cependant, une nouvelle entité est en train de prendre forme : un concept inédit, une identité émergente, celle de la Palestine. À partir de ce moment, le terme « Palestine » a acquis une signification nouvelle, dépassant sa définition géographique pour représenter une patrie distincte, sous occupation étrangère, et incarnant une identité collective pour son peuple. Cette terre de résistance a ainsi acquis le statut de patrie en quête de libération et d'autodétermination.

Les théories nationalistes ont commencé à s'immiscer au sein de la population palestinienne par l'entremise de divers vecteurs primordiaux:

1. **L'expansion de l'éducation** : La multiplication des écoles fondées par des organisations missionnaires et étrangères[1] accrut le nombre de personnes instruites. En réaction, l'État ottoman fonda ses propres écoles afin de conserver son influence sur ses citoyens[2], bien que ces dernières aient également été influencées par les sentiments nationalistes croissants. Les niveaux d'instruction augmentèrent aussi dans les pays voisins comme l'Égypte, la Syrie et le Liban, où le nationalisme dominait les programmes scolaires, les médias, la littérature et les récits culturels. Ces idées résonnaient fortement chez la classe instruite en pleine ascension, qui gagnait en influence sociale.
2. **Le nationalisme**, concept souvent associé à l'idée d'une identité culturelle et politique distincte, a émergé dans le contexte de l'occupation étrangère des territoires nationaux. En effet, l'analyse historique démontre que l'occupation étrangère a joué un rôle déterminant dans l'émergence de mouvements nationalistes, souvent sous l'influence des puissances occupantes qui ont cherché à imposer leur

[1] Voir par exemple concernant la nature des écoles missionnaires et leur système : Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 2/2, p. 194.

[2] Rashid Khalidi, La Guerre de cent ans, p. 34.

idéologie par la contrainte ou la séduction. Dans le contexte d'une occupation, il est observé que les structures sociales sont souvent réorganisées au profit des occupants. Par conséquent, les sociétés occupées tendent à adopter des éléments de la vision du monde de leurs dominateurs. Cette dynamique a engendré une imitation des comportements des puissants par les opprimés, favorisant ainsi la propagation des idées nationalistes, en particulier parmi les groupes sociaux les plus étroitement associés à l'occupant.

3. **L'effondrement de l'autorité islamique** : La chute du Califat islamique et son abolition par Mustafa Kemal ont provoqué un changement majeur. Les idéologies qui ont été défaits sont souvent rejetées, et les sociétés ont tendance à se tourner vers les idées des vainqueurs. Cette dynamique a conduit à un déclin de l'adhésion à la pensée islamique, au profit d'une montée du nationalisme. [1] Au cours de la période considérée, un changement de mentalité s'est opéré, avec l'adoption des idées séculières par des acteurs influents des sphères religieuses et juridiques.[2]

4. **L'absence de soutien régional pour la défense de la Palestine** : Dans le contexte de la question palestinienne, il est essentiel d'analyser le manque de soutien régional pour la défense de la Palestine. En effet, il apparaît que les dirigeants régionaux ne considéraient plus la défense de la Palestine comme relevant de leur responsabilité. Parallèlement, la puissance occupante, dont l'identité était ancrée dans un nationalisme et un ethnisme européens, a promu activement une identité nationale en Palestine, et plus particulièrement un État juif. Cette dynamique, combinée à l'existence d'une organisation internationale fondée sur le nationalisme, incarnée par la Société des Nations, a contribué à faire du

[1] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 7/3, p. 223.
[2] Voir par exemple : Rashid Khalidi, La Guerre de cent ans, pp. 52, 53.

nationalisme un mouvement de résistance naturel contre l'occupant et une revendication primordiale de l'indépendance.

À l'instar d'autres peuples ayant subi le joug de la colonisation, les Palestiniens ont recours aux **principes de libération, d'indépendance nationale** et de **droit à l'autodétermination**. Ces mêmes principes ont été publiquement défendus par le président américain et largement adoptés par les peuples sous domination. Dans le contexte des conférences internationales qui ont fait suite à la Première Guerre mondiale, de nombreux États ont cherché à négocier leur indépendance en se basant sur ces idéaux.

En raison de ces facteurs, parmi d'autres influences secondaires, les idées nationalistes commencèrent à s'enraciner dans la population, qui allait progressivement être reconnue comme **le peuple palestinien**. Cette identité émergente a trouvé son origine dans le contexte de l'occupation britannique et sioniste, qui a exercé une double pression sur la population locale. Dès les prémices de l'existence de l'État d'Israël, le peuple palestinien, entendu ici comme une entité moderne et nationaliste, se trouve engagé dans une lutte constante pour plusieurs objectifs. Ces derniers peuvent être résumés en trois points : l'affirmation de son existence, la revendication de son droit à la terre et la recherche de sa liberté. Cette dernière est ici entendue comme une libération face à la domination britannique et à la menace existentielle posée par le sionisme.

Cette observation ne doit cependant pas être interprétée comme un renoncement de l'identité et des affiliations islamiques de la population palestinienne. Au cours des différentes périodes de lutte et de résistance qui ont jalonné l'histoire du peuple palestinien, la présence de l'islam s'est avérée constante et prépondérante. La sacralité de cette religion a constitué un élément majeur dans la mobilisation des ressources émotionnelles, la coordination des efforts collectifs et l'acquisition de soutiens internationaux, en dehors des frontières de la Palestine. Il convient de mettre en exergue le fait que ces différents éléments ont

contribué, de manière conjointe, à l'orientation du paysage politique vers une trajectoire réalisable et possible, caractérisée par un cadre nationaliste et patriotique. Par conséquent, une part substantielle du discours politique et médiatique s'est alignée sur cette orientation, mettant en exergue la libération d'un État national : la Palestine.

L'une des priorités majeures du mandat britannique, depuis Herbert Samuel, a été de prévenir l'établissement d'un État ou d'une entité politique représentative des Palestiniens. La politique britannique, soutenue par ses forces armées, s'est opposée activement à la création d'un conseil représentatif pour les Palestiniens, comme l'exigeait le Congrès arabe de 1928 à Jérusalem. La mise en place d'un tel conseil aurait conduit à une majorité arabe écrasante, ce qui était inacceptable pour le gouvernement britannique. En outre, cette politique avait pour objectif de neutraliser toute forme de leadership qui pourrait émerger et représenter les Palestiniens, ainsi que d'entraver toute dynamique susceptible de conduire à la constitution d'une force politique palestinienne.

Ainsi, la politique britannique visait deux objectifs contradictoires : faciliter, soutenir et encourager l'établissement d'un État juif dépourvu des éléments essentiels d'un État, tout en empêchant activement la création d'un État palestinien réunissant toutes les caractéristiques de la souveraineté.[1] Cette situation, qui peut être qualifiée d'exceptionnelle et anormale, était spécifique à la Palestine. En effet, dans d'autres pays arabes sous occupation britannique, l'approche britannique consistait à établir des régimes clients, comme ce fut le cas en Égypte, en Jordanie, en Irak et dans d'autres régions.

---

[1] Khalil al-Wazir (Abu Jihad), Le mouvement "Fatah": Les débuts, (Mémoires de Khalil al-Wazir), Revue des études palestiniennes, Numéro 104 (Beyrouth: Institut des études palestiniennes, Automne 2015), p. 45 ; Rashid Khalidi, La Guerre de cent ans, pp. 46, 51.

L'une des répercussions de cette politique s'est traduite par une intensification des rivalités et des conflits entre les grandes familles palestiniennes influentes, à l'instar des Husseini et des Nashashibi.

Haj Amin al-Husseini, qui occupait alors le poste de figure politique palestinienne principale, fut poursuivi par les autorités britanniques et trouva refuge dans la mosquée Al-Aqsa. Afin de mettre un terme à cette situation, les Britanniques mirent en œuvre une stratégie d'occupation des lieux de culte musulmans. Ils envoyèrent ainsi un bataillon indien « musulman » pour prendre d'assaut la mosquée. Néanmoins, al-Husseini parvint à s'échapper de Palestine et à lancer ses efforts de résistance depuis l'étranger.[1] Cette dichotomie entre la direction politique et les actions sur le terrain a pour conséquence de réduire significativement la cohésion du mouvement. En outre, les autorités britanniques ont promulgué des décrets conférant au gouvernement le contrôle de l'administration des tribunaux religieux et des fonds Waqf, dans le but de neutraliser l'autorité et les prérogatives du Mufti,[2] dernier vestige du système islamique.

Parallèlement, des idéologies laïques, nationalistes et communistes commencèrent à se répandre parmi les élites palestiniennes et la jeunesse éduquée en pleine ascension sociale. Cette influence extérieure, marquée par l'émergence de courants de pensée modernistes, a conduit à une fracture de l'unité socioculturelle de la société palestinienne. Cette division s'est opérée entre, d'une part, l'identité islamique historique qui caractérise cette société et, d'autre part, les nouvelles idéologies qui ont émergé. Cette polarisation a engendré des perturbations au sein de l'harmonie interne de la société.

---

[1] Mémoires d'Amin al-Husseini, pp. 29, 30.
[2] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, pp. 98, 99.

Par ailleurs, cette jeunesse éduquée accédait à des postes au sein des institutions administratives mises en place et supervisées par les forces d'occupation. Celles-ci avaient pour mission de gérer les affaires quotidiennes de la population palestinienne. Cette classe émergente d'employés était investie de la collecte des impôts et de l'extension de l'emprise administrative des occupants. Il convient de noter que leur engagement ne découlait ni d'une intention délibérée ni d'une loyauté envers les occupants. En effet, ces postes constituaient l'une des rares opportunités professionnelles viables pour les diplômés, les obligeant ainsi à accepter ces conditions de travail.

Dans le contexte des institutions mentionnées, l'accès à l'emploi représentait un vecteur de mobilité sociale. Cette dynamique était perçue comme une aspiration intrinsèque aux classes moyennes et inférieures[1], et pouvait même être considérée comme un facteur de préservation du statut social et économique des classes supérieures au sein de la société. [2]

La société palestinienne se retrouvait ainsi sous occupation étrangère, confrontée à un afflux d'idées occidentales et à un système dominant structurant les parcours d'éducation, d'ascension financière et de promotion sociale. Il est indéniable que l'interaction de ces divers facteurs a engendré des conséquences néfastes sur la cohésion et l'organisation d'un mouvement de résistance efficace.[3]

Il convient de noter que l'occupation britannique a favorisé, de manière intentionnelle, la propagation des divisions religieuses au sein des communautés musulmane, chrétienne et juive. Bien que

---

[1] Bahjat Abū Gharbieh, pp.34, 43.
[2] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes
[3] Voir par exemple : Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 43.

les minorités chrétiennes et juives aient exprimé, initialement, des réserves face à l'occupation, le cours des événements, les rapports de force et les politiques prolongées finirent par rallier une partie des Juifs au projet sioniste, tandis que les chrétiens se tournèrent de plus en plus vers la protection britannique. Les chrétiens s'opposant au colonialisme avaient envisagé de promouvoir une identité arabe laïque et nationaliste, en opposition à une identité islamique, une démarche qui rencontra des difficultés pour s'imposer au sein d'une société composée majoritairement de musulmans. En outre, le favoritisme britannique envers la minorité chrétienne, caractérisé par l'attribution sélective de postes de haut rang et de privilèges exclusifs, a contribué à réduire la résistance à l'occupation. Seule une minorité, unie par une identité arabe commune et une conscience aiguë des dangers de l'occupation, persista dans l'opposition.[1]

Une autre division fut marquée par l'influence de l'occupation, notamment durant le mandat du Haut-Commissaire Arthur Wauchope. Cette division s'articulait autour de la polarisation entre les populations rurales et les citadines, ainsi que l'insertion des élites familiales au sein des institutions gouvernementales sous domination britannique. Ce gouverneur se distingue par son rigorisme et son incompétence, caractéristiques qui en font l'une des figures les plus néfastes de l'administration britannique en Palestine.[2]

Il apparaît comme une conséquence directe de la nature même de l'occupation qu'une puissance étrangère à la région sème la discorde, incite aux conflits et intensifie les tensions entre les populations palestiniennes et juives, afin d'atteindre ses objectifs

---

[1] Ira M. Lapidus, A History of Islamic Societies, vol.2, p.914.

[2] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 2/2, p. 255 ; Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, pp. 50, 61, 62 ; Muhsin Saleh, La Cause palestinienne, p. 42.

politiques. Cette stratégie fut mise en œuvre de manière continue tout au long de la période du mandat britannique.[1]

Malgré le contexte d'agitation politique, de nombreuses sources arabes relatent une histoire de coexistence entre musulmans et juifs, en particulier entre les populations locales et les Juifs d'origine arabe. Cette coexistence se manifestait principalement dans les grandes villes commerçantes, où les interactions sociales et la tolérance s'exprimaient fréquemment en dépit du contexte politique plus vaste. L'analyse des données recueillies a révélé que la cohabitation entre les populations juives et palestiniennes dans la ville de Jaffa s'inscrivait dans un cadre d'harmonie naturelle. En effet, il a été rapporté par un jeune homme originaire de Jaffa [2] que les unions entre Palestiniens et Juifs étaient fréquentes et que les mariages interraciaux n'étaient pas exceptionnels[3]. Cependant, il est important de noter que ce tissu social commença à se déliter à l'approche de la Nakba, à mesure que les tensions politiques s'intensifiaient, suscitant une peur croissante et un sentiment d'incertitude.

La compréhension des circonstances dans lesquelles évoluait la société palestinienne s'avère nécessaire pour appréhender avec justesse la nature de la résistance qu'elle a produite, ainsi que les obstacles auxquels elle a été confrontée. Cette démarche permet également de fixer des attentes plus réalistes quant aux résultats possibles.

---

[1] See for example, Abu Gharbieh, p.16; Salah Khalaf, Filistīnī bi lā Hawiyah (A Palestinian without Identity), p.31.

[2] Voir par exemple : Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 2/2, pp. 169, 170 ; Ahmad Hussein, Un demi-siècle avec l'arabisme, p. 23.

[3] Salah Khalaf, Palestinien sans identité, pp. 23, 24.

La résistance en Palestine

En considération des conditions sociétales prévalant en Palestine, les modalités de résistance peuvent être catégorisées en deux sphères distinctes : premièrement, la résistance politique et juridique pacifique, et deuxièmement, la résistance armée, violente ou illégale (selon la définition du droit britannique, bien entendu).

La résistance politique et juridique pacifique, dont il est question ici, visait à exploiter les principes politiques, les lois et les slogans britanniques pour servir la cause palestinienne et défendre les intérêts de son peuple. Dans le cadre de cette étude, nous nous pencherons sur les stratégies employées par les mouvements de résistance pour faire pression sur les Britanniques, dans l'espoir de les inciter à se conformer à leurs propres valeurs proclamées. Les tactiques mises en œuvre, telles que la dénonciation publique, la mise en accusation morale et d'autres procédés autorisés sous l'autorité britannique, seront analysées et interprétées dans le contexte historique et social de l'époque. Cette forme de résistance est souvent adoptée par les individus considérés comme les plus vulnérables, ceux qui n'ont pas encore développé la force nécessaire pour affronter directement leurs oppresseurs. Dans ce contexte spécifique, cette perte de puissance reflète une société ayant perdu la protection islamique qui lui servait autrefois de rempart, désormais affaiblie de manière constante par l'occupation d'une superpuissance mondiale.

Bien que la résistance politique et juridique pacifique ne constitue pas en soi une voie de libération ou d'indépendance, elle devient un recours nécessaire lorsque les moyens de puissance sont absents. L'ancrage profond de l'occupation, conjugué à l'écrasante puissance occidentale et à sa durée prolongée, a conduit certains segments de la société à adopter cette approche pacifique, d'autant plus lorsqu'elle servait leurs intérêts personnels. Dans un tel contexte, les occupants ont eu recours à une stratégie politique manipulatrice, qui a permis d'enrôler des élites locales et des

notables fortunés à leur service. Ces individus obtinrent des privilèges et des postes leur permettant d'apaiser et de contrôler la population.[1] Ce phénomène, que certains chercheurs qualifient de « nationalisme docile », se manifeste par une compétition entre les élites pour démontrer leur capacité à apaiser les occupants et à contenir la dissidence populaire. Parallèlement, elles s'efforçaient d'obtenir les faveurs de la population en se présentant comme étant en mesure d'obtenir des concessions sans avoir recours à des confrontations onéreuses et hasardeuses.[2]

Il convient de souligner que ces individus ne sauraient être aisément stigmatisés comme des traîtres. Les circonstances de cette période étaient caractérisées par une complexité et des nuances, associant des éléments de faiblesse, de vulnérabilité, ainsi que des conflits d'intérêts entre l'intérêt national et les aspirations individuelles ou familiales. Dans le contexte de l'occupation, il est observé que certains individus manifestent une naïveté ou une orientation déficiente. En revanche, d'autres acteurs ont démontré une adhésion complète à la politique de l'occupation. Dans le contexte historique et social qui a vu s'opérer le soulèvement populaire contre le régime de Vichy, un phénomène intéressant a été observé. En effet, il a été constaté que certains individus, ayant initialement été dupés par les discours de collaboration de l'occupant, ont par la suite changé de camp et sont devenus des résistants déterminés. En revanche, d'autres, ayant été initialement engagés dans la résistance, ont été progressivement cooptés ou contraints, par des promesses et des menaces, à rejoindre les rangs de l'occupation. Il est donc impératif d'évaluer ces dirigeants et

[1] See: Fathi al-Shaqaqi, Rihlat al-Dam al-Ladhī Hazam al-Saif, (The Complete Works: The Journey of Blood That Defeated the Sword), vol., p,176.

[2] Abu Gharbieh, p.65 66

figures au cas par cas, en menant une analyse rigoureuse et nuancée.

En outre, il est important de souligner que la fragmentation régionale a un impact significatif sur la capacité du leadership arabe à s'exercer de manière efficace. L'effondrement du cadre ottoman, qui offrait autrefois des liens nationaux élargis, a isolé les dirigeants au sein de frontières nationales étroites. [1] Cette situation a contribué à réduire leur capacité à s'opposer de manière significative, en limitant leur potentiel de résistance et de contestation.

Les formes les plus notables de cette résistance pacifique se sont incarnées dans une série de congrès arabes, dont les principaux objectifs étaient l'annulation de la déclaration Balfour, l'arrêt de l'immigration juive, l'interdiction de la vente de terres aux Juifs et la création d'un conseil législatif représentant les Palestiniens, en vue d'un gouvernement palestinien. La série de congrès dont il est question dans le présent article débuta par le premier congrès qui se tint en 1919 à Jérusalem. Lors de ce congrès, les délégués condamnèrent le démembrement de la Grande Syrie et affirmèrent que la Palestine faisait partie d'une Syrie unie sous domination arabe [2]. Cependant, l'analyse des événements montre que la puissance écrasante des empires coloniaux, combinée à la soumission des fils de Sharif Hussein – Fayçal et Abdallah – à l'autorité étrangère et à leur acceptation de postes désignés en Irak et en Jordanie, a rendu ces revendications inefficaces. Les congrès, qui se sont poursuivis jusqu'en 1928, ont

---

[1] Abu Gharbieh, p.30.

[2] See Palestine Document File, vol.1, pp.263-64. It should be noted here that this was not simply the desire of isolated politicians, as may be the case today, but rather the prevailing sentiment among the public at that time, also echoed by the press. Also, see Ahmad Shuqeiri, vol.3, p.729 and beyond, and p.745; Bahjat Abu Gharbieh, p. 30; Rashid Khalidi, p. 56.

été dirigés par Musa Kazem al-Husseini, figure politique palestinienne de premier plan jusqu'à son décès en 1934.

Dans le cadre de la stratégie visant à réduire l'influence des Britanniques, les autorités ottomanes ont mis en place deux nouveaux postes clés : celui de Mufti de Jérusalem et celui de Président du Conseil islamique. Ces deux fonctions ont été confiées à Amin al-Husseini, cousin du sultan. Cette décision a engendré des tensions et des divisions au sein de la communauté.[1] Bien qu'Amin al-Husseini ait adopté une posture conciliante envers les Britanniques à l'origine, il s'est rapidement imposé comme le chef incontesté de la résistance palestinienne, œuvrant avec vigueur contre l'occupation britannique.

Il convient de noter que les recherches historiques menées par les nationalistes et les auteurs arabes ont négligé de mettre en lumière un aspect fondamental : la nature islamique de cette résistance, qu'elle soit pacifique ou armée. La figure principale de l'époque était le Mufti, Haj Amin al-Husseini, qui, bien qu'appuyé par la puissance de la famille al-Husseini, s'appuyait encore davantage sur son autorité religieuse et son influence sur les biens waqf, les tribunaux de la charia, les juges, les imams et les prêcheurs. Il convient de mentionner l'apport des enseignants des écoles coraniques, dont l'ancrage dans les communautés villageoises rappelle l'organisation actuelle des établissements scolaires. Par ailleurs, il convient de noter que le prestige religieux dont jouissait le Mufti renforça son influence bien au-delà de la Palestine, auprès de dirigeants politiques, d'oulémas et de chefs de mouvements islamiques de la région.[2] Par conséquent, le parti du Mufti et son programme bénéficiaient d'un large soutien populaire. Dans le cadre des dynamiques de pouvoir et de conflits entre

[1] Khalidi, p.69.

[2] See the memoir of Amin al-Husseini, which highlights the extensive network of his relationships across the Arab and Islamic world.

factions, il est intéressant de constater que des groupes opposés, tels que la famille Nashashibi et ses alliés, rencontraient des difficultés à rivaliser avec l'influence exercée par les liens familiaux..[1]

Les efforts déployés par le mouvement de résistance ont également inclus des méthodes diverses, parmi lesquelles on peut citer les visites diplomatiques à Londres, l'organisation de manifestations, la rédaction de pétitions et des appels formels. Ces actions, caractéristiques des mouvements de résistance non violente, [2] témoignent d'une stratégie d'action délibérée et réfléchie, visant à exercer une pression sur l'occupant tout en préservant l'intégrité des individus et des groupes. Bien que ces efforts aient parfois conduit à des succès limités dans des contextes spécifiques, ils n'ont pas induit de changement majeur dans l'évolution du conflit.[3] Cependant, cette stratégie de résistance pacifique a connu deux revers majeurs. L'échec de la visite de Musa Kazem al-Husseini et de la délégation arabe à Londres en 1930 marque un tournant dans l'histoire du mouvement. Dans le cadre de cette étude, nous nous pencherons sur le second événement, à savoir la lettre adressée par le Premier ministre britannique Ramsay MacDonald à Chaim Weizmann en février 1931. Souvent appelée la « Lettre noire », cette missive réaffirma l'engagement de la Grande-Bretagne en faveur du sionisme. Cette lettre a ainsi mis fin à l'engagement pris par la Grande-Bretagne en octobre 1930, qui consistait à limiter l'immigration juive. Cette décision a été prise en dépit de la recommandation d'un expert britannique, qui estimait

[1] Bahjat Abu Gharbieh, pp.31-32.

[2] See example of these protests and petitions in Palestine's Documents File, vol.1, p.263 et suivantes.

[3] Abu Gharbieh, p.13; Khalidi, pp.54, 67.

qu'il n'y avait plus de terres disponibles en Palestine pour accueillir de nouveaux colons juifs.[1]

Les initiatives pacifiques se sont poursuivies, car même ceux engagés dans la résistance armée ne pouvaient l'afficher ouvertement. Ces derniers ont recours à des activités pacifiques dans le but de dissimuler leurs mouvements, d'identifier leurs soutiens, de mobiliser les sentiments arabes et musulmans, d'obtenir des financements ou de lancer des actions. En 1931, s'est tenu à Jérusalem le Congrès islamique général, un événement qui fut largement salué comme « le plus grand rassemblement islamique de l'ère moderne »[2]. Il attire des figures islamiques éminentes telles que Rashid Rida, Muhammad Iqbal, ʿAbd al-ʿAziz Thaʿalibi de Tunisie, et Shaukat Ali d'Inde. À l'issue du congrès, un ensemble de résolutions a été adopté. Celles-ci préconisent la création d'une université islamique, la fondation d'une société chargée de protéger les terres palestiniennes, ainsi que la formation de comités pour la Palestine dans chaque pays.[3] En 1935, la Conférence des savants palestiniens fut convoquée et publia une fatwa, un texte juridique islamique nonobstant la légalité locale, interdisant la vente de terres aux Juifs, et condamnant fermement quiconque prenait part à de telles transactions.[4]

La présence significative du Royaume-Uni a également joué un rôle déterminant dans la régulation des dynamiques politiques, lui conférant le pouvoir de promouvoir ou de réprimer des dirigeants, ainsi que d'accorder ou de retirer la reconnaissance diplomatique à sa discrétion. La Grande-Bretagne a souvent mis à profit ces prérogatives pour affaiblir l'unité palestinienne et la représentation

---

[1] Muhsin Saleh, al-Qadiyah al-Filistiniyah (The Palestinian Problem), p.48.

[2] Shuqeiri, vol.3, p.750.

[3] Muhsin Saleh, p.48-49.

[4] Al-Mawsūʿah al-Filistīnīyah (The Palestinian Encyclopedia), part II, vol.2, p.1035.

politique, en s'appuyant sur des collaborateurs proches, qu'ils soient dupés ou délibérément complices. Cette stratégie a été systématiquement mise en œuvre tout au long de la période d'occupation afin de déstabiliser toute forme de résistance unifiée.[1]

En ce qui concerne la résistance armée, il convient de noter que les Palestiniens, malgré les épreuves considérables auxquelles ils étaient confrontés sous la domination britannique, ont poursuivi leur résistance avec toutes les ressources à leur disposition dans des conditions difficiles. Une série de soulèvements palestiniens se déclenche, ciblant principalement les colons juifs tout en évitant les affrontements directs avec les forces britanniques. Cette décision stratégique, guidée par la prudence et la ruse, visait à éviter une confrontation directe avec une armée britannique nettement supérieure en puissance, tout en cherchant à exercer une pression sur Londres pour qu'elle réévalue sa position pro-sioniste. Parmi les exemples les plus marquants de ces soulèvements, on peut citer les troubles survenus à Jérusalem en 1920, à Jaffa en 1921, l'insurrection du Mur des Lamentations, également connue sous le nom de révolte de Buraq, en 1929, ainsi que d'autres protestations à Jérusalem et à Jaffa en 1933. Ces soulèvements ont été largement impulsés par des figures religieuses de premier plan, dont la plupart étaient de confession islamique. Il convient de noter que, bien que le nombre de victimes arabes et juives soit globalement similaire, une différence notable existait : les Juifs étaient tués par des Arabes utilisant des armes rudimentaires telles que des bâtons ou des couteaux, tandis que les Arabes étaient principalement tués par les Britanniques, qui utilisaient des armes à feu.[2]

Comme à l'accoutumée, des actions individuelles et factionnelles de faible envergure ont vu le jour, à l'instar de l'action menée par

---

[1] See Khalidi, p.98.
[2] Abu Gharbieh, p.13 et les suivantes; Mushin Saleh, p.46

les marins de Jaffa qui ont fait exploser des bombes à bord des navires transportant des immigrants juifs [1]. Des mouvements armés de faible envergure ont également émergé, mais ont été rapidement réprimés et tombés dans l'oubli, à l'instar du mouvement de la Main Verte dirigé par Ahmad Tafish. Ce dernier s'est constitué lors de la révolte d'Al-Buraq avant de prendre fin avec l'arrestation de son chef en février 1930[2]. Dans le contexte des mouvements de cette époque, le schéma qui ciblait les Juifs et évitait les Anglais a connu une évolution. Le mouvement s'est orienté vers une cible conjointe des deux ennemis, avec l'idée prévalente que les Anglais représentaient la racine du mal et que les Juifs n'étaient que l'expression d'une ombre de l'arbre maléfique. Ainsi, la coupe de l'arbre, symbolique de la fin de son influence néfaste, a été interprétée comme la disparition de son ombre. Cette orientation s'est manifestée durant la période 1930-1935, marquée par une augmentation significative de l'immigration et de l'armement juifs.

Ces prémices de la résistance atteignirent leur paroxysme lors de ce qui fut considéré comme le plus grand soulèvement de son époque : la révolte dirigée par le cheikh Izz al-Din al-Qassam. En 1935, al-Qassam sollicita l'avis des dirigeants palestiniens quant à la possibilité d'initier une rébellion contre les Britanniques. Cependant, ceux-ci lui signifièrent que la population n'était pas encore prête, que le moment était inopportun, et qu'il restait une possibilité d'obtenir des droits par le biais du dialogue et de la négociation. [3] Al-Qassam, quant à lui, a persisté dans son engagement, conduisant à son martyre le 20 novembre 1935 lors d'un affrontement initial avec les forces britanniques. [4]

---

[1] Ahmad al-Shuqairi, Œuvres complètes, vol. 2/2, p. 176
[2] Muhsin Saleh, La Cause palestinienne, p. 50.
[3] Fathi al-Shaqaqi, vol.1, pp.186-87
[4] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 46.

Il est difficile d'en déterminer le nombre exact, mais il est certain qu'il se situait entre deux cents et huit cents individus. L'année de sa création demeure inconnue avec certitude, une situation fréquente dans l'étude des mouvements secrets et de résistance dont les membres sont souvent victimes de persécutions. Néanmoins, il ne saurait être antérieur à 1925 ni postérieur à 1930. Son activité se déroulait dans le nord de la Palestine, où la population juive était en augmentation.

Parmi les conditions les plus importantes pour intégrer l'organisation, on pouvait citer la préparation au djihad armé ainsi que l'acquisition d'une arme par le membre intéressé à ses frais.[1]

L'objectif de cette organisation était de semer le terreur parmi la population juive et les forces d'occupation britanniques, ainsi que leurs informateurs et leurs collaborateurs. L'organisation en grappes de l'entité étudiée se caractérisait par la constitution de petits groupes dont les membres n'étaient que partiellement connus entre eux, et plus précisément uniquement au sein de leur propre groupe. Dans le sillage du martyre d'al-Qassam, la responsabilité du commandement a été transférée à Farhan al-Sa'di. L'organisation a adopté une structure décentralisée, caractérisée par l'existence de cellules autonomes, où chaque membre ne connaissait que les quatre membres de sa propre unité. Suite au martyre d'al-Qassam, la direction fut assumée par Farhan al-Sa'di.[2]

La décision de déclencher la révolte fut accélérée par la découverte, à Haïfa, que les caisses livrées dans les magasins juifs ne contenaient pas des marchandises ou des tissus, mais bien des

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 45.
[2] Muhsin Saleh, p.51.

armes et des munitions.[1] Il convient de noter qu'au sein du mouvement d'al-Qassam, les figures religieuses occupèrent une place de plus en plus significative. En effet, parmi les quarante membres clés, trente-six portaient le titre de « cheikh », [2] ce qui illustre l'importance croissante de la dimension religieuse au sein de cette organisation. Il convient de noter qu'Al-Qassam ne reçut aucun soutien de la part des gouvernements arabes. Par ailleurs, il fut établi que sa mort était attribuable à la collaboration de certains Arabes avec les autorités britanniques. Il convient de noter que même les personnalités éminentes de la société palestinienne, incarnant un « nationalisme acceptable », s'abstenaient d'assister aux funérailles, redoutant des mesures de rétorsion de la part des Britanniques à l'encontre de leurs possessions.

À Jérusalem, l'émergence d'une nouvelle organisation armée, sous la direction d'Abd al-Qader al-Husseini, connu sous le nom de « Jihad sacré », et bénéficiant du soutien politique du dirigeant Hajj Amin al-Husseini, marqua un tournant significatif dans l'histoire du Moyen-Orient. En 1935, le groupe comptait environ 400 membres.[3]

Le martyre d'al-Qassam a constitué le point de départ de la plus grande insurrection de l'histoire palestinienne sous le joug de l'occupation britannique[4] Cette insurrection, nommée la « Révolte palestinienne » ou la « Grande Révolution palestinienne », a marqué un tournant décisif dans la lutte pour l'autonomie et l'égalité des droits de la population palestinienne. Cette insurrection a été déclenchée par une opération menée par les partisans d'al-Qassam, sous la direction de Farhan al-Sa'di, au

---

[1] Mustafa al-SibaʾI, Jihādunā fī Filistīn (Our Struggle in Palestine), p.6; Abu Gharbieh, pp.43-44.

[2] Fathi Shiqaqi, vol.1, 182.

[3] Muhsin Saleh, p.51

[4] Ahmad Hussein, Un demi-siècle avec l'arabisme, p. 55.

cours de laquelle deux individus de confession juive ont trouvé la mort le 15 avril 1936. Cette dynamique a engendré une série d'actions de représailles, conduisant, le 20 avril 1936, à la proclamation d'une grève générale palestinienne. Cette grève, qui dura six mois, fut un moment crucial de la révolution et est demeurée dans les annales comme la plus longue grève générale de l'histoire palestinienne. Certains chercheurs considèrent que la grève en question est « la plus longue grève de l'histoire menée par un peuple entier ».[1]

Bien qu'al-Qassam n'ait jamais personnellement bénéficié des retombées de ses actions, l'impact de son martyre a été perceptible en Palestine. Les membres de son organisation ont joué un rôle central dans la Grande Révolte, aux côtés d'autres chefs révolutionnaires, parmi lesquels des figures régionales, tribales ou encore des individus compétents. Il convient de noter que ces éléments ont contribué à la constitution de l'infrastructure militaire de l'insurrection.

Sur le plan politique, une direction fut rapidement mise en place dès les premiers jours de la révolte. Le 25 avril 1936, les factions politiques arabes palestiniennes s'unirent sous la bannière du « Haut Comité arabe », dirigé par Hajj Amin al-Husseini. Dans le cadre de la grève générale, le comité a émis trois revendications principales visant à accompagner le mouvement de contestation. Ces revendications peuvent être déclinées comme suit:

1. La création d'un gouvernement palestinien responsable devant un parlement élu.

[1] Ibid., p.52.

2. L'arrêt de l'immigration juive est un phénomène qui a été observé et documenté.

3. L'interdiction de la vente de terres aux individus de confession juive constitue un exemple paradigmatique des politiques discriminatoires qui ont été mises en place à l'encontre de cette communauté durant l'histoire.[1]

Il convient dans un premier temps de se pencher sur l'évolution politique de la révolution avant d'envisager un examen de son évolution militaire et sur le terrain.

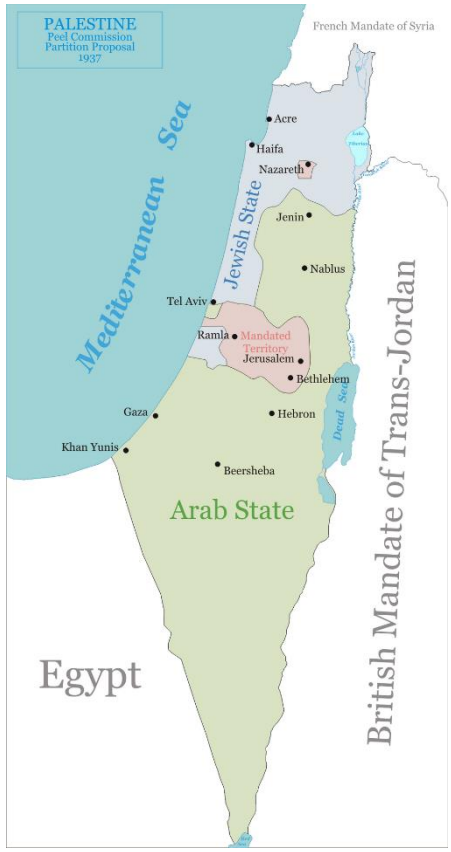
Cette éruption soudaine et généralisée a été une source de surprise majeure pour le Royaume-Uni. En réponse à cette situation, l'État israélien a mis en œuvre une stratégie de coercition combinant violence physique et pressions politiques, dans le but de contraindre les Palestiniens à mettre fin à leur grève générale. Cette dernière, en raison de son ampleur, de sa durée et de sa diffusion, s'est avérée difficile à contenir. Dans le contexte géopolitique de l'époque, la Grande-Bretagne a exercé une pression sur les dirigeants arabes sous son influence, les enjoignant d'exercer leur influence sur le Haut Comité arabe afin d'obtenir la fin de la grève.[2] Cette démarche a finalement porté ses fruits, aboutissant à la résolution du mouvement de contestation.

---

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 56.

[2] The message reads, "We urge you to seek peace in order to prevent further bloodshed, trusting in the good intentions of our friend, the British government... Rest assured, we will continue our efforts to assist you." This message was signed by King Abdulaziz Al Saud (Saudi Arabia), Prince Abdullah bin Hussein (Jordan), King Ghazi (Iraq), and Imam Yahya Hamid alDin (Yemen), as noted in Amin al-Husseini's memoirs, pp. 26-27.

En réponse à cette initiative, le Royaume-Uni s'est engagé à dépêcher une commission d'enquête de haut niveau, connue sous le nom de Commission Peel, afin d'évaluer la situation de manière approfondie. Cette stratégie, combinant pression, promesses et utilisation massive de la force militaire, a contraint les Palestiniens



à mettre fin à leur grève, dans l'espoir de voir émerger une solution diplomatique, que ce soit par l'action des nations arabes ou des puissances britanniques. Cependant, les dirigeants arabes ne fournirent aucun soutien substantiel, et la commission mit un an entier à publier son rapport, en juillet 1937. Ce rapport préconise en définitive la division de la Palestine entre les populations arabes et juives. Il s'agit de la première proposition formelle de déplacement et de dépossession du peuple palestinien de sa terre natale.

Cette issue fut perçue comme une manœuvre stratégique visant à gagner du temps et à apaiser la révolte. En dépit du fait que la communauté juive ne détenait qu'une part réduite de terres, à savoir 5 %, la commission proposa une division territoriale qui attribuait aux Juifs le tiers du nord de la Palestine, tandis que le sud était attribué aux Arabes. Cette proposition incluait également la création d'un corridor entre Jérusalem et Haïfa, placé sous administration britannique. Cette organisation politique, fruit des négociations entre les Britanniques

et les Juifs, ne fut pas perçue comme une finalité en soi par ces derniers, qui, comme souvent, ne se satisfaisaient pas des résultats obtenus.

Cette initiative a suscité une réaction palestinienne d'une intensité remarquable, ravivant les braises de la révolution. En réponse à ces actions, la Grande-Bretagne a pris des mesures drastiques, incluant la dissolution du Haut Comité arabe, l'arrestation de ses dirigeants et l'exil de quatre d'entre eux aux Seychelles. En octobre 1937, Hajj Amin al-Husseini, chef du comité, échappa à l'arrestation et se réfugia au Liban. Il continua de soutenir et de diriger la révolution depuis ce pays.[1]

À l'instar de nombreux mouvements de résistance islamique, des volontaires musulmans originaires d'Égypte, de Jordanie, du Levant et d'Irak se sont ralliés à la révolution.[2] Certains individus ont accédé à des postes de commandement, notamment Fawzi al-Qawuqji.

Dans le contexte des soulèvements populaires, les forces britanniques ont systématiquement recours à une répression marquée par une extrême brutalité, dont l'objectif est d'étouffer la résistance. Cette répression s'exprime à travers une multitude de méthodes, parmi lesquelles on peut citer les assassinats, les arrestations massives, les exils, les procès et la démolition de maisons. Ces mesures sont soutenues par des opérations de renseignement et des stratégies politiques qui visent à diviser la direction palestinienne, notamment par la création de divisions religieuses ou communautaires.[3] La Grande Révolte palestinienne

---

[1] Ibid., pp.38-39; Bahjat Abu Gharbieh, p.119 et les suivantes; Khalidi, p.73.

[2] Al-Hussieni, p.41; Ahmad Shaqiri, vol.3, p.752; Mahmoud al-Sabbagh, Haqīqat al-Tanzīm al-Khās (The Truth About the Special Organization), p.88.

[3] Al-Hussieni, pp.42-43; Abu Gharbieh, p.18.

se trouve confrontée à la répression sévère exercée par l'appareil britannique. Leur approche fut méthodique : exécution des chefs de terrain, isolement des dirigeants politiques par exil ou fuite, et désarmement systématique de la population civile. Les habitations étaient systématiquement détruites en cas de découverte d'une douille vide, tandis que les civils étaient délibérément exposés en tant que boucliers humains, souvent attachés à l'avant des véhicules ou des trains de l'armée britannique dans le but d'éviter les embuscades.[1]

Animée par la volonté de mettre un terme à cette insurrection qui dura trois ans, la Grande-Bretagne déploya 20 000 soldats, sous le commandement de quatre généraux expérimentés ayant combattu lors de la Première Guerre mondiale. À la fin de l'année 1938 et au début de l'année 1939, l'armée britannique a effectivement repris le contrôle de la Palestine, en imposant une administration militaire directe et en renforçant sa présence militaire à 100 000 soldats, ce qui représentait un soldat pour quatre Palestiniens. Cette mobilisation massive permet de mesurer l'ampleur de la campagne britannique, d'autant plus que celle-ci est mise en perspective avec l'estimation du dirigeant sioniste radical Ze'ev Jabotinsky. Selon ce dernier, la création d'Israël nécessiterait au moins 50 000 soldats.[2]

À côté des Britanniques, qui possèdent une puissance militaire considérable et supérieure, les gangs sionistes ont connu un développement sous leur protection. Ces gangs ont initié des actions terroristes d'envergure dans les marchés et les lieux publics densément peuplés des régions et des villes arabes.[3]

---

[1] Khalidi, p.71 et suivantes.
[2] Ibid., p.81.
[3] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 127.

Les trois années de la révolution (1936-1939) ont engendré un bilan humain lourd, avec environ cinq mille Palestiniens tués et environ quatorze mille blessés, en plus des arrestations,[1] des exils forcés et des déplacements de population.

Selon certaines estimations, ces pertes représentaient environ 10 % de la population masculine adulte en âge de combattre.[2] En effet, dans la pratique, cette décision a conduit à l'élimination de la génération qui aurait pu être en mesure d'affronter les milices sionistes une décennie plus tard. En effet, il convient de reconnaître que le processus de Nakba a été initié à la suite de la répression de la révolution palestinienne à la fin des années 1930.[3]

Les Palestiniens ont fait preuve d'une bravoure exemplaire, malgré une résistance désorganisée et éparpillée[4]. Leur première mobilisation populaire structurée a émergé lors d'une grande manifestation en 1933, qui a ensuite donné lieu à des soulèvements à Jérusalem et Jaffa. Ce délai substantiel met en exergue les obstacles rencontrés par une société morcelée, dépourvue d'une direction unifiée et efficace. Il a fallu une quinzaine d'années pour qu'émerge, dans ce contexte, un mouvement populaire pacifique comparable à celui mené par Gandhi en Inde.[5]

En outre, la résistance palestinienne était confrontée à un déséquilibre militaire et matériel significatif, exacerbé par la complicité internationale, notamment britannique, et la trahison arabe de nombreuses capitales régionales, dirigées par des alliés de

---

[1] Voir : Mémoires d'Amin al-Husseini, p. 40 ; Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, pp. 117, 118, 125, 128 ; Muhsin Saleh, La Cause palestinienne, pp. 54, 55. En tenant compte des différences entre les sources concernant les chiffres et les estimations.

[2] Rashid Khalidi, La Guerre de cent ans, pp. 21, 70, 71.

[3] Khalidi, pp.21, 70-71.

[4] Salah Khalaf, p.63.

[5] Bahjat Abu Gharbieh, p.37 et suivantes.

l'occupant. Il convient de rappeler que l'Empire britannique était alors la première puissance mondiale.

Il est à noter que des nations à la fois peuplées et dotées de ressources abondantes, telles que l'Inde, l'Égypte et l'Irak, ont été contraintes de poursuivre des conflits d'une durée considérable pour s'affranchir de la suprématie britannique. Il convient donc de s'interroger sur les moyens dont a pu disposer le peuple palestinien, démuni de ressources matérielles, pour remporter une victoire dans un contexte de conflit aussi inégal. Il convient de noter que les Palestiniens ont mené des actions d'une bravoure remarquable, obtenant des résultats qui contrastaient avec la disparité significative des moyens à leur disposition. Leur engagement dans cette lutte et leur détermination à maintenir leur résistance sont des preuves de leur bravoure exceptionnelle.

La résistance palestinienne, caractérisée par une insistance constante et un engagement inébranlable, a engendré des conséquences notables. En effet, la réponse britannique à ce soulèvement incessant a été déterminée par la nécessité de rétablir l'ordre et la stabilité, conduisant ainsi à une recherche de conciliation. À l'aune de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni, qui était alors le plus grand exportateur de blé au monde, avait un besoin urgent de stabilité dans la région. En conséquence, elle a abrogé le plan de partage de la Palestine, libéré les dirigeants exilés du Haut Comité arabe et organisé à Londres une conférence de négociations entre Arabes et Juifs. En mai 1939, elle publia le Livre blanc, qui constitua sa concession la plus significative envers la population palestinienne. Cette mesure a suscité de vives tensions avec la communauté juive, car elle limitait l'immigration juive à 75 000 personnes et restreignait les ventes de terres, les interdisant dans certaines zones. Cependant, la Grande-Bretagne rejeta catégoriquement toute forme d'amnistie pour les rebelles palestiniens et interdit le retour d'Amin al-Husseini, le dirigeant politique de la Palestine.[1] Elle cherchait à établir une paix

[1] Al-Hussieni, p.43 et suivantes.

contrôlée, en évitant soigneusement toute action susceptible de raviver l'élan révolutionnaire.

Amin al-Husseini, figure emblématique de la cause palestinienne, ne put retourner dans son pays d'origine. Il entreprit alors un périple ardu, traversant le Liban, l'Irak, l'Iran et la Turquie, avant de s'établir définitivement en Allemagne. Dans cette perspective, il a cherché à établir une alliance avec l'Allemagne, puissance opposée à la Grande-Bretagne, dans l'espoir d'obtenir un engagement de la part des Allemands contre la Déclaration Balfour. L'objectif de cette démarche était de parvenir à un accord selon lequel les populations arabes s'engageraient à soutenir l'Allemagne dans sa quête de libération de leurs terres, en échange de la mise en œuvre d'une politique de démantèlement du mouvement sioniste. Cet accord, formalisé par les parties concernées, incluait notamment la mise en place d'un programme de formation militaire dispensé par les autorités allemandes à l'intention des forces armées arabes, ainsi que la fourniture d'un certain nombre d'armes.[1]

Cependant, la situation a connu un revirement avec la défaite de l'Allemagne et de l'Italie durant la Seconde Guerre mondiale, positionnant la Grande-Bretagne parmi les vainqueurs. Par ailleurs, les États-Unis émergèrent comme une nouvelle superpuissance, ayant conclu la guerre et se retrouvant comme la force dominante – intacte et non épuisée par le conflit mondial, contrairement aux Britanniques, aux Français et aux Russes qui en étaient sortis affaiblis.

À cet égard, il est important de noter que la Grande-Bretagne a officiellement renoncé au Livre blanc le 14 novembre 1945, comme l'a annoncé le ministre des Affaires étrangères Ernest Bevin. Cette dynamique a été suivie de deux vagues migratoires majeures d'immigrants juifs : la première, survenue pendant le conflit, a vu un afflux de plus de 90 000 personnes, tandis que la seconde, survenue après la guerre, a généré un mouvement de 60 000 individus supplémentaires. La situation d'Haj Amin al-

[1] Ibid., p.73 et les suivantes, and p.109 et suivantes.

Husseini, figure politique palestinienne, devint de plus en plus critique. Il s'enfuit en France, où il fut capturé, mais réussit finalement à s'échapper. Il se rendit en Égypte, où il tenta de prendre la direction de la prochaine étape cruciale de la résistance palestinienne, à une période marquée par une intense tension précédant la Nakba et la proclamation de l'État d'Israël.

La Nakba de 1948 et la proclamation de l'État d'Israël

En 1948, la population palestinienne, qui représentait 69 % de la population de la Palestine, était majoritairement concentrée dans des zones contrôlées par les forces armées, qui détenaient le contrôle de 94 % du territoire. À l'issue du conflit, l'État d'Israël avait conquis 78 % du territoire, provoquant le déplacement de 800 000 Palestiniens.

La situation du monde arabe avant 1948

À la suite de la Première Guerre mondiale, les pays arabes se trouvèrent en grande difficulté, avec des gouvernements fantoches instaurés par les puissances occupantes. Bien qu'une indépendance formelle ait été proclamée, la souveraineté véritable était restée aux mains des puissances étrangères, à savoir le Royaume-Uni et la France. Pour appréhender la situation en Palestine, il est impératif d'analyser l'état des nations arabes limitrophes.

Égypte

L'Égypte, pays du Nil, a été placée sous domination étrangère à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette occupation, qui a duré près de quarante ans, a pris fin avec l'instauration d'un mandat britannique sur le territoire égyptien. Les Britanniques ont pris le contrôle de l'Égypte afin d'assurer la stabilité de la dynastie de Muhammad Ali, qui avait introduit la modernisation dans le pays, tout en en faisant une ressource exploitable pour les puissances étrangères. Dans le contexte d'un conflit armé, les Britanniques ont recours à une stratégie de promesses multiples pour apaiser le peuple égyptien et obtenir un délai supplémentaire. Parmi ces promesses, figure l'engagement de se retirer à une date ultérieure.

Cependant, en raison de retards accumulés et de l'inefficacité des dirigeants politiques, une vaste révolution a éclaté en 1919, ébranlant presque les fondements de la domination britannique en Égypte. En réponse à ces actions, les Britanniques ont déployé des efforts pour canaliser le mécontentement populaire en

promouvant un leadership qui leur serait favorable, une stratégie qui s'est avérée efficace. Saad Zaghloul, personnalité étroitement associée aux intérêts britanniques, s'est imposé comme une figure majeure de la révolution.

Cependant, au lieu de prolonger le soulèvement populaire, il en détourna l'élan vers des négociations, aboutissant à une indépendance essentiellement symbolique. Une nouvelle constitution fut promulguée, conférant de larges pouvoirs au roi, tandis qu'un parlement doté de prérogatives limitées vit le jour. Dès l'année 1923, l'Égypte a accédé à ce que l'on a désigné comme l'« ère libérale », bien que le pouvoir effectif ait continué d'être détenu par les Britanniques. Dans le contexte historique et social de l'époque, les partisans occidentalisés exerçaient une influence significative sur les médias, notamment la presse et les principaux partis politiques. Ils menaient une lutte pacifique pour l'indépendance, un processus qui s'est étendu sur trois décennies avant d'être couronné de succès.

Durant cette période, la notion d'État-nation a connu un renforcement significatif, prenant notamment la forme d'un nationalisme égyptien laïc. Les responsables politiques égyptiens accordaient une attention limitée à la cause palestinienne.[1] Il convient de noter que l'Égypte abritait une communauté juive significative et une presse juive pro-sioniste, dont les publications telles que *Israel, al-Shams* (Le Soleil) *et al-Ittihād al-Isrâîlī* (L'Union israélite) soutenaient ouvertement le sionisme. Il est à noter que les médias non sionistes adoptaient fréquemment ces perspectives. Dans ce contexte, de nombreux hommes politiques égyptiens ont tenté de manœuvrer en affichant publiquement leur sympathie pour les droits des Juifs et en condamnant la résistance palestinienne. Celle-ci était présentée par ces hommes politiques comme de l'intolérance religieuse et de l'extrémisme idéologique. Ainsi, la question palestinienne a engendré des divergences au sein

[1] Tarik al-Bishri, al-Harakah al-Siyāsiyah fī Misr (The Political Life in Egypt), p.316.

de l'élite politique égyptienne. Les opinions de cette dernière ont oscillé entre une indifférence passive et une négligence manifeste, conduisant à marginaliser fréquemment la cause palestinienne dans les débats politiques.[1]

Les autorités et les élites égyptiennes ont fréquemment exprimé leur soutien aux intérêts sionistes, tout en procédant à plusieurs arrestations de Palestiniens et de leurs sympathisants. À titre d'illustration, des Palestiniens ayant exprimé leur mécontentement à l'égard de la Déclaration Balfour lors de sa visite en Égypte ont fait l'objet d'une détention. Dans le contexte du soulèvement d'Al-Buraq en 1929, le gouvernement égyptien, sous la direction du Premier ministre Muhammad Mahmoud, adopta une position de neutralité ou d'opposition, en fonction des circonstances. Dans un article particulièrement virulent, le journal officiel Al-Siyasah a exprimé son vif regret quant à la présence des Palestiniens sur le territoire, les accusant de semer le désordre confessionnel et de mettre en péril l'ordre public.[2] Cette publication a été suivie d'une série de mesures disciplinaires, dont l'expulsion de plusieurs Palestiniens, parmi lesquels figure Abdel Qader al-Husseini[3]. En 1930, durant le mandat du gouvernement d'Ismail Sidqi, une mesure d'interdiction fut appliquée à l'encontre du périodique palestinien *Al-Shura*[4]. Parallèlement, *Al-Saray*, publication éditée par le palais royal, a exprimé son soutien au projet d'un foyer juif en Palestine, soutenant que l'immigration juive contribuerait à l'enrichissement du pays par l'apport de compétences et de capitaux précieux. Cette prise de position constitue un appui explicite aux thèses sionistes. Le journal ajoutait même que des « extrémistes » palestiniens commençaient à accepter cette solution, suggérant une ouverture croissante à la cohabitation.[5]

---

[1] Ibid., p.317 et suivantes. Also, see Awatif Abd al-Rahman, Misr wa Filistīn (Egypt and Palestine), p.154 et les suivantes,

[2] Tarik al-Bishri, p.316

[3] Al-Mawsūʿah al-Filistīnīyah, vol.3/168.

[4] Tarik al-Bishri, p.316.

[5] Awatif Abd al-Rahman, p.92.

Sous l'égide du Premier ministre égyptien Ahmed Zewail, le gouvernement du pays a délégué la responsabilité d'une représentation officielle à l'inauguration de l'université hébraïque à Ahmed Lutfi al-Sayed, président de l'université égyptienne[1]. Taha Hussein a exprimé ses félicitations par l'envoi d'un télégramme, et s'est rendu à Jérusalem à l'invitation conjointe de l'université hébraïque et du gouverneur britannique.[2] Dans le cadre de la procédure d'inscription à l'université, une dérogation aux réglementations en vigueur a été sollicitée et obtenue, afin de faciliter l'inscription d'un étudiant de nationalité égyptienne[3]. Au cours de la période considérée, Taha Hussein se positionnait en tant que défenseur fervent d'une identité égyptienne ancrée dans l'héritage pharaonique.[4]

Dans le contexte géopolitique de l'entre-deux-guerres, le gouvernement égyptien, sous la direction d'Ismail Sidqi, a pris part à l'Exposition sioniste de Tel-Aviv qui s'est tenue au printemps de l'année 1932.[5] Le khédive Abbas Hilmi II a déployé des efforts supplémentaires en utilisant son influence sur certains dirigeants pour encourager la réconciliation entre les Palestiniens et les Juifs. Il a même proposé que les Palestiniens quittent leurs terres et s'établissent à l'est du Jourdain[6]. Dans le contexte de la grande grève palestinienne de 1936, le gouvernement égyptien, alors sous la direction du Premier ministre Mustafa al-Nahhas, a pris la décision d'autoriser le déplacement de centaines de travailleurs égyptiens vers la Palestine. Cette mesure a été motivée par la nécessité de pallier la pénurie de main-d'œuvre résultant de la grève, qui a entraîné une situation de déficit de personnel.[7] Lors d'un entretien avec des journalistes européens, Muhammad Mahmoud

---

[1] Ibid.
[2] Suzan Taha Hussien, Maʿak (With You!), p.80.
[3] Ibid., p.153.
[4] Shuqeiri, vol.3, p.755 et suivantes.
[5] Awatif Abd al-Rahman, p.92.
[6] Shakib Arslan, ʿUrwat al-Ittihād bain Ahl al-Jihād, pp.97-98.
[7] Awatif, p.96.

Pacha, alors Premier ministre égyptien, a été interrogé sur la question palestinienne. En réponse, il a déclaré : *« Je suis le Premier ministre d'Égypte, pas celui de la Palestine. »*[1]

En Égypte, plusieurs ouvrages ont été rédigés en l'honneur du peuple juif et ont défendu la thèse de son retour en Palestine[2]. Certains individus ont émis des appels pressants au roi et au gouvernement égyptiens, les exhortant à soutenir la création d'un État juif et à contribuer au « sauvetage de ce peuple juif opprimé »[3]. Parallèlement, la publication d'ouvrages relatifs aux massacres et destructions perpétrés en Palestine représentait une entreprise hasardeuse. Les auteurs étaient contraints de publier de manière anonyme, de distribuer leurs œuvres de manière clandestine et d'endurer les sanctions encourues[4]. Depuis 1920, le périodique *Israel*, organe du mouvement sioniste, était publié en Égypte.[5]

Il n'est pas question ici de se prononcer sur la position du gouvernement égyptien concernant la cause palestinienne, ni d'en examiner les contradictions. L'objectif est plutôt de souligner que cette position ne repose jamais sur des principes constants. L'approche adoptée était variable et déterminée par des facteurs tels que les intérêts du moment, les agendas personnels, les calculs stratégiques ou les rivalités au sein de l'élite dirigeante. Il convient de noter que les forces de police, l'armée et les ressources économiques demeuraient sous le contrôle effectif des Britanniques. Malgré la solidarité, la disposition à se sacrifier et l'engagement manifeste du peuple égyptien en faveur de la Palestine, son action était circonscrite par les autorités

---

[1] Majallat al-Nadhīr, issue 9, July 25, 1938, pp.6-7.

[2] See, for example, Shahin Makarios, Tārīk al-Israʾīlīyīn, published in 1904.

[3] See, for example, Ili Levi Abu Asal, Yaqazat al-ʿĀlam al-Yahūdī (The Revival of Jewish World). Published in 1934.

[4] Majallat al-Nadhīr, issue 9, July 25, 1938, p.1; Mahmud Abd al-Halim, al Ikhwān al-Muslimūn: Ahdāth Sanaʿat al-Tārīkh, vol.1, pp.175-76

[5] Ahmad Hussein, Un demi-siècle avec l'arabisme, p. 59 et suivantes.

britanniques. Il s'ensuivit que l'Égypte se vit transformée en l'un des principaux foyers de propagande sioniste à l'échelle mondiale.[1]

Jordanie

À la suite de la Première Guerre mondiale, les aspirations de Chérif Hussein visant à établir un califat arabe s'étendant de l'Irak jusqu'au Levant ont été contrées, les engagements pris par les Britanniques n'ayant pas été honorés. Il décéda en exil à Chypre, dépouillé de son royaume et de son titre, malgré le fait qu'il ait été le chérif du Hijaz et qu'il ait mobilisé ses forces au service des intérêts britanniques.

Son fils aîné, Abdallah, reçut des Britanniques un territoire désertique et aride à l'est du Jourdain, où fut créée une entité politique nommée de manière quelque peu bancale : l' « Émirat de Transjordanie ». Cette région, qui deviendra le royaume hachémite de Jordanie en 1947, était caractérisée par une pénurie de ressources, d'infrastructures et même de villes à même de remplir les fonctions urbaines essentielles. À l'aune de son établissement, l'émirat ne pouvait être considéré comme un État fonctionnel, et encore moins comme un royaume.

Dans le cadre de cette étude, il est intéressant de constater que Abdallah a hérité de son père une loyauté profonde envers les Britanniques. Cette loyauté l'a conduit à devenir l'un de leurs alliés les plus fidèles et dociles. Les rapports entretenus avec ces individus ont fréquemment été décrits comme « exceptionnellement étroits et sans équivalent »[2]. Les Britanniques ont apporté leur soutien financier à l'établissement d'une armée à son service personnel, contribuant ainsi à renforcer son pouvoir et à consolider son autorité sur les tribus arabes de la région. Cette armée, sous le commandement d'officiers britanniques, avait pour objectif de recruter des membres appartenant à des tribus afin de

---

[1] Awatif Abd al-Rahman, Égypte et Palestine, pp. 8, 18, 19.

[2] Mary C. Wilson, Abdullah and East Jordan between Britain and the Zionist Movement, Traduction : Fadel al-Jarrah, 1ère édition (Beyrouth : Quds for Publishing, 1987), p. 13.

constituer une force nationale. Cette dernière était placée sous le commandement du général britannique renommé Glubb Pasha.[1]
Il est à noter qu'Abdallah n'était guère satisfait du territoire maigre et aride qui lui avait été attribué, lequel était dépourvu de ressources substantielles. Tandis que les Britanniques avaient initialement concédé l'Irak à son frère cadet Fayçal, le Hedjaz échappa aux mains de la famille lorsque Ibn Saoud, avec l'assentiment britannique, s'en empara. Cette décision fit suite au retrait du soutien des Britanniques au chérif Hussein et à ses fils. Dans le contexte géopolitique de l'époque, il est à noter que la Syrie, située au nord, était sous domination française. Dans un contexte géopolitique où son territoire était encerclé de toutes parts, Abdallah a réorienté ses ambitions vers la Palestine, qu'il considérait comme un tremplin stratégique pour une future expansion en Syrie ou en Irak. Dans le contexte géopolitique de l'époque, la Palestine était perçue comme une région dépourvue d'un gouvernement formel.[2], ce qui la rendait susceptible d'être annexée à son émirat.
Ses ambitions connurent un essor significatif en 1946, marquant l'accession à une indépendance nominale, bien que son armée continuât de dépendre financièrement du Royaume-Uni, les ressources financières de l'émirat s'avérant insuffisantes pour assurer son autonomie. En raison de son manque de puissance et de son alignement avec les intérêts britanniques, Abdallah a pris la décision stratégique d'établir une alliance avec les Britanniques, dans l'espoir qu'ils puissent soutenir ses ambitions en Palestine. Certains rapports indiquent que, lorsqu'il apprit l'intention du Royaume-Uni de se retirer de la Palestine, il s'inquiéta au point d'envisager l'abdication. [3] Cette attitude est révélatrice de sa dépendance totale à une puissance étrangère.

---

[1] Glubb Pasha, My Life in the Orient, pp. 272, 273.

[2] As noted, the British took deliberate steps to ensure that Palestine would remain without a governing authority.

[3] Mary Wilson, *Abdullah and East Jordan*, pp. 16-17.

Le règne d'Abdallah Ier, qui dura trois décennies (1921-1951), se caractérisa par une collusion dangereuse avec les puissances étrangères, notamment le Royaume-Uni, et un alignement complet sur les objectifs du mouvement sioniste et des intérêts britanniques, au détriment des intérêts arabes. Il a été observé que ce dirigeant, par rapport à ses homologues arabes installés par la Grande-Bretagne pour gérer ses colonies, se distinguait par son obéissance et son respect des règles établies. Il a également fourni aux autorités britanniques plusieurs réfugiés ayant trouvé refuge auprès de lui, et a confié à leur responsabilité des individus ayant fui la France.[1] Avant la Nakba, des tentatives de rapprochement et des accords ont été établis avec des personnalités éminentes du sionisme, dont Ben Gourion, Golda Meir et Moshe Dayan, dans le but de céder la Palestine aux organisations sionistes [2]. Il convient de noter qu'il fut le seul monarque arabe à approuver le plan de partage de la Palestine. Cette approbation était motivée par l'ambition d'annexer à son royaume les territoires attribués à la population arabe par cette résolution. [3]

Il convient de préciser que l'approbation par Abdallah du plan de partage ne revêtit pas la forme d'une décision publique et manifeste. En revanche, il endossa le rôle du combattant arabe défendant la Palestine et mobilisa son armée en vue de cette fin, affichant ostensiblement ce slogan. Cependant, cette façade dissimulait son véritable objectif, car il entra avec son armée sous ce prétexte bruyant, et les Britanniques lui permirent cela afin de défendre la Cisjordanie dans le but de l'annexer à son propre royaume.[4] Ainsi, le processus de prise de décision relatif au partage

[1] Mary Wilson, *Abdullah and East Jordan*, p. 116 ; Bahjat Abu Gharbiyyeh, *In the Crucible of Struggle*, p. 128

[2] Ahmad Al-Shuqairi, *Complete Works*, 2/282

[3] Ahmad Al-Shuqairi, *Complete Works*, 2/282

[4] Glubb Pasha, My Life in the Orient, pp. 219, 221, 229.

des territoires a été mis en œuvre de facto, aboutissant à la création d'un État sioniste au lieu d'un État palestinien! [1]

Syrie

Initialement, les Britanniques avaient désigné Fayçal ben Hussein comme dirigeant de Damas. Cependant, leur renonciation aux engagements pris envers la France dans le cadre de l'accord Sykes-Picot a conduit à une intervention militaire française en Syrie, aboutissant à l'éviction de Fayçal du pouvoir. Les Britanniques le nommèrent alors roi d'Irak. La Syrie est demeurée sous domination française de 1920 jusqu'à son accession à l'indépendance en 1946, bien qu'elle ait acquis un certain degré d'autonomie sous supervision française dès 1936, à l'instar de l'Égypte après 1922. L'analyse des événements montre que, avec la Seconde Guerre mondiale, l'influence des États-Unis commença à supplanter celle des anciennes puissances coloniales européennes. Les États-Unis exerçaient des pressions sur la France pour qu'elle mette fin à sa domination coloniale, tandis que les États-Unis promouvaient un nouveau modèle d'influence dans la région.

Une compétition entre les gouvernements syrien et jordanien s'est développée. Le monarque jordanien nourrissait l'ambition d'annexer la Syrie, perpétuant ainsi l'idéal inabouti de son père — ou plus précisément, sa propre détermination — d'un vaste État arabe englobant le Levant, l'Irak et la péninsule Arabique. Par ailleurs, le régime syrien, récemment indépendant – bien que cette indépendance fût principalement nominale – rejetait la monarchie et aspirait à établir une république civile et démocratique. Du point de vue syrien, la Jordanie était perçue comme un territoire ayant été illégitimement privé de son intégrité territoriale, et de nombreux Syriens étaient d'avis qu'elle devait être réunie à la Syrie. Par ailleurs, il convient de noter qu'Abdallah était perçu comme un

[1] Voir par exemple : L'Émir Adel Arslan, *Les Mémoires*, vérification : Dr. Youssef Ibish, vol. 2 (Beyrouth : Al-Dar al-Taqaddumiyya, 2009), p. 849 ; Ahmad Al-Shuqairi, *Les Œuvres Complètes*, 2/440.

traître, ce qui le rendait inacceptable, même aux yeux des Syriens qui auraient pu envisager une monarchie.[1]

À mesure que la situation en Palestine se détériorait et que les événements s'acheminaient vers le déploiement des armées, Abdallah craignit de plus en plus que les forces saoudiennes et syriennes ne profitent de l'occasion pour envahir et occuper la Jordanie. En réponse à cette situation, il a orienté ses efforts vers l'Irak, sous le contrôle de ses parents hachémites, pour requérir une assistance militaire, anticipant ce qu'il percevait comme une conspiration imminente. Dans le contexte historique considéré, les États arabes se répartissaient en deux ensembles géopolitiques distincts : d'une part, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Syrie, et d'autre part, l'Irak et la Jordanie[2]. Cependant, il convient de noter que la tutelle britannique exerçait un contrôle effectif sur les territoires concernés, à l'exception notable de la Syrie, dont le régime affiche un degré d'indépendance relativement plus grand. Néanmoins, Abdallah appréhendait qu'une divergence par rapport à la ligne britannique ne provoque une réoccupation de son royaume.

Tel était l'état des prétendus « États de la ligne de front », dont les actions contribuèrent de manière significative à la consolidation de la présence sioniste, à l'affaiblissement de la résistance palestinienne et au refus de la souveraineté palestinienne. Il est même envisageable de soutenir que l'établissement et la stabilisation de l'État sioniste n'ont pu se faire sans la collaboration de régimes arabes. Comme nous le verrons, le rôle de ces États durant la guerre de 1948 fut crucial dans l'enracinement de l'État sioniste.

En examinant les « États de la ligne de front », il apparaît que la situation dans le reste du monde arabe était également préoccupante. Dans le contexte historique de l'Irak, il est à noter que l'autre branche de la famille hachémite, incarnée par Fayçal ben Hussein, a connu un exil forcé de la Syrie sous la domination

---

[1] Voir : *Les Mémoires de l'Émir Adel Arslan*, tome 2, p. 849..

[2] *Mémoires de Fawzi al-Qawuqji*, p. 333..

française. Cette situation l'a placé sous la tutelle du gouvernement britannique. Dans le contexte de l'écrasement de la révolte de 1920, les Britanniques ont procédé à l'intronisation d'un nouveau monarque en Irak, tout en concédant à ce pays une indépendance de façade. Cette manœuvre politique évoque le processus mis en œuvre en Égypte à la suite de sa révolution de 1919.

Le régime hachémite irakien fut confronté à plusieurs tentatives de libération, toutes réprimées avec l'assistance de la puissance mandataire britannique, à l'instar du coup d'État de Rashid Ali al-Kilani en 1941. En définitive, un changement de régime politique, marqué par un coup d'État militaire, mit fin à la monarchie en 1958, établissant ainsi une république militaire en Irak. Bien que ces dirigeants aient pu envisager de soutenir la Palestine — hypothèse incertaine —, leurs possibilités d'action étaient extrêmement restreintes. Il convient de mentionner que le roi Fayçal lui-même avait apposé sa signature sur un accord avec Chaim Weizmann, appuyant la création d'un État juif dans le cadre du « grand État arabe » que la Grande-Bretagne avait initialement promis au chérif Hussein. Cette promesse a été par la suite reniée par la Grande-Bretagne.

En Arabie saoudite, le roi Abdelaziz Al Saoud entretenait des relations privilégiées avec la Grande-Bretagne, dont les liens avec les Hachémites étaient, pour le moins, aussi étroits, voire plus étroits. Ce sont les Britanniques qui, dans un premier temps, ont délimité les frontières de son royaume et qui, dans un second temps, l'ont aidé à réprimer le mouvement des Ikhwan lorsque celui-ci a menacé son autorité. Bien qu'il ait pu aspirer à apporter son soutien à la Palestine, les capacités d'action de l'auteur se trouvaient considérablement restreintes. Le territoire était alors caractérisé par sa vaste étendue et sa faible densité démographique, en l'absence de ressources naturelles notables. Cette situation a été modifiée par la découverte et l'exploitation du pétrole, qui a été confiée à des entreprises britanniques et américaines.

Dans un contexte global, il est à noter que le reste du monde arabe, depuis les petites monarchies du Golfe jusqu'aux États du Maghreb, était également sous domination coloniale. Il est intéressant de constater que, malgré une sympathie et une solidarité

marquées envers la Palestine, les ressources limitées des populations concernées ne leur permettaient pas de garantir leur propre indépendance, et encore moins de faire face à la conspiration qui visait la Palestine.
Dans l'ensemble des territoires concernés, les gouvernements locaux se caractérisaient par leur fragilité et leur inefficacité, et étaient largement sous l'influence des puissances coloniales. Une analyse approfondie des données historiques et des témoignages disponibles révèle que les individus en question présentaient des variations uniquement en termes de degré de dépendance et de loyauté envers les puissances en place.

Le plan de partition de la Palestine

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni se retrouva dans un état d'épuisement et d'affaiblissement généralisés. Alors que son ascendant s'érouvait, le mouvement sioniste a réorienté ses efforts vers une alliance avec la nouvelle superpuissance mondiale, à savoir les États-Unis. Parallèlement, les milices sionistes en Palestine lancèrent une campagne contre les Britanniques, se présentant comme un mouvement de libération visant à expulser les occupants coloniaux. Ce récit s'inscrivait en résonance avec le discours global sur l'autodétermination, promu par les puissances émergentes que représentaient les États-Unis et l'Union soviétique. Ces deux nations aspiraient à reprendre les territoires coloniaux des empires britannique et français en déclin.
Le modèle impérial américain se caractérisait par une innovation majeure : il préconisait un contrôle indirect, exercé par l'intermédiaire de l'influence et des gouvernements clients, plutôt qu'une occupation militaire directe.
Le mouvement sioniste a su habilement s'adapter à cette approche, endossant le rôle d'instrument d'influence américaine pour inciter les Britanniques à quitter la Palestine. En adoptant l'argumentaire d'une lutte de libération, il a su mobiliser l'opinion publique mondiale contre le pouvoir colonial britannique. [1].Lors du congrès

[1] El-Messiri, *Rihlati al-Fikriyah*, p. 493 ; Khalidi, p. 29

sioniste d'Atlanta en 1944, le mouvement a formellement exigé le retrait des forces britanniques de Palestine et a lancé un appel à une protection internationale pour la communauté juive.
Les sionistes intensifièrent leurs efforts par une campagne de guérilla soigneusement calculée contre les forces britanniques, recourant à des attentats, des assassinats et des enlèvements aux effets considérables. Au cours des années 1946 et 1947, le Royaume-Uni a déploré 169 pertes humaines. À l'issue du mandat britannique, les milices sionistes ont mené plus de 500 opérations contre des cibles britanniques. Il est intéressant de noter que Winston Churchill, qui a joué un rôle déterminant dans la création des premières milices juives, a exprimé publiquement sa frustration et émis des avertissements à l'attention des Nations unies.

Malgré ces éléments, la Grande-Bretagne a adopté une position de neutralité, s'abstenant d'actions notables contre les sionistes. À cette époque, le mouvement sioniste bénéficiait déjà de la protection des États-Unis. Par ailleurs, il convient de noter que de nombreux membres des forces de police et des troupes britanniques en Palestine étaient eux-mêmes juifs ou soutenaient les intérêts sionistes. Parallèlement, la Grande-Bretagne poursuivit la répression de la résistance palestinienne, avec des arrestations massives pour possession d'armes, ce qui conduisit à 300 arrestations seulement durant le premier semestre de 1946.

Dans le contexte de la scène internationale, le mouvement sioniste a assumé un rôle prépondérant en assurant le financement de la campagne menée par le président américain Harry Truman, un individu qui se définissait comme sympathisant du sionisme chrétien[1]. En conséquence de cette alliance, Truman décréta l'immigration de 100 000 Juifs en Palestine, marquant ainsi une étape significative dans l'histoire du Moyen-Orient. Aux États-Unis, les organisations sionistes ont également mobilisé les communautés juives pour collecter des

[1] Sur le sionisme de Truman, voir Regina Sharif, p. 137 et suivantes.

fonds en vue de la création d'industries militaires en Israël. Cette initiative a permis aux milices de la Haganah de commencer à produire leurs propres armes, renforçant ainsi leur position, y compris face aux Britanniques.

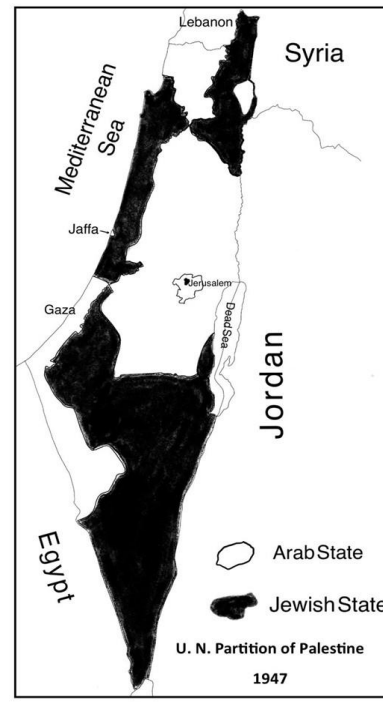
À cette époque, le contexte géopolitique en Palestine se caractérisait par la coexistence de trois réalités distinctes :

1. **Occupation britannique** : après environ trois décennies de domination, la Grande-Bretagne était confrontée à des pressions croissantes émanant des États-Unis, l'exhortant à se retirer. Elle était confrontée à la fois à la résistance palestinienne et sioniste, ce qui rendait sa position de plus en plus intenable.
2. **Expansion sioniste** : L'expansion sioniste est un phénomène qui a connu une croissance significative de la population juive, accompagnée du développement d'infrastructures militaires, d'un système éducatif élaboré, de capacités industrielles avancées, de réseaux médiatiques étendus et d'entreprises commerciales florissantes. Dans le contexte géopolitique de l'époque, la revendication d'indépendance de la région vis-à-vis de la tutelle britannique était un élément central. En effet, cette dernière bénéficiait d'un soutien international significatif, notamment de la part de l'actuelle superpuissance mondiale.
3. **Résistance palestinienne** : il est essentiel de comprendre les circonstances qui ont mené à l'aspiration de la population palestinienne autochtone à se libérer de l'occupation britannique et sioniste. Cette aspiration trouve son origine dans les décennies de répression et de spoliation endurées par cette population, qui a connu un épuisement tant physique que moral. Cependant, elle ne disposait pas de ressources suffisantes pour s'opposer efficacement à l'envahisseur et manquait d'alliés influents,

ce qui l'a placée dans une position de vulnérabilité majeure.

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, les puissances victorieuses ont établi une organisation internationale, l'Organisation des Nations unies, dont la mission était de superviser les affaires mondiales. Cette organisation peut être considérée comme un gouvernement planétaire. Cette organisation conféra des privilèges particuliers aux cinq puissances victorieuses — à savoir les États-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la France et la Chine — en les intégrant comme membres permanents de son Conseil de sécurité, chacun disposant d'un droit de veto. Ce droit conférait à l'un des États concernés la possibilité de s'opposer à l'application de toute résolution, même si celle-ci avait été adoptée à la majorité. L'Organisation des Nations Unies (ONU) est ainsi devenue un instrument au service de la domination mondiale des vainqueurs de la guerre froide, dissimulant leurs intérêts sous le couvert du droit international et des résolutions universelles.

La question palestinienne a été présentée à l'ONU comme un conflit opposant Arabes et Juifs, chacun revendiquant des droits historiques sur la terre. En vertu de la déclaration de la Grande-Bretagne, le retrait de son territoire de la Palestine était prévu pour mai 1948. Cette décision a été communiquée à l'Organisation des Nations unies, qui s'est vue confier le mandat de superviser le processus de retrait. Ainsi, les conditions étaient réunies pour que les puissances internationales, par l'intermédiaire de l'ONU, imposent une résolution visant à diviser le territoire entre les deux groupes. Cette résolution, désignée sous le nom de Résolution 181, a été adoptée en 1947. Dans le cadre de cette attribution, 54,7 % du territoire de la Palestine étaient alloués à la population juive, tandis que 44,8 % étaient attribués à la population palestinienne. En outre, Jérusalem et Bethléem étaient désignées comme zones internationales. [1]



Cette résolution peut être considérée comme une initiative étrange et discutable, conférant aux États un pouvoir de décision sur un territoire qu'ils ne possèdent pas et ne maîtrisent pas. Il est intéressant de constater que nombre de pays ayant voté en faveur de cette résolution — à l'instar d'Haïti, des Philippines, du Guatemala ou du Liberia — n'entretenaient aucun lien avec la

[1] Voir le texte de la résolution 181 dans *Palestine's Documents File*, vol. 1, p. 895 et suivantes..

Palestine[1]. Par ailleurs, la résolution en question a statué sur l'avenir d'un peuple sans avoir daigné consulter ce dernier ou lui accorder son droit à l'autodétermination. Il convient de mentionner que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, telles qu'énoncées dans la Charte de l'organisation, ne revêtent pas un caractère obligatoire.

En outre, l'allocation des terres se révélait dénuée de logique et d'équité. Malgré les dynamiques d'immigration juive, d'acquisition foncière et d'expropriation qui ont caractérisé cette période, la population palestinienne a conservé le contrôle de 90 % du territoire, dont 80 % des terres arables. La question se pose alors de savoir comment justifier qu'une résolution ne leur accorde que 44 % du territoire.

Une analyse approfondie des acteurs impliqués dans l'élaboration et l'adoption de cette résolution révèle que la Grande-Bretagne a joué un rôle déterminant dans son émergence. Les États-Unis en sont devenus les défenseurs les plus convaincus. En ce qui concerne l'Union soviétique, ses dirigeants ont manifesté une confiance exagérée quant à la capacité de cet État, considéré comme illégitime, à embrasser l'idéologie communiste et à servir de vecteur d'influence vers la région et la Méditerranée.

À la proclamation du plan de partage, la position officielle du monde arabe fut celle du rejet, à l'exception notable du roi

[1] Certains pays s'opposèrent initialement à la résolution ou s'abstinrent lors du vote, mettant ainsi son adoption en péril. Cependant, leurs positions évoluèrent sous le poids des pressions et de la corruption orchestrées par les grandes puissances et d'influents hommes d'affaires juifs. Des présents somptueux, tels que des diamants et de luxueux manteaux de fourrure offerts aux épouses de certains dirigeants, s'avérèrent suffisants pour modifier des positions politiques. De même, des promesses d'incitations économiques ou des menaces de répercussions économiques obtinrent des résultats similaires. De fait, la Palestine et les terres des musulmans furent réduites à un festin offert à tous. Ceux qui désiraient une part s'en emparèrent, tandis que d'autres vendirent leur portion de la proie pour un gain personnel. (Voir : Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 59–60 ; Roger Garaudy, *The Founding Myths*, p. 228)

Abdallah de Jordanie. Animé par ses aspirations à étendre son territoire vers l'ouest, il appuya le plan dans l'espoir d'annexer la partie de la Palestine attribuée aux Arabes. Cette position, en parfaite adéquation avec les intérêts du Royaume-Uni, le conduisit à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre du plan.

Cependant, il convient de nuancer ce point de vue en examinant un autre scénario potentiel. En effet, la prise de contrôle par le roi Abdallah des territoires restants de Palestine aurait pu constituer le scénario le plus favorable pour les Britanniques comme pour les sionistes. En sa qualité d'allié loyal et dévoué, il a contribué à une collaboration harmonieuse avec leurs projets. Cependant, du point de vue palestinien, cette annexion était vigoureusement contestée, car elle impliquait un passage d'une occupation britannique directe à une domination indirecte sous influence britannique. [1]

Le rejet officiel du plan de partage par les nations arabes ne fut guère plus que de la rhétorique. Il convient de noter que les déclarations des dirigeants ne reflétaient pas nécessairement leurs intentions réelles. Bien que certains d'entre eux aient été sincères, leur capacité à traduire leurs paroles en actions concrètes était limitée par des contraintes pratiques. Cette situation s'expliquait par le fait que ces gouvernements étaient largement soumis au contrôle britannique et ne jouissaient que d'une indépendance de façade. Par ailleurs, il convient de mentionner que la Ligue arabe, dont la mission était de coordonner les efforts des pays arabes, était intrinsèquement faible. En effet, cet organisme a été créé pour servir les intérêts britanniques et demeure sous leur influence.[2]

Les forces militaires arabes étaient, elles aussi, mal préparées : en sous-effectif, mal équipées, et mal organisées. Elles n'étaient donc pas en mesure d'affronter les forces britanniques déjà

---

[1] Khalidi, pp.87-88.
[2] Rashid Khalidi, *La guerre des cent ans*, pp. 87-88.

présentes en Palestine. En outre, elles souffraient d'un manque d'informations concernant la géographie du territoire et leur adversaire sioniste. De plus, elles agissaient sans un commandement unifié ni même partiellement coordonné.

Il est indéniable que, malgré les convictions profondes et légitimes – qu'elles soient de nature islamique, arabe ou nationaliste – portées par certains membres de la Ligue arabe, les actions de cette organisation aboutirent, en définitive, à faciliter, soutenir et même renforcer l'établissement de l'État sioniste. La Ligue appliquait la ligne politique britannique, laquelle interdisait l'entrée de troupes arabes en Palestine avant le 15 mai 1948, date officielle du retrait britannique.

Parallèlement, le transfert du pouvoir sur la Palestine, des Britanniques aux sionistes, était d'ores et déjà largement entamé. Les sionistes ont acquis des armes auprès des Britanniques, et ont également reçu d'autres ressources de leur part. Au début de l'année 1948, la compagnie avait déjà acquis un total de 24 avions, pour un coût total de cinq millions de livres sterling. Sur le plan administratif et militaire, l'Agence juive exerçait un contrôle effectif, disposant d'une force de combat comprenant les milices de la Haganah (35 000 membres), 10 000 combattants spécialisés, et des organisations extrémistes telles que l'Irgoun et les gangs Stern.

Cependant, il convient de reconnaître que la société palestinienne se trouvait dans une position de grave désavantage. Cette mesure fait suite aux événements de la Grande Révolte de 1936-1939, durant laquelle la population civile a subi de graves épreuves. En conséquence, les individus concernés se voyaient interdire de porter des armes ou de participer à des formations militaires. Il convient de noter que les Palestiniens ne bénéficiaient d'aucun soutien politique ou militaire de la part des pays voisins. Leur seule défense résidait dans leur courage indomptable. Les individus qui s'affiliaient à des mouvements de résistance opéraient dans un contexte caractérisé par une pénurie généralisée de ressources et de moyens. Ils se trouvaient ainsi

dans l'incapacité de disposer d'armes et devaient se contenter d'une formation rudimentaire, composée d'exercices physiques et de sessions d'apprentissage théoriques. [1]

Ils se trouvaient ainsi dans l'incapacité de disposer d'armes et devaient se contenter d'une formation rudimentaire, composée d'exercices physiques et de sessions d'apprentissage théoriques.

Par ailleurs, il convient de mentionner que les Palestiniens pouvaient compter sur un autre atout potentiel, en l'occurrence la mobilisation possible de volontaires arabes et musulmans prêts à se joindre à leur lutte. Cependant, comme nous le verrons dans la suite de cette étude, les régimes arabes et les puissances internationales ont œuvré pour les priver de cette ressource.

Le plan de partage, conçu dans l'optique d'instaurer la paix, s'est transformé en un facteur de conflit. Les sionistes, quant à eux, ont mené des actions militaires pour prendre le contrôle des terres qui leur avaient été attribuées, expulsant les populations arabes de ces territoires. En réponse, les Arabes ont engagé une résistance pour lutter contre cette spoliation de leurs terres. Les Britanniques, pour leur part, ont fourni un soutien décisif à la cause sioniste. En mai 1948, un retrait fut annoncé, assorti de la promesse de réprimer toute attaque contre leurs forces. Parallèlement, une transmission des villes clés aux forces sionistes fut opérée de manière graduelle mais coordonnée.

Ainsi, les forces palestiniennes et arabes alliées ont souvent constaté le départ prématuré des Britanniques d'une ville, pour découvrir que les forces sionistes l'avaient aussitôt investie et s'étaient emparées des bâtiments gouvernementaux. Les sionistes, qui étaient en position avantageuse, étaient ainsi en mesure de lancer leur campagne de conquête territoriale et de déplacement de population.

---

[1] Salah Khalaf, pp.29-30.

Le retrait britannique et le transfert aux sionistes

Le 10 mars 1948, soit deux mois avant la fin du mandat britannique, la direction de la Haganah a finalisé un plan méticuleux visant à dépeupler les villages palestiniens. Cette stratégie, qui s'inscrivait dans une logique de terreur, visait à instiller un sentiment de peur si profond que les habitants, pensant leur fuite inéluctable, se résigneraient à abandonner leurs terres sans opposer la moindre résistance. Dans le cadre de la stratégie globale, les massacres et les attaques de grande envergure étaient considérés comme des composantes essentielles pour atteindre cet objectif. Les individus appréhendés étaient fréquemment exécutés sur-le-champ avant d'être transférés vers des camps de détention centraux, créant ainsi un climat de terreur visant à paralyser toute forme de résistance organisée.

Les villages étaient, de manière générale, encerclés sur trois côtés et soumis à des bombardements d'une intensité considérable, ne laissant qu'une seule voie de fuite. Cette situation a incité les habitants à fuir en état de panique. La campagne de déplacement, qui a joué un rôle déterminant dans l'établissement de l'État sioniste naissant, a débuté le long de la côte méditerranéenne et s'est étendue vers l'est, offrant à ce nouvel État une accessibilité à la mer. Les premières cibles de cette opération furent les villages et villes du nord et de l'ouest de la Palestine ; environ 350 000 Palestiniens furent déplacés de force lors de cette phase initiale.

Les milices sionistes ont recours à une série de méthodes d'une extrême brutalité afin d'atteindre leurs objectifs. Ces méthodes comprennent des assauts militaires directs contre les villages, des attentats dans les marchés, des explosions de voitures piégées, des embuscades routières, ainsi que des meurtres indiscriminés de Palestiniens. Des unités spécialisées, telles que les *mista'aravim* (agents déguisés en Arabes), ont mené des opérations clandestines. Dans certains cas, il a été constaté que des sources d'eau ont été délibérément contaminées par des

bactéries. Dans d'autres cas, des villages entiers ont été incendiés avec leurs habitants à l'intérieur.[1]

L'ampleur de ces événements amers, douloureux et effroyables dépasse les capacités d'un récit bref à en documenter pleinement les détails. Il est néanmoins impératif que chaque individu de confession musulmane s'en instruise, car cette connaissance a le pouvoir d'enrichir non seulement la réflexion intellectuelle, mais aussi la conscience morale, d'éveiller les cœurs et de forger un sens profond de l'humanité, souvent au-delà de la simple compréhension intellectuelle.

Si ces travaux ont pour objectif d'éveiller la conscience et l'intellect, ils doivent également mettre en exergue l'importance cruciale de comprendre les détails qui révèlent et démontrent sans équivoque la nature de l'ennemi, à savoir sa brutalité, sa cruauté et son arrogance implacable. Menachem Begin lui-même revendiqua sans complexe le rôle déterminant du massacre de Deir Yassin dans la propagation de la terreur dans les régions avoisinantes, facilitant ainsi la chute de Haïfa aussi aisément que « dans du beurre qu'on tranche au couteau ».[2]

La ville de Haïfa a été conquise en avril 1948, soit un mois avant le retrait officiel des forces britanniques, à la suite d'une série d'efforts coordonnés entre les Britanniques et les sionistes. Cette ville, qui jouissait d'une importance exceptionnelle, était un centre commercial florissant doté d'un port réputé et d'une raffinerie de pétrole. À l'époque, la population arabe de la ville dépassait les 70 000 habitants. Les offensives sionistes prirent leur essor en décembre 1947, pour culminer en avril 1948, bénéficiant du soutien de l'artillerie et de frappes aériennes. À l'issue de l'offensive, la population arabe de Haïfa avait été réduite à 3 000 ou 4 000 individus, en raison des massacres et des déplacements forcés.

---

[1] Pour plus de détails, voir Ilan Pappé, *The Ethnic Cleansing of Palestine*.
[2] Menachem Begin, *The Revolt*, p. 165.

Dans les jours qui suivirent, Jaffa fut le théâtre d'un événement analogue. L'offensive débuta en périphérie le 27 avril 1948. Dans le contexte de l'occupation des territoires palestiniens par les forces sionistes, les stratégies de combat des milices juives ont consisté en une utilisation méthodique et systématique de l'artillerie lourde. Cette dernière a été déployée de manière à couvrir les zones restantes, réduisant ainsi les options des populations civiles à la fuite. Jaffa, qui comptait également environ 70 000 Arabes, vit sa population réduite à seulement 4 000 ou 5 000 habitants lorsque les opérations sionistes furent achevées.

D'autres villes, telles que Safed, Beïsan, et diverses zones de Galilée, ont été conquises à la suite de campagnes militaires méticuleusement planifiées. L'analyse des événements met en exergue une récurrence d'un schéma spécifique, à savoir le retrait prématuré des forces britanniques de points stratégiques, en coordination méticuleuse avec les milices sionistes. Parallèlement, la Grande-Bretagne interdisait catégoriquement l'entrée des forces arabes en Palestine jusqu'au 14 mai 1948, date officielle de son retrait.

L'Armée de libération arabe, composée de volontaires, se retrouva dans une situation délicate, comme nous le verrons plus loin dans le développement de cette étude.

Ainsi, le mouvement de résistance palestinien, confronté à un ennemi de taille et à une situation humanitaire désastreuse, a subi un revers significatif. Les Palestiniens, exténués et démunis de leurs ressources, se trouvaient dans l'incapacité de se défendre face à des milices sionistes composées de dizaines de milliers d'hommes lourdement armés et hautement qualifiés.

Dans chaque récit relatant la chute d'une ville ou le massacre d'un village, un afflux massif de réfugiés est décrit – qu'ils fuient des cités assiégées, des villages détruits et leurs habitants massacrés, ou qu'ils perçoivent ces horreurs comme le présage de leur propre destin. Dans l'absence de toute forme de résistance

et de soutien, les individus concernés ont pris la décision de fuir afin d'échapper à une issue comparable.[1]. Ces populations en détresse se déplaçaient de manière désordonnée, avec pour objectif de trouver un lieu où s'établir. Certaines parvenaient à atteindre des régions telles que la Cisjordanie, Gaza, le Liban ou la Syrie, en fonction des opportunités disponibles. D'autres se retrouvaient à errer sans but spécifique, et un grand nombre perdait la vie en cours de route, souvent en raison de l'épuisement, de maladies, de la faim, du froid, ou encore des piqûres d'animaux venimeux tels que des scorpions et des serpents. Les individus les plus privilégiés ont trouvé refuge dans des grottes, sous des amas rocheux ou à l'abri de blocs de pierre. Cependant, la majorité d'entre eux n'avaient accès à aucun abri.

En date du 14 mai 1948, les autorités britanniques ont procédé au retrait officiel de leurs forces armées du territoire palestinien. Dans un geste hautement symbolique, David Ben Gourion s'est avancé pour proclamer l'indépendance de l'État d'Israël, se tenant sous un immense portrait de Theodor Herzl, le penseur idéologique qui a jeté les bases du sionisme. Herzl est décédé huit ans après avoir formulé sa vision, mais quatre décennies plus tard, son rêve se réalisait.

Ainsi, nous observons l'accomplissement d'une prophétie coranique ancienne, qui annonce le retour des Juifs en Terre sainte:

﴿وَقُلْنَا مِنْ بَعْدِهِ لِبَنِي إِسْرَائِيلَ اسْكُنُوا الْأَرْضَ، فَإِذَا جَاءَ وَعْدُ الْآخِرَةِ جِئْنَا بِكُمْ لَفِيفًا﴾

(« Et Nous dîmes aux Enfants d'Israël après lui [Pharaon] : 'Habitez la terre.' Puis, lorsque viendra la promesse de la fin des temps, Nous vous ferons revenir en une multitude rassemblée. ») – *Sourate Al-Isrā', verset 104.*

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 32 et suivantes..

Cet événement marque le début d'un nouveau chapitre tragique et éprouvant dans l'histoire de la Palestine, des Arabes, des musulmans, et de l'humanité tout entière.

La *Nakba* de 1948

En dépit des services considérables fournis par l'Empire britannique au mouvement sioniste durant trois décennies, l'établissement de l'autorité sioniste sur le territoire n'a guère constitué une entreprise aisée. Les efforts déployés ont rencontré une opposition significative de la part de la population palestinienne. Cette résistance s'est manifestée malgré les conditions de vie éprouvantes, les circonstances défavorables, les ressources limitées et l'isolement international et régional de cette population. « Si les données démographiques avaient été considérées de manière rigoureuse et objective, il est vraisemblable que la formation de l'État d'Israël, tant sur le plan politique que démographique, se serait différée de plusieurs décennies, voire des années. » [1]

Afin de clarifier les événements qui se sont déroulés durant cette période charnière, marquée par une grande complexité et des bouleversements majeurs, il est possible de distinguer trois principaux mouvements de résistance :

1. **La résistance palestinienne**, menée principalement par le *Mouvement du Jihad Sacré* sous la direction de ʻAbd al-Qādir al-Husseini.
2. **L'Armée de Libération Arabe**, formée par la Ligue arabe pour organiser les volontaires destinés à combattre en Palestine.
3. **Les armées arabes officielles**, qui entrèrent en Palestine après la fin du mandat britannique et prirent part à la guerre de 1948.

---

[1] Ahmad Al-Shuqairi, *Les Œuvres Complètes*, 2/225.

Il est essentiel de comprendre que ces trois niveaux de résistance, qu'ils agissent de manière indépendante ou collective, étaient considérablement désavantagés face aux milices sionistes. Il convient de noter que les forces armées en question souffraient d'un manque critique en termes d'armement, de munitions, de formation militaire et de moyens logistiques. Il convient de noter que les ressources financières et les routes d'approvisionnement étaient extrêmement limitées. En outre, les forces sionistes bénéficiaient d'un soutien politique considérable, un avantage dont ne jouissaient pas les forces opposantes. Il convient de noter que les armées arabes officielles, malgré leur engagement, étaient confrontées à un déficit d'effectifs et d'équipements, à une absence d'expérience du combat réel, et à une opération sous des régimes qui demeuraient largement sous le contrôle des puissances coloniales étrangères.

Le peuple palestinien se vit ainsi privé de son droit légitime à assurer sa propre défense et à protéger sa patrie, malgré son aspiration profonde à assumer cette responsabilité. Dans le contexte de l'analyse des dynamiques géopolitiques en Palestine, il est essentiel de reconnaître le rôle crucial que joue la population palestinienne dans la résistance à l'occupation sioniste. En effet, étant les plus familiers avec leur terre et leur ennemi, les Palestiniens sont naturellement bien placés pour répondre à l'agression israélienne[1]. Les attentes des États arabes à l'égard des autres États se limitaient à un soutien militaire et financier jugé suffisant. Cette stratégie aurait également permis d'importants gains politiques en sapant la propagande sioniste, qui présentait Israël comme un petit État luttant pour son indépendance, injustement assiégé par des nations arabes plus grandes, plus nombreuses et mieux équipées. Cette narration s'est avérée être une construction complète, comme nous le démontrerons par la

[1] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/14-15 ; Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, p. 125 ; Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, 1/146-147 ; Mahmud al-Sabbagh, *The Truth About the Secret Organization*, pp. 91, 169.

suite. En effet, une analyse approfondie des forces en présence révèle que les milices sionistes surpassaient en réalité les armées arabes combinées, tant en termes d'effectifs que de dotation militaire.

Cependant, la Ligue arabe et les régimes arabes officiels ont insisté pour une intervention directe, ce qui a empiré la situation et a ouvert la voie à des conséquences désastreuses. Une analyse approfondie de l'histoire démontre que les politiques et les interventions militaires arabes de cette période ont joué un rôle déterminant dans le processus d'établissement et de consolidation de l'État d'Israël.[1].

Par ailleurs, il convient de noter que la communauté palestinienne était confrontée à un déficit de leadership politique sur le terrain. Nombre d'observateurs estiment que l'une des erreurs majeures de cette période fut l'absence du Hajj Amīn al-Husseini, figure politique qui jouissait d'une reconnaissance populaire généralisée. Bien que le roi Farouk d'Égypte lui ait expressément déconseillé de retourner en Palestine, il était impératif pour al-Husseini de trouver un moyen de surmonter cette interdiction et de reprendre son rôle légitime en ce moment critique.[2].

Le Mouvement du Jihad Sacré

Dans le contexte de la résistance palestinienne depuis la Grande Révolte, l'action d'Abd al-Qādir al-Husseini se distingue par son rôle déterminant dans la transformation du sentiment populaire en une résistance armée organisée. Cet épisode historique, marqué par un effort de mobilisation et de

---

[1] *Mémoires d'Amin al-Husseini*, p. 103 ; Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/835. (3) Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform: An Autobiography*, vol. 2 (Beyrouth : Markaz al-Zaytouna, 2015).

[2] Ibrahim Ghusha, *al-Mi'dhanah al-Hamrā': Sīrah Dhātīyah* (*Le Minaret Rouge : Une Autobiographie*), p. 23 ; Awni Farsakh, *al-Tahaddī wa al-Ijābah* (*Le Défi et la Réponse*), pp. 873-74..

coordination, représente un tournant significatif dans l'évolution du mouvement de résistance palestinien. Il s'agit d'une figure éminente de ce soulèvement. Il a été blessé, arrêté, puis s'est évadé. Il a vécu dans divers pays arabes et européens.[1]

Au cours de l'été 1946, une rencontre entre le sujet de notre étude et son cousin, le mufti Amīn al-Husseini, alors chef politique du peuple palestinien, a eu lieu au Caire. Le mufti, ayant fui la Palestine, avait entrepris un périple à travers plusieurs pays, dans le but de nouer des alliances avec les puissances de l'Axe. Cette démarche diplomatique visait à contrer le soutien des Alliés à la création d'un État sioniste. Cependant, la défaite de l'Axe lors de la Seconde Guerre mondiale marqua la fin de ses ambitions. Après avoir été activement recherché par les forces juives et les Alliés, il finit par prendre la décision de se rendre au Caire. C'est dans ce contexte que le Haut Comité arabe a pris la décision de former un mouvement de résistance armée, connu sous le nom de *Mouvement du Jihad Sacré*, sous la direction de 'Abd al-Qādir.

L'individu en question a arpenté les villages palestiniens, tirant profit de sa vaste réputation et de ses relations étroites pour enrôler un grand nombre de jeunes hommes. Ces dernières ont été organisées non seulement pour les opérations militaires, mais aussi pour assurer la sécurité et l'administration des villages, en coordination avec les notables locaux. Le mouvement a été structuré en unités spécialisées, dont la liste suivante :

- **Unité d'exécution du boycott et de lutte contre la collaboration** : elle avertissait les collaborateurs avec les forces juives ; si les avertissements n'étaient pas suivis, leurs entrepôts, maisons et biens étaient détruits.
- **Unité de protection des terres** : chargée d'empêcher les ventes de terres, elle mettait en garde les courtiers et exécutait ceux qui persistaient à vendre aux sionistes.

---

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, *Au cœur de la lutte*, p. 84.

- **Unités militaires régionales** : menaient des opérations armées dans différentes zones.
- **Unités de soutien et de logistique** : assuraient les fonctions auxiliaires.
- **Unité de renseignement** : dédiée à la collecte d'informations stratégiques.

Le choix de Jérusalem en tant que quartier général du mouvement s'inscrit dans une logique géostratégique déterminante, tenant compte de son importance historique et géographique. En effet, cette ville constitue le centre névralgique des implantations sionistes et se trouve au cœur du conflit palestinien, jouant ainsi un rôle crucial dans la dynamique régionale. La ville était considérée comme le théâtre décisif dont l'issue déterminerait le sort de l'État illégitime que les sionistes cherchaient à établir. Il convient de noter que de nombreux affrontements d'une importance capitale pour le *Mouvement du Jihad Sacré* se sont produits dans la ville de Jérusalem et ses environs.

Le mouvement en question présentait plusieurs avantages que ni l'Armée de Libération Arabe ni les armées arabes officielles n'ont su exploiter :

- Une direction compétente et dévouée ;
- Des combattants natifs du pays, familiers de son relief, de sa population et de la nature de l'ennemi.

L'armée du Jihad Sacré a mené de nombreuses batailles d'une grande importance, faisant preuve d'une bravoure et d'un héroïsme qui surpassent l'entendement, bien au-delà de ses capacités. Elle remporta des victoires décisives face à des adversaires plus nombreux et mieux armés. Cependant, elle ne parvint pas à contenir l'expansion de l'État sioniste, lequel était soutenu par de puissantes forces internationales. La réalité observée sur le terrain fut que les combattants poursuivirent leur

lutte jusqu'à l'épuisement total de leurs munitions, tandis que nombre de leurs chefs furent tués ou capturés.

La dynamique de coopération entre les pays arabes a été un facteur déterminant dans l'issue défavorable de cette entreprise. Dès le début, la Ligue arabe a déployé des efforts actifs pour entraver et freiner les actions de 'Abd al-Qādir al-Husseini. Dans le cadre de cette étude, nous nous pencherons sur la dynamique de résistance et d'autorité qui s'est opérée entre les deux parties. Malgré les obstacles rencontrés, al-Husseini a réussi à affirmer son indépendance et à établir le mouvement. Cependant, il restera tributaire d'un soutien financier et matériel, ce qui l'obligera à entretenir des relations précaires avec la Ligue arabe.

À l'issue de négociations prolongées, la Ligue consentit à fournir un soutien, bien que restreint, assorti de conditions restrictives. Celles-ci comprenaient l'interdiction de collecter des fonds directement auprès des villages, la limitation de ses activités à la région de Jérusalem, et d'autres mesures qui visaient clairement à limiter son efficacité. Malgré les obstacles rencontrés, al-Husseini déploya une détermination inébranlable pour surmonter les restrictions imposées et préserver la résistance, malgré un rapport de forces manifestement désavantageux.[1]

L'Armée de Libération Arabe ne se contenta pas de rejeter toute forme de soutien à al-Husseini ; elle entrava également toute collaboration en refusant toute livraison d'armes et de munitions, pourtant indispensables au combat. Dans une ultime tentative, il se rendit au quartier général de cette armée à Damas pour demander des renforts. La demande formulée par le sujet a été non seulement refusée, mais également accueillie avec un sentiment de dédain. Alors qu'il se trouvait encore à Damas, al-Husseini fut informé d'une nouvelle alarmante : le village stratégique d'Al-Qastal avait été pris par les forces sionistes. La

[1] Bahjat Abu Gharbiyya, Au cœur de la lutte, p. 162.

localité en question revêt une importance cruciale, car elle se situe sur la route d'approvisionnement entre Jaffa, point d'entrée des renforts, et Jérusalem, cœur des implantations et des opérations sionistes. Il retourna sur le champ de bataille avec détermination pour reconquérir cette position stratégique. Il parvint à libérer Al-Qastal, mais fut tragiquement tué lors du combat, portant un coup dévastateur à son armée.[1]

Deux Quatre jours avant son décès, Abd al-Qādir al-Husseini avait adressé une missive émouvante au secrétaire général de la Ligue arabe: *« Je vous tiens pour responsable d'avoir abandonné mes soldats au sommet de leur victoire, sans soutien ni armes. »*

Le 9 avril 1948, soit le lendemain de son décès, se déroula le massacre de Deir Yassin, un événement tristement célèbre qui eut des répercussions néfastes sur les funérailles de la victime et contribua à l'intensification de la douleur et de la souffrance endurées par la population palestinienne.

L'Armée de Libération Arabe

L'élan de ferveur arabe et islamique en faveur du djihad en Palestine atteignit un tel sommet que les régimes arabes se trouvèrent dans l'incapacité de le réprimer ou de l'éteindre. Afin de canaliser cette vague d'enthousiasme, ces régimes ont annoncé la formation de l'« Armée de Libération Arabe », prétendument ouverte aux volontaires. Cependant, cette initiative a marqué le point de départ d'un complot méthodique contre les peuples arabes, l'armée ayant servi de mécanisme de contrôle.

La première étape de ce plan fut l'interdiction du volontariat par le biais de toute organisation autre que l'armée elle-même. En outre, les bataillons indépendants ont été bannis, entraînant une rupture de la cohésion et de l'efficacité organisationnelle des groupes déjà établis. Les opposants à ces restrictions étaient soumis à des sanctions, notamment le refus d'accès aux armes et

[1] Ibrahim Ghosheh, La Minaret Rouge, p. 28.

aux munitions, ce qui a considérablement réduit leur capacité à enrôler de nouveaux volontaires, dans un contexte où les armes étaient déjà un facteur de risque majeur.[1]

L'Armée de Libération Arabe, dont le siège se trouvait à Damas, était placée sous l'autorité de trois chefs militaires d'une grande expérience. Cependant, leur performance durant le conflit s'est avérée désastreuse, en décalage flagrant avec leur réputation antérieure. Dans le cadre de la gestion de l'armée, une approche conventionnelle a été adoptée, en négligeant les spécificités inhérentes à une armée de volontaires. Il est à noter que leurs actions semblaient fréquemment contribuer aux intérêts de la Grande-Bretagne, notamment en visant à entraver la lutte du peuple palestinien. Dans le cadre de cette étude, nous nous intéresserons à trois officiers : Ismail Safwat, Taha al-Hashimi et Fawzi al-Qawuqji.

1. **Ismail Safwat** était un officier irakien ayant gravi les échelons de la hiérarchie militaire, sans toutefois se distinguer de manière significative, à l'exception de sa participation à la révolte irakienne de 1920. Sa carrière, similaire à celle d'un officier de tradition, ne se caractérise pas par des réalisations exceptionnelles ou des innovations stratégiques notables.
2. **Taha al-Hashimi**, autre expert militaire irakien, était reconnu pour ses écrits approfondis sur l'art et l'histoire de la guerre, notamment en géographie militaire et en guerre urbaine. Il occupa divers postes de haut rang, dont celui de ministre de la Défense en 1938 et de Premier ministre en 1941. En 1948, alors qu'il était âgé de 60 ans, il avait acquis une vaste expérience qui ne se traduisit cependant pas par des résultats concrets sur le terrain.

[1] Mustafa al-Siba'i, Jihādunā fī Filistīn, p. 9 et suivantes.

3. **Fawzi al-Qawuqji**, également proche de la soixantaine, jouissait d'une solide réputation en matière de guerre de guérilla. Ce militaire expérimenté s'est distingué lors de conflits passés. Il a notamment combattu contre les forces britanniques à Bassora, puis a servi dans l'armée ottomane pendant la Première Guerre mondiale. Il a également résisté à l'invasion française du Levant, comme en témoigne sa participation à la bataille de Maysaloun. Il mena la révolution de Hama contre les Français et fut une figure majeure de la grande révolte syrienne des années 1920. Il convient de noter que, dans les situations où un appel aux armes émergeait, al-Qawuqji se trouvait toujours présent. Il a également pris part aux combats en Palestine lors de la grande révolte de 1936 et a pris part au coup d'État manqué de 1941 en Irak, dirigé par Rashid Ali al-Kilani. Son implication constante dans les mouvements de résistance a conduit à son retour au Levant, peu avant le déclenchement de la guerre de 1948.[1]

Il convient de noter que ni Ismail Safwat ni Taha al-Hashimi n'avaient une quelconque expérience de la guérilla. Les sujets de l'expérience n'avaient jamais eu l'occasion de se rendre en Palestine, et étaient par conséquent totalement ignorants de son relief[2]. Par ailleurs, il convient de noter que la relation entre ce duo et al-Qawuqji était marquée par une méfiance mutuelle, ce qui eut pour conséquence de réduire significativement l'efficacité des opérations militaires et de mettre en péril les résultats des batailles.[3]

Cependant, la fracture la plus significative et la plus dommageable fut celle entre la direction de l'Armée de Libération

---

[1] Pour en savoir plus sur Qawuqji, voir *The Palestinian Encyclopedia*, vol. 3, p. 480..

[2] *Mudhakkirāt Tāha al-Hāshimī*, vol. 2, p. 176.

[3] Voir *Mémoires de Qawiqji*, pp. 335-37 ; *Mémoires de Taha*, vol. 2, p. 188..

Arabe et le dirigeant palestinien Hajj Amin al-Husseini. Le Mufti s'est distingué par son opposition résolue aux régimes hachémites de Jordanie et d'Irak. L'analyse des dynamiques géopolitiques de la région révèle une hostilité manifeste de la part de l'Iran envers le roi Abdallah de Jordanie, motivée par l'opposition entre un monarque aligné sur la politique étrangère de la Grande-Bretagne et un adversaire déterminé de son influence régionale. La compétition entre les deux entités pour la domination d'un même territoire a contribué à l'intensification de leur antagonisme.

L'analyse des dynamiques géopolitiques dans le contexte du Moyen-Orient met en exergue l'aspect complexe de la relation entre al-Husseini et le régime hachémite irakien. En effet, l'hostilité de ce dernier envers le premier était motivée par son alignement avec les intérêts britanniques. Il convient de noter que l'intéressé avait soutenu le coup d'État manqué de Rashid Ali al-Kilani, qui visait à expulser les Britanniques d'Irak. Dans le contexte de la relation entre Taha al-Hashimi et Ismail Safwat, d'une part, et al-Husseini d'autre part, il est important de souligner la nature des liens qui unissaient ces deux derniers au régime irakien. Cette loyauté envers l'autorité en place a contribué à l'intensification des tensions entre les deux camps..

La Ligue arabe a mis en place une organisation structurée de l'Armée de Libération Arabe, dont l'objectif était de réduire l'influence d'al-Husseini et de ses soutiens. Cette décision s'inscrivait dans le cadre de la stratégie globale de la Ligue, qui visait à empêcher les Palestiniens d'organiser de manière autonome leur défense, et donc à entraver leur capacité à faire face aux défis auxquels ils étaient confrontés.[1]

Le Mufti, figure éminente de la communauté palestinienne, a plaidé avec véhémence en faveur d'une mobilisation populaire armée et organisée. Il a exprimé son opinion selon laquelle la

[1] Taha al-Hashimi, *Mudhakkirāt Taha al-Hashimi*, vérification : Khaldoun Sateh al-Husri, vol. 2 (Beyrouth : Dar al-Tali'a, 1978), p. 176.

création de forces militaires formelles était superflue. Dans l'éventualité d'une intervention extérieure, il préconisait que tout volontaire soit placé sous son commandement ainsi que celui de son cousin, le chef de terrain Abd al-Qadir al-Husseini. Selon l'auteur, les Palestiniens, dont l'enracinement dans leur terre natale est profond et historique, avaient davantage besoin de ressources matérielles telles que des armes, des financements et une formation, que de renforts humains.[1]

Les conflits d'intérêts entre la direction de l'armée et le camp du Mufti ont engendré des implications désastreuses, d'autant plus préoccupantes qu'elles se sont produites à un moment critique du conflit, où même de subtiles divergences pouvaient s'avérer fatales.

L'Armée de libération arabe a accueilli un grand nombre de volontaires, si l'on en croit les sources, au point que la résidence de Fawzi al-Qawuqji était constamment envahie de recrues. Cependant, les armes fournies par la Ligue arabe étaient de piètre qualité, comme l'indiquait le rapport : « quelques centaines de fusils pour des dizaines de milliers d'hommes prêts à se battre ». La Ligue a justifié son échec en affirmant avoir assumé seule la responsabilité de libérer la Palestine.[2]

Par ailleurs, l'armée a rencontré des obstacles significatifs en raison des ressources limitées allouées par les régimes arabes. Ces derniers se caractérisent par un manque de fonds, un armement de qualité inférieure et des livraisons tardives. Par ailleurs, l'autonomie opérationnelle de l'organisation était restreinte par un calendrier défavorable et un commandement restreint. Ses supérieurs hiérarchiques dénonçaient fréquemment les régimes arabes, accusant leurs politiques, leurs atermoiements et l'insuffisance de l'équipement fourni..

---

[1] Voir par exemple : *Mémoires de Fawzi al-Qawuqji*, pp. 335, 337 ; *Mémoires de Taha al-Hashimi*, 2/188.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 65.

Ces difficultés ont été exacerbées par une confusion persistante concernant la mission même de l'armée. La question de savoir si elle était censée soutenir directement les Palestiniens, déclencher une campagne militaire contre les sionistes ou simplement entretenir un climat de tension dans l'attente d'une intervention des armées arabes demeure ouverte. Cette ambivalence a nui à son efficacité et l'a empêché d'obtenir des résultats concrets.[1]

L'Armée de Libération Arabe a commis une série d'erreurs critiques, malgré les ressources limitées et l'autorité restreinte dont elle disposait. Les historiens et les témoins de cette époque restent partagés concernant la nature de ces fautes. S'agissait-il de simples maladresses, d'actes de trahison, ou d'une combinaison de ces deux éléments ? Le présent exposé a pour objectif de fournir un résumé des erreurs identifiées, lequel est présenté sans analyse approfondie, le cadre ne permettant pas d'en explorer les causes de manière détaillée :

1. **Restriction du recrutement des volontaires** : malgré un enthousiasme massif pour rejoindre l'armée, seule une petite fraction des volontaires fut acceptée. Par la suite, le processus de recrutement fut suspendu, en raison d'une surcapacité de recrutement, les effectifs des recrues excédant largement les besoins en personnel. Une promesse vague de reprise du recrutement « si nécessaire » a laissé sur le bord du chemin d'innombrables volontaires désireux de contribuer à la lutte.
2. **Mauvais choix des recrues** : Le choix des recrues s'est avéré inadapté, puisque de nombreux volontaires ont été acceptés provenant de milieux indisciplinés ou inadaptés. Ces individus, qui se sont portés volontaires, étaient soit des civils dépourvus de formation, soit des individus au

[1] Voir par exemple : *Mémoires de Taha al-Hashimi*, 2/177 et suivantes, p. 183 et suivantes.

passé criminel, soit encore des jeunes désœuvrés. Cette sélection arbitraire a conduit à des actes répétés de vols, de pillages et d'agressions contre des civils et des commerçants. [1] Des conflits internes dégénérèrent parfois en affrontements armés.[2] De surcroît, l'absence de mesures de filtrage adéquates a facilité l'infiltration d'agents secrets juifs et de collaborateurs arabes œuvrant pour les sionistes, ce qui a nui à l'efficacité opérationnelle de l'armée.[3]

3. **Entraînement inadapté** : Il apparaît que l'armée a appliqué des méthodes inadaptées à l'entraînement des volontaires. En effet, au lieu de former ces derniers à la guerre de guérilla, adaptée au contexte du conflit, elle a recours à des méthodes destinées aux soldats réguliers. Cette approche, caractérisée par sa lenteur et sa rigidité, ne correspondait pas à l'urgence de la situation. Il convient de noter que la dissonance entre la formation dispensée et les conditions effectives du théâtre des opérations a engendré une préparation déficiente des forces armées, les rendant inaptes à mobiliser une réponse rapide et efficace.[4]
4. **Engagement au combat sans planification**, caractérisé par une absence de préparation méthodique, d'organisation structurée et de coordination efficace, a engendré des offensives chaotiques et des retraites désordonnées. Ces actions se sont avérées infructueuses, tant dans leur capacité à engendrer des victoires que dans

---

[1] Mustafa al-Siba'i, *Jihādunā fī Filistīn*, p. 9 et suivantes ; Kamel al-Sharif, *The Muslim Brotherhood in the Palestine War*, 3e édition (Zarqa': Maktabat al-Manar, 1984), p. 248 ; Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/247 ; Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, p. 55.

[2] *Mémoires de Fawzi al-Qawuqji*, pp. 346-347 ; Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, pp. 122-123..

[3] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/247-248..

[4] *Mémoires de Fawzi al-Qawuqji*, p. 336.

leur efficacité à éviter des défaites notables. [1]. Dans certains cas, des combattants ont été observés dans les cafés environnants, se livrant à l'oisiveté, ce qui a entraîné un abandon de leurs postes et de leurs responsabilités. [2]

5. **Limitation des opérations à des zones désignées comme arabes par le plan de partage** [3] : L'armée détourna son attention des régions sous menace directe. Par exemple, Fawzi al-Qawuqji se cantonna à Naplouse et n'apporta aucun soutien aux villes attribuées au camp juif, malgré leur besoin criant de défense. Des villes comme Jaffa et Haïfa tombèrent ainsi sans résistance suffisante. De même, l'armée ne réagit pas au massacre de Deir Yassin, bien qu'étant stationnée à proximité.[4]

6. **L'abstention d'une coopération effective avec Abd al-Qadir al-Husseini** et le refus de lui fournir les armes dont ses combattants avaient besoin dans des moments cruciaux et critiques, ce qui entraîna l'effondrement de fronts entiers dont l'Armée du Saint-Jihad assurait la protection et la défense.[5]

7. **Refus de collaborer avec d'autres factions et rétention de munitions** : Le refus de coopérer avec

---

[1] Voir par exemple : Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, p. 125.

[2] Cheikh Mustafa al-Siba'i a mentionné que Michel Aflak avait vu Salah Bitar (fondateur du parti Baas syrien) assis dans un café, discutant avec des officiers ; il les a compris comme étant sortis en tant que volontaires pour combattre puis assis à leur table ; quant à Aflak, Bitar a avancé plus qu'il n'a reculé ! Il a dit aussi : Adnan al-Moussaoui s'est dirigé vers lui, pp. 57-58..

[3] Il est mentionné dans les *Mémoires de Taha al-Hashimi* qu'il indique que l'action de l'Armée de Libération n'inclut pas les régions arabes, c'est-à-dire qu'il s'est opposé à la mise en œuvre de la résolution de partage, voir : *Mémoires de Taha al-Hashimi*, 2/177.

[4] Mustafa al-Siba'i, *Jihāduna fi Filistin*, p. 33 ; Arif al-Arif, *Nakbat Filistin*, 1/248-249, 256 ; Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, 1/146-147.

[5] Qassem al-Rimawi, *Inside the Old Wall: Texts by Qassem al-Rimawi on the Holy Jihad*, vérification : Bilal Shallash, 1ère édition (Doha : The Arab Center for Research and Policy Studies, 2020), p. 373.

d'autres groupes de volontaires, combiné à la rétention de fournitures essentielles comme les munitions, affaiblit considérablement la défense de Jérusalem. Taha al-Hashimi[1], notamment, refusa à ces factions les ressources indispensables à la poursuite du combat. L'Armée de Libération Arabe refusa également de financer l'achat de surplus d'armement britannique après le retrait de ces derniers, entravant encore davantage la résistance.[2]

8. **Soutien inexistant depuis les capitales arabes** : Même après l'entrée des armées arabes, les volontaires ne reçurent ni soutien ni renforts depuis les capitales arabes. Par exemple, Taha al-Hashimi[3] refusa à ces factions l'accès aux ressources essentielles, y compris les fonds nécessaires pour acheter des armes dans les stocks excédentaires de matériel militaire britannique après leur retrait. Lorsque les combattants lançaient des appels à l'aide, les responsables restaient indifférents et ordonnaient souvent une retraite – même si cela exposait les réfugiés et les civils à des massacres, notamment à Jérusalem.[4]

9. **Abandon de grandes villes sans résistance** : Des villes stratégiques telles que Jaffa, Haïfa et même Jérusalem ont été abandonnées sans que des résistances significatives aient été enregistrées. Taha al-Hashimi a justifié cette passivité en affirmant que Jérusalem n'avait pas de valeur stratégique et pourrait être reprise plus tard sans difficulté majeure. Cette évaluation s'est avérée être en totale déconnexion avec la réalité. La défaite de Jérusalem a engendré des répercussions d'ordre stratégique, politique

---

[1] Mustafa al-Siba'i, *Jihādunā fī Filistīn*, pp. 27-28..
[2] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/249-250.
[3] Mustafa al-Siba'i, *Jihādunā fī Filistīn*, pp. 27-28.
[4] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/249-250.

et psychologique majeures, aussi bien pour les Arabes que pour les Juifs.[1]

10. **Soumission aux ordres des régimes arabes, au mépris du terrain** : L'adhésion aux politiques définies par les métropoles plutôt que par les chefs militaires sur le terrain a contribué à réduire encore l'efficacité de l'armée. Il convient de noter que les ordres d'avancer ou de battre en retraite étaient fréquemment déconnectés de la réalité du front. Cette bureaucratie, dont l'inadéquation à une armée de volontaires a été démontrée, a engendré des retraites fréquentes et mal coordonnées. Ce facteur a facilité la prise de territoire par les sionistes. Dans certains cas, ces derniers ont exprimé leur étonnement face à la rapidité de leur progression. [2] Par ailleurs, certains chercheurs ont dénoncé la pratique désastreuse de désarmer les villages, suivie de retraits face aux attaques sionistes, laissant ainsi les populations sans défense. Fawzi al-Qawuqji est accusé d'avoir perpétré des actions néfastes dans plusieurs localités de la Haute Galilée, ce qui aurait contribué à accroître la vulnérabilité de la population locale.[3]
11. **Acceptation de trêves à des moments décisifs** : L'acceptation de cessez-le-feu en période de conflits majeurs a permis aux sionistes de consolider leur position, tant en termes de effectifs qu'en termes

---

[1] *Mémoires d'Amin al-Husseini*, p. 394. Il fait référence dans plusieurs passages de ses mémoires à l'inattention d'al-Hashimi ou à sa naïveté dans des affaires et des positions antérieures à son poste de ministre en Irak, voir : p. 70. Concernant l'importance stratégique de Jérusalem et son rôle de nœud vital pour les routes importantes en Palestine, voir : Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 229.

Iraq (see p. 70).

[2] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/308-309.

[3] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, p. 56. J'ai entendu cela du penseur connu Dr. Munir Shafiq, qui est de Jérusalem, et il avait quatorze ans au moment de la Nakba.

d'armement. Cette stratégie a entraîné une redistribution des forces en faveur de ces derniers, altérant significativement l'équilibre des pouvoirs. Dans le cadre de la bataille de Mishmar HaEmek, un exemple particulièrement éloquent est fourni par Fawzi al-Qawuqji.[1]

En outre, il est à noter que, lors de moments décisifs, les volontaires ne reçurent aucun soutien ni renfort de la part des capitales arabes, même après l'entrée en scène des armées arabes. Les dirigeants arabes ont démontré une relative indifférence face aux demandes d'assistance des forces militaires, fréquemment enjoignant à ces dernières de se retirer, malgré le risque avéré que cela puisse engendrer des massacres à grande échelle de réfugiés et de la population locale, y compris dans des villes comme Jérusalem ![2]

Cette dynamique a engendré une série de confrontations marquées par un manque d'organisation et des disparités notables en termes d'égalité des chances. Ces forces, caractérisées par leur manque de cohésion, de coordination et de formation, ont été finalement vaincues par les milices sionistes, qui se distinguaient par leur organisation, leur entraînement rigoureux et le soutien politique et militaire des Britanniques.

Ces échecs ont porté un coup sévère à la réputation de la direction de l'Armée de Libération Arabe. Dans le contexte de la **Nakba**[3] , un changement de perception s'opéra envers certains chefs traditionnels qui, ayant connu un prestige passé, furent désormais l'objet d'une méfiance, voire d'accusations de trahison.

---

[1] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn wal-Firdaws al-Mafqūd* (*La Catastrophe de la Palestine et le Paradis Perdu*) [Kafar Qara' (Palestine occupée): Dar al-Huda, 1995], 1/198-199 ; Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, p. 251.

[2] Mustafa al-Siba'i, *Jihādunā fī Filistīn*, pp. 29-30

[3] Toute les sources que j'ai consulté et qui sont antérieures à la Nakba s'accordent sur le rôle de Taha al-Hashimi et Fawzi al-Qawuqji..

Une analyse rigoureuse de leurs actions nécessiterait une étude spécifique et approfondie.

Il est indéniable que la direction de l'Armée de Libération Arabe a une part considérable de responsabilité dans la perte de la Palestine et de Jérusalem. L'attitude de la communauté internationale envers Abd al-Qadir al-Husseini, lors de la période la plus critique de sa lutte, en constitue l'illustration la plus significative. Lors de leur confrontation finale, ils s'opposèrent à sa demande de lui fournir des armes. Dans un geste d'une extrême agitation, il s'est adressé à Ismail Safwat et à Taha al-Hashimi en ces termes : *« Vous êtes des traîtres, vous êtes des criminels, et l'histoire retiendra que vous avez fait perdre la Palestine. »* [1]

À l'issue de l'entretien, il avait la conviction que son destin était de subir le martyre, et il fut ainsi.

Cheikh Mustafa al-Sibāʿī, qui dirigeait les volontaires des Frères musulmans venus de Syrie, conclut que l'Armée de Libération Arabe n'avait pas été créée pour combattre efficacement, mais pour apaiser la colère populaire arabe. Il a été observé que cette armée ne prit part à aucune bataille significative en Palestine, que ses dirigeants semblaient méconnaître la réalité sur le terrain, et que sa mission première était de démanteler l'Organisation du Djihad sacré dirigée par Abd al-Qadir al-Husseini. [2]

Certains auteurs ont avancé l'hypothèse selon laquelle l'Armée de libération arabe aurait également pour objectif d'empêcher l'acheminement d'armes, de soutien logistique et de contributions financières vers le peuple palestinien, dans le but de mettre en œuvre la décision de partage[3]. Il est à noter que cette dernière aurait absorbé l'énergie et l'enthousiasme des jeunes

---

[1] Arif al-Arif, *Nakbat Filistīn*, 1/160-161 ; Qassem al-Rimawi, *Inside the Old Wall*, p. 373.

[2] Mustafa al-Siba'i, *Jihādunā fī Filistīn*, p. 36.

[3] Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, p. 147.

volontaires arabes afin de détourner leur engagement initial vers la mise en œuvre du plan de partage. [1]

Malgré l'adversité, le peuple palestinien, avec l'assistance de volontaires, a réussi à maintenir le contrôle de 82 % du territoire avant l'intervention des armées arabes.[2]

Les Armées Arabes

En vertu des accords internationaux de l'époque, la Grande-Bretagne interdit aux armées arabes d'entrer en Palestine avant le retrait officiel des forces britanniques, prévu pour le 15 mai 1948. Les forces armées respectèrent ce calendrier, bien que de nombreuses villes stratégiques aient été désertées par les Britanniques avant cette date et reprises par les sionistes par la suite. Ainsi, les forces du Djihad sacré et l'Armée de libération arabe se retrouvèrent dans des conditions extrêmement difficiles face à cette collusion entre le Royaume-Uni et les sionistes.

Il convient de souligner que les États arabes n'ont pris la décision de mobiliser leurs armées qu'à compter du 12 mai 1948, soit à peine deux jours avant le retrait britannique. Ce retard est le signe d'un manque d'engagement initial. Dans le contexte de la mobilisation et de la planification stratégique pour la guerre, il est pertinent de s'interroger sur les objectifs réalisables dans un délai aussi court.

En outre, il convient de préciser que « le nombre total des forces arabes ne dépassait pas 25 000 combattants, alors que les Forces de défense israéliennes (nom adopté par l'armée du nouvel État) comptaient initialement 35 000 soldats. Durant le conflit armé, les forces armées des pays arabes et israéliennes ont procédé à un renforcement de leurs effectifs militaires. Cependant, il convient de noter que les forces arabes ne parvinrent jamais à égaler les effectifs israéliens, qui atteignirent 65 000 soldats à la mi-juillet, puis dépassèrent les 96 000 en décembre 1948. » Au cours

---

[1] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, p. 55.
[2] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 61

de ce conflit armé, l'armée égyptienne a connu l'augmentation la plus significative du nombre de ses effectifs, passant de 10 000 à 45 000 soldats.[1]

Par ailleurs, l'analyse des données historiques et des rapports militaires révèle que l'écart en matière d'armement et d'entraînement jouait largement en faveur des forces sionistes. Il convient de noter que l'armée sioniste bénéficiait de la formation et de l'armement britanniques, ainsi que d'une expérience de combat significative acquise lors de conflits majeurs, notamment la Seconde Guerre mondiale. En revanche, les armées arabes étaient mal équipées, faiblement entraînées et composées de forces naissantes encore sous domination étrangère. Ces entités géopolitiques, que l'on pourrait qualifier d'États, se caractérisaient par une indépendance relativement limitée. Elles se trouvaient dans l'incapacité de disposer d'une souveraineté effective ou des ressources indispensables pour engager une guerre de longue durée.[2]

Par ailleurs, il convient de noter que les milices sionistes bénéficiaient d'un avantage stratégique en matière de renseignement, ayant été formées et ayant acquis une expérience sur le terrain. Les réseaux d'espionnage en question ont consacré les trois dernières décennies à la collecte de données géographiques et démographiques. Cette démarche a permis l'élaboration de plans détaillés pour la prise des villages. En revanche, les forces armées

---

[1] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 221 ; Eugene Rogan, *The Arabs*, p. 685.

[2] Mahmoud al-Sabbagh raconte que le commandant des volontaires des Frères Musulmans en Palestine, dans le désert égyptien et ailleurs parmi les lieux abandonnés qui ont été témoins des affrontements de la Seconde Guerre mondiale, était rempli d'armes et de munitions laissées par cette guerre, et que de grandes quantités auraient pu suffire aux armées arabes pour combattre pendant cinq ans s'ils avaient eu la volonté de le faire. Mahmoud al-Sabbagh, *The Truth About the Secret Organization and His Role in the Call of the Muslim Brotherhood*, (copie électronique publiée sur le site des Frères Musulmans : Ikhwan Wiki), p. 170 ; Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, p. 152..

arabes étaient dépourvues de toute connaissance approfondie des conditions locales en Palestine.[1]

Dans son témoignage, Mahmoud Al-Sabbagh, qui occupe le poste de commandant des volontaires des Frères musulmans égyptiens, affirme qu'à la suite de sa demande de cartes auprès de l'état-major égyptien, on lui remet des cartes dont l'ancienneté s'étend sur trente ans. Ces dernières se trouvent être complètement obsolètes, le paysage ayant été transformé par la construction de routes, de colonies et d'infrastructures juives. En conséquence, les volontaires se virent dans l'obligation de collecter eux-mêmes les renseignements.

Les forces armées arabes, elles, faisaient face à un déficit de soutien politique, financier et militaire, en contraste avec les forces sionistes qui bénéficiaient du soutien indéfectible des grandes puissances. Sur le plan politique, les sionistes ont bénéficié du soutien d'organisations internationales, ainsi que de certains dirigeants arabes. Du point de vue financier, les Juifs bénéficiaient de voies maritimes ouvertes, garantissant un afflux régulier de capitaux. Sur le plan militaire, les forces en présence bénéficiaient d'un accès privilégié à des renforts et à un soutien logistique en cas de nécessité.

Enfin, ces armées manquaient des éléments les plus fondamentaux : confiance mutuelle, coordination, et objectif de combat commun. Un historien britannique nota : *« Si l'intervention arabe avait ne serait-ce qu'un minimum de coordination, de planification préalable, de confiance et d'unité d'objectif, ces forces auraient pu l'emporter. Au lieu de cela, les Arabes sont entrés en Palestine en se combattant davantage entre eux qu'ils ne combattaient l'État juif. »*[2] Cette absence de méthodologie a engendré des circonstances déroutantes, pour ne pas dire fantaisistes. À titre d'illustration, l'armée irakienne a été déployée dans une région montagneuse avec des chars inadaptés aux pentes abruptes, tandis que l'armée égyptienne opérait en

---

[1] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 217, 220.
[2] Eugene Rogan, *The Arabs*, p. 335

terrain ouvert sans aucun char.[1] L'armée irakienne était équipée de canons de 25 livres, mais ne disposait pas de munitions pour ces armes. En revanche, l'armée égyptienne possédait des munitions pour ce type d'artillerie, mais ne possédait pas les canons eux-mêmes.[2]

Ces disparités dans les forces militaires ont été historiquement reconnues comme un facteur déterminant dans l'issue des conflits, conduisant à un déséquilibre stratégique irréversible. Il convient de noter que même une armée animée d'enthousiasme, de dévouement et de bravoure aurait été vaincue dans ces conditions. Il est d'autant plus préoccupant de constater que ces déséquilibres s'accompagnaient de défaillances internes et de facteurs d'effondrement supplémentaires, ce qui rendait la situation encore plus critique.

La guerre de 1948 est l'un des conflits les plus tragiques et les plus énigmatiques de l'histoire, illustrant parfaitement l'expression : « on ne sait s'il faut en rire ou en pleurer » Dans le contexte d'une conjoncture déjà qualifiée de catastrophique, d'autres facteurs, à la fois ironiques et désastreux, contribuèrent à l'aggravation de la situation :

- Dans le contexte de la sphère géopolitique du Moyen-Orient, les forces armées jordaniennes ont assumé un rôle de commandement, subordonnant les armées arabes à leur autorité. Cette dynamique s'est déroulée en dépit de l'acceptation par le roi de Jordanie du plan de partage, marquant ainsi une intégration des forces armées jordaniennes dans une stratégie régionale plus large. Il convient de s'interroger sur la légitimité de celui qui avait initialement approuvé la partition à diriger une guerre contre celle-ci, d'autant plus que son objectif était d'annexer à son royaume les territoires arabes désignés.

---

[1] Mahmoud Sheet Khattab, *The Will to Fight in the Islamic Jihad*, 2e édition (Damas : Dar al-Fikr, 1973), p. 39.

[2] Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, p. 129.

- Commandement britannique de l'armée jordanienne : L'armée jordanienne était sous le commandement de l'armée britannique. Cette dernière était dirigée par des officiers britanniques, avec à sa tête Glubb Pacha, un officier britannique étroitement lié aux sionistes. Par ailleurs, il est intéressant de noter que les forces armées arabes, qui ont pénétré en Palestine avec pour mission de libérer le territoire du joug sioniste, étaient, de manière quelque peu paradoxale, sous le commandement d'un officier britannique.
- Armement exclusivement britannique : Dans le cadre de l'analyse des conflits armés de la région, il est essentiel de prendre en compte l'armement utilisé par les principales armées arabes, à savoir l'armée égyptienne, l'armée irakienne et l'armée jordanienne. Il apparaît que ces forces armées étaient pour la plupart équipées d'armes et de munitions de fabrication britannique. Ces armées ont été constituées sous l'occupation britannique et leur équipement a été fourni avec la pleine connaissance et sous le contrôle du Royaume-Uni, qui veillait à ce qu'elles ne représentent aucune menace réelle pour les sionistes.
- Soumission aux décisions politiques : Les forces armées arabes se conformaient rigoureusement aux directives émises par les dirigeants politiques, eux-mêmes assujettis aux autorités britanniques. Dans le cadre de cette étude, il apparaît que les actions entreprises par les sujets de l'expérience étaient dictées par des ordres reçus. En effet, ces derniers n'ont pas suivi de planification stratégique du terrain, et n'ont donc pas pu anticiper les événements. Chaque fois que la situation leur devenait favorable, l'ONU intervenait pour imposer un cessez-le-feu, que les gouvernements et armées arabes respectaient immédiatement. Cette accalmie a ainsi offert aux sionistes un répit stratégique leur permettant de se réorganiser, de renforcer leurs effectifs et de revenir au combat mieux équipés. En revanche, les armées arabes, contraintes par les

termes de la trêve, sont demeurées inactives, marquant une période de stagnation sur le champ de bataille.

- Méfiance envers la population palestinienne : Il convient de noter que de nombreuses armées considéraient la population palestinienne comme un fardeau. Il convient de noter que, dans de nombreux cas, des soldats pénétraient dans des villages et confisquaient les armes sous le prétexte d'assurer la défense de la population. Cependant, lors des défaites subies face aux milices sionistes, les villages étaient souvent laissés sans défense, ce qui incitait les habitants à fuir par crainte de subir des massacres.[1]
- Préférence pour le soutien indirect : Comme il a été mentionné précédemment, les forces de résistance palestiniennes manifestaient souvent une préférence pour une implication minimale des armées officielles dans les conflits armés. Ces dernières revendiquaient un soutien financier et militaire en faveur des combattants locaux, qui bénéficiaient d'une connaissance approfondie du terrain. Cette approche aurait également permis d'éviter que les sionistes ne se présentent sur la scène internationale comme un « petit État vulnérable » attaqué par des armées arabes puissantes, ce qui constitue une narration erronée de la situation.[2]

Il s'avère ainsi impératif d'anticiper l'issue d'un conflit opposant deux parties placées dans de telles conditions.

Le monarque jordanien Abdallah a acquis une réputation de soutien aux sionistes, ce qui a valu à ce dernier la reconnaissance de Ben Gourion comme un dirigeant « avisé »[3]. Il convient de noter qu'il a été établi qu'il a tenu de nombreuses réunions secrètes avec

---

[1] L'expérience historique a prouvé la validité de cette position. Voir aussi : Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 37

[2] Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, p. 119.

[3] Menachem Begin, *The Revolt*, p. 334.

les dirigeants sionistes.[1] Lors de ces réunions, il leur a promis de ne pas leur faire la guerre. Il a présenté cette promesse comme un serment inviolable d'un roi bédouin hachémite, la comparant à une promesse faite à une femme – sacrée et irrévocable.[2]

La participation de la Jordanie à la guerre de 1948 fut décidée lors d'une réunion secrète à Londres, le 17 février 1948, entre le Premier ministre jordanien Tawfiq Abu Al-Huda, Glubb Pacha (commandant britannique de l'armée jordanienne), et le ministre britannique des Affaires étrangères Ernest Bevin[3]. Les ambitions du roi Abdallah dépassaient le cadre de l'annexion des territoires arabes de Palestine. Sa trahison fut consommée par une collaboration avec les chrétiens libanais visant à établir un État chrétien au Liban, en échange de l'incorporation des régions musulmanes du pays à sa propre autorité. [4]

La stratégie militaire arabe, dans sa forme initiale, a été élaborée à Amman. Cependant, elle a subi des modifications, une révision, puis a été rétablie dans sa forme originale. Ces changements, survenus après le début de l'offensive, ont engendré un climat de confusion et de dispersion, contribuant ainsi à une désorganisation significative des forces arabes. Cette situation a rendu les troupes vulnérables face à des milices sionistes mieux préparées et mieux organisées.

Cette situation a été exacerbée par la décision de Glubb Pacha de refuser l'entrée des troupes jordaniennes à Jérusalem, offrant ainsi aux sionistes une opportunité stratégique de prendre le

---

[1] Abdullah al-Tall, *The Palestine Catastrophe: Memoirs of Abdullah al-Tall, Commander of the Battle of Jerusalem*, 2e édition (sans lieu de publication : Dar al-Huda, 1990), p. 64 et suivantes ; *The Palestine War: The Official Israeli Narrative*, traduction : Ahmad Khalifa, 2e édition (Beyrouth : The Institute for Palestine Studies, 1986), p. 224 ; *Mémoires de Taha al-Hashimi*, 2/180.

[2] Golda Meir, *My Life*, traduction : Aziz Bayoumi (Le Caire : Dar al-Ta'awun, sans date), p. 176 et suivantes ; Abdullah al-Tall, *The Palestine Catastrophe*, p. 66 et suivantes.

[3] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, pp. 218-219 ; Mary Wilson, *King Abdullah, Britain and the Making of Jordan*, p. 12.

[4] *Mémoires de Taha al-Hashimi*, 2/182..

contrôle de la ville. Cette escalade de la violence a donné lieu à des affrontements d'une rare intensité, surnommés par la suite les « Cinq Jours rouges » de Jérusalem.

Cette occupation a conduit à l'annulation de facto du plan de partition des Nations unies, qui prévoyait la création d'une zone internationalisée à Jérusalem-Ouest. Cette conquête a également engendré le déplacement forcé d'environ 60 000 Palestiniens, exacerbant ainsi la tragédie humaine déjà en cours.[1]

Les actions de l'armée jordanienne ne visaient pas à affronter les sionistes ni à libérer les territoires occupés, mais plutôt à appliquer le plan de partage en s'emparant de la Cisjordanie pour l'annexer au Royaume de Jordanie. En effet, l'armée a mis en œuvre le projet d'établissement de l'État d'Israël selon les termes définis par les puissances internationales et approuvés par le roi Abdallah, les sionistes et les Britanniques. [2] Il convient de noter que certains témoignages indiquent que l'armée jordanienne aurait remis directement certaines positions aux forces sionistes, une à une..[3]

L'armée jordanienne, , avec la participation de ses officiers britanniques, a mené des actions de sabotage visant à prévenir toute initiative visant à reprendre la vieille ville de Jérusalem et la mosquée Al-Aqsa. [4] La politique britannique de l'époque était principalement motivée par la crainte d'une réaction violente des populations musulmanes du monde arabe et de l'Inde face à la perte d'Al-Aqsa aux mains des sionistes.[5]

Quant à l'armée irakienne, elle resta cinq jours après le retrait israélien sans entrer en Palestine, se stabilisant dans ses positions en Jordanie. Elle se déplaçait très lentement, et jusqu'au moment du premier cessez-le-feu, seule une brigade en entra en Palestine. Elle se déploya sur une longue ligne, subit des défaites et fut

---

[1] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, pp. 226-227..

[2] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 229.

[3] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1ère édition (Peshawar : Markaz al-Shahid Azzam al-I'lami, 1997), 1/835.

[4] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 230.

[5] Munir Shafiq, *From Ember to Ashes*, pp. 49-50.

frappée par de durs coups. Ses ordres étaient les mêmes que ceux des commandants anglais dans l'armée jordanienne[1]

L'armée égyptienne, qui avait pénétré le territoire par le sud, reçut l'ordre de progresser directement vers Jérusalem. Les forces sionistes, quant à elles, ne s'y opposèrent pas, les laissant passer. Cependant, à l'approche de Jérusalem, les Égyptiens subirent une attaque de la part de milices en provenance des colonies laissées en arrière. Il s'agissait d'un piège militaire d'une grande simplicité, que même un enfant aurait pu éviter. L'armée égyptienne se retrouva alors dispersée, encerclée dans certains secteurs et ses mouvements paralysés. Par la suite, des directives en vue d'un repli stratégique furent émises et mises en œuvre avec difficulté, alors même qu'une option plus expéditive aurait pu être envisagée, en optant pour une manœuvre offensive.[2]

Ces forces armées ont profondément marqué la mémoire collective des Palestiniens, laissant un héritage de récurrence dans les expériences vécues de la population. Un exemple notable de cette récurrence est la réponse constante de l'armée irakienne lorsque les Palestiniens lançaient des appels à l'aide : *« Maako Awamir »* (Nous n'avons pas d'ordres), signifiant : *« Nous ne sommes pas autorisés à vous aider. »*[3]

Il convient de noter que si certaines unités de ces armées ont fait preuve de courage, livré des combats acharnés et participé à des batailles remarquables, il s'agissait souvent de celles qui défiaient les directives politiques ou que les réalités du champ de bataille contraignaient à agir indépendamment du commandement

---

[1] Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, p. 147.

[2] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 245 ; Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 36 ; Kamel al-Sharif, *The Muslim Brotherhood in the Palestine War*, p. 107 et suivantes.

[3] Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, p. 134 ; Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 2/454 ; Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/835, 847 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Palestinian Revolution*, 1ère édition (Damas : Dar Dimashq, 2022), p. 217.

supérieur.[1] Il convient de noter que, malgré les avancées obtenues par les belligérants, ces efforts ont été réduits à néant par les régimes arabes eux-mêmes. Cette réduction à néant s'est opérée à travers plusieurs moyens, à savoir : des ordres de repli, des modifications du plan stratégique, l'arrêt des avancées, l'adhésion aux cessez-le-feu ou même l'emprisonnement des belligérants — comme ce fut le cas pour les Frères musulmans en Égypte [2] — ou encore la poursuite judiciaire des dirigeants irakiens ayant refusé d'obéir aux ordres de retrait.[3]

La première phase des combats a été marquée par une situation favorable aux Arabes et désastreuse pour les Israéliens, en dépit des observations antérieures. Les citoyens israéliens se sont retrouvés plongés dans un état de chaos, contraints de livrer des combats sur plusieurs théâtres d'opérations simultanément. À ce moment critique, une intervention politique se matérialise sous la forme d'une résolution des Nations unies. Cette dernière préconise un cessez-le-feu pour une durée déterminée, ainsi qu'un embargo sur les armes. Les dirigeants arabes se conformaient sans hésitation à ce cessez-le-feu, marquant ainsi leur engagement envers la résolution du conflit et la promotion de la paix dans la région.[4] Cependant, l'État hébreu a su exploiter la trêve pour renforcer ses effectifs et réapprovisionner ses forces armées, en violation directe de la résolution onusienne. À l'issue de la première cessation des hostilités, les sionistes ont réussi à reprendre le contrôle de la situation.[5] Les hostilités reprirent, et ils parvinrent à soumettre les régions septentrionales, subjuguant les forces armées syriennes et libanaises. Il convient de noter que les forces en présence prirent

---

[1] Certaines de ces affaires atteignent presque des proportions héroïques. Voir par exemple : Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 35-36.

[2] Kamel al-Sharif, *The Muslim Brotherhood in the Palestine War*, p. 176 et suivantes ; Mahmoud al-Sabbagh, *The Truth About the Secret Organization*, p. 183.

[3] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/834.

[4] Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 2/454, 455.

[5] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 231.

également les villes de Lydda (al-Ludd) et Ramla sans rencontrer de résistance de la part de l'armée jordanienne[1]. Par la suite, elles orientèrent leur action vers le front égyptien situé au sud.

Dans le cadre du conflit en question, les Nations unies ont par la suite imposé un second cessez-le-feu prolongé. Celui-ci a duré trois mois, plus précisément du 19 juillet au 14 octobre. Les Israéliens ont su exploiter cette période pour consolider leur position militaire et reconstituer leurs réserves. Dans le cadre de la campagne militaire, les forces en présence ont poursuivi leur progression stratégique, repoussant les forces syriennes et libanaises vers le nord et les forces égyptiennes vers le sud. Cette avancée a culminé par la prise d'une position égyptienne située à proximité du golfe d'Aqaba, notamment le village d'Umm al-Rashrash. Par la suite, un processus de délimitation des frontières a été initié par des accords de cessez-le-feu, aboutissant à la création de l'État d'Israël en tant qu'entité géopolitique permanente sur le terrain.

Dans le contexte de la défaite des armées arabes, les autorités égyptiennes ont procédé à la confiscation des armes et des équipements qui avaient été collectés par les volontaires. Cette mesure a pour effet d'empêcher la poursuite de la résistance.

Ainsi, la Palestine fut conquise. Il convient de souligner que le rôle des collaborateurs dans cette tragédie fut aussi déterminant que celui des sionistes ou des forces occupantes. Comme l'a exprimé avec pertinence le cheikh Abdullah Azzam : *« En un bref laps de temps de cinq mois, les Juifs ont obtenu un bénéfice cinq fois supérieur à ce qu'ils avaient acquis au cours de cinquante années. »*[2]. Dans le cadre de cette étude, il est essentiel de prendre en compte les éléments suivants : Cette dynamique s'est maintenue durant une période de trente ans. Il convient de noter que la population palestinienne a été contrainte de cohabiter avec les forces armées arabes jusqu'à

---

[1] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 236

[2] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/837.

l'entrée des armées en Palestine. Cette cohabitation s'est effectuée alors que les Palestiniens détenaient plus de 93 % des terres. Cependant, lors du retrait des armées arabes, les Juifs avaient déjà pris le contrôle de 78 % des terres.

Cette scène peut paraître surprenante, voire déroutante, mais il convient de rappeler que « les délibérations de la Ligue arabe n'ont pas abouti à un consensus arabe concernant la Palestine à ce stade, et le général britannique Clayton assumait le rôle de superviseur et d'orientateur de ses réunions et de ses décisions, ce qui a permis de dévoiler la conspiration coloniale arabe en Palestine ».[1]

À la suite de la Nakba, un bilan définitif a été dressé. Il apparaît que 531 villages et villes palestiniens ont été détruits.[2] Cette situation a favorisé l'occupation de près de 78 % de la terre palestinienne par l'État d'Israël. Cette situation indique qu'Israël a acquis, par le biais d'une action militaire, une quantité de territoire supérieure à celle qui lui avait été allouée par le plan de partage des Nations unies, s'élevant à plus de 55 % du territoire total. Il est intéressant de constater que, dans cette perspective, les armées arabes ne se livrent pas à une lutte contre les Israéliens, mais plutôt à leur cause, contribuant, de manière non intentionnelle, à la progression du projet sioniste.

Par ailleurs, le conflit a engendré un flux de réfugiés d'une ampleur sans précédent, avec un pourcentage de 58 % de la population palestinienne (soit 805 076 individus) qui se sont retrouvés déplacés. Dans ce contexte, pour un grand nombre de personnes, la seule option envisageable était la fuite. En effet, les populations désarmées et épuisées se retrouvaient confrontées à des milices sionistes lourdement armées et impitoyables. À

---

[1] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidayat*, p. 56 ; Voir : Bahjat Abu Gharbieh, *In the Crucible of Struggle*, p. 144.

[2] Ilan Pappé, *The Ethnic Cleansing of Palestine*, p. 3 ; Suleiman Abu Sitta, *The Right of Return* (Gaza : The National Center for Studies and Documentation, 1999), p. 8..

l'époque, les Palestiniens entretenaient la conviction que les États arabes ne toléreraient pas une telle injustice. Ces derniers ont exprimé l'espoir que les armées arabes interviendraient pour expulser les milices sionistes et les reconduire dans leurs foyers. Leur départ de leurs villages ne saurait être interprété comme une capitulation ou une défaite, mais comme une décision motivée par deux facteurs : d'une part, leur propre faiblesse et impuissance, et d'autre part, l'espoir nourri par les promesses des États arabes.[1] Il convient de souligner que la moitié de la population réfugiée a été expulsée de ses villages avant même l'arrivée des armées arabes, ce qui souligne les conflits prévalents dans la région. Ainsi, la crise des réfugiés ne saurait être attribuée directement aux conflits armés. Elle découle plutôt de l'invasion sioniste et des multiples exactions commises, avec la connivence des autorités britanniques.[2]

Les réfugiés se dispersèrent dans trois directions : la bande de Gaza, la Cisjordanie, et au-delà de la Palestine, notamment vers la Jordanie, la Syrie, le Liban et d'autres pays. Les territoires restants de la Palestine, à savoir la bande de Gaza (1,3 % de la superficie totale) et la Cisjordanie (21,5 %), ont été rapidement annexés par des États voisins au lieu d'être laissés aux Palestiniens.

Dans le cadre de la politique régionale, l'Égypte a procédé à l'annexion de la bande de Gaza, tandis que la Jordanie a accédé à la souveraineté sur la Cisjordanie. Il convient de mentionner que le régime jordanien a renoncé à la souveraineté sur Lydda (al-Ludd) et Ramla. En outre, le régime égyptien a concédé des secteurs de la bande de Gaza, bien qu'ils n'aient pas été conquis par les forces israéliennes au cours des affrontements, mais plutôt cédés lors de pourparlers menés par le représentant égyptien. [3]. L'Égypte céda

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 32.

[2] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 248.

[3] Salman Abu Sitta, « How Israel Sliced the Gaza Strip in Secret Agreements », *al-Hayat al-Jadida*, daté du 28 mars 2009..

également le village d'Umm al-Rashrash, offrant ainsi à Israël un débouché maritime sur la mer Rouge.

L'annexion de la Cisjordanie par la Jordanie ne fut pas rejetée par la majorité des Palestiniens. Dans un contexte de décolonisation, certains auteurs ont interprété cette mesure comme une tentative de garantir la stabilité et la gouvernance dans les territoires palestiniens restants, en prévenant une vacance de pouvoir similaire à celle observée après la dissolution de la protection ottomane à la fin de la Première Guerre mondiale. Il est intéressant de constater que, de la même manière que les dirigeants et notables palestiniens, lors du Premier Congrès arabe à Jérusalem, avaient réclamé l'annexion de la Palestine à la Syrie, l'annexion de la Cisjordanie — bien qu'en partie orchestrée par le roi Abdallah — ne fut pas fondamentalement rejetée par les notables et dirigeants palestiniens.

Les opposants ou les sceptiques quant à cette annexion exprimaient principalement leurs réserves quant aux politiques menées par le roi Abdallah, perçu comme un allié de confiance des Britanniques.

Il convient de noter que leur opposition ne résultait pas d'un rejet de l'unité arabe ou islamique, mais découlait plutôt d'une méfiance profonde à l'égard des intentions du monarque.

La Palestine entre 1948 et 1967

La position d'Israël

À la suite de la création de l'État sioniste, celui-ci fut immédiatement reconnu par les grandes puissances internationales. Parmi ces dernières, on peut notamment citer les deux superpuissances de l'époque, à savoir les États-Unis et la Russie, bientôt suivies par plusieurs pays européens. Dès sa fondation, l'État d'Israël a déployé des efforts soutenus pour consolider sa position géopolitique. L'une des premières décisions de Ben Gourion, le premier Premier ministre d'Israël, fut de proclamer Jérusalem comme capitale de l'État juif, défiant ainsi la volonté de ses alliés internationaux, y compris ceux qui soutenaient le projet sioniste. Néanmoins, Ben Gourion persévéra dans sa démarche, transférant les sièges du gouvernement et des ministères à Jérusalem, faisant fi des réserves exprimées par ses parrains politiques.

Dans le contexte géopolitique de l'époque, il est à noter que seul le ministère des Affaires étrangères a été maintenu à Tel-Aviv, les ambassades et les missions diplomatiques poursuivant leurs activités sur place. Ainsi, dès les premiers instants de l'existence de l'État d'Israël, Jérusalem a été désignée comme sa capitale de facto, assumant le rôle de centre administratif du pays. Parallèlement, Tel-Aviv a conservé son statut de capitale officielle. Le processus de transfert fut promptement exécuté, les ministres s'installant sans délai à Jérusalem. Par exemple, Golda Meir fut contrainte de résider provisoirement sur un toit, dans une pièce adaptée, en attendant la disponibilité d'un logement ministériel.[1]

Sur la scène politique, l'État d'Israël a déployé des efforts soutenus pour consolider son existence et s'imposer comme une réalité incontestable. Il convient de noter que, dès ses débuts, les

[1] Golda Meir, *My Life*, pp. 213-214..

préoccupations sécuritaires ont constitué un élément central de ses politiques.

L'État d'Israël a été fondé sur le déplacement d'une grande partie de la population autochtone. Depuis lors, l'État hébreu n'a eu de cesse d'utiliser la peur et l'intimidation comme outils de politique intérieure. Ces pratiques ont notamment pour but de dissuader toute tentative de récupération des terres ou d'infiltration des territoires désormais sous contrôle israélien.

Confronté à une vaste majorité de la communauté internationale arabe qui le rejetait et cherchait à l'anéantir, l'État d'Israël a concentré ses efforts sur la démonstration de sa puissance militaire et de sa capacité de défense. L'état de désunion des pays arabes a contribué au renforcement de la position d'Israël, qui est passé d'une phase de consolidation à une période d'expansion, avec pour objectif l'annexion de nouveaux territoires, notamment ceux restant sous contrôle palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Dans cette perspective, l'État d'Israël a mené des offensives en direction de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, de la Syrie et de la Jordanie, occasionnant un lourd bilan en vies humaines parmi la population civile, les forces de l'ordre et les militaires. Il est à noter que ces mesures ont été appliquées avec une extrême sévérité, comme l'illustre l'exemple suivant : des individus qui tentaient de s'infiltrer dans les territoires occupés en 1948 ont subi des mutilations corporelles. [1]

L'une des opérations militaires les plus notables et les plus significatives menées par Israël fut son offensive majeure dans la péninsule du Sinaï en 1956, qui s'est déroulée sur le territoire égyptien. Cette action a conduit à un conflit qui a servi de justification à l'intervention des forces armées britanniques et

[1] Pour plus de détails, voir : Rapport sur les agressions israéliennes sur les lignes d'armistice, publié par le bureau de la Ligue des États arabes à New York et publié au Caire en 1955, couvrant les années 1949-1954.

françaises, suite à l'annonce par le président égyptien Gamal Abdel Nasser de la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez. Israël, ayant identifié des faiblesses et de la corruption au sein du régime de Nasser, a mené une offensive dans le Sinaï. Parallèlement, les forces armées britanniques et françaises ont pris le contrôle rapide de la région du canal, infligeant une défaite significative à l'armée égyptienne.

Cette escalade, communément désignée sous les noms de « Crise de Suez » ou « Agression tripartite », a engendré une opposition significative de la part des États-Unis et de l'Union soviétique. Les deux superpuissances s'opposèrent au retour des anciennes puissances coloniales – la Grande-Bretagne et la France – dans une région où elles aspiraient à exercer leur influence. Les États-Unis ont exercé une pression diplomatique considérable pour mettre fin à l'agression tripartite. Cette action a finalement mené à un retrait de toutes les parties impliquées.

En dépit du retrait des forces armées britanniques et françaises, l'État d'Israël a su tirer plusieurs avantages stratégiques majeurs du conflit, consolidant ainsi sa position géopolitique au niveau régional. Parmi les résultats les plus notables :

1. **La démonstration de sa capacité à mener des attaques surprises réussies** : L'attaque contre l'Égypte – le plus grand pays arabe, avec la plus grande armée arabe – constitua la première épreuve du régime militaire issu de la révolution de Juillet. Ce régime avait prétendu avoir déclenché la révolution pour diverses raisons, dont la cause palestinienne. Mais la guerre révéla son incapacité à concrétiser ses promesses.
2. **L'obtention du droit à la libre navigation dans le golfe d'Aqaba** : Cette voie maritime cruciale reliait Israël à l'hémisphère sud. Bien qu'Israël contrôlât déjà l'extrémité nord du golfe (à Eilat), sa sortie sud était bloquée par deux îles égyptiennes. Grâce à cette guerre, Israël obtint la liberté de navigation en échange de son retrait des

territoires occupés – une concession que l'opinion publique égyptienne ne perçut que faiblement.

3. **Le stationnement de forces internationales à la frontière égypto-israélienne** : Cette présence empêchait de facto l'Égypte de lancer une attaque surprise contre Israël. Toute offensive égyptienne nécessitait désormais de notifier ou d'obtenir le départ de ces forces, rendant hautement improbable une attaque contre des troupes protégées par un mandat international.

Israël a également tenté de placer la bande de Gaza sous tutelle internationale. Cependant, les actions de contestation de grande envergure menées par les islamistes de la bande de Gaza aboutirent à maintenir cette région sous souveraineté égyptienne.[1]

Comme l'ont démontré plusieurs recherches (voir bibliographie, p. 45), la guerre de 1956 a permis à Israël de renforcer sa puissance et son influence régionales. Ce renforcement a accru son importance stratégique, tout en lui permettant d'afficher sans ambages ses ambitions expansionnistes. Ce conflit a mis en exergue l'aspiration d'Israël à étendre sa souveraineté au-delà des territoires acquis en 1948. L'invasion du Sinaï par l'Égypte, qui s'était déroulée avec une facilité relative, a joué un rôle déterminant dans la préparation du terrain pour les actions de 1967.

Durant cette période, l'une des tactiques les plus efficaces employées par Israël consistait à placer des agents dans les régimes arabes, à des postes hautement sensibles, afin d'influencer les décisions stratégiques de ces gouvernements. Parmi les figures les plus notables de cette période, on peut citer Eli Cohen, qui accéda au rang de vice-président en Syrie, et Ashraf Marwan, gendre de Gamal Abdel Nasser et secrétaire personnel du président, chargé des questions liées à l'information. Dans le contexte géopolitique

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 49.

du Moyen-Orient, un rôle déterminant a été joué par les deux protagonistes durant la guerre de 1967, communément désignée par le terme de « Seconde Nakba », ainsi que lors de la guerre d'octobre 1973. En effet, ces acteurs ont fourni des informations cruciales, souvent qualifiées de « renseignements », qui se sont avérées déterminantes pour la conduite des opérations militaires menées par Israël.

L'État de Palestine entre les deux catastrophes

Sous domination britannique, l'émergence d'une identité palestinienne distincte au sein de la société palestinienne a commencé à se manifester. Cependant, cette période fut également marquée par un déclin significatif de l'attachement collectif à l'identité et à la solidarité islamiques. Ce phénomène est attribuable à plusieurs facteurs :

1. Le recul de l'identité islamique à travers le monde musulman, consécutif à la chute du califat islamique. Cette perte fut aggravée par l'occupation de la majorité des pays musulmans par des puissances étrangères, ou leur soumission à une influence étrangère directe.
2. L'ascension du sécularisme dans toute la région, scindée entre deux idéologies dominantes : le communisme socialiste, aligné sur le bloc de l'Est dirigé par l'URSS, et le libéralisme capitaliste, aligné sur le bloc occidental mené par les États-Unis.
3. La montée du nationalisme accompagnée de la fragmentation du monde islamique en États-nations nouvellement formés. Ces États adoptèrent des drapeaux, constitutions et systèmes juridiques distincts, favorisant l'émergence d'identités nationales spécifiques. Dans le cadre de leur quête d'autonomie, ces sociétés ont souvent entrepris de construire des récits historiques fondés sur la recherche d'antiquités et du patrimoine ancien. Cette démarche a permis la forgerie d'histoires nationales

spécifiques, marquant ainsi leur identité et leur souveraineté.

Ces trois éléments – l'absence du califat islamique, la propagation du sécularisme et l'enracinement du nationalisme – interagissent de manière complémentaire. Il convient de noter que ces entités ont bénéficié de l'influence prépondérante des puissances étrangères, ce qui a contribué à renforcer leur impact collectif.

Néanmoins, cet affaiblissement général du lien islamique ne se traduit pas, chez les Palestiniens, par un basculement vers une identité purement nationale, détachée de l'identité arabe plus large. Le peuple palestinien considérait la libération de sa patrie comme une responsabilité partagée par le monde arabe. Il considérait que les efforts arabes en Palestine ne sauraient être réduits à de simples actes de charité ou de soutien, mais qu'ils constituaient une obligation naturelle. Dans le cadre de cette étude, nous avons identifié plusieurs facteurs qui ont contribué au renforcement de l'identité arabe. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer :

1. **Une base de liens profonds et durables** : La population palestinienne entretenait des liens étroits avec les communautés avoisinantes, et de nombreuses familles étaient réparties entre la Palestine, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et le Liban. Par ailleurs, des propriétaires fonciers résidaient fréquemment au Liban ou en Syrie, tandis que leurs terres se situaient en Palestine. Ces réalités ont contribué à rendre les frontières nationales pratiquement insignifiantes, en raison de l'absence de séparation géographique ou démographique entre la Palestine moderne et ses voisins. Par ailleurs, il convient de souligner que la Palestine incarne une cause sacrée pour le monde musulman. De nombreux volontaires arabes ont combattu en Palestine, animés par un sentiment de devoir

immédiat de défendre leurs propres familles, terres et honneur.[1]

2. **L'engagement politique et militaire des États arabes, notamment ceux frontaliers de la Palestine** : Ces nations ont pris part au conflit palestinien en se réclamant de la solidarité arabe, considérant la libération de la Palestine et la lutte contre le sionisme comme une responsabilité partagée. Cette dynamique a souvent contribué à restreindre les efforts de défense palestiniens, en prétextant que la cause était d'ordre panarabe et non une lutte individuelle. Elles soutiennent que le conflit requiert des forces armées organisées plutôt que des milices indépendantes, comme évoqué précédemment. Ce discours, diffusé par les dirigeants arabes, amplifié par les médias officiels et renforcé par les intellectuels, a rencontré un écho puissant au sein d'une société déjà éprouvée par des décennies d'oppression. Les promesses et les slogans porteurs d'espoir ont profondément résonné dans le cœur des opprimés.

3. Dans le cadre de cette étude, la troisième partie portera sur…

   Il convient de noter que, durant l'ère de la Nakba, cette rhétorique atteignit son apogée. Le nationalisme arabe séculier a connu un essor considérable avec le nassérisme en Égypte et le parti Baas en Syrie et en Irak. Ce discours, rédigé par un arabiste, met en exergue l'unité de la nation arabe, la libération de la Palestine et l'expulsion des milices sionistes. Il convient de noter que la cause palestinienne a été explicitement

---

[1] Il faut noter ici une chose importante : lorsque nous disons « les Arabes » et « ils ont présenté », cela est influencé par la culture dominante et le sens national actuel. À cette époque, celui qui regardait ces gens ne les considérait pas comme des « Arabes » au sens de non-Palestiniens. Et ce qu'ils présentaient comme terre du jihad était présenté par d'autres comme terre d'autrui, et c'est ainsi que les Palestiniens le voyaient. Mais nous sommes obligés d'utiliser de telles expressions parfois lorsque nous nous adressons aux gens de notre époque, et nous ne pouvons pas nous abstraire complètement de l'influence des idées dominantes sur notre réalité, ni de leur influence sur notre langue et nos termes..

mentionnée dans la première déclaration du coup d'État militaire égyptien, datée du 23 juillet 1952. À l'époque, l'Égypte exerçait un contrôle significatif sur les médias arabes, principalement par l'intermédiaire de sa radio et de sa presse, suscitant un enthousiasme et un espoir considérables parmi les Palestiniens et les peuples arabes. En outre, ce discours a contribué à renforcer le sentiment d'identité nationale arabe des Palestiniens, les incitant à se positionner comme des acteurs à part entière de la communauté arabe.

Cependant, une analyse plus approfondie de la situation révèle une divergence significative entre les promesses électorales et la réalité, souvent en totale opposition avec le discours officiel. Il est important de noter que les régimes arabes ont commencé à instrumentaliser la cause palestinienne comme levier politique, en faisant d'elle un outil de consolidation de leur propre pouvoir. Dans le contexte de l'ère précédente, les efforts déployés par le Royaume-Uni avaient pour objectif de prévenir l'émergence d'une direction palestinienne unifiée. Cependant, durant cette période, les régimes arabes ont adopté des tactiques similaires.

Sous la direction de Hajj Amin al-Husseini, le Haut Comité arabe a déployé des efforts pour établir un gouvernement palestinien, dans une tentative de combler le vide politique laissé par le retrait britannique. Cette initiative, lancée à la veille de la Nakba, a rencontré une opposition ferme de la part des gouvernements arabes, le roi Abdallah de Jordanie étant son adversaire le plus déterminé. Dans le cadre de cette étude, il est important de noter que le personnage en question nourrissait une amertume ancienne à l'égard de son père, le chérif Hussein. En effet, bien qu'il fût le fils aîné, il avait reçu un territoire jugé petit et stérile, ce qui avait suscité chez lui une profonde frustration. Par ailleurs, son désir d'étendre son royaume a joué un rôle déterminant dans son comportement ultérieur.

À la suite de la Nakba et de la défaite des armées arabes, le Haut Comité arabe proclama la création du gouvernement de l'ensemble de la Palestine le 23 septembre 1948. Il convient de

noter que, malgré le fait que la plupart des pays arabes ont reconnu ce gouvernement, la Jordanie s'y est opposée catégoriquement. Le 1er octobre 1948, le comité organisa un conseil législatif à Gaza, présidé par Hajj Amin al-Husseini, dans le but d'affirmer la légitimité du gouvernement.

Cependant, le gouvernement égyptien intervint rapidement, forçant le transfert d'al-Husseini, des membres du gouvernement et du conseil à Alexandrie, puis au Caire, et prenant ainsi le contrôle effectif de Gaza. Le gouvernement palestinien, dans sa configuration de l'époque, revêtit une dimension purement symbolique. Il incarnait une entité politique en exil,[1] dépourvue de toute autorité effective. Dans la capitale égyptienne, al-Husseini fut soumis à une surveillance rigoureuse, et le siège du Haut Comité arabe fut soumis à un contrôle strict. La fonction de chef du gouvernement de Palestine se réduisit à celle de représentant au sein de la Ligue arabe.

Ainsi, les États arabes, par leurs actions et leurs décisions, ont contribué, de manière non intentionnelle, à l'expansion territoriale d'Israël, permettant ainsi à ce pays d'annexer des zones au-delà des limites initialement fixées par le plan de partage.[2] Les régimes égyptien et jordanien, qui exerçaient leur domination sur respectivement la bande de Gaza et la Cisjordanie, déployèrent des efforts soutenus pour réprimer toute forme d'action de résistance ou de tentative d'infiltration des forces palestiniennes vers les frontières israéliennes. Les services de renseignement ont mené des opérations d'infiltration au sein des groupes militants naissants,[3] malgré les agressions et les violations perpétrées par l'État israélien de manière continue.

---

[1] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, p. 52.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 65

[3] Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 255 et suivantes ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 84, 86, 87 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Palestinian Revolution*, p. 98 et suivantes..

Un rapport de la Ligue arabe a détaillé les mesures officielles visant à endiguer les infiltrations. Celles-ci incluaient la répression des combattants par l'emprisonnement, les amendes, l'exil et diverses formes de torture physique, telles que les passages à tabac[1]. Ces mesures ont été renforcées par des campagnes médiatiques orchestrées par les régimes en place. Celles-ci avaient pour objectif de discréditer et de diaboliser la résistance[2]. Il convient de noter que, dès les premiers instants, les régimes arabes ont déployé des efforts soutenus pour assurer la protection d'Israël, tout en menant des actions actives contre ses opposants.[3]

Dans le contexte géopolitique actuel, il serait malavisé de se demander si les régimes arabes avaient envisagé de mobiliser leurs armées ou de répondre militairement aux incursions et violations israéliennes. Il serait également malavisé de se demander s'ils avaient envisagé la libération de la Palestine.[4]

Si les gouvernements arabes ont effectivement abandonné la Palestine aux sionistes et contribué à leur ascension au pouvoir, cela ne saurait être interprété comme un oubli ou une erreur involontaire. Les actions des gouvernements concernés à l'égard

---

[1] Rapport : Les agressions israéliennes sur les lignes d'armistice, pp. 4, 11, 12 ; Ghalub Basha, *My Life in the Orient*, p. 255 et suivantes ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 83 et suivantes ; Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 75, 76, 87.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 82-83 ; Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 75.

[3]. Le cheikh Abdullah Azzam raconte l'histoire d'une femme qui avait une parcelle de terre près de leur village de Sila al-Harithiya, et elle a vu des Israéliens arriver à sa porte. Ils ont arrêté son mari et l'ont emmené à un tribunal militaire à Jénine, l'ont accusé et l'ont emprisonné pour une longue période. L'avocat a affirmé qu'il était endormi au moment des faits ! Et c'est devenu une vérité ! Il a également mentionné d'autres histoires indiquant la faiblesse de l'autorité jordanienne et de ses citoyens. Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/838 ; Voir aussi : Ahmad Jibril, *Memoirs of the Palestinian Revolution*, pp. 51, 68, 76, 77, 116, 117, 120, 138, 139, 152.

[4] Au contraire, le rapport du bureau de la Ligue arabe à New York a prouvé qu'aucune commission des quatre puissances n'a confirmé l'accusation des Nations unies selon laquelle un gouvernement arabe dirigeait ou organisait ou incitait à une attaque contre la terre d'Israël, voir : p. 4.

de la Palestine peuvent être considérées comme relevant d'une trahison délibérée et systématique. Ces États, qui se proclamaient « libérés » de la domination coloniale, n'agissaient en réalité pas différemment de ceux qui étaient sous occupation étrangère.

La société palestinienne a été profondément affectée sur les plans politique, économique et social par la Nakba et les vagues successives de déplacement qui en ont découlé. La société, initialement affaiblie et vidée par l'occupation britannique, se retrouva fragmentée, dispersée et choquée, au point que sa cohésion même fut mise en question.

Ce déplacement catastrophique a engendré l'émergence de nouvelles classes et strates sociales, notamment au sein des camps de réfugiés et dans les zones urbaines environnantes. Un grand nombre de Palestiniens ont été contraints de chercher refuge dans les pays limitrophes. D'autres ont migré vers les États du Golfe, alors en pleine expansion pétrolière et engagés dans de vastes projets de développement. Pour les ressortissants de Palestine, le Golfe constituait un horizon d'opportunités et une issue à la précarité économique[1], tandis que la région bénéficiait de leur contribution dans divers secteurs de la main-d'œuvre..

L'éducation, en tant que fondement de la résilience palestinienne, s'imposa comme la voie principale vers l'ascension sociale en l'absence de terres, de biens ou de commerce. L'accent mis sur l'éducation a permis aux Palestiniens de se distinguer comme l'un des peuples les plus instruits du monde arabe. Cette situation est notamment marquée par une forte proportion de la population ayant obtenu des diplômes d'universités, tant dans les pays arabes qu'en Europe et en Amérique..[2]

---

[1] Voir par exemple : *Mémoires du Président al-Rantissi*, préparation : Amer Shamakh, 1ère édition (Le Caire : Dar al-Tawzi' wal-Nashr al-Islamiyya, 2004), pp. 30-31.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 39 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Palestinian Revolution*, pp. 35-36 ; Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 71..

Cependant, cette transformation socio-économique radicale, conjuguée aux politiques des États arabes — en particulier l'Égypte et la Jordanie — a considérablement réduit la capacité de résistance des Palestiniens, aussi bien sur le plan politique que militaire. Du point de vue de la politique internationale, le Haut Comité arabe fut relégué à l'arrière-plan et Hajj Amin al-Husseini subit une perte de son influence. Il vécut en quasi-résidence surveillée au Caire, avant de s'installer au Liban en 1958.

Sur le théâtre des opérations militaires, la résistance s'est manifestée à travers de petites actions menées par des individus ou des groupes qui tentaient de traverser les frontières ou d'attaquer des militaires. Malgré leurs ressources modestes, ces actions ont causé, selon certaines sources, environ 1 200 morts israéliens entre 1949 et 1956.[1] Cependant, il convient de noter que ces opérations cessèrent lorsque le régime nassérien renforça la sécurité aux frontières et proscrivit les attaques contre Israël à la suite de la défaite humiliante de 1956.

En effet, il convient de souligner que le bilan humain et tragique de l'attitude de ces régimes à l'égard de la jeunesse de Gaza, chaque fois qu'elle tentait de s'organiser pour libérer sa patrie, reste à documenter. Une proportion significative de ces individus fut emprisonnée dans les établissements pénitentiaires et les centres de détention sous le régime de Nasser jusqu'au déclenchement de la guerre de 1956. À cette date, les dossiers de ces détenus furent transférés aux forces d'occupation israéliennes.[2]

Dans un contexte de désespoir généralisé et d'absence de leadership politique, un groupe de jeunes Palestiniens a pris l'initiative de créer en 1957 un nouveau mouvement, nommé Fatah. L'organisation a vu le jour au Koweït[3], qui, à l'époque, comptait une communauté palestinienne en pleine expansion.

---

[1] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 75-76.

[2] Jalal Kishk, *The American July Revolution*, 2e édition (Le Caire : Al-Zahra' li-l-I'lam al-'Arabi, 1988), p. 93.

[3] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, pp. 63-64.

Durant une période de neuf ans, le Fatah procéda à une organisation méticuleuse et secrète de ses structures, jusqu'à ce qu'il ne déclenche sa première opération militaire en décembre 1964.

Au moment de sa création, l'organisation politique Fatah s'est inspirée des préceptes de l'islam et a bénéficié de l'engagement d'une population jeune issue de la communauté des Frères musulmans. Néanmoins, avec le temps, il a évolué vers un mouvement séculier, c'est-à-dire une transformation façonnée par divers facteurs et circonstances que nous aborderons ultérieurement, si Dieu le veut.

L'une des limites de cette brève étude réside dans son incapacité à aborder de manière exhaustive la question des réfugiés, une tragédie majeure qui se trouve au cœur de l'expérience de la société palestinienne. Ces familles ont été soumises à des circonstances diverses, allant de la dispersion géographique à l'échelle internationale, en passant par des conditions éducatives, des compétences et des possibilités d'avancement inégalitaires. Les réfugiés ont été confrontés à des pratiques d'humiliation généralisée, de marginalisation et d'exclusion dans l'ensemble des pays arabes qu'ils ont sollicités pour obtenir un refuge. Ils ont souvent été traités de manière plus préjudiciable que d'autres étrangers, et a fortiori jamais comme des égaux ou des citoyens à part entière.

Il est à constater que les États arabes n'ont pas su exploiter de manière optimale les compétences des Palestiniens, ni les intégrer de façon équitable au sein de leurs sociétés. Leur traitement a oscillé entre une insuffisance manifeste et une discrimination systématique, affectant l'ensemble des aspects de la vie des personnes concernées : déplacements, éducation, soins médicaux, emploi, logement, enfance, et même les rites funéraires. Dans le contexte de périodes de troubles politiques et de guerre, les réfugiés ont souvent été stigmatisés et soumis à d'immenses souffrances, se voyant attribuer la responsabilité des problèmes engendrés par ces situations de conflit.

Il est indéniable que toute compréhension exhaustive de la cause palestinienne demeure incomplète sans une exploration approfondie de la crise des réfugiés. Cependant, le caractère concis et ciblé de cette étude nous contraint à nous limiter à cette brève reconnaissance, laissant ainsi ce chapitre douloureux en grande partie inexploré.

L'état des pays arabes après la Nakba de 1948

La Nakba a été le catalyseur d'une série de coups d'États, d'assassinats et de révolutions dans l'ensemble de la région, notamment dans les États limitrophes. Les interprétations de la Nakba et de ses causes ont varié, donnant lieu à des visions divergentes de l'avenir. Cette agitation interne, alimentée par l'indignation arabe et islamique généralisée, s'est superposée à une autre évolution majeure : l'influence croissante de l'Occident, incarnée par les États-Unis et l'Union soviétique, qui ont remplacé la domination britannique et française dans la région. Cette dernière s'est transformée en un théâtre de rivalités entre puissances, caractérisé par une prolifération d'acteurs, d'aventuriers, d'organisations imbriquées et de politiques contradictoires. Les factions locales ont trouvé des soutiens extérieurs, tandis que les puissances étrangères ont perçu cette région comme un terrain propice à l'intervention et à l'exploitation.

Les années ayant fait suite à la Nakba sont considérées comme faisant partie des périodes les plus agitées, instables et chaotiques qu'a traversées le monde arabe, en particulier dans les régions du Levant, de l'Égypte et de l'Irak. À long terme, les États-Unis et l'Union soviétique, qui avaient remporté la Seconde Guerre mondiale, sont devenus les forces dominantes dans la région.

La question palestinienne illustre l'échec des coups d'État et des transformations internes du monde arabe à engendrer un changement substantiel au bénéfice des peuples arabes ou à les libérer de l'emprise de l'étranger. Malgré la transition historique des monarchies aux républiques, le remplacement des dirigeants

traditionnels par de nouveaux dirigeants, et le changement de personnel à la tête de l'État, la position concernant la Palestine est demeurée inchangée. Il est intéressant de constater que jusqu'à présent, aucun dirigeant arabe n'a manifesté une volonté claire de mettre en œuvre des actions tangibles pour contrer l'action de l'État d'Israël. En outre, aucun dirigeant arabe n'a entrepris de mesures significatives pour soutenir la cause palestinienne ou pour favoriser le bien-être de la population palestinienne.[1]

Eu égard aux contraintes inhérentes à l'espace dont nous disposons, cette analyse se focalisera sur les dynamiques en vigueur dans les pays limitrophes, à savoir l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban, dont l'influence sur la cause palestinienne s'est avérée particulièrement déterminante.

Égypte

Dès l'issue de la guerre de 1948, les autorités égyptiennes ont engagé une campagne de répression à l'encontre des Frères musulmans, considérés comme la principale force parmi les volontaires engagés dans le conflit au nom de la Palestine. Le gouvernement a pris la décision de procéder à la dissolution de l'organisation, de procéder à la confiscation de ses biens, ainsi que d'effectuer l'arrestation de ses dirigeants et d'un grand nombre de ses membres, y compris ceux qui apportaient un soutien actif à l'armée égyptienne sur le terrain[2]. Il convient de noter que le régime en question a adopté le slogan suivant : « Les Frères sont plus dangereux que les sionistes » [3]. Dans le sillage de cette campagne, Hassan al-Banna, fondateur et figure emblématique du

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 65.

[2] Parmi les livres les plus importants qui ont enregistré les actes des bataillons de volontaires des Frères Musulmans : le livre de Kamel al-Sharif, *Les Frères Musulmans dans la guerre de Palestine* ; le livre de Hussein Hijazi, *La Communauté a racheté sa nation* ; et le livre de Mahmoud al-Sabbagh, *La Vérité sur l'Organisation Secrète et son rôle dans l'appel des Frères Musulmans*.

[3] Mahmoud al-Sabbagh, *La Vérité sur l'Organisation Secrète*, p. 35.

mouvement, a été assassiné, précipitant la confrérie dans une période de désarroi suite à ce coup brutal.

Par la suite, un courant au sein de l'armée égyptienne, dirigé par Gamal Abdel Nasser, s'est appuyé sur les efforts antérieurs des Frères musulmans, des communistes et d'autres groupes pour organiser un coup d'État militaire et prendre le pouvoir. Cette transition de pouvoir, communément appelée coup d'État, s'inscrivait dans une stratégie géopolitique soutenue par les États-Unis visant à remplacer l'influence coloniale britannique en Égypte, un objectif qui a finalement été atteint. Cette manœuvre a permis à l'Égypte de passer d'une domination britannique à une domination américaine.

Malgré le rôle central des Frères dans la réussite du coup d'État – certains ayant même été chargés d'assiéger les palais royaux du Caire et d'Alexandrie – le mouvement a été cruellement trahi. Nasser a infiltré les rangs de l'organisation, démantelé sa direction et porté un coup fatal à son autorité. L'analyse historique du règne de ce dirigeant révèle une consolidation progressive de son pouvoir, marquée par l'instauration d'un régime autoritaire. Ce régime se caractérise par une répression généralisée, une corruption endémique et une stagnation économique et sociale. L'ère qu'il a traversée est souvent qualifiée de « ère de l'oppression et des défaites » [1], reflétant la perception d'une période de déclin et de souffrance pour son peuple.

Cette période s'est avérée plus ardue que l'occupation britannique qu'elle a supplantée. Il convient de noter que Nasser n'a remporté aucune victoire militaire. Il a permis la séparation du Soudan de l'Égypte, a échoué à maintenir l'union éphémère avec la Syrie, subi une humiliation au Yémen et essuyé deux défaites écrasantes face à Israël. À son décès, l'Égypte avait perdu le Soudan, la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï.

---

[1] C'est l'expression de l'historien égyptien Dr. Ahmad Shalaby dans le neuvième volume de son *Encyclopédie de l'Histoire Islamique*.

Outre les revers subis sur les plans politique et militaire, l'Égypte a connu un déclin généralisé touchant les sphères politiques, économiques, sociales, culturelles et morales, plongeant ainsi le pays dans une crise profonde et une stagnation prolongée.

En dépit d'une rhétorique enflammée sur la libération de la Palestine et de la promesse d'un « État à venir », Nasser n'a jamais sérieusement envisagé une offensive contre Israël[1]. Néanmoins, il a consenti à l'installation de 12 000 familles juives au Sinaï[2]. Selon certains rapports, le sujet aurait envisagé de rechercher la paix avec l'État d'Israël, mais aurait abandonné cette idée par crainte d'un assassinat à la manière de celui du roi Abdallah de Jordanie[3]. Au cours des premières années de son règne, l'analyse des faits nous apprend que le souverain a réduit le budget militaire[4] et maintenu les mêmes responsables aux postes de commandement. Ces derniers, ayant été les acteurs de la défaite de 1956, ont mené l'armée à un échec encore plus désastreux en 1967. Durant cette période, l'armée et les institutions de l'État étaient rongées par la corruption et la décomposition, ce qui a empiré la situation déjà critique du pays.

Syrie

L'analyse des événements politiques dans le monde arabe met en exergue le rôle des coups d'État militaires, initiés en Syrie, dans la stabilisation des régimes politiques. Ces interventions, souvent soutenues par les puissances coloniales, ont contribué à la consolidation du pouvoir des élites en place et à la perpétuation des dynamiques de domination dans la région. En l'espace d'une année, la Syrie a été le théâtre de trois coups d'État successifs : celui

---

[1] Muhammad Hassanein Heikal, *The Suez File: The Last Battles in the Era of Giants*, 2e édition (Beyrouth : Sharikat al-Matbu'at lil-Tawzi' wal-Nashr, 1982), p. 22

[2] D'après les papiers de Fathi al-Balawi, p. 279 ; Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, p. 61..

[3] Golda Meir, *My Life*, p. 176.

[4] Heikal, *The Suez File*, p. 22.

de Husni al-Za'im en mars 1949, celui de Sami al-Hinnawi en août de la même année, et enfin celui d'Adib al-Shishakli en décembre 1949.

En 1958, Shukri al-Quwatli a suggéré la constitution d'une union avec l'Égypte. Abdel Nasser a exprimé des réserves initiales, mais aultérieurement consenti à la création de la République arabe unie, fruit de l'union entre l'Égypte et la Syrie sous une même entité politique. Cependant, cette union a pris fin trois ans plus tard, en 1961, à la suite d'un coup d'État militaire contre l'administration égyptienne, accusée d'avoir introduit corruption et autoritarisme en Syrie.

La réponse passive de Nasser à ce coup d'État semble indiquer un échec plus général. Il apparaît que, par le biais de politiques inadaptées et d'une absence de détermination, l'opportunité historique d'unifier les deux nations arabes les plus influentes à un moment crucial de l'histoire moderne a été manquée.

En 1963, un coup d'État mené par le Comité militaire du Parti Baas a conduit la Syrie vers une période de domination baasiste rigide et oppressive. La situation s'est détériorée en 1966 avec un autre coup d'État interne qui a marginalisé la vieille garde du parti et approfondi les divisions entre les factions baasistes d'Irak et de Syrie. Cette période d'instabilité politique a atteint son paroxysme avec un troisième coup d'État interne en 1970, mené par Hafez al-Assad. Assad a démantelé les derniers vestiges de gouvernance civile et de pluralisme politique, instaurant ainsi un régime autoritaire considéré comme l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire du Levant.

Cette analyse met en exergue l'inefficacité de la politique syrienne en matière de soutien à la cause palestinienne. À l'inverse, Husni al-Za'im, acteur principal du premier coup d'État, avait suggéré un accord de paix avec Israël incluant une normalisation

complète, l'échange d'ambassadeurs et la réinstallation de 300 000 réfugiés palestiniens en Syrie. Cependant, David Ben-Gourion rejeta cette proposition, exigeant le contrôle total du lac de Tibériade. En effet, il refusait de partager ses eaux avec la Syrie et rejetait toute délimitation frontalière qui aurait pu freiner ses ambitions de créer un État juif d'une taille optimale, qu'il appelait le « Grand Israël ».[1]

Jordanie

Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons à la Jordanie.

À l'inverse des bouleversements survenus en Syrie et de la destitution des monarchies en Égypte et en Irak, la Jordanie se distingue par un niveau de stabilité et de continuité remarquable. Cette stabilité exceptionnelle en fait un cas d'étude unique au sein du monde arabe, où la continuité monarchique est assurée sous le règne du roi Abdallah et de ses successeurs. Cependant, cette stabilité ne saurait être attribuée ni à une approbation populaire ni à une force intrinsèque — deux éléments qui demeurent, dans le meilleur des cas, précaires. Cette dynamique est principalement soutenue par les puissances coloniales, qui sont déterminées à préserver l'ordre établi. L'analyse des dynamiques géopolitiques dans le contexte du Moyen-Orient met en exergue le régime jordanien comme un acteur phare, se distinguant par sa docilité et sa loyauté envers les intérêts étrangers, notamment en ce qui concerne la question palestinienne.

À l'issue de la guerre de 1948, le roi Abdallah s'approprie le contrôle de la Cisjordanie. Son alignement idéologique et stratégique avec les Britanniques et les sionistes devient rapidement manifeste, le positionnant comme une figure centrale dans le cadre de la trahison de la Palestine. Cette défection est exacerbée par ses relations conflictuelles avec les gouvernements égyptien, saoudien et syrien, ainsi que par son animosité envers Haj Amin al-Husseini, le

[1] L'Émir Adel Arslan, *Les Mémoires*, 3/839, 841, 842, 846 ; Eugene Rogan, *The Arabs*, p. 349..

dirigeant palestinien le plus éminent. Ces éléments, interconnectés, contribuent à l'essor d'une opposition de plus en plus marquée à son égard.

Le 20 juillet 1951, alors qu'il se trouvait à la mosquée Al-Aqsa pour une prière, un résident de Jérusalem l'a assassiné sur les marches de l'édifice. Cet assassinat constitue un événement inédit, marquant la première occurrence d'un dirigeant sacrifiant sa vie pour venger une trahison à l'encontre de la Palestine.

Selon le témoignage de Hussein ben Talal, petit-fils du roi Abdallah et futur souverain, ce dernier aurait eu l'intuition d'un attentat visant sa personne. Cette prémonition, le roi l'aurait partagée avec son entourage proche. Le jeune Hussein, présent sur les lieux, assista à la scène tragique et fut frappé par la rapidité avec laquelle l'entourage du roi l'abandonna, se dispersant dans l'instant même de sa mort. Comme l'ont souligné plusieurs observateurs, dont l'ambassadeur américain, un tel dénouement était anticipé.[1]

L'assassinat susmentionné a provoqué une onde de choc au sein des cercles dirigeants arabes, instillant chez d'autres souverains la crainte de subir un sort similaire. Gamal Abdel Nasser lui-même a reconnu avoir craint pour sa vie en cas de tentative de conclusion d'un accord de paix avec Israël. En réponse à ces actions, le gouvernement jordanien a adopté une rhétorique nationaliste arabe plus marquée, dans une tentative de dissimuler ses actions réelles. En examinant rétrospectivement cet événement tragique, il apparaît que son impact a vraisemblablement contribué au retard de la normalisation des relations entre les pays arabes et Israël d'environ trois décennies, et à celui de la Jordanie d'environ quatre décennies.

Suite à l'assassinat d'Abdallah, son fils Talal, âgé de 42 ans, accède au trône. Cependant, il est déposé moins d'un an plus tard, officiellement en raison de troubles mentaux. Il est par la suite

---

[1] Le Roi Hussein, *My Profession as a King*, traduction : Ghalib Arif Tuqan (La Compagnie Arabe pour l'Impression, 1978), p. 66 et suivantes.

interné dans un sanatorium situé hors du pays, où il réside plus de deux décennies avant de décéder. Les circonstances précises de sa destitution sont considérées comme l'une des énigmes les plus persistantes de l'histoire arabe moderne. Il est communément admis que le refus du monarque en question de manifester une flexibilité aussi marquée envers les intérêts de la couronne britannique que son père aurait suscité un complot à son encontre. Ce dernier aurait été orchestré par deux acteurs clés : d'une part, le général Glubb Pacha, qui occupait le poste de commandant de l'armée jordanienne, et d'autre part, Tawfik Abou al-Houda, Premier ministre pro-britannique du roi Abdallah.

La destitution de Talal a permis l'accession au pouvoir de son fils adolescent, Hussein II, qui est monté sur le trône à l'âge de 17 ans. Hussein a régné pendant près d'un demi-siècle, de 1952 à 1999, suivant en grande partie les traces de son grand-père en s'alignant sur les intérêts israéliens. À mesure que l'influence mondiale de la Grande-Bretagne décline, Hussein transfère sa loyauté vers les États-Unis. Des sources fiables ont révélé par la suite qu'il était enregistré comme agent de la CIA. Il possédait un nom de code, un numéro d'identification et perçait une allocation régulière.[1]

Le régime jordanien est communément perçu comme l'un des gouvernements arabes les plus répréhensibles, en raison de sa nature dissimulatrice et de son caractère trompeur. L'individu en question a été contraint, en raison de son origine et de son contexte, de mettre en œuvre une stratégie d'esquive et de manœuvres calculées dans l'ensemble de ses rapports. Cette approche a été influencée par un ensemble de facteurs internes et externes, dont les principaux sont les suivants:

1. **Des fondations fragiles** : Le régime en question ne possède pas de racines sociales ou historiques profondes dans les territoires qu'il administre. En effet, il a été instauré

[1] *The Washington Post*, daté du 17 février 1977 ; Voir : Muhammad Hassanein Heikal, *Speaking of Politics: Issues and Men*, vol. 7 (Le Caire : Al-Masriyyah lil-Nashr, novembre 2002), p. 117 et suivantes, p. 133 et suivantes.

et maintenu principalement par la puissance coloniale britannique.[1]

2. **Dépendance au soutien extérieur** : La Jordanie, État de taille modeste et disposant de ressources limitées, n'aurait pas été en mesure de maintenir son régime politique sans l'appui significatif des autorités britanniques, puis sans le soutien américain et israélien.

3. **Aspirations nationalistes arabes** : Le nationalisme arabe, tel qu'il a été conceptualisé et développé dans un premier temps par le grand-père du roi Hussein, le chérif Hussein ben Ali, puis par son grand-père, le roi Abdallah ben Hussein, a connu un changement de direction avec l'émergence de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak comme acteurs principaux du leadership arabe. Ces nations, dont les territoires sont plus étendus et dont les ressources sont plus abondantes, et qui sont animées par des ambitions de domination régionale et qui soutiennent la cause palestinienne, sont devenues les adversaires du régime jordanien.

4. **Alignements géopolitiques opposés** : Dans le contexte géopolitique de l'époque, marqué par l'hégémonie de l'Union soviétique, des pays comme l'Égypte, l'Irak et la Syrie ont adopté des régimes socialistes ou communistes, tandis que la Jordanie a choisi de s'aligner sur l'Occident. Cette divergence de trajectoire a entraîné des tensions, des

---

[1] Je ne connais pas d'équivalent à l'occupation britannique dans ce que j'ai lu dans les livres d'histoire, et les Américains, malgré leur puissance et leur supériorité actuelles et malgré leur héritage des Britanniques, n'ont pas atteint leur niveau de ruse ! Ces Anglais, malgré leur criminalité, sont un peuple froid et pragmatique, il est rare que les hostilités et les rancunes les provoquent. Ils font passer la politique, la tromperie et la ruse avant la violence et la cruauté, et ils ne recourent pas à la force tant qu'il est possible d'utiliser la ruse. Ils sont des experts compétents dans l'exploitation des contradictions, l'incitation des convoitises et l'exacerbation des sensibilités entre leurs ennemis pour en tirer profit. Puis, si la situation exige de la brutalité, de la force et de la violence, ils ne manquent pas de sévir, et ensuite, ils n'y renoncent pas.

polarisations et des hostilités, soulignant les profondes divisions idéologiques et stratégiques de la région.

5. **Prépondérance démographique palestinienne** : Le régime jordanien, dirigé par la famille royale hachémite, gouverne une population majoritairement palestinienne. Avant l'instauration du royaume de Jordanie et l'invasion britannique, les populations des deux rives du Jourdain entretenaient des liens tribaux et familiaux. À la suite de l'occupation de la Palestine, la Jordanie a pris le contrôle de la Cisjordanie et a accueilli un grand nombre de Palestiniens déplacés. Cette réalité démographique a contribué à la mise en place de politiques spécifiques par le royaume, renforçant ainsi les défis qu'il doit relever, tant sur le plan interne qu'externe.

En conséquence, le gouvernement jordanien a adopté une approche stratégique de dissimulation, de manipulation et de manœuvre. En effet, bien que cette entité exprime des positions nationalistes arabes, ses politiques et ses soutiens sont en réalité alignés sur les intérêts sionistes et américains. Le régime en question a ouvert ses portes, allant jusqu'à accorder des postes à des islamistes en fuite des régimes répressifs d'Égypte, de Syrie et d'Irak. Cette décision n'a pas été motivée par de la compassion, mais par un calcul politique visant à éviter que la population ne se rallie à des leaders comme Nasser. Parallèlement, l'exploitation de la cause palestinienne s'est traduite par l'autorisation d'activités circonscrites et rigoureusement régulées. Cette démarche, loin de témoigner d'un engagement authentique en faveur de la résistance, visait principalement à contenir, à apaiser et à orienter l'exaltation populaire.

Avec le temps, le régime a consolidé son pouvoir, réduisant progressivement ces libertés limitées, tant pour les islamistes que pour les Palestiniens. En conséquence, il a acquis une puissance et une influence qui surpassent celles de son armée, ce qui en fait l'un des services de renseignement les plus

performants du monde arabe. En contraste avec les tactiques de répression expéditives déployées en Irak, en Syrie, en Égypte ou en Algérie, les autorités jordaniennes ont opté pour une approche privilégiant le professionnalisme, la subtilité et la précision.

Cette stratégie a permis à la Jordanie de se positionner comme le bastion le plus fiable d'Israël, partageant avec ce pays la plus longue frontière de 650 kilomètres. Cette situation est d'autant plus remarquable que la Jordanie est confrontée à une majorité palestinienne qui aspire à la résistance et qu'elle tolère une présence islamiste et palestinienne relativement réduite. La Jordanie constitue un exemple singulier en ce qui concerne la neutralisation des mouvements de libération et islamiques. Cette neutralisation ne s'effectue pas par une répression violente, mais par une stratégie de confinement graduel et méthodique. Cette observation ne doit pas être interprétée comme une absence de dureté lorsque l'occasion se présente. Elle met plutôt en exergue le fait que, dans ce contexte spécifique, les stratégies de ruse, de duplicité et de manipulation ont eu une influence prépondérante, surpassant l'utilisation de la force brute et de la répression.

Ce modèle jordanien a été invoqué comme une justification pratique pour les régimes en place en Égypte, en Syrie et en Irak, ainsi que pour certains Palestiniens, afin d'expliquer leurs échecs et de prétendre que la Jordanie représentait un obstacle à leurs efforts de libération de la Palestine[1]. Malgré la sincérité des témoignages relatifs aux méfaits commis par chaque camp, une complicité réciproque est établie, ce qui rend impossible l'attribution d'une quelconque vertu morale, qu'elle soit honorable, honnête ou innocente.

[1] Voir par exemple dans le récit des positions du Roi Hussein : Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 5/1392 et suivantes. Et dans le récit du Roi Hussein : Le Roi Hussein, *My Profession as a King*, p. 204 et suivantes, p. 212 et suivantes..

Il convient de constater que, depuis sa fondation jusqu'à l'instant présent, le régime jordanien est resté fidèle à cette ligne[1]. Cette constance est parfaitement résumée par l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou dans ses mémoires : *« Je lui ai assuré, c'est-à-dire au roi Hussein, que je considérais la survie du Royaume hachémite de Jordanie comme un intérêt vital, et que, si nécessaire, nous interviendrions militairement pour empêcher sa chute. »*[2]

De la conduite des États arabes à l'égard de la Palestine, on peut tirer les enseignements suivants :

1. **Absence d'unité véritable** : Ces régimes n'ont jamais véritablement poursuivi l'unité arabe. Dans ce contexte, chaque entité a œuvré pour renforcer son pouvoir et son identité nationale respective, malgré la présence de discours prônant le nationalisme arabe et de slogans tels que « L'unité est le chemin de la libération ». Il apparaît que les propos tenus par les sujets de l'expérience contredisent les intentions affichées par ces derniers.
2. **Oppression des réfugiés palestiniens** : Ces États ont entravé les efforts des Palestiniens déplacés sur leur territoire de contribuer significativement à la libération de leur peuple. Il a été observé que les forces en présence ont limité la capacité de mouvement des dirigeants et de la population jeune palestinienne. En effet, il apparaît que la population palestinienne a été fréquemment exposée à la répression exercée par les gouvernements en place, une

[1] Il est utile de mentionner ici le document publié par le journal israélien *Haaretz* (7 septembre 2023) qui révèle que le Roi Hussein a informé Golda Meir avant la guerre d'Octobre (1973) qu'il avait reçu des informations confirmées concernant l'intention de la Syrie de lancer une guerre contre Israël ! Le journal a publié ce document pour indiquer la profondeur des relations entre le Roi et Israël !!

[2] Benjamin Netanyahu, *Bibi: My Story*, 3e édition (New York: oct. 2022), p. 296.

situation qui peut être comparée, voire dépassée, en termes d'intensité, à celle vécue par les populations autochtones.

3. **Exploitation de la cause palestinienne** : Les grandes puissances arabes, à l'instar de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak, ont réduit la Palestine à un simple levier politique servant leurs intérêts. Cette instrumentalisation a conduit à une fragmentation au sein de la population palestinienne. Elle a favorisé l'émergence de sentiments de jalousie et de rivalité entre les différents groupes, et a encouragé les individus opportunistes à aspirer au leadership, au détriment de l'unité nationale.

4. **Absence d'action militaire contre Israël** : Il convient de noter que ces États arabes n'ont jamais envisagé de manière sérieuse la possibilité d'une guerre contre Israël ou d'une action concrète pour libérer la Palestine. Dans le contexte géopolitique étudié, les acteurs principaux ont déployé leurs forces armées et sécuritaires dans le but de préserver leur pouvoir respectif et de réprimer leur population. Cette époque a été marquée par un événement majeur, à savoir la seconde catastrophe, qui a engendré un désastre encore plus grave que le premier : **la Nakba de 1967**.

La Nakba de 1967 et la poussée de l'expansion israélienne

Près de six décennies après la guerre de 1967, de nombreux éléments relatifs à ses événements et ses causes demeurent encore dissimulés. Les régimes arabes encore en place depuis cette époque ont refusé de déclassifier leurs archives, laissant les historiens dépendre des témoignages publiés et des recherches étrangères.

La Nakba de 1967

L'un des aspects les plus surprenants de ce conflit réside dans la manière dont le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, semble s'y être précipité comme s'il y était pleinement préparé, pour finalement essuyer une défaite écrasante, aussi soudaine qu'inattendue. Les répercussions du conflit s'étendirent bien au-delà des frontières égyptiennes, car, en l'espace d'une seule journée (le 5 juin 1967), Israël annexa des territoires appartenant à quatre États arabes :

1. **Égypte** : Israël occupa Gaza, jusque-là sous contrôle égyptien, et conquit le Sinaï, une région vaste, plus grande qu'Israël lui-même et deux fois la taille de toute la Palestine.
2. **Syrie** : Israël prit le contrôle du plateau du Golan, une zone d'une importance stratégique majeure en raison de ses fortifications naturelles.
3. **Jordanie** : Israël s'empara de la Cisjordanie, jusqu'alors sous souveraineté jordanienne.
4. **Palestine** : Ce qu'il restait de la Palestine historique – Gaza et la Cisjordanie – fut perdu. Ces territoires, administrés par l'Égypte et la Jordanie au nom du nationalisme arabe, furent finalement cédés à Israël. Cette reddition constitue l'une des plus grandes trahisons de l'histoire arabe moderne. L'Égypte et la Jordanie avaient gouverné Gaza et la Cisjordanie respectivement, en masquant leur domination sous le vernis du nationalisme arabe. Pourtant, après les avoir abandonnés à Israël, les deux régimes se

replièrent sur des slogans nationalistes à échelle réduite, abandonnant la cause arabe dans son ensemble. Ce tournant marqua non seulement un échec militaire et politique, mais également une rupture idéologique majeure dans le monde arabe.

Cette guerre, connue sous le nom de « Guerre des Six Jours a opposé Israël à ses voisins a donné suite à une issue favorable à Israël en l'espace de six heures seulement, est communément considérée comme l'une des plus décisives de l'histoire militaire moderne. Cette issue est souvent comparée à l'effondrement de l'Empire byzantin face aux forces arabes.[1]

L'analyse des faits nous apprend que le conflit en question a pris naissance à la suite de la décision du président égyptien Nasser de procéder à la fermeture du détroit de Tiran à la navigation israélienne. Cette action, d'une importance stratégique majeure, a permis de mettre en lumière la présence persistante de navires israéliens dans les eaux égyptiennes depuis 1956. Peu après, Nasser exigea le retrait de la Force d'Urgence des Nations Unies (ONU) déployée à la frontière égypto-israélienne, signalant une imminence potentielle d'un conflit armé. Cependant, il convient de noter que ces actions spectaculaires ne furent pas le fruit d'une préparation militaire rigoureuse.

Il est communément admis par la communauté scientifique que Nasser a mis en œuvre une stratégie de coercition politique et économique, dans le dessein de provoquer une intervention internationale en sa faveur. Cependant, cette stratégie s'avéra être un revers pour le sujet. Le retrait des forces onusiennes le laissa sans soutien extérieur ni médiation, et il sembla totalement pris de court par la suite des événements.

Cette absence de préparation a conduit à une situation de paralysie fonctionnelle au sein de l'armée égyptienne. Les troupes étaient mal préparées et les réservistes ont été mobilisés dans la précipitation.

---

[1] Jalal Kishk, *The American July Revolution*, p. 33.

Ils ont été envoyés sur le front sans avoir reçu un entraînement adéquat, sans objectifs clairs et sans connaissance du terrain ni des positions ennemies.[1] Ces faiblesses ont contribué à une situation déjà précaire, aboutissant à une défaite aussi rapide que complète.

Dans son analyse des événements de 1967, Mohamed Hassanein Heikal, éminent intellectuel et porte-parole du régime de Nasser, a révélé que l'Égypte avait initialement opté pour une posture de retenue, encaissant la première frappe dans le cadre de la guerre de 1967. Cette décision s'est avérée désastreuse, car la direction égyptienne n'avait pris aucune mesure pour en atténuer les effets. L'offensive initiale de l'État hébreu fut d'une extrême violence, prenant la nation égyptienne par surprise malgré les déclarations de préparation.

L'analyse des événements montre que le déclenchement du conflit a été marqué par une destruction massive de l'aviation égyptienne, qui se trouvait déployée sur les pistes sans aucune protection, comme en attente d'anéantissement. Ce fiasco militaire sans précédent a conduit à un effondrement rapide. Les forces armées égyptiennes, confrontées à une situation de crise, ont été contraintes de se retirer du Sinaï de manière désordonnée et sans planification préalable. Leur retraite a été transformée en un massacre, les soldats devenant des cibles faciles pour les frappes aériennes et terrestres israéliennes. Les pertes subies par les forces armées égyptiennes durant cette période s'élèvent à plus de 10 000 tués et 5 000 capturés. Il convient de noter que ces derniers ont été soumis à des traitements dégradants, allant de l'exécution à l'enterrement dans des fosses communes. Cependant, un certain nombre d'entre eux a été libéré après avoir été soumis à ces conditions.

Les médias égyptiens ont contribué à exacerber les tensions en diffusant de faux rapports de victoire, annonçant la destruction présumée d'avions et de chars ennemis, et une avancée imminente sur Tel-Aviv. Cette propagande a induit une perception erronée de

---

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 60.

succès au sein des populations arabes. La vérité sur la défaite fut révélée le 9 juin 1967, lorsque le président Nasser reconnut publiquement cette dernière lors d'une allocution solennelle. Il a annoncé sa démission en ces termes : « J'ai pris une décision, et je souhaite votre soutien », assumant ainsi la responsabilité du désastre. Par la suite, il a nommé Zakaria Mohieddin, ministre de l'Intérieur, comme successeur.

Cependant, des mouvements sociaux, combinant spontanéité populaire et organisation politique, ont incité Nasser à maintenir son emprise sur le pouvoir. Il saisit cette opportunité pour présenter son retour comme une réponse à la volonté du peuple, renforçant ainsi son autorité. Il initia immédiatement un processus d'éradication de ses concurrents sur les plans politique et militaire, y compris son allié de longue date, le général Abdel Hakim Amer, chef de l'armée. Bien que l'hypothèse d'un suicide ait été communément admise, des interrogations persistent quant aux circonstances exactes de son décès. Dans le contexte post-conflit, Nasser a su exploiter cette opportunité pour réorganiser le commandement militaire et mettre en œuvre une nouvelle politique, intitulée « élimination des conséquences de l'agression », qui visait à rétablir la stabilité et le contrôle.

Parallèlement, l'État hébreu avait assuré une occupation totale du Sinaï et transformé le canal de Suez en une barrière naturelle de grande efficacité. Israël a su tirer parti de son avantage stratégique pour construire un immense remblai sur la rive est du canal, qu'il a renforcé par la ligne Bar Lev – du nom de son concepteur – une fortification militaire réputée imprenable par sa conception stratégique et sa résistance.

La Nakba de 1948, bien que dévastatrice, était relativement prévisible. Cette analyse s'appuie sur l'hypothèse que la Grande-Bretagne a historiquement joué un rôle de facilitateur dans la région, que la domination étrangère sur les pays arabes est un facteur déterminant, et que la faiblesse des armées arabes, souvent mal équipées et sous influence étrangère, a contribué à la fragilité de la région. En revanche, la Nakba de 1967 fut un cataclysme

soudain et écrasant. À cette époque, les pays arabes avaient acquis leur indépendance, adopté le nationalisme arabe, et s'étaient ralliés derrière Gamal Abdel Nasser. Le régime en question revendiquait avec insistance sa responsabilité dans la libération de la Palestine, mettant en avant sa puissance militaire, ses missiles et son arsenal sophistiqué.

Cependant, même les opposants les plus farouches à Nasser n'auraient pu prédire l'étendue et la soudaineté de la débâcle. L'armée égyptienne et son arsenal militaire semblent avoir disparu, laissant la ville de Le Caire exposée à un danger accru. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la ville se trouve à seulement deux heures de route d'un ennemi que l'on pensait avoir repoussé jusqu'à Tel-Aviv.

En Syrie, le plateau du Golan, caractérisé par son altitude et sa configuration naturelle défensive, a été conquis avec une facilité remarquable. Cette perte tragique, qui aurait pu être évitée par une vigilance accrue et une préparation adéquate, a entraîné le décès de mille soldats syriens et a mis en lumière la désorganisation des forces arabes durant le conflit.

En Jordanie, les relations privilégiées entre le roi Hussein, les Israéliens et les Américains ont conduit le souverain à accorder une confiance substantielle à ses alliés, au point de ne pas concevoir la possibilité d'une remise en question de leurs intentions. Des rencontres secrètes entre le monarque et les dirigeants sionistes avaient déjà eu lieu, constituant une initiative extrêmement controversée et interdite à l'époque. Cette relation occulte revêt une importance considérable, comme en témoigne le fait qu'Israël aurait communiqué au roi Hussein ses intentions militaires quelques jours, voire quelques heures seulement avant l'offensive.[1]

Cependant, les forces israéliennes ont envahi la Cisjordanie, alors sous contrôle jordanien, marquant une rupture avec les accords et

[1] Pour plus de détails, voir : Muhammad Hassanein Heikal, *Speaking of Politics*, p. 177 et suivantes..

la confiance préalablement établis. Certains observateurs émettent l'hypothèse que cette invasion aurait pu être préalablement coordonnée entre les deux camps, bien que cette assertion demeure spéculative. Il convient de noter que plus de 6 000 soldats jordaniens ont trouvé la mort lors de ces affrontements. Par la suite, le fleuve Jourdain est devenu la nouvelle frontière entre la Jordanie et Israël. Cette défaite mit fin aux ambitions du défunt roi Abdallah Ier, grand-père du roi Hussein, d'étendre les frontières jordaniennes.

Dans le contexte de l'invasion mentionnée, il est à noter que la mosquée Al-Aqsa, considérée comme le troisième lieu saint de l'islam[1] a été occupée sans rencontrer de résistance significative de la part des forces israéliennes. Il est même rapporté, dans les sources consultées, qu'aucun jeune homme ni soldat jordanien n'aurait péri en la défendant. Cette perte a représenté un coup stratégique et symbolique profond pour le monde arabe et musulman, aggravant un sentiment collectif d'humiliation et de perte.

Israël a procédé à la destruction rapide du quartier marocain de Jérusalem, situé à proximité de la mosquée Al-Aqsa, peu après le déclenchement de la guerre le 11 juin 1967. Les habitants ont été expulsés de force, et l'endroit a été transformé en esplanade de prière juive devant le Mur occidental (ou « Mur des Lamentations » dans la tradition juive). Le 27 juin 1967, soit seulement douze jours plus tard, l'État d'Israël a proclamé Jérusalem comme étant une ville unifiée sous sa souveraineté.

Par la suite, l'État d'Israël a mis en œuvre un programme d'implantation de colonies juives dans la ville de Jérusalem, y compris dans la partie orientale, ce qui a entraîné la confiscation ou la démolition de sites historiques et culturels de nature islamique. De nouvelles synagogues furent édifiées à proximité immédiate de la mosquée Al-Aqsa. Cependant, le début des fouilles archéologiques sous la mosquée constitue une source de

[1] Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 3/251.

préoccupation majeure, un projet qui se poursuit à ce jour et qui représente une menace pour la stabilité de l'édifice. Des fissures sont apparues dans les murs et les fondations de l'édifice religieux. En outre, une tentative d'incendie a été perpétrée à l'encontre de la mosquée en date du 21 août 1969.

La chute du panarabisme et du nassérisme

Dans l'analyse historique des idéologies, il est observé que leur développement s'accompagne souvent d'une corrélation avec des succès militaires ou politiques. En effet, les idéologies qui s'associent à des victoires tendent à se renforcer, tandis que celles qui sont associées à des défaites peuvent connaître un déclin. L'année 1967 a constitué un moment charnière dans l'histoire égyptienne et arabe, marquée par une série de bouleversements majeurs. Cette période, souvent désignée comme une « catastrophe militaire », a annoncé le déclin des idéologies dominantes de l'époque, à savoir le nassérisme, le panarabisme et le communisme. Ces courants idéologiques, sous la direction de Nasser, avaient profondément marqué l'Égypte et une grande partie du monde arabe. Cet effondrement idéologique fut si profond que certains chercheurs exprimèrent leur gratitude. En effet, ils considéraient la défaite comme une opportunité de réinitialiser les schémas de pensée dominants.[1]

À cette époque, l'athéisme affiché et la dégradation morale étaient omniprésents dans les médias d'État, accompagnés d'un flot de contenus immoraux dans les films et les émissions de télévision. Ces conditions ont suscité de vives préoccupations quant à l'éventuel effacement de l'identité islamique dans la région.

Dans un article paru dans le journal de l'armée syrienne, Ibrahim Ikhlas a exprimé des opinions audacieuses quelques semaines seulement avant la défaite de 1967 en ces termes : : *« Dieu, le capitalisme, l'impérialisme et toutes les valeurs de la société passée*

[1] Cheikh al-Azhar, le célèbre interprète Muhammad Metwalli al-Sha'rawi, a mentionné cela dans un extrait audio célèbre diffusé sur Internet..

sont devenus des reliques embaumées dans les musées de l'histoire. »[1] Cette déclaration illustrait l'atmosphère d'une société qui s'était laissée charmer par la figure de Nasser et par sa vision, une époque où le simple fait de porter un ouvrage islamique pouvait conduire à une marginalisation sociale.[2]

Parmi les conséquences les plus notables de ce second exode forcé des Palestiniens, particulièrement en ce qui concerne l'histoire de la Palestine, on peut citer :

1. **L'effondrement du nassérisme et du nationalisme arabe laïc :** La défaite de 1967 eut des conséquences majeures sur la domination politique et idéologique de Gamal Abdel Nasser, ainsi que sur l'agenda nationaliste arabe laïc. Cette idéologie, qui avait promis l'unité et la puissance, se révéla vaine à la lumière de l'échec militaire. Cet échec entraîna une profonde désillusion dans l'ensemble du monde arabe.[3]
2. **La résurgence de la pensée islamique**
   À la suite de la défaite, les idéologies islamiques ont commencé à regagner du terrain, notamment en Égypte et au Levant, en proposant un nouveau cadre d'identité et de résistance. Ce renouveau a constitué un changement de cap significatif, succédant à des décennies durant lesquelles prédominaient des idéologies séculières.[4]
3. **La désillusion palestinienne et le renforcement du nationalisme**
   Les Palestiniens, ayant perdu leur patrie sous la protection de forces arabes qu'ils jugent inefficaces, ont éprouvé un sentiment de trahison profond et durable. Ce sentiment a

---

[1] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/839.

[2] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 78, 81 et suivantes.

[3] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 94 ; Fathi al-Shaqaqi, *The Complete Works*, 1/179.

[4] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/851, 852.

contribué au rejet des régimes arabes et du nationalisme laïc, renforçant ainsi une identité nationale palestinienne plus affirmée. Dans le contexte de l'occupation israélienne, un nombre significatif de Palestiniens a adopté une posture de résistance et de revendication identitaire, en adhérant à des mouvements nationalistes prônant une confrontation directe avec l'ennemi.

4. **L'implication égyptienne (et arabe) dans la résistance palestinienne**
   Pour la première fois, l'État égyptien a initié une forme de collaboration avec les mouvements de résistance palestiniens, marquant ainsi un changement de cap par rapport à son attitude antérieure d'hostilité et de méfiance. Cette réorientation marque le point de départ d'un alignement prudent, qui a été reproduit, dans une certaine mesure, par d'autres gouvernements arabes. Cependant, il est à noter que certains régimes ont exprimé un scepticisme marqué, voire une hostilité manifeste, à l'égard de ces groupes.[1]
5. Ces évolutions ont conduit à une redéfinition du paysage politique régional, ainsi que de la lutte palestinienne. En effet, celles-ci ont orienté cette dernière vers de nouvelles trajectoires idéologiques et stratégiques.

.

Israël : puissance régionale dominante

Israël a atteint plusieurs jalons déterminants pendant la guerre de 1967, marquant un sommet dans son ascension militaire et politique dans la région. Cette guerre représente un changement significatif dans la stratégie militaire d'Israël, et ce, pour plusieurs raisons :

1. **Démonstration de puissance indépendante :** Si l'établissement de l'État d'Israël en 1948 fut largement

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 88, 96 et suivantes

tributaire du soutien britannique et d'un appui colonial substantiel, la guerre de 1967 démontra sa capacité à soutenir et à étendre son pouvoir de manière autonome. Cette victoire a permis de mettre en exergue la capacité d'action autonome du sujet, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'influence d'une superpuissance mondiale.

2. **Consolidation de sa légitimité :** Depuis sa création, la pérennité de l'État d'Israël a été l'objet de nombreuses interrogations. Nombre d'observateurs s'interrogeaient sur la capacité d'un État de taille modeste à subsister au sein d'une région arabe marquée par un climat d'hostilité. La victoire de 1967 a contribué à dissiper les doutes qui pesaient alors sur la capacité d'Israël à croître, à s'étendre et à survivre à long terme. Cette réussite a contribué à forger sa crédibilité en tant que partenaire potentiel pour des accords d'ordre politique, économique et militaire.

3. **Confirmation des acquis de 1948 :** La guerre a permis de consolider les gains territoriaux et politiques obtenus en 1948. Le discours sur la disparition de l'État d'Israël s'estompa progressivement de la scène politique internationale. Il est important de noter que, même des décennies plus tard, les négociations ne porteront plus que sur un retour aux frontières du 4 juin 1967, sans remettre en cause l'existence même d'Israël.

À la suite de la guerre de 1967, l'État d'Israël s'est imposé comme la puissance dominante de la région, se distinguant nettement de ses voisins. Sa capacité à vaincre simultanément l'Égypte, la Jordanie et la Syrie a fait de lui l'allié le plus fiable des puissances occidentales dans la région.

Avant le déclenchement du conflit, les grandes puissances telles que les États-Unis éprouvaient des réticences à soutenir Israël de manière exclusive, et se trouvaient dans l'em barras face à l'option de soutenir d'autres États clients de la région, à l'instar de l'Égypte, de la Turquie ou de l'Iran. Ces pays, caractérisés par une forte densité démographique, des ressources naturelles abondantes et

des ambitions géopolitiques significatives, représentaient des acteurs de premier plan sur la scène régionale.

Malgré son statut d'entité étrangère implantée dans un environnement hostile, la victoire d'Israël a convaincu les puissances mondiales qu'il pouvait surpasser des États bien plus vastes et riches en ressources. Cette dynamique a conduit à une redistribution des équilibres coloniaux, positionnant Israël comme le principal défenseur des intérêts occidentaux et reléguant au second plan des concurrents régionaux tels que l'Égypte, la Turquie ou l'Iran.

L'analyse des événements montre qu'en remportant une victoire éclatante en 1967, Israël ne se contenta pas d'étendre ses territoires ; il redéfinit aussi sa relation stratégique avec les puissances coloniales, s'imposant comme force dominante régionale.

Les conflits armés de 1967 ont engendré un déplacement de plus de 300 000 Palestiniens supplémentaires, marquant ainsi une période de grande instabilité sur le territoire. Bien que ce chiffre soit important, il demeure inférieur à l'ampleur du déplacement subi pendant la Nakba de 1948. Cette différence trouve son explication dans plusieurs facteurs :

1. **Les leçons de 1948 :** Au cours de la Nakba, les Palestiniens entretenaient l'espoir d'un exil temporaire, fondé sur la perspective d'une victoire rapide des armées arabes. En 1967, une analyse des événements a révélé que l'armée israélienne avait pour objectif stratégique l'occupation et la colonisation à long terme des territoires. Cette politique a encouragé une partie de la population à rester dans ses foyers, malgré les combats qui faisaient rage.
2. **La stratégie israélienne en 1967 :** En revanche, il convient de noter que, contrairement à la politique systématique de déplacement de masse mise en œuvre en 1948, Israël n'a pas recouru à une telle démarche. Les avancées territoriales se sont produites de manière si rapide et extensive que la capacité logistique du pays n'a pas permis une expulsion massive et immédiate des populations concernées.

3. **Butin de guerre informationnel :** La consultation des archives des services de renseignement égyptiens et jordaniens a permis à Israël de recueillir de précieuses informations sur les réseaux de résistance palestiniens. Ce processus a contribué à l'identification et à la neutralisation de plusieurs figures majeures, marquant ainsi un tournant significatif dans la dynamique du conflit.[1]

4. **Vulnérabilités psychologiques et idéologiques :** La défaite de 1967 a eu des conséquences démoralisantes sur les Palestiniens et les populations arabes[2]. Dans le contexte de la répression des mouvements islamistes et de l'affaiblissement de la conscience religieuse, les populations se trouvaient dans une situation de vulnérabilité face au recrutement ou à la pression exercée par les autorités israéliennes.

Au cours des années, par le biais d'opérations militaires ciblées, de pressions d'ordre psychologique et de mesures de sécurité, l'État d'Israël est parvenu à affaiblir significativement les mouvements de résistance dans les territoires sous occupation, réduisant de manière notable leur capacité de résistance d'ici l'année 1973.[3]

Certains auteurs ont avancé l'hypothèse selon laquelle les réalisations israéliennes seraient à l'origine de l'érection d'une statue monumentale de Gamal Abdel Nasser en Israël. Ils soutiennent que, sans les politiques et les décisions stratégiques de ce dernier, l'État hébreu n'aurait peut-être pas connu un essor aussi remarquable.[4]

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 100 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Palestinian Revolution*, pp. 139-140.

[2] Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 4/978.

[3] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 78-79.

[4] Jalal Kishk, *The American July Revolution*, pp. 23, 214.

Le chemin vers la reddition et la normalisation

Une guerre d'usure éclata, marquée par des escarmouches sporadiques entre les forces égyptiennes et israéliennes le long du canal de Suez. Durant l'affrontement opposant Israël et l'Égypte, les forces israéliennes ont mené des frappes en profondeur dans la région méridionale de l'Égypte. En réponse, des unités égyptiennes ont mené des opérations limitées dans les zones frontalières israéliennes. Malgré ces actions, les affrontements n'altérèrent pas l'équilibre stratégique global. Le conflit trouve son issue dans l'acceptation par Gamal Abdel Nasser du plan proposé par les États-Unis, sous la forme d'un cessez-le-feu. Peu après, Nasser décéda, et son vice-président, Anouar el-Sadate, accéda à la présidence, inaugurant une longue phase qualifiée de « ni guerre, ni paix ».

La guerre d'Octobre

Au cours de la troisième année de son mandat présidentiel, Sadate procéda à un renforcement de son emprise sur les leviers du pouvoir, procédant à l'exclusion des proches collaborateurs de Nasser et mettant en œuvre des actions déterminantes. L'armée égyptienne a déclenché une offensive surprise dans la péninsule du Sinaï, franchissant le canal de Suez et établissant une tête de pont de 10 à 15 kilomètres sur sa rive orientale. Afin de consolider ces avancées, l'Égypte déploya des systèmes de défense aérienne pour assurer la protection de ses positions stratégiques.

Parallèlement, l'armée syrienne a déclenché une opération militaire sur le plateau du Golan, enregistrant des progrès initiaux. Cependant, l'État hébreu a rapidement repris l'ascendant, repoussant les forces syriennes et reprenant les positions perdues. Des frappes aériennes israéliennes ont atteint des zones en profondeur en territoire syrien, notamment à Damas. L'analyse des événements montre que le front syrien s'est finalement effondré, laissant la région dans un état de délabrement plus avancé

qu'auparavant. Cette issue a créé un climat d'incertitude quant à l'étendue des avancées israéliennes à venir.

Sur le théâtre des opérations égyptien, la campagne fut couronnée de succès pendant les six premiers jours, les forces égyptiennes consolidant leurs positions libérées comme prévu. Cette approche stratégique s'appuyait sur l'hypothèse qu'Israël ne pouvait maintenir une guerre prolongée, en raison de sa dépendance à une mobilisation civile massive, qui aurait pour effet de paralyser son économie. Par ailleurs, le vaste et désertique Sinaï ne présentait aucun terrain défendable pour les forces israéliennes, ce qui a conduit à l'attente d'une pression soutenue qui contraindrait ces forces à se retirer.

Cependant, des complications surgirent après ces succès initiaux. Cette initiative, qui s'inscrivait en décalage avec les recommandations des commandants militaires, a été mise en œuvre par le président Sadate lui-même. Cette décision s'avéra désastreuse, soustrayant les forces égyptiennes à la protection de leurs systèmes de défense aérienne et les rendant vulnérables à des frappes aériennes israéliennes d'une ampleur dévastatrice. Cette offensive a entraîné la destruction de plus de la moitié des 400 chars égyptiens, un événement qui a été désigné par la suite sous le nom de *« massacre des chars »*.

Cette avancée mal conçue a également créé une brèche critique dans les lignes égyptiennes, que les forces israéliennes ont su exploiter. Une unité militaire israélienne a traversé le canal de Suez en direction de l'ouest, encerclant ainsi la troisième armée égyptienne. Cette manœuvre militaire a représenté une menace directe sur la capitale égyptienne, Le Caire, et a placé l'Égypte dans une position de vulnérabilité géopolitique.

Ce qui avait initialement commencé comme une réussite s'est avéré être un revers stratégique. À ce stade, les États-Unis ont intervenu sur la scène diplomatique afin de conduire des négociations visant à établir un cessez-le-feu. L'analyse des événements survenus en Égypte met en exergue un équilibre des forces, bien que certains y

discernent une défaite stratégique pour l'Égypte. Après avoir subi une attaque surprise initiale, l'État d'Israël a réussi à rétablir l'équilibre et à reprendre l'initiative dans le contexte de l'affrontement militaire.[1]

Les événements qui ont fait suite au conflit ont donné lieu à une discussion approfondie concernant les intentions et la stratégie de l'ancien président égyptien, Anouar el-Sadate. Les interrogations ont porté sur la réelle volonté de Sadate de recouvrer les territoires égyptiens perdus lors de la guerre par l'intermédiaire d'un conflit armé, ou si cette option n'était qu'une option de dernier recours, rendue nécessaire par la supériorité militaire d'Israël et le soutien indéfectible des États-Unis. Ou bien la guerre était-elle, dès le départ, conçue comme une opération limitée, destinée à briser le statu quo politique, à affirmer sa légitimité, et à initier des négociations de paix en position de force ?

De plus en plus d'indices laissent à penser que l'objectif principal de Sadate dans le conflit d'Octobre était de préparer le terrain à une paix avec Israël. Les éléments suivants viennent étayer cette interprétation :

1. **Déclarations des commandants de guerre d'Octobre**
   Plusieurs témoignages de commandants font état d'une déclaration de Sadate avant la guerre, dans laquelle il affirmait ne nécessiter que 10 centimètres à l'est du canal, laissant entendre qu'il assumerait personnellement le reste de la conquête. Cette observation suggère l'existence d'une stratégie délibérée visant à utiliser le conflit armé comme

[1] De nombreux mémoires de chefs militaires des guerres d'Octobre ont été publiés, à commencer par le chef d'état-major Saad El-Din El-Shazly, et passant par Ibrahim Orabi qui était à la tête des opérations d'Abd al-Ghani al-Gamasy, et le commandement des deuxième et troisième armées par Abd al-Mun'im Khalil et Abd al-Mun'im Wassel et d'autres. Et ce qui ressort d'une étude sérieuse de la guerre d'Octobre, c'est qu'elle aurait pu se terminer par une victoire décisive si l'information officielle égyptienne n'avait pas propagé jusqu'à présent cette conviction et cette doctrine auprès du public égyptien et de ses intellectuels et de son élite politique et intellectuelle !!

un levier pour favoriser des pourparlers diplomatiques. Des témoignages de personnalités civiles ayant rencontré Sadate avant le conflit ont également corroboré ces allégations.[1]

2. **Propositions de paix prématurées** : Alors que l'opinion publique anticipait de nouvelles avancées militaires, allant de la libération du Sinaï jusqu'à Jérusalem, l'initiative de Sadate, qui consistait à proposer la paix et à exprimer sa volonté de se rendre en Israël avant que les dynamiques sur le terrain ne changent, a été une source de surprise. Cette situation a suscité des interrogations quant aux véritables objectifs de l'individu concerné.
3. **Poursuite intransigeante de la paix** : La détermination de Sadate à finaliser le traité de paix, même au prix de bouleversements politiques, a entraîné des démissions de haut niveau, dont celles de deux ministres des Affaires étrangères. Dans le cadre des négociations diplomatiques, la déclaration du dirigeant égyptien, qui affirmait avec certitude que « la guerre d'Octobre était la dernière guerre », a eu pour effet de réduire la marge de manœuvre de son pays et de mettre en exergue son adhésion irrévocable au traité.
4. **Tolérance envers les violations israéliennes** Durant et à la suite des pourparlers de paix, Sadate a démontré une certaine flexibilité dans sa position face aux actions israéliennes significatives, telles que le bombardement de l'Irak ou la proclamation de Jérusalem comme capitale unifiée, qui ont engendré des difficultés politiques pour l'Égypte. Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'auteur traitait fréquemment les autres pays arabes avec un dédain et une arrogance manifeste.

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 195, 196, 200.

5. **Alignement sur les puissances occidentales**
   Le changement de cap opéré par Sadate, qui s'inscrit dans une orientation politique, économique et culturelle résolument orientée vers l'Occident, témoigne de la volonté manifeste de l'Égypte de s'intégrer de manière significative dans l'arène d'influence des États-Unis, et par extension, du camp des alliés occidentaux d'Israël.

Il est communément admis que les facteurs susmentionnés ont conduit à la conclusion que la guerre d'Octobre fut une manœuvre délibérée visant à intégrer Israël au monde arabe, sous des termes apparemment honorables.[1] Dès l'origine, certains observateurs,[2] faisant preuve d'une perspicacité remarquable, avaient anticipé que les avancées militaires initiales seraient surpassées par des concessions politiques, conduisant à une victoire partielle qui se transformerait en une défaite d'ensemble. L'analyse des événements récents montre que le retrait officiel d'Israël du Sinaï s'est effectué par la porte de la paix, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère de collaboration entre les deux nations.

Durant la guerre d'Octobre, le peuple égyptien considérait le conflit comme une composante significative de l'effort de libération plus large de la Palestine. Il percevait l'occupation de la Palestine comme une priorité par rapport à celle du Sinaï.[3]

Les recherches effectuées jusqu'à présent ont permis de mettre en exergue une négligence scientifique concernant les contributions des combattants palestiniens à la résistance durant la guerre. Bien que leurs opérations de guérilla n'aient pas suscité l'admiration que les actions militaires conventionnelles, elles ont néanmoins joué un rôle significatif. Dans le cadre de leurs stratégies respectives,

---

[1] Moshe Sasson, *Seven Years in the Land of the Egyptians*, 1ère édition (Le Caire - Damas : Dar al-Kitab al-'Arabi, 1994), p. 234 ; Ira M. Lapidus, *A History of Islamic Societies*, 2/859.

[2] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 97 ; Rifa'i Taha, *And Now I Remember*, édité par : Muhammad al-Bahaymi, cadeau du numéro 34 du magazine *Kalimat Haq* (version électronique), mai 2020, p. 80.

[3] Rifa'i Taha, *And Now I Remember*, p. 70.

Anouar Sadate et Hafez el-Assad ont su tirer parti des contributions des combattants affiliés à l'Armée de libération de la Palestine (ALP). En coordination avec la direction de l'OLP, ces combattants ont mené près de 100 opérations, ciblant des positions israéliennes sur le plateau du Golan et en Haute Galilée.

Les tentatives visant à impliquer la Jordanie dans une action coordonnée se sont avérées infructueuses. Le roi Hussein a maintenu une politique de neutralité à ses frontières[1] - une posture qui s'inscrit dans la continuité de son règne et qui peut être attribuée à son caractère et à son histoire personnelle.

Le basculement soudain vers la paix

En examinant les racines des initiatives de paix avec Israël, il apparaît que les efforts de Sadate ne peuvent être considérés comme entièrement inattendus. Des tentatives antérieures, à l'instar de celle menée par Husni al-Za'im en Syrie, avaient pour objectif de négocier une paix durable et de tracer des frontières définitives entre la Syrie et Israël. Cependant, David Ben Gourion rejeta cette proposition dans le but d'assurer le contrôle de toutes les eaux du lac de Tibériade. Il convient de noter que, dans un contexte de recherche de solutions pacifiques, l'Égypte, sous le règne de Farouk, avait auparavant exploré des voies de négociation.[2]

À l'époque, plaider en faveur de la paix avec Israël était perçu comme un acte de trahison, mais des sentiments favorables à cette cause commençaient à se manifester. Des signes avant-coureurs de cette transformation émergèrent dès 1953, lorsque des personnalités telles que Sayyid Qutb prirent la parole à Jérusalem-Est et exposèrent des discours d'une véhémence remarquable.. Qutb déclara : *« Nous n'avons pas besoin d'armées arabes pour libérer la*

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 202.
[2] Moshe Sasson, *Seven Years in the Land of the Egyptians*, p. 32 et suivantes.

Palestine », tandis que Mahmoud al-Sawwaf proclamait : *« La main qui se tend pour la paix avec Israël sera tranchée. »*[1]

Dans ce contexte, il convient de préciser que Sadate ne fut pas le premier dirigeant arabe à rechercher ouvertement la paix avec Israël. Il convient de souligner qu'il a été le premier à formaliser une telle démarche. Il convient également de mentionner que des relations non officielles entre Israël et certains dirigeants arabes existaient avant l'initiative de Sadate. Parmi les personnalités présentes, nous pouvons citer le roi Abdallah de Jordanie, son petit-fils le roi Hussein, le roi Hassan II du Maroc [2] et son homme de confiance, le général Mohamed Oufkir[3], pour ne citer qu'eux.

Dans une perspective historique plus large, le revirement soudain de Sadate vers la « paix » avec Israël apparaît comme une rupture spectaculaire et inattendue. Les tentatives de négociation antérieures s'étaient systématiquement soldées par un échec, principalement en raison de l'intransigeance d'Israël, exacerbée par son expansion territoriale agressive lors de la guerre de 1967. À cette époque, l'État d'Israël était l'objet d'une animosité généralisée au sein de la communauté internationale arabe, considéré comme un adversaire permanent et impitoyable, justifiant une réponse militaire ferme et constante. Les gains limités obtenus lors de la guerre d'Octobre ont renforcé la conviction que la restauration des droits ne pouvait être obtenue qu'à travers l'utilisation de la force.

Dans ce contexte, l'annonce de Sadate en faveur de la paix et sa déclaration de volonté de se rendre en Israël provoquèrent un choc profond, bouleversant les opinions tant sur le plan national que

---

[1] Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 48.

[2] Salah Khalaf raconte que le roi Hassan II du Maroc fut le premier à proposer à Yasser Arafat une rencontre secrète avec Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial. Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 309.

[3] La relation entre Oufkir et les Israéliens devint très étroite. Ruth, la fille d'Oufkir, l'a mentionné dans son livre *Lettres et souvenirs*. Elle a rappelé que Moshe Dayan était l'un de ses amis, et elle a mentionné que son père était heureux de cette amitié. Voir : Malika Oufkir, *Lettres et souvenirs*, traduction : Ghada al-Husseini, 1ère édition (Beyrouth : Dar al-Jadid, 2006), pp. 88, 289, 314.

régional. Cette décision a été motivée par la conviction que l'Égypte ne pouvait plus se permettre une nouvelle confrontation avec les États-Unis, comme l'illustre la déclaration célèbre du président égyptien, selon laquelle les États-Unis détenaient « 99 % des cartes » dans la région. Dans le cadre de cette analyse, il est important de souligner la détermination de Sadate à poursuivre cette voie. Cette résolution l'a conduit à faire fi de l'opposition généralisée, tant interne qu'externe, et à prendre des mesures radicales, allant jusqu'à limoger des hauts responsables militaires ayant joué un rôle central dans la guerre d'octobre. Cette série de décisions a été prise dans le but de consolider l'orientation de l'Égypte vers la paix.

Une série de négociations aboutit aux Accords de Camp David en 1978, puis au traité de paix entre l'Égypte et Israël en 1979. Ces accords ont modifié en profondeur la dynamique régionale et ont eu un impact significatif sur la cause palestinienne.

L'accord de paix entre l'Égypte et Israël, conclu en 1979, a conduit à une démilitarisation du Sinaï, réduisant significativement la présence militaire égyptienne dans la région, à l'exception d'une force de maintien de l'ordre composée d'armes légères et d'une présence militaire modeste. Les cartes de déploiement des troupes le long des frontières révèlent de manière indubitable qu'Israël possède une capacité de réoccupation du Sinaï bien supérieure à celle de l'Égypte en matière de défense de cette région. En effet, le Sinaï remplit, dans la pratique, la fonction de zone tampon, renforçant ainsi la sécurité stratégique d'Israël.

En effet, les Israéliens obtinrent un accès sans restriction au Sinaï, sans avoir besoin d'autorisations ou de permis des autorités égyptiennes. Or, ces privilèges n'étaient pas accordés aux Égyptiens ordinaires, qui se voyaient imposer des restrictions d'accès à la région. Par ailleurs, il est à noter que le traité a également marqué le début d'une normalisation diplomatique, incluant l'échange d'ambassadeurs et le développement de la coopération économique, culturelle et sécuritaire entre les deux pays. Ces relations bilatérales ont connu un essor significatif sous les

administrations successives, atteignant des niveaux remarquables durant la présidence d'Abdel Fattah al-Sissi.

À la suite de l'assassinat de Sadate en 1981, Hosni Moubarak a poursuivi une politique de paix durant trois décennies, malgré les violations répétées du traité par Israël et ses agressions dans la région. Sous le régime de Hosni Moubarak, la paix avec Israël s'impose comme un pilier central de la politique étrangère égyptienne.

L'impact le plus significatif de ce conflit a été le retrait de l'Égypte du champ de bataille palestinien. L'Égypte, en passant d'un nationalisme arabe à une vision nationaliste plus étroite, a relégué la question palestinienne au rang de « problème local », en en attribuant la responsabilité exclusive aux Palestiniens.

Dans le cadre de cette étude, nous proposons de classer la normalisation arabo-israélienne en trois catégories distinctes, comme suit :

1. **Normalisation publique** : illustrée par le traité de paix ouvertement signé entre l'Égypte et Israël.
2. **Relations secrètes** : interactions discrètes entre certains régimes arabes et Israël.
3. **Plaidoyer conditionnel pour la paix** : appels publics à une paix globale conditionnée au retrait d'Israël aux frontières de 1967.

La trajectoire de la normalisation ouverte, initiée par Sadate, a été marquée par une prudence constante et une interruption soudaine suite à son assassinat le 6 octobre 1981, perpétré par des membres islamistes de l'armée égyptienne. Cet événement a provoqué de vives réactions dans la région, conduisant d'autres dirigeants à reconsidérer leur engagement dans des accords de paix avec Israël et mettant pratiquement fin à toute forme de normalisation ouverte pendant près de quatre décennies. En conséquence, les efforts déployés par l'Égypte en matière de normalisation se sont principalement limités aux sphères officielles et politiques, sans

réussir à s'enraciner de manière significative dans l'opinion publique ou les mouvements populaires.

L'analyse des relations internationales entre l'Égypte, Israël et la Jordanie montre un développement progressif de la coopération militaire, sécuritaire et économique entre l'Égypte [1] et Israël, avec la Jordanie constituant une exception notable. En 1994, soit treize ans après l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate, la Jordanie a ratifié son traité de paix avec l'État d'Israël, marquant ainsi une nouvelle ère dans la politique régionale. Néanmoins, même la normalisation jordanienne s'est opérée avec circonspection, se cantonnant principalement aux domaines politique et sécuritaire.

Sur le plan public, la Jordanie maintint une position de soutien ferme aux droits palestiniens et une dénonciation vigoureuse des agressions israéliennes, des positions fréquemment relayées par ses médias.

Une nouvelle vague de normalisation émergea après le déclin du Printemps arabe, menée par les Émirats arabes unis au début des années 2020. Bahreïn, le Maroc et le Soudan ont adopté des mesures similaires peu après. À l'heure actuelle, des pourparlers sont en cours concernant une normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël. Il convient de mentionner que l'Arabie saoudite, en raison de son poids économique et de son influence géopolitique, ainsi que de son statut de gardienne des deux lieux saints de l'islam, pourrait, le cas échéant, induire une profonde transformation de la dynamique régionale. Cette évolution potentielle pourrait ouvrir la voie à d'autres nations arabes et islamiques pour établir des liens formels avec Israël.

La voie des relations secrètes a représenté un aspect discret mais constant de la diplomatie arabo-israélienne, caractérisé par

[1] Pour plus de détails à ce sujet, voir : Moshe Sasson, *Seven Years in the Land of the Egyptians*, p. 114 et suivantes, pp. 124, 159, 275, 276.

l'existence de canaux établis et persistants entre Israël et des pays tels que la Jordanie et le Maroc.

Des initiatives publiques appelant à une paix durable fondée sur un retrait israélien émergèrent peu après la normalisation égyptienne, marquant ainsi un tournant significatif dans la politique régionale. En 1981, le prince héritier saoudien Fahd ben Abdelaziz présenta une initiative de paix qui, bien que controversée en raison de la reconnaissance d'Israël et de l'acceptation de ses conquêtes territoriales postérieures à 1948, marqua un tournant dans la diplomatie arabe. L'initiative a été présentée lors des sommets arabes de Fès, au Maroc, en 1981 et 1982, où elle a reçu l'aval de la majorité et est devenue une proposition arabe officielle. Cependant, cette proposition a été rejetée par Israël. Il est à noter qu'une initiative similaire a été lancée par le roi saoudien Abdallah ben Abdelaziz lors du sommet de la Ligue arabe à Beyrouth en 2003. Cette initiative a obtenu le soutien des pays arabes, mais a été à nouveau ignorée par l'État d'Israël.

La cause palestinienne après le retrait de l'Égypte

Si l'Égypte n'est qu'un des 23 États arabes sur le plan numérique, son poids géopolitique et démographique est sans égal. Représentant un quart de la population du monde arabe et disposant de la plus puissante armée arabe, son retrait de la lutte collective contre Israël constitua une perte bien plus grave que celle d'un seul État. Sa position stratégique, limitrophe de la Palestine et d'Israël, souligne davantage encore son importance, l'absence de l'Égypte affaiblissant considérablement ce qui représentait la majorité de la puissance militaire et politique arabe.

Même en s'affranchissant d'une perspective religieuse ou panarabe, et en considérant la Palestine uniquement comme une question de sécurité nationale égyptienne, il apparaît essentiel de prendre en compte la proximité géographique de ce pays ainsi que les répercussions de son instabilité sur la stabilité régionale.

L'initiative unilatérale de Sadate d'établir des relations diplomatiques avec Israël a engendré une réaction d'une intensité

remarquable à travers le monde arabe, notamment parmi la population palestinienne. Il est à noter que, avant les Accords de Camp David, une telle initiative était tout bonnement impensable. Dans une déclaration qui a marqué l'histoire du Moyen-Orient, le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a affirmé avec force que « aucun État arabe n'accepterait un règlement sans nous, encore moins contre nous ». Dans un entretien ultérieur, il a déclaré : *« La guerre d'octobre, perçue comme un répit temporaire par les Palestiniens et le monde arabe, n'a été qu'une pause éphémère dans le conflit qui les oppose. « Au lieu de favoriser le processus de libération des territoires occupés, cette politique a renforcé l'influence des États-Unis dans la région du Moyen-Orient et a contribué à la déconstruction de la résistance palestinienne. »*[1]

Le traité de paix, dans ses implications régionales, a engendré des conséquences notables, renforçant significativement la position d'Israël et lui conférant une liberté d'action accrue dans la région. Parmi les événements marquants survenus à la suite du traité, nous pouvons citer :

- **1er mai 1980** : Tentative d'attentat contre la mosquée Al-Aqsa, soulignant les tensions croissantes autour de Jérusalem.
- **30 juillet 1980** : L'État d'Israël a proclamé Jérusalem comme étant sa « capitale éternelle et indivisible », une décision qui a été gravée dans sa législation fondamentale..
- **Juin 1981** : Israël a mené une frappe aérienne contre le réacteur nucléaire irakien, quelques jours à peine après une rencontre entre le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin à Charm el-Cheikh.
- **Invasion du Liban en 1982** : Israël a envahi le Liban, atteint la ville de Beyrouth et perpétré plusieurs massacres, que ce soit de manière autonome ou par l'intermédiaire d'alliés. Le massacre de Sabra et Chatila, qui s'est déroulé du 16 au 18

[1].Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 211, voir aussi p. 226.

septembre 1982, a entraîné le décès d'un nombre estimé entre 1 000 et 3 000 réfugiés palestiniens..

Dans ses mémoires, le ministre saoudien Ghazi Al-Gosaibi écrit: *« La crise du Liban a prouvé que sans l'Égypte, le monde arabe ne peut affronter militairement Israël. La neutralisation de l'Égypte dans le conflit arabo-israélien a agi comme un feu vert, permettant à Israël de dominer la région sans entrave. »*[1]

De surcroît, il est préoccupant de constater que le gouvernement égyptien n'a pas mis en œuvre de mesures concrètes pour prévenir de tels actes de barbarie. L'ambassadeur d'Israël au Caire aurait exprimé sa surprise quant à la réaction égyptienne suite au massacre de Sabra et Chatila, qui se limitait à la rappel de son ambassadeur en Israël. Par ailleurs, les autorités égyptiennes ont cherché à apaiser les inquiétudes des États-Unis en affirmant que cette mesure représentait le seuil d'escalade maximal anticipé. Cette réplique s'avère, en effet, en deçà des exigences minimales d'Israël vis-à-vis de l'Égypte.[2]

La question de Gaza, territoire conquis par Israël lors de la guerre des Six Jours contre l'Égypte, illustre également cette position. Le régime égyptien, autrefois acteur clé dans le processus de libération de la ville de Gaza, a désormais cessé de se considérer comme responsable de cette libération, malgré sa contribution directe à la perte de la ville. Dans le cadre de la politique régionale, le sujet de la ville de Gaza a été délibérément circonscrit, et l'ensemble des parties prenantes s'accordent à considérer cette localité comme une question exclusivement relevant de la seule sphère d'intérêt palestinienne.

Ce retrait a effectivement laissé la Palestine orpheline sur le plan politique, détachée de son identité arabo-islamique, un processus amorcé par l'occupation britannique. L'abolition du califat par Mustafa Kemal a conduit à l'effondrement du cadre islamique de

---

[1] Ghazi al-Qusaibi, *The Minister Plenipotentiary*, p. 202.
[2] Moshe Sasson, *Seven Years in the Land of the Egyptians*, pp. 160, 166.

responsabilité envers la Palestine, fragmentant ainsi le devoir de libération entre des États arabes fragmentés, aucun d'entre eux n'assumant véritablement cette responsabilité. Les régimes nationalistes arabes, qui ont pris le relais, ont ensuite privilégié une rhétorique démagogique, se contentant de formules simplistes, jusqu'à céder le reste de la Palestine au contrôle sioniste. L'époque des traités de paix et des accords de normalisation a marqué un renversement historique, consolidant l'abandon du peuple palestinien et conduisant à une situation d'occupation persistante sans perspective tangible de libération.

Pour les observateurs qui ne se livrent à une analyse qu'à la surface des événements, ces faits peuvent paraître constituer une trajectoire tragique. Cependant, une analyse plus poussée, fondée sur des témoignages directs et des documents déclassifiés, met en lumière une réalité bien plus accablante. La défaite de la Palestine ne saurait être attribuée uniquement à une combinaison de négligence ou de trahison passive. Cette dynamique a été exacerbée par une collaboration active, au sein de laquelle certains dirigeants arabes ont conspiré avec les sionistes, non seulement contre la Palestine, mais parfois même contre leurs propres nations. Cette alliance avait pour seul objectif la préservation ou le renforcement de leur pouvoir politique.

En réponse à cette dynamique, les Israéliens ont procédé à une intensification de la construction de colonies et à un élargissement de leur présence juive à Gaza et en Cisjordanie. Cette stratégie a engendré une série d'opérations d'appropriation des terres, de l'eau et des ressources, qui se sont succédé de manière continue. Cette dynamique a entraîné une situation où la population palestinienne, pour subvenir à ses besoins, a été contrainte de rechercher des opportunités d'emploi sous le contrôle de l'autorité israélienne. Cette situation a contribué à renforcer la dépendance de la population palestinienne envers l'occupant, accentuant ainsi les défis socio-économiques auxquels elle est confrontée. Par ailleurs, l'État d'Israël initie des programmes à plusieurs échelons dans le but de normaliser sa présence, de modifier le tissu social et de

pénétrer les sphères culturelles et intellectuelles de la population palestinienne.

Face à ces pressions croissantes, les Palestiniens comprirent que pour récupérer leur patrie, ils devaient tendre vers l'autosuffisance. Ce combat s'annonçait toutefois redoutable, une bataille presque impossible face au déséquilibre flagrant des forces en présence. La domination militaire israélienne, soutenue par une aide internationale massive, ainsi que la trahison arabe, manifestée par l'indifférence et l'abandon, accentuaient les difficultés. Pourtant, les Palestiniens ne renoncèrent jamais à leur résistance. Bien au contraire, ils lancèrent leur défi le plus puissant durant l'ère des traités de paix et de la normalisation, affirmant ainsi leur engagement indéfectible envers leur cause.

L'Ère de la Résistance

Dans le cadre de l'histoire globale, les empires dominants ont fréquemment procédé à l'anéantissement ou à l'absorption des cultures des peuples qu'ils ont soumis. L'extermination ou l'assimilation des populations autochtones en Australie et dans les Amériques, ainsi que la conversion forcée ou l'extermination des musulmans en Andalousie et dans certaines régions de l'Europe de l'Est, sont des exemples particulièrement illustres. Dans le contexte de rapports de pouvoir asymétriques, lorsque l'élite dominante exerce une domination écrasante et met en œuvre des politiques d'extermination et de colonisation, au lieu de se limiter à l'exploitation ou à la soumission, il est fréquent que la résistance des populations concernées soit réprimée et que l'avenir de ces peuples soit largement déterminé par les actions des puissants.

Il convient de noter que la Palestine aurait pu subir un sort similaire sans la présence de Jérusalem et de la mosquée Al-Aqsa, des lieux sacrés centraux dans la foi islamique, mentionnés dans le Coran, et profondément vénérés par les musulmans du monde entier. Ces sanctuaires ont ainsi offert un ancrage spirituel profond à la résistance palestinienne, lui apportant une détermination inébranlable. Cette connexion spirituelle a contribué à renforcer la

résistance dans des contextes où une capitulation complète ou une assimilation culturelle auraient pu se produire.

À ses débuts, la résistance palestinienne comprenait des factions islamiques et non islamiques. Celles-ci ont dominé la scène pendant un temps. Cependant, il est important de noter que la dimension spirituelle et religieuse de la cause de Jérusalem a progressivement orienté la direction de la résistance vers les mouvements islamiques. Au fil du temps, les factions non islamiques ont connu un déclin, voire une collaboration avec l'occupation. En dépit des vicissitudes politiques, la résilience de la base islamique de la résistance s'est avérée remarquable, se manifestant comme l'expression d'une détermination palestinienne à long terme. Dans le contexte de la lutte contre l'occupation et l'oppression, elle demeure le pilier central de la résistance, malgré les périodes de faiblesse ou de réorientation stratégique d'autres mouvements.

Les Mouvements de Résistance Non Islamiques

La résistance palestinienne après la Nakba a perduré de manière irrégulière, soutenue par des contributions bénévoles, jusqu'à ce qu'elle cesse majoritairement après la guerre de 1956. Parmi les contributeurs notables, on peut citer des membres des Frères musulmans, comme Kamal Al-Sharif, ainsi que des volontaires de Gaza et du Sinaï.

La création du Fatah au Koweït en 1957, sous la direction de Yasser Arafat, a constitué un moment charnière dans l'histoire du mouvement national palestinien. Bien que le mouvement ait émergé avec une orientation islamique, s'inspirant fortement de la jeunesse des Frères musulmans, il a connu une expansion progressive pour englober diverses factions idéologiques, aboutissant finalement à une posture laïque. À la fin de l'année 1964, l'organisation Fatah initie ses premières opérations militaires, marquant ainsi son engagement actif dans le mouvement de résistance.

Afin de saisir les tenants et les aboutissants de la formation d'un mouvement de résistance palestinien indépendant, distinct des régimes arabes, il s'avère nécessaire d'analyser les facteurs qui ont contribué à son émergence:

1. **Désillusion envers les régimes arabes** : La frustration grandissante face à l'inaction des gouvernements arabes, notamment l'Égypte — qui a été attaquée par Israël en 1956 sans que des mesures concrètes ne soient prises pour libérer la Palestine — a mené à l'émergence d'une volonté d'agir de manière autonome.
2. **Inspiration de la révolution algérienne** : La lutte victorieuse de l'Algérie contre la France a offert aux Palestiniens un exemple puissant de ce qu'un peuple déterminé et autonome pouvait accomplir. Elle a prouvé que la libération était possible sans l'intervention des armées arabes et sans l'unité souvent promise mais jamais concrétisée. Ces résultats prouvent que l'indépendance pouvait précéder l'unification.[1]
3. **Foi dans la lutte armée** : Une prise de conscience s'est imposée, conduisant à la conclusion que la résistance armée constituait l'unique voie potentielle pour unifier la population palestinienne autour de sa cause nationale et pour sensibiliser la communauté internationale à cette question cruciale.
4. **Frustration face à l'inaction** : Les Palestiniens ont identifié la nécessité de transcender la rhétorique dépourvue de substance des régimes arabes et des partis

[1] Concernant l'influence de la révolution algérienne sur la jeunesse du mouvement palestinien à cette époque, voir : Khalil al-Wazir, *Al-Bidāyāt*, p. 58 ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 67 ; Ahmad Jibril, *Mémoires de la révolution palestinienne contemporaine*, pp. 36, 40 et suivantes, 53, 57. Nous reviendrons sur la discussion de la question similaire entre l'Algérie et la situation en Palestine dans les conclusions que nous avons incluses à la fin de cette recherche, si Dieu le veut.

politiques, dont les discours ne se matérialisaient jamais en actions tangibles.

5. Les faits ont démontré que les nations arabes ne manifesteront aucune résistance, et ne permettront pas aux Palestiniens de s'opposer de manière active. En conséquence, toute personne désireuse de s'opposer à l'occupation doit agir dans la clandestinité, en subissant non seulement la pression de la dissimulation, mais aussi les autres obstacles auxquels la communauté palestinienne est confrontée dans le contexte de la diaspora.
6. Il a également été prouvé que l'ancienne direction palestinienne, représentée par Hajj Amin al-Husseini, était encerclée et incapable de faire quoi que ce soit sous la pression des régimes arabes.[1]

Ce contexte a préparé le terrain à l'émergence d'un mouvement de résistance palestinien distinct, caractérisé par sa diversité idéologique et son engagement à reconquérir la Palestine. Cette évolution marque le début d'une lutte continue.

Le récit se poursuit avec Yasser Arafat, dirigeant du mouvement Fatah et figure emblématique de la communauté estudiantine palestinienne en Égypte. Arafat entretenait des relations avec les Frères musulmans[2] et occupait le poste de direction de l'Union des étudiants palestiniens, laquelle était sous l'influence notable des islamistes ou de leurs alliés jusqu'en 1957. Cette période de direction islamiste prit fin brutalement à la suite de la sévère répression des Frères musulmans sous le régime de Nasser.

---

[1] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, pp. 62, 63, 94, 95 ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 53, 57 et suivantes ; Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 107.

[2] D'après les papiers de Fathi al-Balawi, « L'établissement de la Ligue des étudiants palestiniens entre la Palestine et la résistance à l'habitat et à la colonisation », vérification : Mu'in al-Taher, *Majallat Usṭūr*, numéro 5 (Doha : The Arab Center for Research and Policy Studies, janvier 2017), pp. 277-278.

Khalil al-Wazir, qui fut par la suite connu sous le nom d'Abou Jihad, occupa la deuxième position dans la hiérarchie du Fatah pendant trois décennies. Dans le contexte géopolitique de la bande de Gaza, un individu se distinguait par son engagement dans les opérations de résistance menées sous la direction de Kamal Al-Sharif. Cet individu, membre de la communauté des Frères musulmans dans cette région, a joué un rôle actif dans les actions de résistance, contribuant ainsi à la lutte contre l'occupation israélienne. Cependant, al-Wazir fut arrêté à plusieurs reprises, puis finalement exilé par le régime de Nasser, ce qui eut pour conséquence de limiter ses activités à Gaza. Il fut contraint de se déplacer, d'abord au Caire, puis en Arabie saoudite, et enfin au Koweït, où il rejoignit les efforts de création du Fatah.

Une analyse approfondie des membres fondateurs du Fatah met en évidence une affiliation notable de nombreux éléments avec la confrérie des Frères musulmans. Parmi les figures notables de cette période, nous pouvons citer Saeed Al-Muzayen, Ghalib Al-Wazir, Salim Al-Za'noun, Salah Khalaf, As'ad Al-Saftawi, Muhammad Youssef Al-Najjar, Kamal Adwan et Rafiq Al-Natsheh. Initialement, le Fatah a maintenu des connexions avec des éléments islamistes, incorporant des individus liés aux Frères jusqu'en 1963. Dans un second temps, l'individu en question a élargi son horizon, accueillant des personnes issues de courants idéologiques et politiques divers. Cette évolution marque sa transition vers un mouvement nationaliste laïque.[1]

Si l'on considère que Yasser Arafat entretenait des relations privilégiées avec les Frères musulmans, que son second au sein du Fatah était issu de ce mouvement, et que de nombreux fondateurs et membres étaient eux-mêmes islamistes, il convient de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le Fatah ne s'est pas transformé en un mouvement islamiste affilié aux Frères

[1] D'après les papiers de Fathi al-Balawi, p. 279 ; Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 75-76 ; Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 78 ; Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 78.

musulmans. En outre, il serait intéressant d'analyser les raisons pour lesquelles il a évolué vers une organisation nationaliste laïque, ainsi que les raisons pour lesquelles les islamistes ont été absents de la scène de la résistance jusqu'à leur réémergence lors de la première Intifada à la fin des années 1980.

La réponse à cette question réside dans l'analyse des offensives militaires menées à l'encontre des mouvements islamistes, et plus particulièrement dans leurs deux principaux bastions : l'Égypte et le Levant. En Égypte, l'organisation politique des Frères musulmans a été anéantie par une répression implacable menée par Gamal Abdel Nasser en 1954, puis de nouveau lors d'une campagne encore plus sévère en 1965-1966, qui a culminé avec l'exécution du leader emblématique Sayyid Qutb en 1966[1]. De même, en Syrie, les Frères furent soumis à une persécution constante, des lois rendant l'adhésion passible de la peine de mort furent promulguées. Les actions de répression se sont poursuivies sur une période s'étendant sur environ vingt années, culminant à un moment particulièrement intense au milieu des années 1980 [2]. Par ailleurs, il convient de noter qu'à la suite de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par l'État d'Israël, un certain nombre de figures emblématiques de l'islamisme ont été contraintes de l'exil. Cette mesure a été mise en œuvre dans le but de prévenir l'émergence de leaders susceptibles de diriger la résistance.[3]

En Jordanie, en revanche, une approche différente a été adoptée, privilégiant le confinement à la répression. Cette situation découlait de la stabilité interne fragile du régime jordanien et de sa crainte d'être éclipsé par la montée du nationalisme panarabe en Égypte, en Irak et en Syrie. La Jordanie est ainsi devenue un refuge pour les islamistes fuyant les persécutions. Cependant, leur situation précaire restreint leur capacité à initier une forme de

---

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 76-77.
[2] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/850.
[3] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 71-72.

résistance ou à mettre en place un mouvement organisé. Durant la période agitée, les divisions internes et la dispersion de la direction ont empêché l'existence de résistances structurées.

Dans un contexte de profonde faiblesse, les mouvements islamistes ont cherché une voie correspondant à leur situation accablée et à leur état de découragement. Ils adoptèrent l'idée que la libération de la Palestine ne pouvait être accomplie uniquement par son peuple, jugé trop faible pour affronter les sionistes et leurs alliés. En réponse à cette situation, une théorie alternative a émergé, suggérant que la libération pourrait être obtenue par la création d'un État islamique capable d'accomplir cette tâche d'envergure.

Cette vision a effectivement détourné les efforts de la résistance active contre les sionistes au profit d'activités éducatives, intellectuelles et médiatiques visant à poser les fondements d'un État islamique. Par conséquent, le mouvement islamiste se retira de la résistance en cours. Il adopta des positions résolues envers les membres qui choisissaient de participer à la résistance active, allant jusqu'à les expulser et à se distancier des autres groupes engagés dans le combat. L'ampleur de la défaite eut des conséquences significatives sur les islamistes, les incitant à adopter une stratégie de repli et de préservation de leurs intérêts, plutôt qu'à s'engager activement dans des actions militaines.

Cette position a néanmoins engendré une contestation interne. Il est à noter que de nombreux membres des mouvements islamistes ont fait défection pour rejoindre des factions de gauche, nationalistes ou autres. Dans le cadre de cette étude, il est intéressant de constater que certaines factions ont tenté de redresser la trajectoire du mouvement. Ces tentatives ont pris la forme d'initiatives visant à organiser des révoltes ou à créer des groupes dissidents. Cependant, ces efforts se sont avérés infructueux. Cependant, ces échecs ont favorisé l'essor du Mouvement de la résistance islamique, plus connu sous le nom de

Hamas, au début des années 1980.[1] Il convient de noter que, jusqu'à ce moment précis, la position de la résistance demeurera prédominante. En outre, les positions intellectuelles et pratiques des autres factions qui en découleront constitueront un point de faiblesse et de force chez les islamistes.[2]

Il convient de souligner que l'idée adoptée par les islamistes — celle de créer un État pour conduire la libération de la Palestine — ne leur était pas exclusive. Il est à noter que de nombreux mouvements politiques formés après la Nakba, notamment les partis nationalistes arabes, partageaient cette même conviction. Ces groupes ont affirmé que la libération de la Palestine ne pouvait être une entreprise exclusivement palestinienne, mais qu'elle nécessitait la mobilisation de l'ensemble de la communauté arabe. La vision de ces acteurs a mis en exergue l'importance de l'unification du monde arabe comme une étape préalable et indispensable à la libération de la Palestine[3]. Cette perspective, qui a rencontré un écho favorable auprès de la population palestinienne de l'époque, a constitué un élément central de leur discours et de leur mobilisation.[4]

Malgré cette base commune, islamistes et nationalistes ont pris des chemins divergents. Les islamistes ont dû faire face à une période de répression brutale, notamment en Égypte et en Syrie, où leurs mouvements ont été systématiquement démantelés. Par ailleurs, il convient de mentionner que les nationalistes arabes connurent un essor significatif durant l'âge d'or du nationalisme arabe, période durant laquelle ils exerçaient une influence notable

---

[1] Voir à ce sujet : *Mémoires d'Ibrahim Ghosheh, Le Piédestal de Feu*, et *Mémoires d'Adnan Masoudi, Face à l'Adversité*, et tous deux ont tenté de rectifier le cours du mouvement islamique et de le pousser à s'engager dans le courant de la résistance, mais sans succès, et tous deux sont devenus par la suite des dirigeants et des fondateurs du mouvement Hamas.

[2] Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, pp. 145, 164, 169, 219, 220.

[3] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, pp. 57, 63, 100 ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 47, 53 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 47.

[4] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 47, 48.

dans les pays concernés. Dans le contexte de l'étude des mouvements politiques contemporains, il est essentiel d'analyser les dynamiques de recul des islamistes, qui peuvent être attribuées à leur affaiblissement et aux persécutions qu'ils subissent. En revanche, une approche plus critique s'avère nécessaire concernant les nationalistes, dont l'incapacité à générer des progrès tangibles, malgré un soutien rhétorique souvent affiché, doit être rigoureusement évaluée.

En définitive, la responsabilité d'engager la lutte pour la libération ne fut pas attribuée ni aux islamistes ni aux nationalistes, mais aux « patriotes », qui considéraient que les Palestiniens étaient en mesure — du moins dans un premier temps — de mener eux-mêmes ce combat. Cette approche a constitué un changement de paradigme, marquant une rupture avec les idéologies dominantes et mettant en exergue l'autonomie et la capacité d'action du peuple palestinien dans sa quête de liberté et d'autodétermination.

Ainsi, il apparaît que les acteurs qui ont véritablement assumé le poids de la lutte ne sont pas à chercher parmi les islamistes ou les nationalistes, mais bien parmi les « patriotes », convaincus que les Palestiniens, bien qu'ils ne puissent assumer la totalité de l'effort de libération, étaient en mesure, à tout le moins, d'en initier le processus de manière autonome. À partir de ce moment, l'émergence, la consolidation et le renforcement de l'identité nationale palestinienne marquent un tournant significatif, une évolution qui s'accompagne à la fois d'opportunités et de défis.[1]

Le Fatah a joué un rôle déterminant dans cette transformation, en s'efforçant de libérer la cause palestinienne de l'emprise des régimes arabes. Il adopta une stratégie d'action autonome, dans la mesure du possible, au sein d'un environnement politique difficile. Par ailleurs, le Fatah s'efforça de maintenir un équilibre précaire entre son autonomie décisionnelle et les influences des États

[1] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, pp. 69, 70, 84, 98 ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 75.

arabes plus puissants, chacun cherchant à s'approprier la question palestinienne. Parallèlement, les acteurs politiques arabes et régionaux ont su tirer parti de la situation pour servir leurs propres intérêts. Dans certains cas, ils ont adopté la cause palestinienne en promeuvenant l'unité arabe ; dans d'autres circonstances, ils se sont désengagés, affirmant que les Palestiniens devaient en être les seuls dépositaires légitimes.

La résistance palestinienne organisée a connu un développement significatif avec la création par le Fatah de sa branche armée, Al-Asifah (La Tempête), qui a initié ses opérations en décembre 1964. En l'espace de deux années, jusqu'en 1967, elle a mené près de 200 opérations. Avec le temps, le caractère laïque et nationaliste du Fatah devint si marqué que ses influences islamiques initiales semblèrent presque entièrement effacées.

Il convient de noter que le Fatah n'a pas été le seul acteur de cette période charnière. Le Mouvement des nationalistes arabes, qui vit le jour au sein de la communauté estudiantine de l'Université américaine de Beyrouth, se caractérisa dans ses prémices par une orientation nationaliste se réclamant du nassérisme. George Habash s'est distingué comme l'une des figures emblématiques de ce mouvement. Par la suite, ce mouvement a évolué vers une idéologie marxiste, et en 1967, il s'est unifié avec d'autres groupes de moindre envergure pour constituer le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Cette situation a suscité à la fois inquiétude et méfiance de la part de Gamal Abdel Nasser, qui avait auparavant démantelé le Gouvernement général de Palestine et imposé de fortes restrictions à son dirigeant, Amin al-Husseini, jusqu'à l'extinction de son administration. À la lumière de ces transformations, Nasser s'est efforcé de rétablir une entité politique palestinienne, en s'appuyant sur une résolution datant de 1959 de la Ligue arabe. Ainsi, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a vu le jour en 1964, sous la direction d'Ahmad Chukeiri et avec le soutien de

Nasser[1]. Une réunion d'envergure a été organisée à Jérusalem le 28 mai 1964. Cette assemblée, dénommée Conseil national palestinien, a réuni plus de 400 représentants du peuple palestinien, marquant ainsi un tournant historique dans la vie politique de la région. Par ailleurs, il convient de noter que le conseil a élu Chukeiri à la tête de l'OLP, réaffirmé son engagement en faveur de la libération de toute la Palestine et décidé de la création de l'Armée de libération palestinienne.

Cette initiative a été accueillie favorablement par la population palestinienne, mais a suscité un certain scepticisme parmi les mouvements de résistance émergents. Des groupes tels que le Fatah et des factions de gauche, ayant déjà pris part à la résistance, ont exprimé des réserves quant à l'adhésion à l'OLP, perçue comme une réitération des efforts des États arabes pour exercer une mainmise sur la cause palestinienne, sans qu'il y ait une volonté manifeste de libération[2]. Ces incertitudes ont été partagées par les directions historiques qui ont éprouvé de l'amertume vis-à-vis du régime nassérien, incarné notamment par Amin al-Husseini.[3] Par ailleurs, il convient de noter que le mouvement Fatah n'était pas perçu comme une force de résistance à l'époque, principalement en raison de l'attention prioritaire portée par le régime nassérien et arabe à d'autres mouvements et conflits.

---

[1] Al-Shuqairi était un symbole palestinien, un nationaliste arabe, un historien diplomate. Il a passé quinze ans aux Nations unies en tant que représentant de la Syrie, puis de l'Arabie saoudite. Ensuite, Abd al-Nasser l'a choisi pour être le représentant de la Palestine à la Ligue arabe après que ce poste fut vacant par suite du décès d'Ahmed Helmi, le chef du gouvernement général de la Palestine. Les désaccords entre al-Shuqairi et l'Arabie saoudite se sont multipliés. La personnalité d'al-Shuqairi était tout à fait opposée au point de vue d'Abd al-Nasser. Il était un diplomate légaliste, non un chef de mouvements, un nationaliste arabe, et il avait des désaccords avec l'Arabie saoudite, ce qui a facilité la domination d'Abd al-Nasser sur la cause palestinienne à travers lui. Voir : Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 4/981 et suivantes.

[2] Khalil al-Wazir, *Harakat Fatah: Al-Bidāyāt*, p. 107 et suivantes ; Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 78 et suivantes ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, pp. 83, 91, 92.

[3] Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 3/406.

Parallèlement, il convient de noter que le Fatah n'avait pas encore acquis une stature dominante en tant que mouvement de résistance. Cette situation explique l'absence d'attention du régime nassérien et d'autres acteurs politiques arabes à son égard.

La défaite catastrophique de la guerre de 1967, fréquemment désignée comme la seconde Nakba, eut des répercussions disparates. D'une part, elle a contribué à la mise en place de structures opérationnelles par la résistance palestinienne dans les États frontaliers, tels que le Liban et la Jordanie[1], où l'autorité étatique était limitée. Dans les États où le régime politique est fort, comme l'Égypte et la Syrie[2] les activités de résistance ont été réprimées. Dans le contexte géopolitique des pays arabes, la branche armée du Fatah, connue sous le nom d'Al-Asifah, a suscité des réactions mitigées de la part des nations influentes. Ces dernières ont exprimé une certaine réticence à soutenir ses initiatives en matière de résistance, ce qui a généré des dynamiques de perception et d'action complexe dans la région.[3]

Les trois années allant de 1967 à 1970 ont constitué un âge d'or de la résistance palestinienne[4], en particulier en Jordanie. Après le choc de la perte de la Cisjordanie durant la guerre de 1967, le roi Hussein de Jordanie fut contraint de libérer des militants et combattants palestiniens, leur permettant d'établir des bases opérationnelles le long du fleuve Jourdain.[5]

L'apogée de cette période se situe dans la victoire de l'armée égyptienne lors de la bataille de Karameh, le 21 mars 1968. Lors

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 96.

[2] Ceci est une remarque qu'il faut souligner : les régimes forts dans notre monde contemporain n'ont jamais été en faveur de nos nations et de nos peuples, mais au contraire, plus le régime est fort, plus son oppression augmente, et plus sa trahison devant l'ennemi s'accroît, tandis que plus ce régime est faible, plus il est en faveur de la nation et contre les intérêts de l'ennemi.

[3] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 97 et suivantes.

[4] Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 150 et suivantes, 214 ; Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 89.

[5] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 102.

de cette confrontation décisive, les forces de la résistance palestinienne, aux côtés de l'armée jordanienne, repoussèrent avec succès une incursion israélienne[1]. L'affrontement a engendré un bilan lourd, avec plus de 30 morts et plus de 100 blessés du côté israélien, contraignant ainsi les envahisseurs à une retraite stratégique. Ce succès fut un tournant majeur dans l'histoire des Arabes, marquant un renouveau de leur moral et infirmant le mythe de l'invincibilité israélienne qui s'était établi à la suite de la guerre de 1967.[2]

L'analyse des événements montre que la victoire de Karameh a engendré un enthousiasme généralisé, attirant des dizaines de milliers de volontaires. Ces derniers ont rejoint le Fatah, qui s'est imposé comme la force dominante de la lutte palestinienne, y compris dans les camps de la bande de Gaza.[3]. Durant cette période, de jeunes militants islamistes intensifièrent la pression sur leurs dirigeants afin de participer à l'effort de résistance. Cette dynamique a conduit à la formation de « camps des cheikhs » en Jordanie, qui rassemblaient des jeunes islamistes et des figures religieuses éminentes. Cependant, il convient de noter que ces camps ont finalement été placés sous la direction du mouvement laïc Fatah.[4]

---

[1] Après la guerre, il nous est apparu que les forces jordaniennes avaient résisté aux forces israéliennes, et ce n'était pas l'habitude du régime jordanien connu pour sa coopération avec la résistance - il s'est comporté de lui-même sans instructions supérieures. Voir l'épisode cinq du programme « Témoins de l'époque » avec le général Mashhour Haditha al-Jazi, minute 23 et suivantes, sur ce lien : https://youtu.be/sjv5q5uQXxQ, et c'est ce qu'a confirmé plus d'un témoin de l'événement, par exemple : Bahjat Abu Gharbieh, *From the Nakba to the Intifada*, 1ère édition (Beyrouth : The Arab Institute for Studies and Publication, 2004), p. 348 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 170.

[2] Concernant la bataille d'al-Karameh, voir : Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 102 et suivantes ; Bahjat Abu Gharbieh, *From the Nakba to the Intifada*, p. 382 et suivantes ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 168 et suivantes.

[3] Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, 1ère édition (Gaza : The Islamic Cultural Center, 2024), p. 62.

[4] Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 108.

L'intensité de l'activité de résistance a connu une augmentation significative durant cette période. En effet, le nombre de opérations est passé de douze par mois en 1967 à cinquante-deux en 1968, cent quatre-vingt-dix en 1969, pour culminer à deux cent soixante-dix-neuf opérations par mois au début de l'année 1970. Cette période caractérisée par un militantisme intense a constitué le terreau des luttes futures pour la libération de la Palestine.[1]

Les conséquences de la Nakba et de la bataille de Karameh ont contribué à positionner le Fatah comme un acteur majeur de la scène politique palestinienne et arabe. Durant cette période, le Fatah a rejoint l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), avec laquelle il a rapidement établi une alliance dominante, prenant le contrôle total dès l'été 1968. Au cours du mois de février 1969, Yasser Arafat a été investi de la fonction de président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)[2]. Cette période représente un tournant historique pour le peuple palestinien, marquée par l'accession au leadership de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) d'une figure qui ne saurait être réduite à une simple émanation d'une puissance étrangère. En effet, pour la première fois, le dirigeant de l'OLP tire sa légitimité non pas d'une reconnaissance internationale, mais des actions tangibles et de la résilience manifeste des forces de résistance sur le terrain.[3]

Cependant, il convient de noter que la direction d'Arafat a été marquée par des défis d'une grande complexité. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) constituait une alliance de diverses

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 106.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 112 et suivantes.

[3] Ceci ne nie pas l'existence d'un désir profond chez Abd al-Nasser de voir l'OLP prendre la direction de la résistance, que ce soit par bonne ou mauvaise intention. Le but était qu'Arafat prenne la direction de l'OLP avec le soutien de la résistance qu'il avait créée sur le terrain. De même, ceci ne nie pas le rôle de l'OLP dans les actions et les fardeaux politiques du Fatah, qui à cette époque avait atteint un niveau de confusion et d'implication dans les gains et les postes politiques. Voir aussi : Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 177, 178.

factions palestiniennes, chacune entretenant des relations avec différents acteurs régionaux. Ces factions, animées par des intérêts souvent divergents, rendaient difficile l'élaboration d'une stratégie unifiée. Arafat ne pouvait se départir de cette vision holistique, même lorsqu'elle semblait contredire les directives générales de l'OLP.

Cette combinaison de succès et de responsabilités a précipité le Fatah dans une nouvelle crise. Le mouvement, ayant tiré parti de l'affaiblissement du régime jordanien, sombra dans l'excès de confiance. Une proportion significative des membres de cette organisation manifesta un comportement arrogant, associé à une assurance exagérée quant à leur influence et leur pouvoir sur la situation politique. Cette attitude a conduit certains d'entre eux à envisager la possibilité de renverser l'autorité royale, d'abolir la monarchie et de substituer un régime républicain à celui en place. Le slogan « Tout le pouvoir à la résistance » a été lancé et des actions telles que le détournement d'avions ont été menées, ces derniers atterrissant à l'aéroport d'Amman et celui-ci ayant été rebaptisé « aéroport révolutionnaire ». Ces actions ont eu des répercussions notables sur la souveraineté et l'autorité du monarque.[1]

Par ailleurs, il convient de mentionner que les idéologies laïques et gauchistes au sein du Fatah ont conduit certains de ses membres à tourner en dérision la religion et Dieu. Cette mentalité, que l'on peut qualifier de révolutionnaire[2], , et qui était teintée d'athéisme, a provoqué de nombreux conflits avec les soldats jordaniens, les élites locales et les leaders religieux. Ces conflits ont eu lieu aussi bien en Jordanie qu'au sein de la population palestinienne elle-même. Par ailleurs, les divisions internes profondes entre factions palestiniennes ont favorisé l'émergence

---

[1] Le Roi Hussein, *My Profession as a King*, p. 212 et suivantes, 229, 234, 240 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, pp. 175, 219, 238..

[2] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/849, 850, 51/4 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 219.

d'actes de sabotage, de manipulation et de groupes aux objectifs divergents.

De son côté, bien que confronté à un affaiblissement en 1967, le régime jordanien ne parvint ni à se libérer de l'influence américaine, ni à se transformer en un État de résistance révolutionnaire. Il convient de noter que, dès les prémices de son existence, l'entité en question a démontré une dépendance fondamentale envers des puissances étrangères. Initialement, cette dépendance s'exerçait envers le Royaume-Uni, puis elle s'est tournée vers les États-Unis. En conséquence, une action militaire directe à l'encontre de l'État d'Israël n'a jamais été sérieusement envisagée. Animé par la volonté de préserver la monarchie, le régime ne pouvait tolérer l'autonomie militaire croissante de la résistance, qui menaçait son autorité, révélait ses vulnérabilités et diminuait sa souveraineté.

La position du régime a été renforcée par un soutien significatif de la part des États-Unis et du Royaume-Uni[1], qui ont exprimé une réticence notable à soutenir les mouvements s'opposant à Israël. En sa qualité de création des services de renseignement britanniques et successeur de l'œuvre du roi Abdallah Ier, le système jordanien s'appuyait sur la ruse, les stratégies de manipulation et un usage intensif des tactiques de renseignement. Cette approche incluait le recrutement d'informateurs ou l'incitation d'individus impulsifs et opportunistes à provoquer des escalades, dans le but de semer la méfiance et de déstabiliser les alliances, afin de créer les conditions propices à des répressions décisives.

Un facteur externe a contribué à l'aggravation de ces tensions internes : l'acceptation par le président égyptien Gamal Abdel Nasser de l'initiative de cessez-le-feu proposée par le secrétaire d'État américain William Rogers, marquant ainsi la fin de la guerre

[1] Le Roi Hussein, *My Profession as a King*, p. 207.

d'usure opposant l'Égypte et Israël. Cet accord, qui fut rejeté par le Fatah et d'autres factions palestiniennes, a contribué au rapprochement des objectifs de Nasser et du roi Hussein en matière de limitation de la résistance palestinienne. La réconciliation entre les deux camps, consécutive à une période marquée par des tensions notables, fut célébrée par une réception solennelle organisée en l'honneur du souverain à Alexandrie, constituant ainsi un moment symbolique marquant. Cette observation permet de formuler l'hypothèse que lesdites discussions ont vraisemblablement porté sur des stratégies concertées de gestion de la résistance palestinienne.[1]

Ainsi, pour les raisons évoquées précédemment, les événements prirent une tournure violente et se conclurent par ce qui fut nommé par la suite « Septembre Noir » en 1970, caractérisé par d'intenses combats opposant l'armée jordanienne et le Fatah. Ces affrontements ont causé des destructions massives et des traumatismes dans les villes et les habitations. Les conséquences du terrorisme sur les populations civiles ont été si profondes que de nombreux enfants ont été affectés de manière durable sur les plans psychologique et mental[2]. Le roi Hussein, dont la détermination à préserver son pouvoir était connue[3], a déployé une force militaire considérable, prête à utiliser tous les moyens nécessaires, y compris l'utilisation de bombes sur sa capitale, pour assurer sa souveraineté. L'offensive a atteint son point culminant avec l'écrasement des combattants dans les forêts de Jerash, sous les chenilles des chars jordaniens. À l'issue de multiples affrontements, le conflit s'acheva par l'expulsion du Fatah et de ses combattants hors de Jordanie — ou, plus exactement, de ce qu'il en subsistait après des centaines de morts et des milliers

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 133 et suivantes, p. 150 et suivantes ; et comparer avec le récit du Roi Hussein, *My Profession as a King*, pp. 234, 235, 238.

[2] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/840.

[3] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 7.

d'arrestations. Ceci marqua la conclusion de l'« ère de la fierté du mouvement palestinien ».[1]

Cette défaite a entraîné la perte de la base opérationnelle la plus stratégique de la résistance palestinienne. La Jordanie se distingue par sa frontière commune avec Israël, la plus étendue de toutes, ainsi que par un soutien populaire substantiel, attribuable à sa population palestinienne significative. En outre, le royaume hachémite jouit d'un régime politique relativement modéré. Ces pertes ont été exacerbées par la vulnérabilité du régime jordanien, récemment privé de la Cisjordanie, et dirigé par un monarque encore en phase d'apprentissage des complexités du pouvoir royal, âgé de 35 ans.[2]

La question de l'éventuelle défaite de la résistance palestinienne peut être analysée en examinant les facteurs qui ont contribué à cette issue, notamment l'hypothèse d'une infériorité militaire par rapport à l'armée jordanienne. Une analyse approfondie s'impose pour déterminer si cette défaite trouve son origine dans des problèmes plus profonds, tels que la fragmentation interne, une désorganisation, ou des fuites sécuritaires, y compris des trahisons et des accords individuels passés avec le régime jordanien ou d'autres entités. En l'absence de ces éléments, la victoire lui aurait-elle été possible ? Les témoignages relatifs à ces événements présentent des divergences notables.

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 177.

[2] Parmi les récits concordants sur ces événements, celui du fondateur du Fatah, Abu Iyad Salah Khalaf, dans ses mémoires, Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 177 et suivantes. Et voir le récit du Roi Hussein dans ses mémoires, *My Profession as a King*, p. 233 et suivantes. Et voir le récit de Bahjat Abu Gharbieh dans *From the Nakba to the Intifada*, p. 405 et suivantes. Et voir le récit d'Ahmad Jibril dans ses mémoires, *Memoirs of the Revolution*, p. 163 et suivantes, 219 et suivantes.

Ce qui mérite d'être souligné ici, c'est que les forces de l'armée jordanienne, lors de leurs attaques contre les positions de la résistance palestinienne, ont capturé un officier israélien et l'ont remis aux sionistes sans échange ni accord préalable. Voir : Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 156.

Une autre question cruciale concerne le rôle des régimes arabes. Ces derniers, tout en affichant un soutien à la résistance, s'opposaient au roi Hussein. Ces régimes, sur lesquels la résistance comptait dans ses calculs stratégiques, adoptèrent de manière inattendue des positions passives, voire complices. Des figures de proue telles que Nasser et Kadhafi ont adopté une posture de réserve ou ont opté pour des provocations subtiles avant le déclenchement des hostilités, tandis que l'armée syrienne a choisi de ne pas intervenir. Cette concomitance est-elle le fruit du hasard ou d'une cause déterminée ? Ou bien s'agissait-il d'un acte délibéré de collusion avec le roi Hussein, pourtant adversaire de longue date, dans le but d'affaiblir la résistance qu'ils prétendaient soutenir ? Il convient de noter que les interprétations de ce phénomène sont multiples et étayées par des récits détaillés, bien que contradictoires.

L'analyse des faits a révélé que, même durant sa période de plus grande influence, la résistance palestinienne ne possédait pas la capacité militaire nécessaire pour affronter l'armée d'un régime arabe en proie à des instabilités politiques. Dans un contexte de grande tension, les alliés les plus précieux de la résistance ont démontré une inefficacité stratégique, se révélant incapables d'apporter le soutien escompté. Cette réalité eut un impact significatif sur les stratégies et les perspectives des générations actuelles et futures de dirigeants de la résistance. Cependant, il est important de noter que les enseignements tirés d'une défaite sont souvent partiaux. Ces observations sont souvent empreintes de ressentiment face à l'échec et d'un moral fragilisé.

Les événements de Septembre Noir ont engendré des conséquences profondes et durables, dont l'une des plus notables a été l'apparition d'une faiblesse au sein du mouvement de résistance palestinien. Pour la première fois, il se heurta à son incapacité à vaincre un régime arabe pourtant jugé faible, sans même évoquer l'État sioniste, puissamment armé, soutenu par l'Occident et doté d'un arsenal militaire avancé. Cette défaite eut un impact significatif, marquant un changement de cap dans

l'idéologie de la résistance. En effet, celle-ci intégra désormais des éléments de vulnérabilité et une ouverture à d'autres modalités de lutte. Il est intéressant de constater que même ceux qui n'avaient pas encore pris part à la lutte ont tiré des enseignements amers de la situation. Cela a conduit ces individus à limiter leur confiance aux Palestiniens des territoires occupés et à éviter toute confrontation avec les régimes arabes, quels que soient leurs actes ou trahisons manifestes.

Malgré ce sombre tournant, les années 1970 ont été témoins de certains des succès politiques les plus notables de la résistance palestinienne. Au cours du sommet arabe de Rabat en octobre 1974, les États arabes ont officiellement reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Bien que cette décision eût été prise l'année précédente, elle avait été maintenue secrète en raison des objections du roi Hussein, qui espérait encore reprendre la Cisjordanie avec le soutien des États-Unis. Cette ambition a été utilisée par la diplomatie américaine comme un levier dans sa stratégie de lutte contre les efforts déployés par la résistance palestinienne.[1]

Cette reconnaissance est communément interprétée comme un geste de solidarité émanant de la communauté arabe à l'égard de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Néanmoins, Salah Khalaf (Abou Iyad), personnalité éminente du Fatah, de l'OLP et de son appareil de renseignement, a révélé une réalité plus complexe. Selon l'auteur, les dirigeants arabes ont été contraints de prendre cette décision sous la menace d'assassinats. Il a été rapporté que des projets d'élimination avaient été conçus visant le roi Hussein du Maroc et d'autres personnalités de premier plan. Cependant, l'identification de toutes les cibles potentielles n'avait pas été réalisée, ce qui maintenait une ambiance de menace persistante. Cette menace imminente a contraint les dirigeants à

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 226, 227.

approuver et à communiquer la décision, modifiant ainsi la trajectoire de la résistance palestinienne.[1]

Cette décision a représenté une avancée significative pour les Palestiniens dans leur quête d'autonomie, notamment en ce qui concerne leur relation avec le roi Hussein. À l'instar de son grand-père Abdallah, Hussein a longtemps pesé sur la Palestine, cherchant à dominer et à monopoliser la représentation de sa cause. L'individu en question avait, lui aussi, placé toute sa confiance dans les Britanniques et les Américains. Cependant, il n'avait pas suscité de crainte ni ne témoignait de confiance en ce qui concerne ses trahisons.[2]

Parallèlement, cette décision a contribué à l'allègement des responsabilités des États arabes concernant la cause palestinienne, en la confiant à un groupe de Palestiniens disposant de peu de pouvoir et de ressources. Ces derniers se sont retrouvés dans une situation de dépendance vis-à-vis d'une assistance arabe, certes occasionnelle, mais souvent interrompue ou conditionnée par les dirigeants régionaux.

Au cours du mois suivant, plus précisément en novembre 1974, Yasser Arafat reçut une invitation à prononcer un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, qui se tenait alors à New York. Cette décision marque un tournant décisif dans la trajectoire de la cause palestinienne sur la scène internationale, opérant une transition de la problématique humanitaire initialement centrée sur les réfugiés à une perspective plus large de peuple sous occupation, portée devant la communauté mondiale.

Cette issue majeure ne saurait être attribuée uniquement aux efforts déployés par les Palestiniens ou au soutien arabe. Ce résultat est en grande partie lié au contexte politique mondial de l'époque, caractérisé par la compétition entre les deux blocs mondiaux, celui de l'Est sous domination soviétique et celui de l'Ouest mené par les États-Unis. Cette bipolarité a créé des

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 227 et suivantes.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 216, 229 ; Rashid Khalidi, *Iron Cage*, p. 89.

opportunités pour les acteurs de moindre envergure et de moindre influence de faire entendre leur voix et d'influencer les enjeux globaux. Parallèlement, plusieurs résolutions internationales en faveur de la cause palestinienne ont été adoptées. Parmi les résolutions notables, citons celle de 1975 qui assimile le sionisme à une forme de discrimination raciale, ainsi que le soutien au droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la récupération de ses droits par tous les moyens nécessaires.

Cependant, ces résolutions n'ont eu qu'un impact limité sur le terrain. L'analyse des dynamiques géopolitiques dans le contexte du Moyen-Orient met en exergue le rôle des États-Unis dans le soutien indéfectible à l'État d'Israël, conjugué à l'affaiblissement de la volonté réelle des États arabes de soutenir la cause palestinienne. Cette dynamique a conduit à la réduction de ces avancées à de simples symboles, affectant ainsi la résolution du conflit israélo-palestinien.

Du point de vue militaire et opérationnel, les Palestiniens, malgré la perte irréparable du front jordanien, ont démontré une capacité de réallocation stratégique de leurs ressources au Liban. Bien que ce dernier ne leur offrît qu'un accès frontalier restreint de 79 kilomètres contre 360 kilomètres en Jordanie, il représentait leur seule option restante. L'un des aspects les plus notables de cette situation réside dans le fait qu'elle n'était pas sous le contrôle d'un État central fort, ce qui a permis de maintenir une certaine flexibilité dans la gestion des ressources.

L'analyse de la situation au Liban révèle des similitudes avec celle de la Jordanie, tout en soulignant des différences marquées. Il convient de noter que les deux pays accueillaient d'importantes populations de réfugiés palestiniens, dont le nombre ne cessa de croître. Ces réfugiés se retrouvaient relégués à vivre dans des camps qui, avec le temps, sont devenus des zones densément peuplées, marquées par une pauvreté extrême et une marginalisation profonde. Ces individus étaient affectés par un sentiment d'aliénation, exacerbé par des législations et

réglementations qui les reléguaient à un statut subalterne, souvent perçu comme celui d'une seconde ou troisième zone. À l'instar de la situation observée en Jordanie, les mouvements de résistance palestiniens ont procédé au recrutement de combattants parmi la population des réfugiés, tout en leur fournissant des armes pour mener des opérations de guérilla. Par ailleurs, il est important de noter que la période post-Nakba de 1967 a vu les gouvernements régionaux relâcher leur emprise sur la résistance, ce qui a permis une renaissance des activités palestiniennes. Cette dynamique de renouveau trouve son origine dans le conflit de Karameh en 1968, qui a engendré un renouveau de l'optimisme au sein des forces combattantes. Cependant, cette confiance retrouvée se traduit souvent par des démonstrations de force excessives, conduisant à des affrontements fréquents et futiles avec les forces étatiques.
Cependant, il convient de souligner que les dynamiques internes du Liban présentaient des caractéristiques distinctes par rapport à l'appareil étatique relativement unifié de la Jordanie. Le Liban était fragmenté le long de lignes confessionnelles et politiques — entre sunnites et chiites, musulmans et chrétiens, nationalistes arabes et factions pro-occidentales. Ces divisions ont contribué à un affaiblissement de la cohésion du gouvernement libanais et de sa capacité de décision. Si cette dynamique a contribué à affaiblir l'État, elle a également créé des opportunités pour des groupes prêtes à exploiter ces divisions afin d'attiser et d'aggraver les conflits.

Les premiers affrontements significatifs entre combattants palestiniens et armée libanaise se sont produits à la fin de l'année 1969. Dans le cadre de la résolution du conflit opposant l'Égypte et Israël, le président égyptien de l'époque, Gamal Abdel Nasser, a joué un rôle de premier plan en tant que médiateur. Cette initiative a abouti à la signature de l'Accord du Caire en 1969, un texte crucial qui a permis de stabiliser les relations entre les deux nations. Cet accord a permis aux mouvements de résistance

palestiniens de mener des opérations dans le sud du Liban.[1] La résistance a su tirer parti de l'ouverture de cette nouvelle base opérationnelle pour mener des actions audacieuses, dont l'attaque de l'hôtel Savoy le 6 mars 1975, devenue un symbole de la lutte contre l'occupation. Dans le cadre de cette opération militaire, des combattants palestiniens ont mené une incursion par voie maritime sur Tel Aviv, ont pris le contrôle de l'hôtel Savoy et ont retenu des otages. Ils ont formulé des exigences, notamment la libération de prisonniers palestiniens, en échange de la libération des otages. L'affrontement qui s'ensuivit se caractérisa par une disparité manifeste en termes de forces en présence : huit combattants opposèrent leurs forces à celles des unités d'élite israéliennes. Face à un déficit en matière de munitions, sept individus périrent au combat, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi — le bilan s'élevait à environ cent Israéliens tués.

En examinant les actions du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et d'autres factions de moindre envergure ou indépendantes, il est possible de mettre en lumière des tactiques distinctives. Les actions commises par le mouvement de libération national palestinien incluent des actes de guerre non conventionnels, tels que le détournement d'avions pour échanger des otages contre des prisonniers palestiniens, l'attaque de sites sensibles, comme celle de l'aéroport de Lod en 1972, la prise d'otages à l'étranger, comme lors de l'opération de Munich en 1972, l'attaque de colonies pour capturer des otages, comme l'opération de Kiryat Shmona (Khalasa) en 1974, ou encore l'assaut de lycées militaires israéliens, comme lors de l'opération de Ma'alot (Tershiha) en 1974.[2]

---

[1] Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 162.

[2] Voir : Ahmad Jibril, *Memoirs of the Revolution*, p. 138 et suivantes, p. 175 et suivantes, p. 266 et suivantes.

En réponse à ces actions, l'État d'Israël a mené des frappes aériennes sur des bases palestiniennes, a posé des bombes et détruit des infrastructures au Liban, tout en procédant à des assassinats ciblés de dirigeants palestiniens. Ces attaques ciblaient des figures civiles et des commandants militaires de renom, tels que Ghassan Kanafani et Wael Zuaiter en 1972, ou encore Mahmoud Al-Hamshari, Hussein Abou Al-Khair, Mohammed Youssef Al-Najjar, Kamal Adwan et Kamal Nasser en 1973.

Le déclenchement d'opérations de guérilla depuis le territoire libanais, associé à la capacité d'Israël à mener des actions d'assassinat de grande envergure sur le sol libanais, a conduit à une escalade des tensions régionales. Les membres de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), qui comprenait le Fatah et d'autres factions, ont interprété ces événements comme une potentielle collusion, voire une implication directe, de l'armée libanaise. Cette perception a suscité une profonde indignation et une exigence de la part de l'armée qu'elle assume ses responsabilités. Par ailleurs, les autorités gouvernementales et les forces armées libanaises considéraient les camps de réfugiés, les organisations et les combattants comme des foyers de pouvoir non-contrôlés. Ces entités ont été à l'origine de conflits externes et d'une instabilité interne, conduisant à des appels à un encadrement plus rigoureux des camps.

Les Palestiniens, imprégnés d'un sentiment de puissance inédit et d'une attraction enivrante après des années d'oppression — bien que n'ayant pas encore accédé à la souveraineté — opposèrent une résistance déterminée à toute entreprise de domination. Au sein de la population libanaise, la communauté chrétienne maronite se démarqua par son opposition aux Palestiniens et par sa volonté de les contrer avec promptitude. Cette animosité a contribué à renforcer les liens d'alliance entre les Maronites et les Israéliens, ces derniers leur fournissant un soutien continu en termes d'armement, de transfert de connaissances et de programmes de

formation[1]. Ces éléments ont conduit à une escalade des tensions et à des provocations récurrentes sur le terrain, aboutissant à des affrontements.

Dans le contexte de conflits et de tensions politiques, un troisième facteur est apparu : la division des factions palestiniennes, qu'elles opèrent sous l'égide de l'OLP ou de manière autonome. Il convient de noter que certaines de ces factions ont évolué pour devenir des mercenaires, servant ainsi les intérêts de leurs bailleurs. Cette dynamique a facilité l'action de régimes comme ceux d'Irak ou de Syrie, pour ne citer que ces deux exemples, qui ont pu diriger leurs factions affiliées — ou verser des pots-de-vin à certains groupes ou individus — afin de perpétrer des assassinats ou de placer des engins explosifs visant des personnalités ou des organisations libanaises. Ces actions ont contribué à l'intensification des tensions du conflit, conduisant à une augmentation de l'hostilité à l'égard des Palestiniens et de l'ensemble du mouvement de résistance.[2]

Cette situation explosive a culminé dans le déclenchement de la guerre civile libanaise en 1975. L'élément déclencheur de la crise fut un massacre perpétré par des forces chrétiennes maronites. Celles-ci avaient tendu une embuscade à un bus transportant des Palestiniens, ouvrant le feu sans distinction et tuant tous les passagers, y compris des femmes et des enfants.

---

[1] Quiconque lit l'histoire du Levant connaît d'emblée l'ampleur des trahisons et des bassesses que les chrétiens du Levant ont commises à l'époque des Croisades et des Mongols, puis à l'époque du colonialisme anglais et français. Mais la tendance laïque contemporaine et la défaite de nombreux musulmans devant elle, ainsi que la domination de cette tendance sur les canaux de la culture, de l'information et de l'éducation, ont fait que l'histoire de la période moderne est habituellement écrite en dissimulant et en occultant ces trahisons. Certains de ceux qui ont commis ces actes, qu'ils aient reconnu ou non leur turpitude, ont payé un prix élevé pour leur trahison. Voir par exemple : Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 23, 26.

[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 267, 268.

Les Palestiniens du Liban, qu'ils soient réfugiés, déplacés dans les camps ou combattants militants, sont devenus un enjeu central et controversé dans le conflit, pris dans le feu croisé de factions rivales. Les combattants palestiniens ont été entraînés dans le conflit en tant qu'acteurs à part entière des alliances mouvantes, tout en subissant de plein fouet ses ravages.
La guerre civile a engendré une augmentation significative des activités d'espionnage, du commerce d'armes et d'attentats dévastateurs à l'échelle nationale. Les milices chrétiennes, dans une escalade de la violence, intensifièrent leurs attaques contre les camps palestiniens, imposant des sièges et commettant des massacres à grande échelle. En réponse à cette initiative, l'OLP a pris une part active au conflit, avec pour objectifs la défense de ses positions, la protection des communautés palestiniennes et le soutien aux factions musulmanes alliées au Liban.

Il n'est pas question ici d'examiner en détail les complexités, les alliances changeantes et les retournements de la guerre civile libanaise. En somme, la résistance palestinienne s'est alliée aux Druzes sous les bannières du nationalisme arabe et de l'idéologie de gauche, l'islam y occupant une place beaucoup plus marginale. Cette alliance s'est formée pour lutter contre les chrétiens maronites, soutenus par les sionistes, les Américains et certains régimes arabes. Le conflit a connu des fluctuations dans son intensité et son déroulement jusqu'à l'affaiblissement progressif des forces chrétiennes, ce qui a conduit l'armée syrienne à intervenir en janvier 1976. Cette action a reçu l'aval des États-Unis et a été consentie par Israël. Les forces armées syriennes, qui entrèrent en tant qu'alliées des factions chrétiennes maronites, se retournèrent contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et son bras armé, le Front populaire pour la libération de la Palestine (Fatah).

Dans le contexte de la restauration de l'ordre, l'armée syrienne a fourni une couverture aux forces chrétiennes qui assiégeaient les camps palestiniens. En définitive, elle a trahi le peuple palestinien assiégé, ce qui a conduit au massacre de Tall al-Za'tar le 12 août

1976, faisant environ 3 000 victimes palestiniennes. La guerre devint de plus en plus brutale, les chrétiens et l'armée syrienne versant le sang des Palestiniens et des Libanais dans une série d'épisodes tragiques.
Le conflit a atteint un tournant significatif avec la conclusion de l'Accord de Riyad, négocié par l'Arabie saoudite. Cet accord a permis le déploiement de forces arabes en vue de stabiliser le Liban. Cependant, les régimes participants ont choisi de ne pas dépêcher leurs troupes, transférant ainsi le contrôle de la situation à l'armée syrienne. En effet, la présence syrienne au Liban a été légitimée et a reçu l'aval du monde arabe, conformément aux termes de l'accord.

Sur le théâtre des opérations au Proche-Orient, l'État hébreu est parvenu à recruter Saad Haddad, un officier maronite libanais. Ce dernier a contribué à la mise en place d'une ceinture de sécurité le long de la frontière méridionale, servant de zone tampon pour la protection des intérêts israéliens. L'objectif principal de l'État hébreu était alors l'éradication complète des combattants palestiniens présents au Liban, lesquels continuaient de maintenir des bastions dans le sud. Parallèlement, les combattants palestiniens ont repris leurs actions armées contre l'État d'Israël. En réponse à cette escalade, l'armée israélienne a mené une invasion du sud du Liban en mars 1978. Bien que cette offensive n'ait pas réussi à éliminer la présence guérillera, elle permit de renforcer la ceinture de sécurité et la milice supplétive dirigée par Haddad.

Trois ans plus tard, alors que les opérations palestiniennes se poursuivaient et que celles-ci étaient suivies de sévères représailles israéliennes contre les civils — et après le retrait de l'Égypte du conflit à la suite de la signature des accords de Camp David —, Israël lança une invasion à grande échelle du sud du Liban.

L'armée israélienne, forte de 120 000 à 150 000 soldats sur un total de 180 000, mobilisa l'essentiel de ses forces armées actives pour atteindre Beyrouth en seulement cinq jours (du 4 au 9 juin 1982).

Une lutte intense s'est engagée entre l'armée israélienne et les forces de la résistance palestinienne et libanaise, qui se sont unies pour faire face à l'agression israélienne. Il convient de noter que la résistance farouche des défenseurs a engendré un ralentissement de l'avancée israélienne vers Beyrouth pendant plus de deux mois. En définitive, la médiation internationale a permis d'aboutir à un accord exigeant le retrait de la résistance palestinienne du Liban.

Cependant, à la suite du départ des combattants, l'État d'Israël et ses alliés chrétiens maronites perpétrèrent l'un des massacres les plus atroces de l'histoire palestinienne : le massacre de Sabra et Chatila (16-18 septembre 1982). Une étude approfondie des événements de 1948 révèle que le massacre systématique de Palestiniens, incluant des femmes, des personnes âgées et des enfants, a fait environ 3 500 victimes.

L'expulsion forcée du Liban eut des répercussions désastreuses sur la résistance palestinienne, marquant un tournant décisif dans son histoire. Cette décision mit fin aux perspectives de recours à la lutte armée, rendant les États voisins inaccessibles. Le déplacement massif de 12 000 combattants vers des théâtres d'opérations éloignés, tels que la Tunisie, le Soudan ou le Yémen, a entraîné une réduction significative de leurs capacités opérationnelles. La direction de l'OLP est alors établie à Tunis. Néanmoins, les services de renseignement israéliens poursuivent leur campagne d'assassinats ciblés contre les dirigeants palestiniens. Parmi les individus en question, nous pouvons citer Abou Jihad, qui occupait le poste de numéro deux du Fatah et qui a été assassiné à Tunis le 16 avril 1988.

Bien que ces opérations aient démontré la résilience, le courage et l'audace des combattants palestiniens, elles se sont heurtées à un déséquilibre de puissance écrasant. Ces derniers se retrouvaient ainsi isolés face à une puissance militaire en pleine expansion, tandis que les régimes arabes voisins restaient inactifs, pour ne pas dire complices. Il convient de noter que certains États, à l'instar de l'Égypte, avaient conclu des accords de paix formels avec Israël.

D'autres, tels que la Jordanie et la Syrie, maintenaient une paix de facto, c'est-à-dire une situation de stabilité et d'absence de conflit officiel, bien que des tensions latentes puissent persister. Les entités n'ayant pas formellement établi de partenariat avec l'État hébreu ont fréquemment coopéré de manière informelle dans les domaines de la sécurité intérieure et de la collecte d'informations, comme en témoignent les exemples du Liban, du Maroc et d'autres nations. À cela s'ajoutait le soutien inconditionnel dont bénéficiait Israël de la part des puissances occidentales, et ce, non seulement en termes d'aides financières, d'armement et de soutien politique, mais aussi d'assistance opérationnelle. Les ambassades et les planques ont été régulièrement utilisées comme refuges et comme points de départ pour les unités d'élite israéliennes. Par ailleurs, il convient de souligner que la diaspora juive mondiale a apporté un soutien constant, multiforme et structuré à la cause israélienne.

À ces difficultés s'ajoutaient certaines opérations externes, telles que les détournements d'avions et les attaques d'aéroports, qui aliénèrent aussi bien les nations arabes que les puissances occidentales, suscitant une opposition généralisée aux organisations palestiniennes. Cette dynamique a entraîné une érosion significative des effectifs, les dirigeants politiques et militaires étant systématiquement ciblés et éliminés par des meurtres ciblés. Dans ce contexte, des appels à des solutions politiques, à des négociations et à la paix ont commencé à émerger au sein de la direction palestinienne, une évolution facilitée par le déclin de figures influentes et déterminées.

Du point de vue idéologique, la résistance militaire palestinienne s'appuyait largement sur des idéaux séculiers, traduits en objectifs politiques que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) exprimait dans sa rhétorique et ses programmes. L'objectif de cette initiative était de créer un État palestinien unifié, caractérisé par la laïcité plutôt que par l'islam ou le judaïsme, garantissant l'égalité de tous les citoyens en termes de droits et de responsabilités. Cette perspective s'articulait autour de deux axes : le retour des réfugiés et l'arrêt de la colonisation. Ces deux éléments étaient considérés

comme essentiels pour garantir une majorité démographique arabe et palestinienne.[1]

Le sécularisme de l'OLP a joué un double rôle, à la fois en tant que cause et en tant que solution envisagée. Dans les décennies de 1950, 1960 et 1970, la prépondérance du sécularisme à l'échelle internationale a engendré un mouvement de pensée d'envergure qui a contribué à éloigner une partie significative de la population jeune de la religion, voire à engendrer une hostilité envers celle-ci. En outre, le sécularisme — dans ses formes libérales comme communistes — s'était imposé par une série de massacres brutaux contre les mouvements islamiques, interdisant toute tentative de recours à l'islam comme solution politique. Ainsi, le sécularisme se présentait comme une stratégie pragmatique pour éviter toute forme de confrontation avec les régimes arabes et les puissances internationales.

Ainsi, l'appel à un État laïque unifié a permis d'harmoniser plusieurs éléments : l'ancrage laïque des factions de résistance palestiniennes, le rejet nationaliste et panarabe de l'entité sioniste et de son projet d'État juif, et enfin l'hégémonie mondiale du sécularisme — tant libéral que communiste — dominante à l'époque. Ce cadre mondial préconisait la mise en place d'un État national unifié, dans lequel l'ensemble des citoyens seraient égaux, indépendamment de leurs convictions religieuses. Pour les Palestiniens, cette idée représentait une stratégie visant à interpeller les puissances orientales et occidentales sur leur engagement déclaré en faveur de la laïcité. Cette démarche s'inscrivait dans le cadre des principes fondateurs de l'ordre international d'après-guerre, tels qu'établis dans le contexte de l'après-conflit.

Si ces grandes puissances avaient véritablement été attachées au sécularisme, il est vraisemblable qu'elles se soient positionnées aux côtés des Palestiniens contre les sionistes, dont l'idéologie et l'État

[1] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, pp. 64, 113, 220, 221, 314.

incarnent l'exclusivisme religieux et le racisme que le sécularisme cherche précisément à rejeter. Cependant, il convient de souligner que le projet israélien ne saurait se réduire à une entreprise coloniale séculière ; il revêt également les caractéristiques d'un projet de type croisade, solidement ancré dans une idéologie religieuse qui continue de jouer un rôle prépondérant dans la civilisation occidentale.

L'OLP, organisation politique palestinienne créée à la fin des années 1960, a fait de l'établissement d'un État unique laïque réunissant Arabes et Juifs sur un pied d'égalité la première grande concession de son programme. Ce tournant historique peut être analysé comme un recul par rapport à l'exigence initiale du retour des populations juives vers leurs terres d'origine[1]. Dans le contexte de la guerre d'octobre et de ses conséquences déséquilibrantes, l'OLP s'est vue contrainte de procéder à des « décisions audacieuses » qui marquaient un éloignement de la logique du « tout ou rien ».[2] Cette évolution s'est concrétisée lors du 12e Congrès national en 1974, où il a été établi que l'action politique constituait un moyen légitime de libération de la Palestine, remettant ainsi en question la croyance jusqu'alors inébranlable selon laquelle la lutte armée représentait l'unique voie possible. Cette modification a permis l'instauration de mesures provisoires et graduelles, facilitant ainsi la création d'un gouvernement palestinien sur les zones géographiques affranchies de toute occupation étrangère.[3]

Une concession supplémentaire fut faite lorsque l'OLP, vraisemblablement sous pression, accepta l'initiative de paix du prince héritier saoudien (le prince Fahd à l'époque), qui appelait au retrait israélien aux frontières de 1967 en échange d'une reconnaissance. Cette proposition a été adoptée lors du sommet

---

[1] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 94.
[2] Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 211, voir aussi p. 216 et suivantes.
[3] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 94.

arabe de 1982 à Rabat, marquant ainsi de facto la reconnaissance de l'occupation israélienne de 1948.[1]

Ainsi, les revers militaires de l'OLP ont coïncidé avec des reculs politiques notables. Les années 1980 marquèrent une période de déclin pour l'organisation, car l'appel à un État laïque unique où Arabes et Juifs coexisteraient en égaux se révéla inefficace. Cependant, un changement spectaculaire se préparait, avec l'éruption de la plus vaste révolte populaire en un demi-siècle : la Première Intifada palestinienne.

[1] Concernant cette initiative et les circonstances de son adoption, voir : Ghazi al-Qusaibi, *The Minister Plenipotentiary*, 1ère édition (Beyrouth : The Arab Institute for Studies and Publication, 2010), p. 179 et suivantes.

La Première Intifada de 1987 et l'essor de la résistance islamique

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, un ensemble de dynamiques internes et externes, tant au sein du mouvement islamique qu'en Palestine, ont convergé pour créer un terrain fertile à l'émergence d'une résistance islamique. Ces évolutions peuvent être synthétisées comme suit:

Normalisation et désengagement arabe

L'adhésion du régime égyptien à la paix et à la normalisation avec Israël a révélé l'inefficacité des espoirs placés dans les régimes arabes pour la libération de Jérusalem et de la Palestine. Il est devenu évident que quiconque aspirait à atteindre cet objectif devait le faire par ses propres moyens, comme le souligne l'adage : « Nul ne gratte ton dos mieux que tes propres ongles. »

Les autres régimes arabes ont reflété ce désengagement avec des degrés divers de passivité ou de complicité. Il convient de mentionner que certains États, à l'instar de la Syrie, ont choisi de ne pas s'engager directement dans un affrontement avec Israël. D'autres, à l'instar de la Jordanie et du Maroc, ont entretenu des relations secrètes. Les États du Golfe ont fourni un soutien économique et politique qui s'est révélé être à la fois incohérent et contradictoire. Dans le contexte géopolitique de la région, des acteurs étatiques tels que l'Irak et la Libye ont instrumentalisé les factions palestiniennes en vue de leurs intérêts politiques internes, contribuant ainsi à l'exacerbation des divisions au sein de la lutte palestinienne.

Le réveil islamique

Dès le début des années 1970, l'affaiblissement du mouvement gauchiste a favorisé l'essor et la dissémination du réveil islamique dans de multiples pays. Quelle qu'en soit la cause, l'élément essentiel réside dans la croissance remarquable et l'expansion

rapide de ce mouvement, notamment en Égypte et dans les États du Golfe.

L'Égypte, qui compte pour sa part un quart de la population arabe, a joué un rôle central dans ce renouveau. Dotée du taux d'alphabétisation le plus élevé du monde arabe, elle a produit un flux continu de diplômés qui ont occupé des postes clés dans l'éducation, la magistrature et diverses professions à travers le monde arabe, renforçant ainsi son influence. Parallèlement, les États du Golfe ont connu un essor sans précédent de l'industrie pétrolière, associé à une prospérité financière considérable, qui a permis de générer des ressources substantielles au soutien du réveil islamique. Cette affluence de capitaux a contribué à la propagation de la littérature islamique, à l'établissement d'organisations religieuses et à une diversité d'initiatives de renaissance spirituelle.

Les années 1970 se sont conclues par trois événements majeurs qui ont fortement dynamisé ce réveil : la Révolution iranienne, l'incident de Juhayman al-Otaybi en Arabie saoudite, et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Ces trois événements se sont produits en 1979, année charnière dans l'histoire de la musique rock. Un quatrième événement potentiel, à savoir la montée des islamistes en Turquie sous la direction de Necmettin Erbakan, a été brutalement interrompu par un coup d'État militaire en 1980.

La Révolution iranienne, un soulèvement islamique chiite, a accompli l'exploit inédit de renverser le Shah, qui était l'un des alliés les plus importants des États-Unis dans la région. Pour la première fois de l'histoire moderne, des érudits religieux ont accédé au pouvoir, ont consolidé leur autorité et ont réussi à résister à toutes les tentatives de renversement. Ce bouleversement a provoqué une onde de choc dans la région. Pour les États-Unis, il représentait un affaiblissement spectaculaire de leur influence ; pour les islamistes, il annonçait une ère nouvelle — celle de la reconquête de l'initiative, après des décennies d'occupation et d'humiliation.

Dès ses prémices, la révolution iranienne a adopté une posture mesurée, évitant toute forme de confrontation avec les musulmans sunnites et s'abstenant d'attiser les divisions confessionnelles, alors largement latentes à l'époque séculière. Il est indéniable que l'État en question a rompu sans équivoque ses liens avec l'État d'Israël, et a ouvert ses portes à la cause palestinienne.[1]

L'impact le plus significatif de cette dynamique sur la cause palestinienne réside dans les interrogations qu'elle a suscitées au sein du mouvement islamique, notamment en ce qui concerne la question de la résistance. Il convient d'examiner les raisons pour lesquelles une telle mobilisation n'est pas observée. Elle a ainsi réfuté la thèse d'une incompatibilité entre l'islam et la réussite, démontrant que l'essor économique et social peut être favorisé par une dynamique religieuse. Cette prise de conscience n'est pas demeurée une simple spéculation théorique ; elle s'est matérialisée en actions tangibles, catalysant les mécanismes de la résistance islamique.[2]

L'incident de Juhayman, qui se déroula 20 Novembre 1979 à l'aube du XVe siècle de l'Hégire, correspond à une rébellion à petite échelle menée par un groupe saoudien dans la Grande Mosquée de La Mecque. Cette insurrection, qui fut marquée par la proclamation de l'apparition du Mahdi, a été un tournant significatif dans l'histoire islamique. En dépit de la répression rapide du soulèvement par les forces de sécurité saoudiennes, assistées par des agents français et étrangers, les répercussions de l'événement furent considérables. L'incident a provoqué une vive émotion au sein de la communauté musulmane, y compris parmi les fidèles présents dans la mosquée. Il a révélé un désir largement répandu de se libérer d'une ère de défaite et d'humiliation. Cette

---

[1] Pour plus de détails, consulter : Fahmi Huwaidi, *Iran from Within*, 1ère édition (Le Caire : Al-Ahram Establishment, 1987).

[2] Pour examiner l'influence de la révolution iranienne sur le leadership de la résistance palestinienne, qui est Fathi al-Shaqaqi, voir : Fathi al-Shaqaqi, *The Complete Works*, pp. 190 et suivantes, 218 et suivantes, 258 et suivantes.

dynamique a engendré une vague de sympathie en faveur du mouvement, incitant même un certain nombre de personnes à y adhérer.

Par ailleurs, la rébellion a révélé le mécontentement grandissant des populations de la péninsule Arabique face aux politiques saoudiennes, perçues à l'époque comme étant excessivement orientées vers la sécularisation et marquées par un déclin moral manifeste. Nombreux étaient ceux qui attendaient une occasion de contester le régime en place. Ainsi, l'incident de Juhayman a constitué un tournant majeur qui a contraint le gouvernement saoudien à opérer une transformation de son image publique. En effet, celui-ci a adopté une posture de radicalisation religieuse, se présentant comme un défenseur de l'islam salafiste, tout en poursuivant en coulisses un processus de sécularisation, d'occidentalisation et de dépendance étrangère.

Cette stratégie rappelle celle du fondateur du royaume, Abdelaziz Al Saoud, qui avait su concilier une apparence religieuse avec des politiques alignées sur les intérêts des puissances étrangères. Cette dualité a perduré près de quarante ans, jusqu'au règne du roi Salmane et de son fils Mohammed ben Salmane. Sous leur gouvernance, l'Arabie saoudite a entrepris des réformes sans précédent. Celles-ci ont démantelé les normes traditionnelles et instauré une libéralisation sociétale accélérée et une décadence morale jusque-là inédite.

Parallèlement, l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique a engendré un mouvement de jihad à l'échelle mondiale, notamment en raison de la résistance exemplaire des Afghans. Ce phénomène a surpris les Américains, qui ont finalement décidé de soutenir la lutte en facilitant le déplacement de combattants musulmans et en fournissant, de manière indirecte, des armes et du matériel via des pays arabes tels que l'Égypte, l'Arabie saoudite et les États du Golfe.

Cette dynamique a ravivé la question du jihad en Palestine, et a même permis à certains de mettre en place des camps

d'entraînement au Pakistan et en Afghanistan, préparant de jeunes recrues à la lutte en Palestine. Cette logique s'appuyait sur le postulat selon lequel si les Afghans, malgré leur faiblesse et leur pauvreté, avaient réussi à résister à l'armée soviétique, les Palestiniens seraient à même de le faire face à Israël.

Il convient de noter que trois événements déterminants, conjugués à l'élan du réveil islamique dans les années 1970 et 1980, ont constitué un tournant décisif dans la cause palestinienne et la lutte pour Jérusalem.

Le déclin des mouvements de résistance séculiers

Au milieu des années 1980, il était manifeste que les mouvements de résistance séculiers étaient soit en déclin, soit au bord de l'effondrement. Ce déclin a atteint son paroxysme lorsque le mouvement Fatah a été contraint de quitter le Liban à la suite de l'invasion israélienne de 1982. Les membres du mouvement se sont dispersés vers des pays tels que le Yémen, la Libye et l'Algérie, tandis que la direction du Fatah s'est établie en Tunisie, un pays géographiquement éloigné de la Palestine et ne pouvant pas servir de base viable pour la résistance. Ce départ a marqué l'expulsion effective de la résistance hors de la Palestine, puis, dans les années suivantes, hors des pays voisins : la Jordanie en 1970, puis le Liban en 1982.

Une analyse approfondie des résultats obtenus par ces mouvements sur la période s'étendant de 1965 à 1985 révèle des performances jugées insatisfaisantes, en dépit des ressources substantielles à leur disposition. Ces ressources incluent des territoires, des financements, des camps d'entraînement, ainsi qu'un soutien arabe et international ponctuel.[1]

[1] Ce que le mouvement Fatah et le Front populaire et démocratique et autres ont fourni comme capacités et soutien financier et politique est relativement important. En comparaison, ce que les mouvements islamiques ont obtenu par

Par ailleurs, les affaires d'ordre financier, les écarts de conduite et les dissensions internes qui ont ébranlé ces institutions ont contribué à créer un climat de désillusion, conduisant un grand nombre d'individus à perdre confiance en leur projet et à leur retirer leur appui. Cette désillusion croissante a contribué à l'abandon progressif de toute attente quant à la réalisation des objectifs de ces mouvements.

En outre, ces mouvements se sont retrouvés engagés dans une lutte gauchiste qui les a placés en opposition directe avec les régimes en place en Jordanie et au Liban, alors qu'ils cherchaient à y établir des bastions armés. Cette position a suscité des divergences d'opinion, les opposant à divers acteurs, y compris des sympathisants de la cause palestinienne, ainsi qu'aux régimes eux-mêmes. Bien que ces régimes n'aient été ni véritablement nationalistes, ni réellement attachés à la cause arabe ou palestinienne, l'attitude arrogante et conflictuelle des mouvements a fourni un prétexte idéal pour leur répression, souvent avec l'aide de factions locales elles-mêmes désabusées.

Par ailleurs, il convient de noter que les fondements intellectuels de ces mouvements, enracinés dans les idéologies de gauche, laïcistes et nationalistes, avaient déjà subi de graves revers, ce qui a eu pour effet d'affaiblir leur attrait, en particulier en comparaison avec les années 1950 et 1960. Le projet du nationalisme arabe a subi un revers décisif avec la défaite de 1967, et l'influence des idéologies gauchistes et communistes a connu un déclin continu durant les décennies suivantes, tandis que le mouvement islamique prenait de l'ampleur, en particulier en Égypte et dans la péninsule Arabique.

Ce basculement idéologique a creusé un fossé entre le peuple et ces mouvements, dont plusieurs s'enfonçaient dans un

---

la suite ne représente même pas un dixième de cela. Mais il n'y a aucun doute que le mouvement de résistance qui affronte un État militaire reçoit un soutien politique et économique et militaire considérable.

extrémisme laïc, voire athée, et des comportements immoraux, tels que la danse, l'alcool et la violence. En définitive, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a considérablement revu sa position politique. Initialement, elle a revendiqué la création d'un État palestinien unique et le retour des Juifs sur leurs terres. Par la suite, elle a accepté la notion d'un État laïc où Palestiniens et Juifs partageraient les mêmes droits et responsabilités. En outre, elle a soutenu une solution à deux États sur une partie de la terre. Enfin, elle a renoncé à la lutte armée comme unique voie de résolution du conflit, reconnaissant qu'elle n'était qu'une parmi d'autres options.

Il est devenu manifeste, y compris pour les partisans de l'OLP jusqu'alors, que l'organisation et ses mouvements présentaient des signes d'épuisement, de déperdition et d'inanité.[1]

L'analyse des mouvements de résistance séculiers a été perçue, au sein du mouvement islamique, comme un sujet de regret et de critique. L'hypothèse prédominante est que si les fondateurs du Fatah avaient été affiliés aux Frères musulmans, et s'ils n'avaient pas quitté le mouvement uniquement par désir de conduire la résistance, leur projet aurait pu produire des résultats plus significatifs. Si les Frères musulmans s'étaient investis plus activement dans cet objectif, les résultats auraient pu être tout autres. Il est intéressant de constater que le mouvement aurait pu éviter la dérive séculière et morale qui l'a rongé, ainsi que les douloureux échecs qu'il a subis.

Le déclin du Fatah et l'essor du séculier au sein de la résistance ont représenté une source inépuisable de frustration et de désillusion pour les individus qui interprétaient la situation à

---

[1] Pour lire une partie des références concernant le Fatah et l'OLP, voir : Salah Khalaf, *Palestinien sans identité*, p. 215 et suivantes. Et parmi les choses étonnantes à considérer, c'est que ce leader intransigeant mentionne à la fin de ses mémoires que « les Palestiniens et les Israéliens ont trouvé un terrain d'entente ! » ; mais il ajoute qu'avant cela, ils doivent prendre conscience des réalités et se reconnaître mutuellement et se réconcilier sur la base d'une coexistence sur cette terre ! Voir p. 312.

travers le prisme des valeurs islamiques. Cette déception était d'autant plus profonde que de nombreuses figures éminentes du Fatah avaient auparavant été affiliées au mouvement islamique. Ce dernier n'a pas su saisir l'urgence du moment, s'est trompé d'analyse et a manqué une opportunité historique.

Les facteurs convergents, à savoir la normalisation arabe, l'éveil islamique et le déclin des mouvements de résistance séculiers, ont créé un terreau fertile pour l'émergence de la résistance islamique, incarnée par le Hamas.

Les premières organisations islamiques ont été fondées sous la direction du Dr Fathi al-Shaqaqi, qui était convaincu que les islamistes étaient désormais capables d'entrer en résistance et qu'il était irresponsable et inacceptable de ne pas le faire. Il exprimait une profonde préoccupation concernant la division existante, qu'il résumait ainsi : « Des nationalistes sans Islam, et des islamistes sans Palestine. »[1] Il convient de noter que certains nationalistes ne se réclament pas de l'islam, et que d'autres islamistes ne se réfèrent pas à la Palestine. En 1980, il fonde le Mouvement du Jihad islamique, se désengageant des Frères musulmans qu'il considère comme immobilistes. La branche armée du mouvement a commencé à prendre forme à l'été 1981, avec une première opération en 1986, connue sous le nom d'opération de Bab al-Magharbah, au cours de laquelle environ quatre-vingts soldats israéliens furent ciblés. Ceci marque le point de départ d'une série d'opérations subséquentes.[2]

La scission de Fathi al-Shaqaqi avec les Frères musulmans fut l'une des dernières divisions majeures de cette organisation. Selon les témoignages, il était soit issu, soit proche du groupe, ce qui l'a placé au cœur de ce courant qui l'a conduit à rejoindre la résistance. À ce jour, les informations disponibles sur la formation du Hamas

---

[1] Fathi al-Shaqaqi, *The Complete Works*, 1/347 ; et voir dans le même sens : Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, p. 102.

[2] Al-Shaqaqi lui-même a écrit sur la genèse du mouvement et de sa pensée. Voir : *The Complete Works*, 1/346 et suivantes.

et ses liens avec les Frères musulmans en Palestine, en particulier à Gaza (cœur du mouvement islamique), demeurent fragmentaires et limitées. Néanmoins, les éléments connus suggèrent que le Hamas a constitué un coup d'État silencieux ou une prise de contrôle en douceur de la présence des Frères musulmans en Palestine.

L'approche théorique développée par le Cheikh Ahmed Yassine marque une rupture avec les méthodes traditionnelles des Frères musulmans dans la région, méthodes auxquelles ils étaient restés attachés. Ainsi, certains fondateurs du Hamas ont mené avec succès une prise de contrôle discrète, caractérisée par une habileté et une tactique remarquables. Ils ont réussi à maintenir la bannière des Frères musulmans tout en écartant progressivement les dirigeants s'opposant à l'évolution vers une posture plus militante. Il convient de noter que certains de ces dirigeants ont fait preuve d'une grande abnégation et d'une grande sincérité. En effet, ils ont choisi de se retirer [1] sans provoquer de ruptures majeures susceptibles de faire éclater le mouvement. Cette décision est à saluer, car elle permet d'œuvrer pour le bien de la cause islamique en Palestine.

Il convient de noter que, de manière générale, les actes de retrait volontaire sont peu fréquents, les conflits de leadership étant souvent à l'origine des divisions au sein des mouvements islamiques. Ces actions requièrent une intégrité personnelle élevée.

Bien qu'il ait fini par incarner une rupture avec la ligne traditionnelle des Frères musulmans, Cheikh Ahmed Yassine n'avait pas rejoint le Fatah à ses débuts et avait rejeté, dès l'origine, sa méthode, qu'il jugeait vaine. Dans le contexte géopolitique de l'époque, l'auteur de cette analyse estimait qu'une résistance armée menée depuis des États arabes faiblement structurés ne ferait

[1] Il mentionne ici le nom du cheikh : Abd al-Fattah Dukhan.

qu'offrir à Israël l'opportunité d'étendre davantage son influence et de renforcer son emprise sur la région.

Il soutient l'idée que la résistance doit émerger exclusivement des territoires occupés. En outre, il affirme que si cette démarche s'avère impossible à court terme, il est impératif de déployer des efforts méthodiques pour y parvenir.[1]

Si la période durant laquelle les islamistes se sont abstenus d'entrer en résistance a conduit à la perte d'opportunités précieuses, elle n'en a pas été moins fructueuse. Le dynamisme de l'islam et l'énergie qu'il a insufflée à ses adeptes ont été canalisés dans des activités caritatives, éducatives, missionnaires et dans un militantisme étudiant vivace. Au cours de l'éveil islamique des années 1970 et 1980, les islamistes ont connu un essor significatif, marquant la fondation de multiples structures sociales et institutionnelles, en particulier dans les domaines de l'éducation, du secours et de la propagation de la foi. Ces organisations ont émergé non seulement en Palestine, mais aussi au sein de la diaspora palestinienne, témoignant de la portée géographique de l'influence islamiste durant cette période.[2]

Progressivement, les syndicats étudiants palestiniens ont été sous l'influence de l'islamisme [3] et Parallèlement, une élite dirigeante islamique est apparue dans la société palestinienne. Cette nouvelle élite avait une vision qui contrastait fortement avec l'orientation séculière du Fatah et de l'OLP..

Ainsi, lors de l'émergence du Mouvement de la résistance islamique, celui-ci s'est appuyé sur des réseaux sociaux étendus et profondément enracinés[4]. Cette base solide a ainsi permis d'assurer

---

[1]Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 76 et suivantes, 88 et suivantes. Et voir aussi dans cette interprétation : *Mémoires d'al-Rantissi*, p. 83 ; Ahmad Jibril, *Memoirs of the Palestinian Revolution*, pp. 100, 102.

[2] Voir par exemple : Mémoires d'al-Rantissi, p. 34 et suivantes.

[3] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 84 et suivantes ; Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, p. 225

[4] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 125.

que son ascension soudaine se soit caractérisée par une puissance et une durabilité remarquables.

Les prémices du processus de formation du Hamas trouvent leur origine au cours de l'année 1980, période à laquelle un groupe de jeunes membres a été déployé à l'international afin de suivre un programme d'entraînement militaire. Dès l'année 1981, le mouvement avait établi un dispositif de sécurité dont la mission était de récolter des informations, de surveiller les collaborateurs palestiniens œuvrant aux côtés des sionistes, et d'identifier les individus enrôlés comme agents. L'utilisation de l'appareil en question a conduit à l'identification de certains collaborateurs, qui ont été discrètement neutralisés sans que cela n'ait fait l'objet d'une publicité.[1]

Par la suite, le Hamas a constitué une branche militaire dont la mission était de recruter de jeunes combattants et d'acquérir des armes. Ces deux tâches, qui peuvent être considérées comme périlleuses dans un territoire occupé, étaient particulièrement difficiles dans un contexte de régime fondé sur le contrôle sécuritaire. Ces difficultés étaient exacerbées par le manque d'expertise, ce qui rendait nécessaire une approche fondée sur l'apprentissage par l'erreur.

Malgré les risques inhérents, les progrès ont été lents et discrets. Il convient de noter que la branche militaire a mené plusieurs opérations qui ont abouti à la mort ou à la capture de soldats israéliens. Cependant, il convient de noter que l'exposition de certaines cellules a conduit à des arrestations, dont celle de Cheikh Ahmed Yassine en 1984.[2]

Il a été avancé par certaines sources que la première moitié des années 1980 fut marquée par un déclin significatif des activités de

---

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 127 et suivantes.
[2] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 119 et suivantes.

résistance, notamment en Palestine[1]. Par ailleurs, il convient de souligner l'accroissement des dynamiques d'adaptation et de normalisation entre les segments les plus larges de la société palestinienne et la population juive. Dans certains cas, les interactions entre les deux parties en vinrent à ressembler à des relations naturelles. Une étude approfondie a révélé que de nombreux Palestiniens exerçaient leur activité professionnelle dans des zones israéliennes. Ces travailleurs résidaient fréquemment sur leurs lieux de travail, situés dans les territoires occupés depuis 1948, et ce, pour une durée souvent s'étendant sur une semaine ou plus, les éloignant ainsi de leurs villes d'origine. Parallèlement, des commerçants israéliens fréquentaient les marchés de la région, notamment ceux de Gaza et de la Cisjordanie.

Au cours de la période considérée, l'exposition prolongée, la familiarité accrue et la diminution des menaces immédiates ont favorisé l'infiltration progressive de la population juive au sein de la société palestinienne. Cette infiltration s'est d'abord opérée par le biais du commerce, puis s'est étendue aux interactions sociales. Cette dynamique a conduit, dans certains secteurs de la société palestinienne, à des périodes d'aliénation sociale et de rejet des activités de résistance

Cette situation ne saurait être considérée comme fortuite, mais s'inscrit en réalité dans le cadre des dynamiques naturelles inhérentes au comportement social sous pression. Il est impératif de se remémorer les circonstances désastreuses de l'époque, durant lesquelles Israël, avec la complicité des gouvernements arabes, infligeait de lourdes défaites aux mouvements de résistance. Les événements les plus notables de cette période sont ceux survenus

---

[1] *Mémoires d'al-Rantissi*, p. 31 et suivantes, pp. 74, 83 et suivantes, p. 96 et suivantes ; Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, p. 68, p. 231 et suivantes. J'ai moi-même entendu cela de témoins oculaires qui ont vécu cette période. Voir aussi : Abd al-Wahhab al-Messiri, *My Intellectual Journey*, pp. 524, 525..

en Jordanie en 1970 et au Liban en 1982, auxquels s'est ajoutée une campagne prolongée d'assassinats ciblés visant les principaux dirigeants de la résistance en Europe, au Liban, en Tunisie et dans d'autres régions du monde. Ces actions ont largement contribué à la propagation de l'idée que la résistance était non seulement infructueuse, mais également contre-productive, d'autant plus que plusieurs États arabes s'engageaient dans des processus de paix et établissaient des relations diplomatiques avec Israël.

Cette normalisation croissante et l'acceptation grandissante de la présence juive au sein de la société palestinienne ont encouragé l'État d'Israël à prendre des mesures sans précédent. La collaboration initiale du pays avec certains individus a donné lieu à la mise en place de structures administratives de petite taille au niveau des villages. Ces organes ont été chargés de la gestion des aspects quotidiens de la société palestinienne. Cette initiative faisait suite à la réussite d'Israël dans le démantèlement et la neutralisation de la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à l'étranger.

Dans ce contexte, le cheikh Ahmed Yassine et ses compagnons ont fait de la lutte contre la normalisation et l'adaptation en cours dans la société palestinienne, notamment parmi la jeunesse, une priorité. Dans le cadre de leurs efforts de prédication et de mobilisation, les acteurs concernés ont cherché à renforcer la compréhension collective de la nature de ces individus. Ils ont ainsi tenté de faire comprendre que ces individus étaient des occupants, qu'ils incarnaient un projet colonial en cours, et que toute forme de coexistence avec eux, quelles qu'en soient les conditions, était absolument inacceptable.

L'essor du mouvement islamique a été confronté à de multiples obstacles et défis majeurs, dont les deux plus notables sont les suivants :

Premièrement : Il convient de noter que l'éloignement de la société des pratiques et activités islamiques, conjugué à la domination des idéologies de gauche, constitue un phénomène

social majeur [1]. Dans son discours, l'un des fondateurs des Brigades Al-Qassam a évoqué l'histoire de son village natal, Salfit, qui, autrefois, était connu sous le surnom de « la petite Moscou » en raison de l'influence significative du communisme et de l'athéisme qui caractérisaient la région. Ces observations se manifestaient par l'absence de port du hijab, une fréquentation réduite des mosquées par la population jeune, une hostilité manifeste envers les islamistes, ainsi que par d'autres phénomènes qui témoignaient d'un éloignement significatif des valeurs islamiques.[2]

Deuxièmement : Dans le contexte sociopolitique de l'époque, l'opposition du mouvement Fatah, qui percevait l'ascension du leadership islamique comme une menace directe à sa domination, a joué un rôle déterminant dans la dynamique des événements. Cette opposition se traduit par des assassinats, des attentats à la bombe visant les domiciles de dirigeants islamistes, des affrontements étudiants, voire des hostilités dans les prisons israéliennes, où les détenus du Hamas sont persécutés à l'instigation de partisans de Fatah. Dans le contexte de la situation explosive, le cheikh Ahmed Yassine a fait preuve d'une grande habileté dans la gestion des événements. Il a su maintenir un équilibre délicat entre l'évitement du conflit interne et le refus de voir le mouvement qu'il dirigeait humilié ou sans défense. L'efficacité de la stratégie employée par le mouvement islamique est indubitable. Elle a permis de surmonter les obstacles rencontrés sans pour autant se diviser ni perdre en influence et en dynamisme.[3]

---

[1] Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, pp. 179-180.

[2] Zaher Jabarin, *The Story of Blood: From the Arteries of Al-Qassam*, 1ère édition (Damas : The Palestinian Institution for Culture, 2012), p. 25 et suivantes.

[3] Ahmad Mansour, Cheikh Ahmad Yassin, *Witness to the Intifada*, p. 104 et suivantes, 106 et suivantes ; Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 167 et suivantes ; Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, p. 224 et suivantes, 225 et suivantes.

La reconstitution de la branche armée du mouvement a suivi sa désarticulation en 1984. Un tournant significatif se produisit lorsque le Front populaire de libération de la Palestine captura trois soldats israéliens durant la guerre du Liban et procéda à leur échange contre 1 200 prisonniers palestiniens, parmi lesquels figurait le cheikh Yassine, libéré après avoir purgé une peine de treize ans[1]. À sa libération, il a repris ses activités en 1986. Cependant, il est important de noter que l'émergence du Hamas, en tant que mouvement politique organisé, ne s'est pas faite de manière immédiate. Elle est en effet étroitement liée à l'éruption de la Première Intifada, en décembre 1987, qui a marqué un tournant majeur dans la région.

Un conducteur de poids lourd de nationalité israélienne a délibérément causé l'accident mortel d'un groupe de travailleurs palestiniens, suscitant une vague d'indignation au sein de la société palestinienne. La population, dépourvue d'armes, ne put réagir qu'en lançant des pierres. Cette manifestation de violence, surnommée « l'Intifada des pierres », a été marquée par une intensité émotionnelle et une détermination à atteindre des objectifs spécifiques. L'initiative a été lancée par des étudiants de l'Université islamique de Gaza, marquant ainsi le point de départ de ce projet. Le mouvement islamique, qui avait anticipé cet événement depuis de longues années, a pris l'initiative d'une action décisive, conduisant à une escalade de la situation et à un transfert de l'intifada de l'université, fermée par les autorités israéliennes, vers les rues, les places publiques et les mosquées.[2]

L'intifada, ou soulèvement populaire, se diffusa rapidement à l'ensemble de la Palestine. Le soulèvement du peuple, qui paraissait soumis, affaibli, brisé, comme si Israël avait anéanti les graines de la résistance et ses dirigeants, se produisit de nouveau contre

---

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 147 et suivantes.

[2] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 169 et suivantes ; *Mémoires d'al-Rantissi*, p. 37 et suivantes.

l'occupation. Ce soulèvement soudain a été une source de surprise pour les dirigeants israéliens et palestinien [1] . Des actions révolutionnaires émergèrent dans l'ensemble de la société, renforçant la résistance générale : grèves, refus de payer les taxes, boycotts de l'autorité civile israélienne. Pour la première fois, il semblait que la communauté palestinienne de l'intérieur, qui avait été normalisée et soumise pendant une longue période, avait repris l'initiative. Cette évolution s'inscrivait dans un contexte de déclin des mouvements de résistance à l'étranger

Néanmoins, cette intifada a également introduit un élément nouveau et redouté pour Israël et ses alliés : l'ascension des organisations islamiques. Ces groupes ont ainsi apporté une perspective inédite à la lutte. Alors que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) préconisait la création d'un État unique où Juifs et Arabes coexisteraient, les organisations islamiques ont réactivé la notion de libération de l'intégralité de la Palestine, du fleuve au littoral. Cette approche, présentée comme une cause sacrée profondément ancrée dans les principes religieux, rendait tout compromis ou concession non seulement difficile, mais impensable. Elle contrastait radicalement avec l'approche plus pragmatique et laïque des organisations œuvrant dans le cadre du possible.

L'occupation a mis en œuvre une série de mesures répressives, dont la pratique brutale des bris d'os. Les jeunes Palestiniens étaient appréhendés et l'on fracturait intentionnellement leurs bras ou mains. Ces actions ont conduit à des arrestations, des emprisonnements, des actes de torture, des tirs de grenades lacrymogènes et des fusillades meurtrières. Au cours de la période s'étendant sur six années et marquée par l'intifada, le bilan humain s'est élevé à plus de 1 500 martyrs, environ 130 000 blessés et quelque 120 000 arrestations.

---

[1] Fathi al-Shaqaqi, *The Complete Works*, 1/358 et suivantes

En plus des manifestations de grande envergure, un ensemble d'actions notables fut perpétré, incluant l'enlèvement de militaires israéliens, l'intensification de la surveillance des informateurs et la perpétration de plusieurs assauts armés contre des colonies et des lieux de culte juifs. Ces événements ont engendré un sentiment de désorientation au sein de la population israélienne. Cette confusion a été exacerbée par le fait qu'aucun groupe, y compris le Hamas, ne s'est revendiqué comme responsable de ces actions.[1]

Suite à la proclamation officielle de la formation du Mouvement de résistance islamique (Hamas), l'État d'Israël initie une série de mesures répressives, caractérisées par une campagne systématique d'arrestations ciblant les membres et les dirigeants présumés de cette organisation. Dans le cadre des opérations menées par les forces de l'ordre, un grand nombre de dirigeants ont été appréhendés à Gaza et en Cisjordanie dès les premières étapes de la procédure. Cependant, il convient de noter que les activités de terrain, telles que l'organisation de l'intifada et la diffusion de communiqués, se sont poursuivies sans interruption.

Durant cette période, le régime jordanien prit une décision importante et controversée. En effet, le 31 juillet 1988, il annonça son désengagement de la Cisjordanie, laissant ainsi le sort du territoire entre les mains des Palestiniens. [2] Cette décision impliquait, de facto, une cession de contrôle au profit de l'État d'Israël, tout en exacerbant les tensions internes palestiniennes relatives à la gouvernance dans un contexte d'occupation. Ce retrait a eu pour conséquence de consolider le contrôle exercé par l'occupation à un moment particulièrement délicat.

---

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, p. 159 et suivantes.

[2] La Cisjordanie, selon la constitution jordanienne, était une partie du Royaume. Et le roi Hussein lui-même, dans les années soixante, prononçait des discours dans lesquels il affirmait que l'unité des deux rives était une unité bénie par Dieu et soutenue par le peuple, et qu'elle était le noyau naturel de la grande unité. Voir le texte du discours du roi Hussein dans la ville d'Ajloun, daté du 14 juin 1966. Chez : Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 5/1379..

Selon certains analystes, la décision du roi Hussein était motivée par la nécessité de se soustraire à deux pressions contradictoires devenues intenables. La première de ces résolutions émanait du peuple arabe jordanien, lequel se composait d'une importante communauté palestinienne ayant trouvé refuge en Jordanie pour fuir diverses situations de crise. Ce groupe revendiquait un soutien plus affirmé à l'intifada et un rôle déterminant dans la résistance, d'autant plus que, selon la constitution jordanienne en vigueur à l'époque, la Cisjordanie était toujours considérée comme une partie intégrante du territoire jordanien.

La seconde pression émanait d'Israël, qui exigeait une collaboration politique, sécuritaire et même militaire accrue du régime jordanien. Ces exigences mettaient en péril la pérennité de la monarchie, dans la mesure où, bien que le roi Hussein partageât les intérêts sionistes, il devait préserver une posture de rhétorique panarabe ferme afin de conserver sa légitimité aux yeux de son peuple.

Cependant, une analyse approfondie de la chronologie des événements met en lumière un mobile plus insidieux. La décision de désengagement a permis de renforcer la stature politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), en lui confiant la représentation de la population de Cisjordanie. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a su saisir cette occasion et a tenu son 19e Conseil national, trois mois après les évènements mentionnés, démontrant une capacité d'adaptation et de réaction rapide face aux situations politiques changeantes. Cette réunion a constitué un moment charnière dans l'histoire du Fatah et de l'OLP, marquant un revirement stratégique qui a entraîné un affaiblissement de l'intifada palestinienne.

Lors de cette conférence, l'OLP a consenti au plan de partage de l'ONU pour la Palestine en 1947 et a plaidé en faveur d'une résolution politique du conflit. Cette initiative peut être interprétée comme une forme de reconnaissance de l'État d'Israël, ainsi qu'un

renoncement aux revendications territoriales de 1948. Afin de ne pas considérer cette conférence comme une série de concessions, l'OLP a également proclamé l'indépendance de la Palestine. Bien que cette déclaration ait été empreinte d'un caractère symbolique et qu'elle se soit avérée dépourvue de moyens concrets pour être mise en œuvre, elle a néanmoins permis à un grand nombre d'États et de régimes de reconnaître l'entité politique désignée sous le nom de « Palestine ». Cette reconnaissance s'inscrivait plus précisément dans une orientation stratégique visant à encourager le compromis politique et la capitulation. Dans le contexte géopolitique de l'époque, les nations occidentales persévéraient dans leur refus de reconnaître à la fois la Palestine et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).[1]

La cause palestinienne a été trahie à deux reprises, à deux moments distincts, sous deux bannières opposées. Initialement, la stratégie s'est articulée autour de l'arabisme et du nationalisme, conduisant à la négation du droit des Palestiniens à une direction et une représentation autonomes. Il a été affirmé que la libération de la Palestine était l'affaire des armées plutôt que des groupes de guérilla[2]. Cette assertion a empêché l'émergence d'une résistance populaire armée de la part des Palestiniens. Dans le contexte de l'histoire du Moyen-Orient, il est important de noter que, suite à la défaite des régimes arabes face aux sionistes, une seconde trahison a eu lieu, cette fois motivée par le nationalisme. Il est important de noter que la thèse selon laquelle la légitimité à défendre la cause palestinienne et à revendiquer leur indépendance incombe exclusivement aux Palestiniens a été avancée à l'époque. Cette transition a été mise en œuvre lorsque les dirigeants de l'OLP se

[1] Abdullah Azzam, *The Eternal Treasures*, 1/853 ; Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 109, 110..

[2] Voir par exemple : Ahmad al-Shuqairi, *Complete Works*, 4/993 et suivantes.

sont retrouvés affaiblis, épuisés et contraints d'emprunter une voie de soumission et de négociations désespérées[1]

Malgré les manœuvres politiques en cours, le soulèvement populaire, ou intifada, continuait de se déployer avec une intensité remarquable sur le terrain. Au cours de cette révolte, il est à noter que la résistance armée commença à se structurer et à affiner ses capacités. L'analyse des événements montre que la branche armée du Hamas a initié ses premières opérations en 1989, avec l'enlèvement de deux soldats israéliens. En dépit du caractère stérile de cette première tentative, l'organisation se reconstitue et réapparaît en 1990 sous la dénomination de « **Brigades Izz al-Din al-Qassam** ». L'efficacité de la nouvelle organisation s'est rapidement manifestée, comme l'illustrent les chiffres de 1993. En effet, elle a mené environ 140 opérations, faisant 80 morts et plus de 200 blessés parmi la population israélienne.[2]

Il est remarquable de constater que cette réussite est largement attribuable à un processus itératif d'expérimentation, d'adaptation et d'apprentissage à partir des échecs et des sacrifices. Il convient de noter que la résistance a su passer avec une grande efficacité de ses prémices à ses accomplissements. Cette transition s'est opérée dans un contexte d'oppression et sans expérience préalable. Cela constitue un témoignage frappant de sa résilience et de sa détermination.[3]

L'intifada, ou « révolte populaire », est un concept qui désigne un soulèvement populaire visant à renverser un régime politique en place. Elle est souvent désignée par l'expression **« Intifada des pierres »**, en référence aux projectiles lancés lors des manifestations. Cependant, l'intifada est également connue sous le

---

[1] Voir : la déclaration du mouvement Hamas numéro 28, publiée le 18 août 1988, un commentaire sur la décision de rompre les liens et une mise en garde contre ses conséquences !

[2] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 106, 107.

[3] Voir par exemple : Zaher Jabarin, *The Story of Blood*, p. 36 et suivantes.

nom d'**« Intifada des mosquées »,** en référence aux lieux de culte qui ont été le théâtre de ces révoltes[1]. Cette désignation trouve son origine dans le contexte sociohistorique et religieux qui a vu le jour l'organisation. En effet, elle est indissociable de ses origines dans les mosquées, de son élan hebdomadaire après les prières du vendredi, et de l'orientation résolument islamique de sa direction. Le mouvement a été caractérisé par une utilisation fréquente de slogans islamiques, une présence notable de prêcheurs religieux et l'émergence de factions islamistes, ce qui met en évidence une identité islamique marquée. Cette exclusion n'impliquait pas nécessairement une adhésion aux idéologies nationalistes ou de gauche, dont l'engagement ne remettait pas en cause la nature majoritairement islamique du soulèvement.

En réponse à cette initiative, l'État d'Israël a mis en œuvre une répression d'envergure, aboutissant à l'arrestation de plus de 400 dirigeants islamiques en Cisjordanie et à Gaza, et à leur déportation au Liban. Cependant, ces dirigeants exilés ont défié leur expulsion en organisant un sit-in à **Marj al-Zohour,** une localité isolée et inhospitalière du sud du Liban. Dans un environnement caractérisé par des conditions climatiques rigoureuses et un milieu hostile, les sujets de l'expérience ont établi un camp de fortune. Ils ont ainsi transformé leur épreuve en une opportunité qui s'est avérée significative et a produit des résultats notables. :

1. **Une rupture claire avec la direction de l'OLP** : Cette nouvelle génération de dirigeants islamiques se caractérisait par une rupture radicale avec les figures de l'OLP, alors empêtrées dans des politiques étrangères et souvent guidées par des intérêts personnels, éloignés de la cause palestinienne.
2. **Un engagement profond envers la Palestine** : Les dirigeants exilés témoignèrent d'un attachement

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Intifada*, pp. 174, 175.

indéfectible à leur terre natale, persévérant à la frontière malgré des conditions extrêmes et cherchant à rentrer, quitte à risquer leur vie. Leur défi a constitué un acte de résilience à la fois puissant et inspirant.

3. **Une chance unique pour l'unité** : La réunion de ces responsables en un lieu unique a offert une opportunité exceptionnelle et inestimable de planification stratégique, leur permettant de consolider leur organisation et de renforcer leur planification, ce qui aurait été impossible dans le contexte des restrictions imposées par l'occupation palestinienne.

4. **Une attention médiatique amplifiée** : Le sit-in a constitué un événement d'une importance majeure, qui a attiré l'attention des médias arabes et internationaux. Cette forme de résistance inédite a permis de mettre en exergue le positionnement distinctif des dirigeants islamiques face à l'approche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

5. **Une montée en puissance exponentielle du Hamas** Ces événements ont conduit à une augmentation significative de la popularité du Hamas. En effet, la direction du Hamas a vu son pouvoir symbolique et opérationnel s'accroître, renforçant ainsi sa légitimité et élargissant son influence.[1]

L'un des résultats les plus notables de l'intifada fut le transfert du centre de gravité de la résistance palestinienne, tant en termes de leadership que de champ d'action, vers l'intérieur même de la Palestine. Précédemment, les activités de la résistance étaient situées en dehors du territoire national, initialement en Jordanie, puis au Liban. **Cette internalisation** de la lutte a conduit à un

[1] Dans l'expérience de Marj al-Zuhour, voir : *Mémoires d'al-Rantissi*, p. 48 et suivantes ; Adnan Masoudi, *Face à l'Adversité*, p. 111 et suivantes.

renforcement de la menace pesant sur l'occupation. En effet, les combattants locaux bénéficiaient d'une connaissance intime du terrain et d'une position stratégique qui leur permettait de diriger le conflit et de répondre à ses exigences opérationnelles. Comme le souligne le proverbe: *« Un seul soldat dans la patrie a plus de valeur que cent en dehors, et un seul fusil à l'intérieur a plus de valeur que cent au-delà des frontières. »*[1]

La résistance a pu se développer au sein de la population palestinienne, en raison de l'absence de compromis politiques et de l'éloignement des influences extérieures. En effet, contrairement aux organisations opérant depuis l'étranger, elle n'avait aucun intérêt à protéger. Il convient de souligner que la résistance était, à cette époque, caractérisée par sa fluidité et son absence de structuration en institutions ou en organes publics aisément identifiables et ciblables, ce qui rendait difficile son éradication. Le caractère clandestin de l'organisation lui permettait de circuler librement au sein d'une population qui, en raison de l'état d'urgence, était solidaire et meurtrie. Cette dynamique rendait toute tentative de répression extrêmement difficile.

Les Accords d'Oslo et la création de l'Autorité Palestinienne

Dans le contexte de l'histoire moderne, lorsque les forces d'occupation étrangères se trouvent dans l'incapacité de réprimer une révolution, elles ont fréquemment recours à des tactiques alternatives, souvent plus subtiles et moins visibles. L'une de ces approches vise à promouvoir ou à imposer une direction soumise, voire corrompue, qui se substituera au leadership révolutionnaire. Une fois le processus de prise de contrôle initié, l'unité du mouvement se trouve fragmentée, sa dynamique désactivée et son objectif dénaturé. Cette dynamique entraîne une vulnérabilité

[1] Zaher Jabarin, *The Story of Blood*, p. 121

accrue de l'unité face à l'effondrement, même sous l'effet d'une pression minimale.[1]

À cette époque, **Yasser Arafat**, en sa qualité de président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), vivait un moment particulièrement sombre de sa carrière. Sa gestion a été marquée par une série d'échecs cuisants, malgré une interprétation favorable et en écartant les nombreuses suspicions qui pesaient sur lui. Il avait été expulsé de Jordanie en 1970, puis du Liban en 1982, et avait essuyé des violences et des humiliations à chaque fois. L'assassinat de ses principaux dirigeants et de cadres importants de l'OLP et du Fatah avait encore affaibli sa position, tandis que la fréquence et l'impact des opérations de son organisation avaient considérablement diminué.

Parallèlement, les États arabes ont progressivement dévié de la cause palestinienne. L'Égypte a été le premier pays à initier un traité de paix en 1979, et elle a ensuite été rejointe par l'initiative du prince Fahd en 1982, initiative qui a été formalisée lors du sommet arabe de Fès. Il convient de noter que les régimes opposés à la normalisation et aux accords de paix ne fournirent aucun soutien significatif. En effet, ils retirèrent leur financement et prirent leurs distances avec Arafat. Il convient de noter que le régime Assad a renoncé à cette personne durant son séjour au Liban, et que Kadhafi a fait de même. Ces régimes ont tenté de soumettre la cause palestinienne, en la considérant comme un outil pour servir leurs intérêts nationaux.

---

[1]Cela s'est produit en Égypte après la révolution de 1919 contre les Anglais. Le peuple égyptien a donné à cette révolution un seul dirigeant et ses fidèles : Saad Zaghloul. Il a suivi la voie de la forte révolution dans les négociations qui n'ont pas abouti à une solution pendant trente ans, et l'occupation a continué à gouverner l'Égypte. Puis ce modèle s'est répété dans de nombreux mouvements de libération jusqu'à ce que presque tout le vingtième siècle soit ainsi. Les habitants du pays et les islamistes sont de cette forme : le pouvoir et la gloire vont aux partisans des occupants et à leurs hommes.

La situation d'Arafat connut une détérioration significative suite à son soutien à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, une décision stratégique considérée comme une erreur majeure. Cette décision provoqua le mécontentement du Koweït et des États du Golfe, qui figuraient pourtant parmi les principaux bailleurs de fonds de l'OLP. À la suite de la défaite de Saddam et de l'intervention des États-Unis dans le Golfe, Arafat se retrouva isolé et affaibli, tant sur le plan international qu'au sein de la population palestinienne. Il se trouvait dans un état de désespoir absolu et de désarroi total.

À l'heure actuelle, il demeure ardu de déterminer avec certitude quelle entité ou individu a été à l'origine de l'idée d'exploiter la figure de Yasser Arafat pour mettre fin à l'intifada palestinienne en le positionnant à sa tête. Cette décision marqua un changement de cap radical dans le contexte de la lutte palestinienne, ouvrant la voie à un développement sans précédent. En effet, pour la première fois, l'autorité en place consentit à l'émergence d'une direction politique pour le peuple palestinien, une mesure qui avait été rigoureusement proscrite depuis l'instauration de l'occupation britannique. Les tentatives antérieures se sont limitées à la nomination de figures locales de second ordre, dont la mission était de gérer les affaires municipales ou les services publics, et non de représenter politiquement le peuple.

L'intifada islamique, caractérisée par sa décentralisation, a démontré la capacité d'un peuple dépourvu de figure dirigeante à représenter une menace significative et persistante. Sa nature fluide engendrait des défis constants : la dissolution d'un groupe ne faisait qu'en faire émerger un autre. Cette dynamique a contribué à l'émergence de l'idée selon laquelle un leadership palestinien caractérisé par la docilité et l'obéissance serait plus efficace pour servir les intérêts de l'occupant que le contrôle direct. Les recherches menées ont permis de mettre en évidence un faisceau d'indices laissant entrevoir que le précédent offert par les régimes arabes, qui ont fait preuve de la capacité de réprimer leurs propres populations tout en assurant la sécurité d'Israël, a renforcé cette

conviction. L'analyse des stratégies de protection d'Israël par les États voisins, alliés ou non, ainsi que la répression exercée à l'encontre de leur population, suggère l'émergence d'une **autorité palestinienne similaire** comme solution potentielle et viable pour la stabilité régionale.

Il convient de noter que, depuis la création de l'État d'Israël, les régimes arabes ont établi un accord tacite. Cet accord, qui peut être considéré comme une forme de consensus, visait à garantir la sécurité d'Israël en échange d'un soutien international assurant leur maintien au pouvoir. Ce pacte implicite a engendré une dynamique de **compétition entre aspirants dirigeants**, chacun cherchant l'approbation d'Israël pour obtenir l'aval des États-Unis et garantir sa légitimité.

À cet instant crucial, Yasser Arafat s'est présenté comme le dirigeant palestinien apte à assumer cette responsabilité. Pour le sujet, cette opportunité représentait une bouée de sauvetage, une chance de retrouver une place prépondérante après une série d'échecs. À défaut, il risquait de sombrer dans l'oubli, relégué parmi les nombreuses figures palestiniennes marginalisées par l'histoire.

Au cours de sa trajectoire professionnelle, Arafat a démontré une personnalité marquée par une grande complexité, une insaisissabilité et une difficulté à être cerné. Cette complexité a d'ailleurs été qualifiée par un ancien directeur de la CIA comme étant *« la personne la plus compliquée avec laquelle j'ai jamais eu affaire, sans aucun doute »*[1]. Il a manifesté une propension au leadership autoritaire, notamment en ce qui concerne la régulation des flux d'armes et des finances au sein du mouvement palestinien. Un grand nombre d'aspects obscurs de sa vie demeurent inexpliqués, et le cadre temporel et spatial dans lequel il évoluait est trop

[1] George Habash, *In the Heart of the Storm: The Years I Spent in the PLO*, traduction : Omar al-Ayyubi (Beyrouth : Dar al-Kitab al-'Arabi, 2007), p. 110.

restreint pour permettre une exploration approfondie de ces éléments. Dans ce contexte, il est essentiel de reconnaître que Arafat était **l'individu idoine** pour effectuer les compromis requis à ce moment charnière de l'histoire palestinienne.[1]

Parallèlement, la scène internationale était le théâtre de bouleversements majeurs. L'effondrement de l'Union soviétique a laissé les États-Unis comme la seule superpuissance de la région. Dans le contexte géopolitique suivant l'échec de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein et de sa tentative de contrôle du Golfe, Washington a renforcé sa domination en démantelant le pouvoir irakien. Ces changements d'envergure mondiale ont engendré une série de conséquences majeures. Parmi celles-ci, la plus significative dans le cadre de notre analyse est la suivante :

1. **La désintégration des régimes arabes**, dont la faiblesse et la vulnérabilité étaient de nouveau manifestes, a constitué un phénomène majeur. Dans le contexte de menaces extérieures, les régimes concernés ont fait preuve d'une incapacité à assurer leur propre défense. Cette situation les a conduits à rechercher la protection des États-Unis, ou à manifester leur impuissance face à l'arrivée de ces derniers.

---

[1] Parmi les choses étonnantes à considérer, c'est qu'Arafat était le seul dirigeant qui n'a pas été assassiné parmi les hommes du Fatah alors que ses plus proches et ses opposants étaient écartés par la voie de l'assassinat ou de l'éloignement s'ils atteignaient son poste de commandement, et certains de ceux qui s'étaient opposés à lui étaient motivés par la rancune, comme cela fut dit par des académiciens indépendants connus pour leur intégrité, comme Anis Sayegh (qui était un historien nationaliste arabe chrétien respecté) concernant sa corruption financière et administrative et ses mensonges, ou comme l'a mentionné le Dr. Walid Seif (qui est un penseur laïc nationaliste indépendant) dans ses mémoires concernant les contacts établis entre Arafat et Israël. Voir : Anis Sayegh, *About Anis Sayegh*, 1ère édition (Beyrouth : Riad El-Rayyes Books, mai 2006), p. 289 et suivantes ; Walid Seif, *The Witnessed Scene*, 1ère édition ('Amman : Al-Ahliyya for Publishing and Distribution, 2016), p. ... (la page n'est pas spécifiée).

2. **Le retrait du soutien** autrefois apporté par les pays placés sous influence soviétique, à l'instar de la Syrie, de l'Irak ou de la Libye, marque un tournant significatif dans la politique régionale. Bien que cela n'ait pas immédiatement contraint ces acteurs à se soumettre, cela les a rendus trop vulnérables pour pouvoir faire face à Israël ou fournir un soutien substantiel aux Palestiniens.

3. **Le deuxième déplacement de centaines de milliers de Palestiniens**, en particulier ceux qui résidaient au Koweït (État du Golfe abritant une importante population palestinienne) et en Irak, lors de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, suivie de son expulsion par les forces internationales, constitue un exemple significatif des mouvements de population dans le contexte géopolitique de la région. Cette situation a contribué à l'aggravation de la souffrance endurée par la population palestinienne, entraînant l'interruption de financements jugés vitaux et l'anéantissement de ressources considérées comme essentielles au maintien des conditions de vie dans ce territoire. Par ailleurs, cet alignement a contribué à tendre davantage les relations avec les États du Golfe, qui ont considéré l'alliance d'Arafat avec Saddam comme une faute impardonnable.

4. **L'afflux massif d'immigrants juifs en provenance de l'ex-URSS**, qui a atteint plus d'un million d'individus arrivant en Israël dans la décennie suivant la chute du régime soviétique, constitue un phénomène migratoire d'envergure. Il convient de noter que la composition des forces israéliennes se distinguait par la présence de professionnels hautement qualifiés dans les secteurs scientifiques et militaires. Cette présence a eu pour effet de renforcer de manière significative les capacités de l'État hébreu.

5. **Enfin, ce contexte a pavé la voie à une issue plus sombre** : la cause palestinienne s'est retrouvée de plus en

plus marginalisée, tandis que l'influence israélienne s'est renforcée et est devenue prédominante.[1]

L'analyse des événements montre que l'alliance de Yasser Arafat avec Saddam Hussein l'a placé du côté des perdants, accentuant ainsi son besoin désespéré de trouver une issue. La victoire des États-Unis et l'effondrement de l'Union soviétique ont conduit les Américains et les Israéliens à formuler une nouvelle proposition : la création d'une Autorité palestinienne faible et soumise, perçue comme une solution pragmatique au problème persistant que représentaient les Palestiniens.

C'est dans ce contexte qu'Arafat fit une nouvelle concession périlleuse, comme il a été mentionné précédemment. En 1988, il renonça à l'objectif historique d'un État unique et laïque, ne se définissant ni comme juif ni comme islamique, et accepta la solution à deux États : la création d'un État palestinien aux côtés d'un État juif. L'établissement de l'État palestinien était prévu en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, sur la base des frontières de 1967. Cette décision marque la première concession territoriale majeure concernant la Palestine historique et constitue la première étape vers la reconnaissance de l'État juif sioniste.

Les puissances internationales ont alors renié les principes laïques qu'elles avaient auparavant défendus, en soutenant l'État juif tout en abandonnant le mouvement palestinien laïque qui appelait à la création d'un État unique et laïque. Elles ont même exercé des pressions sur les partisans de cette vision pour qu'ils acceptent l'existence d'un État juif à leurs côtés. Comme il a été mentionné précédemment, si l'État d'Israël avait été exclusivement un projet colonial laïque, l'objectif aurait été la création d'un État laïque unique. Il convient de noter qu'Israël entretient des liens idéologiques et historiques profonds avec l'Occident, dont il fait partie intégrante des piliers civilisationnels. Cette relation s'inscrit

---

[1]Fathi al-Shaqaqi, *The Complete Works*, 1/349 et suivantes ; Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 111, 112.

dans une perspective de croisade idéologique qui caractérise l'ensemble de la région.[1]

Ainsi, la situation devint limpide : Arafat, le dirigeant palestinien, qui avait été militairement vaincu et politiquement trahi, ayant renié ses principes antérieurs et fait un grand pas vers la reconnaissance d'Israël, était désormais en passe de devenir le cheval de Troie qui allait tromper l'intifada palestinienne.

Une nouvelle phase de communication et de négociations s'ouvrit, durant laquelle les Israéliens poursuivaient plusieurs objectifs clés : s'assurer que l'Autorité palestinienne demeure soumise, qu'elle ne représente aucune menace pour Israël, et qu'elle administre efficacement les Palestiniens en réprimant les mouvements de résistance. En outre, il est à noter que les acteurs concernés exprimaient le souhait que l'Autorité absorbe l'énergie de l'intifada en la canalisant vers les négociations, ce qui aurait pour effet de diluer sa force. En contrepartie, Arafat aspirait à exercer un pouvoir politique incontesté, aussi bien en Palestine qu'à l'échelle du monde arabe. Il recherchait également l'obtention de concessions substantielles pour pallier l'humiliation liée à la reconnaissance d'Israël et de son droit à l'existence sur plus des trois quarts du territoire palestinien. En outre, il souhaitait éviter d'être perçu comme un agent de sécurité d'Israël, dont la mission serait d'étouffer la résistance de son propre peuple.

Ces événements ont abouti à une série de pourparlers, tantôt officiels, tantôt discrets, qui ont abouti à la signature de **l'Accord d'Oslo en 1993**.

En examinant le rapport de force, la nature des protagonistes et le soutien extérieur à chaque camp, le résultat de l'accord devient incontestablement clair : l'établissement d'une Autorité

---

[1] Richard Koch et Chris Smith ont écrit un livre intitulé *The Suicide of the West*, dont le résumé est que la civilisation occidentale repose sur sept piliers, dont le christianisme, et que le livre met en garde contre les manifestations de l'érosion de ces sept piliers sur lesquels repose la civilisation occidentale.

palestinienne qui reconnaît la légitimité de l'existence d'Israël, s'engage à garantir sa sécurité en combattant la résistance et se désiste de toutes les terres occupées avant 1967. En contrepartie, l'Autorité n'obtint que des promesses de retrait progressif et par paliers de la bande de Gaza et de cinq zones de Cisjordanie [1]. Les questions fondamentales furent renvoyées à des négociations ultérieures : le statut de Jérusalem, le retour des réfugiés, les frontières de l'État palestinien, les droits sur l'eau, et le sort des colonies juives établies sur les terres occupées depuis 1967.

Par ailleurs, il convient de noter que la question des prisonniers palestiniens a été complètement éludée dans les accords en question. Cette omission a engendré des conséquences durables, aussi bien pour les prisonniers eux-mêmes que pour les principes défendus par les membres du Fatah.[2]

Israël accorda à Arafat une autorité restreinte, lui attribuant des responsabilités administratives et sécuritaires lui permettant de régir la société palestinienne et d'étouffer sa résistance. En réponse, Arafat obtint des assurances générales quant à l'ouverture de négociations futures. Dans le contexte de la cause palestinienne, cette concession représente un tournant historique sans précédent. Elle a été obtenue par un dirigeant palestinien qui a joué un rôle clé dans la mise en place d'une stratégie visant à détourner l'intifada, ce qui a eu des répercussions significatives sur le terrain.

Parallèlement, l'État d'Israël a mené des politiques d'occupation, renforçant son emprise sur le territoire, étendant les colonies et accélérant le processus de judaïsation de Jérusalem. Aucun règlement final n'a été atteint concernant les enjeux cruciaux, et Israël n'a été contraint d'aucune obligation de nature

---

[1] La Cisjordanie a été divisée en zones A, B et C (qui représentent la plus grande proportion, soit 60 % de la Cisjordanie) : les zones A sont soumises à la souveraineté et à l'administration palestiniennes et au contrôle sécuritaire israélien, les zones B sont soumises à une administration conjointe (la haute main y revenant à Israël), et les zones C sont soumises à la souveraineté palestinienne.

[2] Voir par exemple : Zaher Jabarin, *The Story of Blood*, p. 167 et suivantes.

contraignante. L'Autorité palestinienne et l'Accord d'Oslo ont conféré une dimension juridique à l'occupation, la transformant d'une présence illégale et illégitime en une occupation qui ne viole plus aucun accord bilatéral. En d'autres termes, l'accord en question a permis à Israël de bénéficier d'une occupation sans frais.

La Déclaration Balfour est communément décrite comme une « promesse faite par quelqu'un qui n'en avait pas le droit à quelqu'un qui n'en avait pas le titre ». Cette assertion trouve une illustration pertinente dans le cas d'Arafat et de l'Accord d'Oslo, où Arafat a transféré des territoires qui ne lui appartenaient pas à des entités qui n'en avaient pas légalement la souveraineté. La Palestine ne pouvait être considérée comme relevant de sa souveraineté, ni selon la loi islamique, qui la considère comme un waqf, c'est-à-dire un bien inaliénable appartenant à l'ensemble des musulmans, ni selon les principes démocratiques laïques, car Arafat n'était pas un dirigeant élu par le peuple palestinien. Sa légitimité en tant que dirigeant de l'OLP était reconnue par les régimes arabes officiels, aucun de ces dirigeants n'ayant accédé au pouvoir par une allégeance islamique légitime ni par des élections démocratiques équitables. Ainsi, des régimes politiques non reconnus ont reconnu une organisation non légale, qui a signé un accord non conforme, créant une nouvelle autorité tout aussi non conforme dans cette région arabe meurtrie.

Cette analyse dépasse les principes établis et met en lumière les répercussions désastreuses de l'Accord d'Oslo. Il convient de noter que cet accord n'a apporté aucun gain réel au peuple palestinien ni à sa cause. Les enjeux cruciaux, à savoir la détermination de la taille et de la souveraineté de l'État palestinien, le statut de Jérusalem, la question du retour des réfugiés, les colonies et les droits sur l'eau, ont tous été ajournés. Parallèlement, la sécurité et le contrôle militaire israéliens sont demeurés inchangés. Israël a exercé son droit de veto sur les lois adoptées par l'Autorité palestinienne, et le terme « occupé » a été supprimé des appellations concernant la Cisjordanie et Gaza.

Cette évolution a conduit à une conséquence extrêmement dangereuse, orchestrée par l'Autorité palestinienne : une fracture profonde et destructrice au sein du peuple palestinien. Certains acteurs ont commencé à plaider en faveur d'un processus de négociations, de paix, de normalisation et de coexistence, se déclarant prêts à accepter les moindres concessions. D'autres y ont vu non pas une solution, mais une tromperie et une trahison renouvelée.

Cette division allait bien au-delà des seules divergences idéologiques. Arafat et l'Autorité palestinienne constituèrent une faction bénéficiant de ressources financières conséquentes, de la promesse d'emplois rémunérés et d'avantages sociaux. Cette initiative a indubitablement suscité un intérêt considérable, notamment au sein d'une société éprouvée par des décennies de tourments, où une population considérable résidait dans des camps de réfugiés dans des conditions sanitaires précaires. Il convient de noter que l'Autorité n'a pas formulé une proposition de programme politique à accepter ou à rejeter, à l'instar d'un parti classique. Elle a mis en place un système qui a procédé à une restructuration de la société palestinienne, favorisant ou excluant les individus en fonction de leur appartenance idéologique ou factionnelle.

En conséquence, les individus soutenant la résistance, le jihad et l'intifada ont été considérés comme des criminels et des individus en situation irrégulière, cette fois non plus par l'occupant sioniste, mais par les lois de « l'autorité nationale » elle-même. Le poids de la lutte portée par les combattants de la résistance s'est avéré insoutenable, les positionnant de manière surprenante dans une dynamique comparable à celle des opposants dans d'autres contextes nationaux arabes, subissant une répression similaire de la part des autorités en place.

L'Autorité nationale palestinienne devint l'interlocuteur privilégié des Israéliens, une entité faible et dépendante d'Israël pour presque tout : le passage de ses responsables à travers les barrages militaires israéliens, les transferts financiers, la

coordination quotidienne pour l'entrée et la sortie des marchandises et des personnes, jusqu'à la fameuse « coordination sécuritaire », qui ne fut rien d'autre qu'une collaboration explicite.

Cette configuration a offert à l'État hébreu une opportunité inestimable d'accroître son influence en recrutant de nombreux responsables au sein de l'Autorité. Ces derniers sont devenus, de facto, des subalternes d'Israël, servant ses intérêts plus fidèlement que ceux d'Arafat ou de l'Autorité elle-même.

Le second de l'Autorité, Mahmoud Abbas – qui a joué un rôle déterminant en tant qu'architecte des Accords d'Oslo – incarne parfaitement cette dynamique. Il incarne l'Autorité en tant que « brillante invention » au service des intérêts israéliens. Au cours de sa trajectoire professionnelle, Abbas s'est distingué comme un acteur de premier plan dans la gestion du dossier palestinien, jouant un rôle crucial dans les négociations et les efforts de médiation entre les parties concernées. Son expertise et sa perspicacité ont été des atouts inestimables pour Israël dans la gestion de ce dossier complexe et sensible, et son influence a été déterminante dans le processus de paix au Moyen-Orient. Il finit par se retourner contre Arafat, et à la suite de l'assassinat de ce dernier, accéda au pouvoir, poursuivant le processus, allant jusqu'à céder davantage encore que ce qu'Arafat eût été prêt à concéder. Sous son autorité, la cause palestinienne et son peuple ont enduré des épreuves et des catastrophes qui, sans son influence, auraient été difficiles à concevoir.[1]

Cette trahison s'étendit également aux dirigeants de l'appareil sécuritaire, qui se retrouvèrent parmi les collaborateurs les plus dangereux. Jibril Rajoub, à la tête des Forces de sécurité préventive en Cisjordanie, et son homologue Mohammad Dahlan, chef de la Sécurité préventive à Gaza, ainsi que leurs adjoints, ont fourni à

[1] Voir par exemple concernant Abbas : Hillary Rodham Clinton, *Hard Choices: A Memoir*, traduction : Mirai Younes et autres, 1ère édition (Beyrouth : The Arab Printing Company, 2015), p. 308.

l'État d'Israël des informations et une assistance en matière de sécurité dépassant largement ce qu'Israël aurait pu obtenir par ses propres moyens. Dans les centres de détention sous la responsabilité de ces services, un grand nombre de combattants de la Résistance ont été soumis à des actes de torture qui ont entraîné leur décès. À travers ces procédés d'une extrême sévérité, des informations déterminantes ont été obtenues, conduisant à l'identification de nombreux opposants, à l'interruption de multiples actions de résistance et à la défaite de plusieurs offensives. En outre, ces actions ont eu pour conséquence la destruction de vies, de ressources et de préparatifs méticuleux.[1]

Il est remarquable de constater que cette Autorité faible et soumise, dont le président et les ministres avaient besoin de permis israéliens pour franchir les check-points, voit proliférer de manière excessive les agences sécuritaires. Celles-ci comprennent notamment la Sécurité intérieure, la Sécurité générale, la Police, les Renseignements, la Sécurité préventive, les Renseignements présidentiels, et bien d'autres encore[2]. Le nombre exact de ces agences fait l'objet de débats parmi les chercheurs, soulignant la nature et les objectifs de cette Autorité. À elle seule, la police comptait 40 000 agents, soit le ratio policiers/population le plus élevé au monde. En outre, il convient de noter qu'une part substantielle du budget total de l'Autorité, s'élevant à 70 %, était allouée aux agences sécuritaires et au bureau d'Arafat, ce qui illustre une concentration significative des ressources financières en faveur de ces entités.

---

[1] Condoleezza Rice mentionne qu'ils ont atteint 12 agences de sécurité, au minimum. Condoleezza Rice, *No Higher Honor: A Memoir of My Years in Washington*, traduction : Walid Shihada (Beyrouth : Dar al-Kitab al-'Arabi, mai 2012), p. 167.

[2] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 117.

En dépit de la corruption, de la dégradation morale, de la collaboration et des innombrables désastres qu'elle infligea à une société palestinienne déjà rongée par la pauvreté, la misère et l'oppression [1], Arafat mita sur une autre approche pour se maintenir au pouvoir. Il comprit que sa mission principale, afin de consolider son autorité, était de réprimer la résistance palestinienne. Dans son premier discours prononcé à Gaza, Arafat a exprimé avec audace son intention de ne pas recourir à la violence, contrairement à l'approche de Nelson Mandela qui s'était abstenu de faire usage de la force contre les tribus zouloues. Il a ainsi annoncé sa détermination à intervenir, en faisant référence au Hamas.[2]

En dépit du succès initial de Arafat dans la répression des soulèvements populaires et de la résistance civile, il ne parvint pas à éradiquer complètement la résistance armée, qui avait connu un essor considérable durant et après l'intifada. L'escalade des hostilités a débuté par des tirs de projectiles, puis s'est transformée en attaques au couteau perpétrées à l'encontre des soldats israéliens[3], Ces dernières ont été contraintes de se retirer des zones fortement peuplées et de se replier dans des bases militaires hautement sécurisées, entourées de points de contrôle et de dispositifs de protection pour assurer la sécurité des colonies juives.

L'introduction d'armes à feu, telles que des pistolets et des fusils, a constitué un tournant majeur dans la stratégie de résistance. Cette évolution a été concomitante à une intensification des efforts de contrebande et d'acquisition d'armes, soulignant l'importance de ces moyens dans la lutte pour la subsistance et l'autonomie. Des ingénieurs palestiniens, en s'appuyant sur les

---

[1] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 118.
[2] Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 214.
[3] Yahya al-Sinwar, *The Thorns and the Carnations*, p. 344 et suivantes.

ressources locales disponibles, ont initié la production de matériaux explosifs. Cette innovation permit à la Résistance de conduire des embuscades, de faire exploser des véhicules militaires et de cibler des responsables clés. Au fil du temps, les combattants ont élaboré une stratégie déterminante et d'une portée considérable : les opérations martyres. Ces opérations impliquaient des combattants munis de ceintures explosives qui pénétraient délibérément dans des zones israéliennes densément peuplées pour provoquer des explosions meurtrières. Ces opérations ont contribué à la capacité de la résistance palestinienne à répondre aux massacres et aux agressions subis, comme l'illustre l'exemple suivant : le massacre de la mosquée Ibrahimi à Hébron (al-Khalil).[1] En réponse à cet acte, la résistance palestinienne a mené cinq opérations qui ont fait environ 40 morts et 160 blessés du côté israélien.[2]

L'individu qui a orchestré ce changement majeur était un ingénieur novice du nom de Yahya Ayyash[3], communément appelé « L'Ingénieur ». Ayyash a fait preuve d'un talent exceptionnel dans la fabrication et la préparation d'armes, ainsi que d'une aptitude remarquable pour le déguisement, les déplacements et la sécurité personnelle. L'individu en question a démontré une expertise remarquable, lui permettant de réussir à ne pas être détecté. Cette capacité à éviter les regards indiscrets lui a permis de voyager librement entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, sans jamais être repéré par les autorités concernées. Cependant, il est important de noter que la collaboration sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et Israël a conduit à l'arrestation et à l'incarcération d'Ayyash, ce

---

[1] À la prière de l'aube du 25 février 1994, qui coïncidait avec la mi-Ramadan 1414 AH, un colon juif a pris d'assaut le sanctuaire d'Abraham à Hébron et a ouvert le feu sur les fidèles, tuant 30 personnes et en blessant 150 autres.

[2] Voir : Zaher Jabarin, *The Story of Blood*, p. 103 et suivantes

[3]. Concernant l'adhésion d'Abbas à la résistance et ses débuts, voir : Zaher Jabarin, *The Story of Blood*, p. 45 et suivantes ; et voir son bilan djihadiste et ses mérites : p. 182 et suivantes.

qui a malheureusement contribué à sa disparition tragique. En janvier 1996, il fut assassiné à l'aide d'un téléphone portable piégé, fourni par un informateur palestinien travaillant pour les Israéliens, qui explosa à distance.

En réponse à l'assassinat de l'ingénieur Ayyash, la résistance a mené une série d'opérations martyres d'une ampleur sans précédent, marquant une escalade dangereuse dans le conflit. Cette situation a conduit à la tenue d'une conférence internationale sur le « terrorisme » à Charm el-Cheikh, en Égypte[1], le 13 mars 1996. L'objectif de cette conférence était de favoriser une coopération internationale pour réprimer la résistance palestinienne. Cette dernière illustre l'un des exemples les plus manifestes de la complicité des régimes arabes dans la protection d'Israël au détriment de la cause palestinienne. Lors de cette conférence, Arafat reçut l'information suivante : « Le processus de paix est voué à l'échec si vous ne prenez pas de mesures concrètes en matière de sécurité. Il est impératif de ne pas feindre l'authenticité de cette expérience, mais d'en faire une réalité vécue. »[2]

À l'issue de son séjour à Charm el-Cheikh, Arafat fit preuve d'une détermination et d'une impitoyabilité accrues dans sa quête d'éradication de la résistance palestinienne. Dans le contexte géopolitique de l'époque, marqué par le soutien d'Israël, l'utilisation de méthodes américaines et l'appui officiel des régimes arabes, le sujet de notre étude a lancé une campagne sécuritaire brutale. Cette initiative a eu un impact significatif sur la résistance, marquant un tournant dans la dynamique du conflit.[3] Cette dernière a conduit au décès de personnalités éminentes, dont Mahyuddin Al-Sharif (le second ingénieur), qui a été torturé à mort par les forces de sécurité préventive palestiniennes le 29 mars 1998,

---

[1] George Tenet, *In the Heart of the Storm*, p. 80.
[2] George Tenet, *In the Heart of the Storm*, p. 78 et suivantes.
[3] Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 228..

et les frères Imad et Adel Awadallah, hauts commandants des Brigades Izz al-Din al-Qassam. Adel fut appréhendé, torturé, puis exécuté lors d'une opération conjointe avec les forces israéliennes le 10 septembre 1998. La campagne a conduit à l'arrestation de milliers de personnes. Selon les sources, de nombreux individus ont été victimes de torture extrême, incluant des os brisés, des barbes arrachées et même des actes de martyre.[1]

À l'échelle internationale, l'État d'Israël est responsable de l'assassinat de Fathi Shaqaqi le 26 octobre 1995, de la tentative d'assassinat de Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, en Jordanie le 25 septembre 1997, et de la fermeture du bureau du Hamas à Amman en août 1997. Les responsables du mouvement ont été incarcérés pendant une durée de deux mois, puis ont été bannis vers le Qatar.

L'Autorité palestinienne, dans le contexte de la période considérée, a développé avec célérité ses capacités en matière de répression, de torture et de surveillance. Cette dynamique se matérialise dès le mois suivant sa création en octobre 1994, lors d'une opération de renseignement qui tourne mal pour les forces israéliennes : un soldat est enlevé, et l'opération se solde par un bilan de deux morts, le soldat enlevé et ses ravisseurs. Par ailleurs, les forces de l'Autorité palestinienne ont fait usage de leurs armes à feu en direction des manifestants, faisant 18 morts et des centaines de blessés. Dans le sillage des événements, une masse de personnes en colère a pris d'assaut les quartiers généraux des services de sécurité à Gaza, frôlant l'évacuation du personnel par une marge mince.[2]

---

[1] Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, p. 218 et suivantes.
[2] Ibrahim Ghoshah, p.218 et suivantes.

À Gaza, l'Autorité a mis en place un réseau de 24 centres de détention et d'interrogatoire. Au milieu de l'année 1995, elle avait déjà effectué 138 descentes dans 57 mosquées, et ce, en l'espace d'un seul mois. Au début de l'année 1997, elle comptait 1 600 détenus palestiniens, dont la moitié était dépourvue de chef d'inculpation ou de procès. Il convient de noter qu'il était fréquent qu'au sein d'une même famille, deux individus soient incarcérés pour des motifs identiques, à savoir « l'appartenance au Hamas ». Cette situation, qui peut être considérée comme une illustration des tensions géopolitiques qui traversent le Moyen-Orient, se caractérise par des arrestations simultanées, opérées soit par les forces israéliennes, soit par l'Autorité palestinienne. En outre, les détenus affiliés au Hamas et leurs familles faisaient l'objet de négligences et d'humiliations de la part du ministre des Prisons de l'Autorité.[1]

Ces efforts ont contribué à une baisse significative des activités de résistance palestinienne entre 1996 et 2000. Cette démarche a été accueillie avec une satisfaction manifeste par le directeur du renseignement américain, qui a reconnu le rôle crucial joué par son agence dans le soutien à Arafat et aux forces de sécurité de l'Autorité. Les efforts déployés par l'entité concernée ont conduit à la mise en place de centres d'opérations conjoints entre les forces de sécurité israéliennes et palestiniennes. Ces centres ont été établis avant même que les Palestiniens ne parviennent à obtenir des avancées politiques tangibles.[2]

Parallèlement, la Jordanie a renforcé sa répression à l'encontre du Hamas. Dans le cadre d'une opération de grande envergure, le bureau politique du mouvement, situé dans la ville d'Amman, a fait l'objet d'une perquisition. Cette action a mené à l'arrestation de

---

[1] Voir par exemple : Hassan Salameh, *Five Thousand Days in the World of the Barzakh*, 1ère édition (Beyrouth : Al-Zaytouna Centre, 2022), p. 55.

[2] George Tenet, *In the Heart of the Storm*, pp. 96, 98.

soixante jeunes membres, ainsi qu'à la torture de plusieurs d'entre eux. En outre, les fonds du mouvement ont été saisis, et plusieurs de ses dirigeants et cadres ont été contraints de s'exiler de force à l'étranger.[1]

Malgré le succès relatif d'Arafat dans l'affaiblissement de la résistance, ses efforts ne lui ont pas permis d'enregistrer des avancées politiques significatives. Cependant, cette trajectoire fut fortement contrecarrée par la division interne au sein même d'Israël, qui se scinda en deux courants distincts.

Dans le contexte de la résolution du conflit israélo-palestinien, les dirigeants du Parti travailliste, à savoir Yitzhak Rabin, Shimon Peres, puis Ehud Barak, ont préconisé une approche diplomatique visant à établir des accords de paix et à initier des pourparlers. Ils estimaient qu'en traitant avec une Autorité palestinienne désarmée et dépourvue de ressources, dans un rapport de force radicalement asymétrique favorable à Israël, ils assureraient la sécurité d'Israël et renforceraient sa position. Selon les experts, cette approche permettrait à l'État d'Israël de se libérer de nombreux fardeaux politiques, financiers, sécuritaires et administratifs. [2] Elle lui permettrait également de réorienter son attention vers d'autres régimes encore réfractaires ou non engagés dans des processus de paix, comme l'Irak, la Syrie ou l'Iran Elle lui permettrait également de réorienter son attention vers d'autres régimes encore réfractaires ou non engagés dans des processus de paix, comme l'Irak, la Syrie ou l'Iran.

---

[1] Ibrahim Ghosheh, *The Fiery Platform*, pp. 224, 228 et suivantes

[2] Israël a profité des processus de paix et de normalisation et de la création de l'Autorité palestinienne pour consolider et son niveau de vie a doublé ; le déficit du budget local ne représentait que 3 % du budget après son départ, et son niveau de vie a augmenté, et le revenu par habitant israélien a dépassé 18 000 dollars, et il est devenu l'un des revenus les plus élevés au niveau mondial. Voir : Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 119, 307, 308.

Par ailleurs, la solution à deux États était considérée comme une démarche stratégique face à la menace démographique que représentaient les taux de fécondité élevés et la croissance rapide de la population palestinienne. Dans un contexte de scénario à un seul État, il est indubitable que la dynamique démographique finira par influencer le rapport de force en faveur de la population palestinienne.[1]

Le second courant était incarné par des figures politiques telles que Benjamin Netanyahou et Ariel Sharon [2], qui ont respectivement dirigé le gouvernement sous le Likoud ou été ses alliés. Ce groupe s'opposait avec véhémence à la création d'un État palestinien, sous quelque forme que ce soit. Selon cette perspective, la création de l'Autorité palestinienne n'était pas perçue comme une avancée vers la paix, mais plutôt comme un leurre susceptible de fournir un prétexte aux Palestiniens pour se doter d'armements, former des combattants et obtenir des financements étrangers. Ils mettaient également en garde contre une éventuelle utilisation de cette Autorité par des régimes tels que

---

[1] Hillary Clinton, *Hard Choices*, p.307-308.

[2] Benyamin Netanyahou est considéré comme la personnalité politique israélienne la plus en vue de sa génération après la génération des fondateurs, et il est l'homme le plus longtemps resté au poste de Premier ministre d'Israël (17 ans au total), dont 11 années consécutives jusqu'à présent. Il était le plus jeune à assumer la présidence du gouvernement en 1996, à l'âge de 47 ans. Il a été vice-ministre des Affaires étrangères et ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies, et il était ambassadeur dans son pays à l'âge de 35 ans. Son père était un historien sioniste renommé, Benzion Netanyahou, et il était l'assistant de Jabotinsky, le penseur le plus extrémiste de l'histoire d'Israël et le fondateur de la théorie du "mur d'acier" israélien bien connue.

De même, Ariel Sharon est considéré comme la personnalité militaire israélienne la plus en vue de sa génération après la génération des fondateurs. Il a mené toutes ses guerres, et il était l'un des combattants les plus féroces et les plus sanglants de l'armée israélienne, et il était l'un des plus grands de ses héros, et il a subi des revers dans toutes ses batailles, même s'il a été Premier ministre et a pratiqué une politique plus sage et plus expérimentée que Netanyahou, bien que tous deux soient issus de l'aile extrémiste elle-même !

ceux de l'Irak, de la Syrie ou de l'Iran, afin de compromettre la sécurité d'Israël.

Dans le cadre de cette perspective, la formation d'un État palestinien a été perçue comme une infraction au projet sioniste et juif d'un État s'étendant du Nil à l'Euphrate. Cette idéologie a conduit à l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995 et au triomphe du Likoud aux élections de 1996. Cette issue eut pour conséquence de suspendre les pourparlers de paix pour une durée de trois ans, au cours de laquelle l'expansion des colonies juives dans la région de Jérusalem s'accrut de manière significative, altérant de façon substantielle la configuration géopolitique de la région. En 1999, le Parti travailliste, sous la direction d'Ehud Barak, retrouva le pouvoir, suscitant un espoir temporaire de pourparlers.

Cependant, la période de latence de trois ans a mis en exergue la vulnérabilité des Accords d'Oslo, les réduisant à de simples promesses creuses. Les dirigeants politiques israéliens ont persisté dans leur non-respect des accords, tandis que l'Autorité palestinienne, dépourvue des garanties et de l'influence nécessaires, se trouvait dans l'incapacité de demander des comptes à Israël. Durant cette période, l'Autorité concentra ses efforts sur la répression du soulèvement populaire, étouffant ainsi la résistance de masse et ne laissant actives que les principales mouvances de la résistance islamique. Ces dernières ont également subi un affaiblissement dû au déclin du soulèvement, à la diminution du soutien populaire et à la répression implacable exercée par les forces de sécurité de l'Autorité.

Ces années peuvent être considérées comme une preuve irréfutable de l'échec catastrophique, voire de la complicité manifeste, de l'Autorité palestinienne. Une analyse approfondie des événements montre que, après avoir initialement recours au processus d'Oslo afin de mettre fin au soulèvement, l'État d'Israël abandonne l'accord une fois son objectif initial de neutralisation de la résistance atteint.

En 1999, le Parti travailliste, sous la direction d'Ehud Barak, retrouva le pouvoir, suscitant un espoir temporaire de pourparlers.

Cependant, la période de latence de trois ans a mis en exergue la vulnérabilité des Accords d'Oslo, les réduisant à de simples promesses creuses. Les dirigeants politiques israéliens ont persisté dans leur non-respect des accords, tandis que l'Autorité palestinienne, dépourvue des garanties et de l'influence nécessaires, se trouvait dans l'incapacité de demander des comptes à Israël[1]. Durant cette période, l'Autorité concentra ses efforts sur la répression du soulèvement populaire, étouffant ainsi la résistance de masse et ne laissant actives que les principales mouvances de la résistance islamique. Ces dernières ont également subi un affaiblissement dû au déclin du soulèvement, à la diminution du soutien populaire et à la répression implacable exercée par les forces de sécurité de l'Autorité.

Israël maintient une position de fermeté concernant le retour des réfugiés palestiniens, l'octroi d'une souveraineté arabe sur Jérusalem, et le rétablissement des frontières de 1967. Ces trois points sont considérés comme des éléments essentiels à la résolution du conflit. Dans un contexte où la négociation semblait s'enliser, Arafat, refusant de céder sur ces éléments, aurait déclaré que la signature d'un tel accord entraînerait son assassinat[2]. Ses tentatives de rétablir la face, telles que la proposition de transférer la souveraineté sur Al-Aqsa à l'Organisation de la coopération islamique — une entité à la fois symbolique et inefficace — ou celle d'obtenir un territoire continu sans interruption par des

[1] Il l'a décrit ici comme étant "le plus accommodant", mais seulement par rapport aux autres, sinon il était le tenant des cinq "non" qu'il avait annoncées avant d'entrer dans les négociations, à savoir : pas de division de Jérusalem, pas de retrait aux frontières de 1967, pas de retour des réfugiés, pas de démantèlement des colonies de Cisjordanie et de Gaza, pas d'acceptation de forces arabes en Cisjordanie.

[2] Condoleezza Rice, *No Higher Honor*, p. 77..

colonies israéliennes, se sont avérées infructueuses. Les pourparlers se révélèrent infructueux.

Cette période a révélé une réalité déconcertante : même le dirigeant israélien le plus conciliant se révélait incapable de concéder les conditions minimales nécessaires à l'établissement d'un État palestinien viable. De même, le dirigeant palestinien le plus accommodant ne parvenait pas à obtenir un résultat suffisamment significatif à présenter à son peuple.

Durant les périodes où la thématique des pourparlers de paix était mise en exergue, les offensives perpétrées à l'encontre de la mosquée Al-Aqsa se sont poursuivies avec une persistance remarquable. Sous l'administration de Barak, en septembre 1996, les forces israéliennes ont entrepris la construction d'un tunnel souterrain sous le mur occidental de la mosquée Al-Aqsa. Cette provocation a engendré des affrontements d'une grande intensité, ayant entraîné le décès de plus de soixante Palestiniens et des blessures pour plus de cent soixante autres.

L'Intifada d'Al-Aqsa

Il est indubitable que les concessions maximales qu'un dirigeant palestinien tel qu'Arafat était en mesure d'accomplir se situaient, de manière significative, en deçà des exigences minimales d'un dirigeant israélien. Les tentatives de conciliation se révélèrent vaines.

À cette époque, le général israélien à la retraite Ariel Sharon, l'une des figures militaires et politiques les plus influentes et intransigeantes d'Israël, avait pris la tête du parti d'opposition, le Likoud. Le 28 septembre 2000, Sharon a effectué une visite particulièrement controversée à la mosquée Al-Aqsa, provoquant de vastes protestations qui ont marqué le début du second soulèvement palestinien, plus tard connu sous le nom d'Intifada d'Al-Aqsa.

Initialement, les actions de résistance du peuple palestinien se sont manifestées principalement sous la forme de manifestations et de jets de pierres. Malgré la puissance de l'appareil répressif

israélien, la population palestinienne a démontré une bravoure et un esprit de sacrifice remarquables. En réponse à ces actions, les forces israéliennes ont adopté une répression marquée par des assassinats, des agressions et des arrestations massives. En l'espace de quelques jours, le nombre de victimes a dépassé la centaine, puis le millier, et a continué à croître de manière exponentielle.

Au fur et à mesure que le soulèvement prendrait de l'ampleur, les factions de la résistance palestinienne intensifieraient leurs opérations. Il convient de noter qu'une évolution s'est opérée, au fil du temps, au sein des mouvements de contestation. Les grandes manifestations et les affrontements de rue ont progressivement été remplacés par des actions de résistance plus stratégiques et élaborées. Dans le contexte de la résistance palestinienne, les opérations martyres se sont distinguées comme une stratégie militaire d'une efficacité remarquable. Elles ont représenté un élément déterminant dans la confrontation avec l'armée israélienne, dont l'avantage numérique et la puissance de feu sont considérables.

La situation a dégénéré, provoquant un changement de gouvernement israélien quelques mois seulement après le début de l'Intifada. Ariel Sharon a été désigné pour diriger le gouvernement nouvellement formé, s'engageant à mettre fin au soulèvement dans un délai de cent jours. Malgré le lancement de campagnes militaires et sécuritaires brutales à travers divers territoires, il n'a pas été en mesure de tenir sa promesse. Le conflit s'est progressivement aggravé, aboutissant à une confrontation marquée par une asymétrie et une brutalité significatives, opposant une population palestinienne dépourvue d'armes mais dotée d'une remarquable résilience, à l'appareil militaire israélien.

Sharon a mis en œuvre une stratégie systématique d'assassinat ciblant d'abord les chefs des factions de résistance armée, puis élargissant ces meurtres aux figures politiques. Au début du soulèvement, Yasser Arafat tenta de se distancier de ce dernier, et limita discrètement les efforts de ses forces de sécurité pour traquer et réprimer les combattants de la résistance. Cette initiative

était perçue comme un levier tactique visant à encourager Israël à reprendre les pourparlers dans un contexte plus propice. Cependant, cette stratégie s'avéra inefficace. L'accession de Sharon au pouvoir a constitué un tournant significatif, marquant un rejet catégorique des négociations en cours et une volonté agressive de contrôle israélien absolu sur les territoires.

L'évolution de la situation a connu un tournant significatif avec le changement de direction politique opéré par les États-Unis. En effet, le départ du président démocrate Bill Clinton a été suivi par l'arrivée au pouvoir de son successeur, le républicain [1] George W. Bush[2] , marquant ainsi une transition de pouvoir entre les deux partis. Dans le cadre de la politique étrangère menée par l'administration Bush, un renforcement de l'intransigeance de la position de Sharon a été observé, tandis que celle d'Arafat a connu un affaiblissement supplémentaire. L'année suivante, le 11 septembre 2001, les États-Unis subirent une attaque d'envergure sur leur territoire, suscitant une réaction internationale d'indignation et de condamnation. Cet événement, considéré comme un choc émotionnel majeur, a profondément affecté l'identité nationale américaine et a conduit à la proclamation de la « Guerre mondiale contre le terrorisme ».

En réponse aux menaces terroristes, l'armée américaine a mené des interventions militaires en Afghanistan en octobre 2001, puis en Irak en mars 2003. Ces actions ont déclenché une vague de répression à l'échelle mondiale contre l'activisme islamique. Initialement dirigée vers les groupes jihadistes, cette campagne s'est rapidement étendue aux organisations islamiques à caractère

---

[1] Il n'y a pas de grande différence dans les politiques des deux partis concernant Israël et la question palestinienne, si ce n'est que les démocrates sont plus enclins à utiliser la politique et les méthodes douces, tandis que les républicains sont plus durs et plus directs et abandonnent le discours calme et hypocrite.

[2] George W. Bush fils, et sa mère l'a décrit comme étant le "premier président juif d'Amérique" en raison de son fort penchant pour les Juifs. Voir : Condoleezza Rice, *No Higher Honor*, p. 177.

caritatif, humanitaire et même politique. Sharon a su exploiter ce tournant en présentant ses actions comme faisant partie intégrante de la lutte contre le terrorisme islamique en Palestine, dépeignant Yasser Arafat comme une figure centrale de cette prétendue campagne terroriste.

Il est indéniable que l'échec des négociations et le déclenchement de l'Intifada ont engendré de fortes tensions au sein des institutions de l'Autorité palestinienne (AP). Au sein de l'Autorité, une minorité tenta de soutenir la résistance ou, à tout le moins, de l'ignorer. En revanche, la majorité resta fidèle à la mission initiale pour laquelle l'Autorité avait été conçue. Il convient de noter que de nombreux responsables, en particulier dans les services de sécurité, entretenaient des relations directes avec les représentants du gouvernement israélien. Dans le contexte de l'époque, certains individus nourrissaient l'ambition de devenir le prochain président de la Palestine. Cette aspiration était étroitement liée à l'alignement sur les stratégies occidentales visant à remplacer Arafat.

En conséquence, l'AP — notamment ses agences de sécurité — a systématiquement déployé des efforts considérables pour localiser, appréhender et interroger les individus qualifiés de « résistants », faisant souvent usage de la torture pour obtenir des informations sur leurs réseaux. Un grand nombre de victimes succombèrent aux sévices de la torture, et des informations d'une importance capitale furent communiquées aux forces armées israéliennes, contribuant ainsi à l'élimination ciblée de plusieurs figures politiques et militaires de la résistance.

Dans certains cas, ces services de sécurité arrêtèrent des résistants pour les livrer directement à Israël, ou évacuèrent leurs quartiers généraux afin de permettre aux forces israéliennes d'appréhender les détenus.[1] En outre, les forces israéliennes ont

[1] Voir par exemple : Abdullah al-Barghouti, *Prince of Shadows*, p. 96 et suivantes.

déjoué d'importantes opérations de résistance contre Israël et contribué au démantèlement d'infrastructures essentielles pour la résistance, contraignant ainsi celle-ci à une reconstruction massive dans plusieurs régions.

Les actions de l'Autorité palestinienne (AP) et de ses forces de sécurité ont engendré des conséquences désastreuses et sans précédent pour le peuple palestinien. Elles ont placé un fardeau considérable sur la lutte pour la libération et l'autodétermination du peuple palestinien.

Arafat a promptement renoncé à sa stratégie initiale d'indulgence envers la résistance, qu'il prévoyait d'utiliser comme levier dans les négociations. En effet, il se retrouva, à la fois sur le plan personnel et politique, de plus en plus exposé aux menaces. Dans le but de maintenir sa position, Arafat a intensifié son engagement en faveur du processus de paix, exprimant une condamnation ferme des opérations de résistance. Il revendique également le succès de ses services de sécurité, qui auraient permis d'empêcher des centaines d'attaques contre Israël, d'arrêter des chefs et des membres de la résistance, et de fournir à Israël des renseignements jugés cruciaux.

Cependant, malgré les efforts déployés, il ne fut pas protégé. Sharon imposa un siège étouffant au siège présidentiel d'Arafat à Ramallah, les forces israéliennes prenant d'assaut la ville et démolissant partiellement ses quartiers généraux. Il est devenu évident qu'Arafat ne pouvait plus être considéré comme un interlocuteu valable[1]. Ainsi, la quête d'un nouveau dirigeant palestinien a été initiée, un individu qui serait en mesure de

[1] Avec tout ce qu'Arafat a présenté comme concessions et reniements, cela n'a pas été mentionné dans les mémoires des décideurs américains, si ce n'est en mal et avec mépris. Et peut-être que le responsable américain qui a écrit cela tenait compte des sentiments sionistes en Amérique, car ce sont eux les premiers à sous-estimer le plan vers lequel Arafat s'est incliné. Voir par exemple : George Habash, *In the Heart of the Storm*, p. 103 et suivantes ; Condoleezza Rice, *No Higher Honor*, p. 177 ; Hillary Clinton, *Hard Choices*, p. 306.

poursuivre les pourparlers et les concessions là où Arafat s'était arrêté.

Mahmoud Abbas s'est imposé comme le candidat de prédilection et a été soumis à d'intenses pressions internationales pour accepter le poste de Premier ministre avec des pouvoirs élargis. Initialement, Arafat s'opposa à cette nomination, craignant qu'un rival ne devienne le véritable chef de facto. Cependant, sous la menace d'un assassinat imminent, il se résolut à nommer Mahmoud Abbas le 29 avril 2003.

Cependant, des conflits d'intérêts internes se sont rapidement manifestés entre les deux hommes, conduisant à la démission d'Abbas moins de cinq mois après son arrivée. En réponse à cette situation, Arafat a nommé Ahmed Qoreï au poste de Premier ministre le 5 octobre 2003, estimant que celui-ci partageait une vision plus alignée avec la sienne, contrairement à Abbas, qui bénéficiait du soutien d'Israël. Sharon a ensuite porté le coup de grâce en orchestrant l'assassinat d'Arafat en novembre 2004, par empoisonnement progressif, selon des rapports, par une personne de son entourage. Cette issue a été facilitée par une Autorité de gouvernance dont la conception même, dès l'origine, visait un fonctionnement sous domination israélienne.

À la suite du décès d'Arafat, Mahmoud Abbas a assumé la direction de l'Autorité palestinienne et de l'Organisation de libération de la Palestine, bénéficiant du soutien actif d'Israël et des États-Unis.

En janvier 2005, une élection présidentielle fut méticuleusement orchestrée dans le but manifeste d'installer Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne. Sept candidats concoururent, mais aucun d'entre eux ne bénéficia d'un soutien populaire significatif ni des ressources nécessaires pour constituer une opposition sérieuse à Abbas, l'héritier désigné de l'AP et un collaborateur de longue date avec l'occupation israélienne. L'issue de l'élection ne fit que confirmer les

anticipations initiales, aboutissant à la victoire d'Abbas et à son accession à la présidence de l'Autorité palestinienne.

L'assassinat de Arafat a marqué l'aboutissement d'une série d'éliminations ciblées de dirigeants palestiniens. Ariel Sharon a étendu le champ d'action de cette stratégie en visant également les dirigeants politiques des factions palestiniennes, marquant ainsi une escalade significative par rapport à la stratégie antérieure, qui se concentrait sur les chefs militaires. Le peuple palestinien a subi de lourdes pertes, notamment parmi ses dirigeants politiques et militaires, au cours de l'Intifada. Parmi les chefs militaires les plus en vue assassinés, nous pouvons citer Mahmoud Abou al-Hanoud, commandant des Brigades Al-Qassam en Cisjordanie, en novembre 2001, et Salah Shehadeh, commandant général des Brigades Al-Qassam, en juillet 2002. Parmi les figures politiques qui ont perdu la vie dans ce contexte, on peut citer Abou Ali Mustafa, secrétaire général du Front populaire, qui a été assassiné en août 2001, ainsi que plusieurs figures du Hamas, telles que Jamal Mansour et Jamal Salim, qui ont été tués en juillet 2001, Ismaïl Abou Shanab, décédé en juillet 2002, le Cheikh Ahmed Yassine, fondateur du Hamas, qui a été assassiné en mars 2004, et son adjoint et successeur, le Dr Abdel Aziz al-Rantissi, qui a été tué en avril 2004. Dans le cadre des opérations de sécurité menées par les forces de l'ordre, un certain nombre de personnalités de premier plan ont été appréhendées. Parmi elles, on peut citer Abdallah Barghouthi, surnommé « le Prince des Ombres », qui a été arrêté en mars 2003.

Malgré ces pertes considérables, la résistance a démontré une résilience remarquable, en se réorganisant et en poursuivant le combat. Elle a développé des stratégies de sécurité et militaires innovantes qui ont continuellement mis en échec les forces israéliennes. Malgré des mesures de sécurité renforcées, les combattants de la résistance ont réussi, de manière récurrente, à franchir lesdits dispositifs pour mener des opérations martyres en plein cœur du territoire israélien. Ces opérations, au cours

desquelles des femmes[1] ont également pris part, se sont élevées à 135 missions entre 2000 et 2005, dont 61 ont été revendiquées par le Hamas.[2]

Par ailleurs, il convient de noter que la résistance a également réussi à perfectionner son arsenal, en commençant par la fabrication de roquettes artisanales. Initialement, la portée de ces roquettes était de 10 kilomètres. Par la suite, elle a été étendue à 12 kilomètres, grâce à l'utilisation de composants entièrement issus de l'environnement local palestinien. Cette dynamique a progressivement représenté une menace accrue pour la sécurité des colonies israéliennes.

Pendant les cinq années de l'Intifada, l'armée israélienne a enregistré plus de 22 000 attaques, fusillades et tirs de roquettes[3]. Parmi ces événements notables, on peut citer l'assassinat du ministre israélien du Tourisme, Rehavam Zeevi, perpétré par le Front populaire le 17 octobre 2001.

Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, les territoires de la bande de Gaza et de la Cisjordanie ont joué des rôles distincts dans la stratégie de la résistance. La région de Gaza se caractérisait par une densité démographique élevée, principalement attribuable à la présence de nombreux camps de réfugiés. Cette dynamique s'inscrivait en outre dans un contexte de montée en puissance du mouvement islamique, qui déployait des activités d'envergure, notamment au sein des camps. En revanche, la topographie de la Cisjordanie, caractérisée par un relief accidenté, était propice à l'infiltration des combattants en territoire israélien. Cette infiltration se réalisait par l'utilisation de sentiers montagneux, de

---

[1] La nature des opérations de martyr palestiniennes lors de la seconde Intifada était différente : Wafa Idris, Ayat al-Akhras, Darin Abu Aisheh, Hanadi Jaradat, Reem al-Riyashi et d'autres.

[2] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 128.

[3] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, p. 128.

grottes et de falaises, malgré la présence de nombreux points de contrôle routiers.

L'Intifada et les opérations martyres ont eu un impact significatif sur la doctrine sécuritaire israélienne, entraînant une augmentation de l'émigration et des pertes économiques notables. Confronté à des pertes de plus en plus importantes, Sharon a réalisé que la seule issue pour enrayer cette dynamique était de prendre deux décisions majeures, des décisions qu'aucun Premier ministre israélien n'aurait pu assumer sans le poids de son passé militaire et de sa puissance, ainsi qu'en raison de la situation géopolitique délicate dans laquelle se trouvait Israël. Ces décisions se matérialisent par le retrait de la bande de Gaza et la construction du mur de séparation en Cisjordanie.

L'objectif de Sharon avec la construction de ce mur était de bloquer tous les points d'entrée possibles aux kamikazes. La stratégie de retrait de Gaza, telle qu'elle a été élaborée, visait à créer une distance entre les Israéliens et la menace imminente, en instaurant un blocus extérieur sur la région tout en permettant aux forces de sécurité palestiniennes d'assurer le contrôle de l'espace intérieur. Cette approche a été motivée par la volonté de prévenir une escalade des tensions internes au sein de la population palestinienne.

Pour un grand nombre d'Israéliens, la perspective d'un retrait de la bande de Gaza et de la construction d'une barrière de séparation à travers de vastes zones de Cisjordanie semblait hors de question. Ces mesures ont été interprétées comme une transgression de tabous socioculturels profondément enracinés, marquant une reconnaissance de l'échec d'Israël face à la résistance palestinienne, malgré l'écart manifeste en termes de puissance militaire. Ces actions ont également suscité des inquiétudes quant à la création d'un précédent qui pourrait conduire à d'autres retraits de Cisjordanie, mettant ainsi en péril les colonies établies depuis 1967. Cependant, Sharon a réussi à imposer son plan, faisant fi de toute forme d'opposition interne en Israël.

À moyen terme, ces mesures ont effectivement contribué à la réduction des opérations martyres, contraignant ainsi la résistance palestinienne à explorer de nouvelles tactiques. Cependant, il est important de noter que Sharon n'avait pas anticipé que la libération de la bande de Gaza aboutirait à la création d'un bastion de résistance résilient, d'une rampe de lancement pour une intense campagne de tirs de roquettes et d'une base militaire majeure, altérant ainsi significativement l'équilibre des forces.

Le retrait israélien de la bande de Gaza constitue la conséquence la plus significative de cette Intifada, durant laquelle plus de 4 000 Palestiniens ont perdu la vie en l'espace de cinq ans (2000-2005), dont près de 800 enfants et environ 300 femmes. Les conséquences de l'événement se sont traduites par des blessures pour plus de 45 000 personnes, l'arrestation d'environ 10 000 individus et la destruction de plus de 70 000 habitations[1]. En comparaison, le bilan humain en Israël s'est alourdi de plus de 1 500 morts et de plus de 3 000 blessés. Du point de vue économique, l'année 2002 a été marquée par une crise d'une ampleur inégalée dans l'histoire d'Israël. Les pertes financières s'élèvent à huit milliards de dollars pour les deux premières années de l'Intifada, ce qui correspond à une moyenne de 11 millions de dollars par jour. Par ailleurs, les citoyens israéliens ont été profondément marqués psychologiquement, perdant toute confiance en la sécurité, la prospérité et le bien-être promis pour encourager l'immigration. Depuis lors, on observe une augmentation continue de la migration inverse.[2]

Une première analyse de ces chiffres peut évoquer une défaite du peuple palestinien et une victoire israélienne. Cependant, une examen plus approfondi permet de nuancer ce résultat. Dans le contexte du renforcement du déséquilibre des rapports de force, la

[1] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 126, 128.
[2] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 129, 130.

période en question met en exergue la ténacité, la détermination et le courage exceptionnels dont fait preuve le peuple palestinien.

En outre, les transformations majeures du tissu social apportent un éclairage supplémentaire sur la question. Parmi les personnalités ayant marqué le processus de paix au Moyen-Orient, Tzipi Livni se distingue par son engagement sioniste et son nationalisme. Elle a reconnu que la réalisation du projet du Grand Israël était devenue irréalisable. Elle admit que la pérennité de la domination de l'État d'Israël sur le peuple palestinien était subordonnée à la capacité de ce dernier à faire des concessions.[1]

La libération de la bande de Gaza

Une distinction majeure entre les mouvements de résistance en Cisjordanie et à Gaza réside dans le fait que les islamistes de Cisjordanie ont vécu sous la domination jordanienne jusqu'en 1967, un régime qui s'appuyait principalement sur une stratégie de confinement et de contrôle modéré. En revanche, les populations de la bande de Gaza ont été soumises à un régime égyptien dur et répressif, ce qui a profondément influencé le développement du mouvement islamique et façonné son approche du recrutement et de l'activisme.

En outre, la topographie de Gaza, caractérisée par un territoire relativement plat et de faible étendue, a contribué à faire de cette région un refuge naturel pour un grand nombre de personnes déplacées, générant ainsi une forte densité de population. Cette dynamique a engendré une structure sociale caractérisée par une cohésion communautaire forte, des voies de circulation restreintes et un réseau de ruelles entrelacées. Ces conditions ont conféré à la ville de Gaza une résistance significative aux mesures de surveillance et de contrôle mises en œuvre par les autorités modernes.

---

[1] Condoleezza Rice, p.328.

Ces facteurs, entre autres, ont permis aux islamistes de Gaza de gagner en puissance, surpassant leurs homologues de Cisjordanie, et représentant un défi majeur pour l'occupant israélien. Il est même rapporté que Yitzhak Rabin aurait un jour exprimé son souhait de se réveiller et de constater que la ville de Gaza avait été submergée par la mer. Cette région est ainsi devenue l'un des enjeux les plus complexes de la stratégie sécuritaire israélienne, et l'une des premières affaires que les autorités israéliennes ont tenté de déléguer à Arafat. Cependant, c'est Sharon qui a pris la décision de se retirer de la bande de Gaza.

En examinant les dynamiques internes à Gaza, il est notable que les islamistes locaux ont démontré une plus grande audace, une plus grande proactivité et une plus grande propension à prendre l'initiative par rapport à leurs homologues régionaux. Dès l'instauration de l'Autorité palestinienne, les acteurs concernés ont manifesté une volonté de participer aux élections de 1996, à la différence de ceux situés en Cisjordanie ou de la diaspora palestinienne. Il convient de noter que c'est de la ville de Gaza que la première Intifada a pris naissance, que la résistance armée a vu le jour et que sont apparus certains des leaders les plus influents de la résistance palestinienne.

Le retrait israélien de Gaza

Le retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza était initialement prévu pour l'année 2005. En réponse à cette initiative, l'Autorité palestinienne a exprimé sa détermination à exercer l'administration du territoire, tandis que les factions de la résistance ont manifesté leur volonté de prendre le contrôle, avec pour objectif de convaincre de l'opportunité d'un retrait et de favoriser une réconciliation future avec l'Autorité.

Dans le contexte géopolitique du Moyen-Orient, plus précisément dans la région de la bande de Gaza, une figure politique a attiré l'attention des médias israéliens : il s'agit de Mohammad Dahlan, qui occupe le poste de chef du Service de sécurité préventive. Dahlan est perçu par les Israéliens comme un

acteur clé dans la préservation de l'ordre public dans cette région. Dahlan, l'un des collaborateurs les plus dévoués d'Israël, était réputé pour sa détermination à traquer, arrêter et torturer les membres de la résistance. Il était également considéré comme un successeur potentiel de Yasser Arafat, avec l'ambition de devenir président de l'Autorité palestinienne. Cependant, la présence de personnalités plus expérimentées, telles que Mahmoud Abbas, a contribué à limiter ses aspirations, étant perçu comme étant trop jeune pour recevoir l'aval de la communauté politique établie.

Il convient de noter que, bien que Gaza n'ait pas permis à Dahlan de diriger l'Autorité, cette région lui a offert une opportunité inestimable de démontrer ses compétences et, éventuellement, de revendiquer l'autonomie de la région. Cette dynamique pourrait favoriser une escalade des tensions entre lui et Abbas. Dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par Sharon pour consolider son emprise sur la ville de Gaza, un élément clef a été la mise en œuvre d'actions visant à éliminer des figures emblématiques de la résistance locale. Parmi ces figures, on peut citer le cheikh Ahmed Yassine et Abdel Aziz al-Rantissi, qui ont été assassinés dans des circonstances qui restent à ce jour non élucidées.[1]

Le retrait israélien de la bande de Gaza a constitué un succès majeur pour la résistance palestinienne. Cette issue a démontré la capacité de la résistance à accomplir ce que les armées arabes n'avaient pas réussi à faire. Néanmoins, ce retrait a également marqué un tournant périlleux. Cette dynamique a engendré deux problèmes majeurs. En premier lieu, l'Autorité palestinienne, sous la direction de Dahlan et Abbas, a mis en œuvre une série de campagnes violentes à l'encontre des factions de la résistance, arguant que « les armes légitimes appartiennent à l'Autorité

[1] Voici une remarque : cela ne signifie pas que le seul objectif de Sharon en assassinant Yassin et al-Rantisi était de préparer le terrain à Dahlan. Cependant, l'une des conséquences de cet assassinat fut de vider la scène gazaouie des grands dirigeants qui auraient pu constituer un obstacle majeur à Dahlan.

palestinienne ». Cette assertion est le fruit d'une infiltration de services de sécurité et de collaborateurs au sein de ces factions. Par ailleurs, la gestion de la bande de Gaza représentait un défi majeur, caractérisée par une densité démographique élevée, une absence de ressources économiques substantielles, une étendue géographique restreinte et un soutien politique limité, ce qui rendait l'administration de cette région particulièrement ardue.

La résolution pragmatique de ces défis prit forme à travers une série d'événements, tous survenus hors de Gaza. Les attentats du 11 septembre 2001 provoquèrent un choc sans précédent aux États-Unis, comparable à celui de la Seconde Guerre mondiale. Dans leur sillage, une nouvelle idée fit son chemin dans les cercles politiques américains : la nécessité de démocratiser le monde islamique. Bien que ce concept existât déjà dans les milieux académiques, orientalistes et sécuritaires, il ne séduisait guère les décideurs politiques. Tant que les dictateurs arabes servaient les intérêts américains et israéliens, il n'y avait guère de raison de les remplacer ou d'encourager la démocratie, au vu des risques que cela impliquait.

Cependant, les événements du 11 septembre ont mis en lumière une réalité brutale : les dirigeants arabes autocrates étaient animés par une colère intense. Ces engins explosifs, initialement cantonnés au monde arabo-musulman, ont désormais atteint le cœur des sociétés américaines et européennes, menaçant la stabilité et la sécurité internationales. Dans ce contexte, deux pays, à savoir la Turquie et le Pakistan, attirèrent tout particulièrement l'attention des stratèges américains.

Dans ces deux pays, les processus démocratiques ont favorisé l'alternance politique, cependant, le noyau du pouvoir, à savoir l'armée, a maintenu une alignement stratégique avec les intérêts américains. Dans le contexte de la transition démocratique, l'armée était susceptible d'intervenir ou d'organiser un coup d'État si les résultats de la démocratie s'avéraient défavorables. À titre d'illustration, il convient de mentionner que la Turquie a été le

théâtre d'un coup d'État environ tous les dix ans, tandis que le Pakistan en a connu un tous les huit ans en moyenne.

L'intérêt majeur de ces modèles résidait dans leur aptitude à canaliser l'énergie des mouvements islamistes, en la dirigeant vers une participation politique plutôt que vers une résistance armée. Ainsi, la montée des mouvements jihadistes était évitée, les perspectives de changement politique paraissant plus accessibles et moins coûteuses que la lutte armée.

En conséquence, , la politique américaine a adopté une approche visant à promouvoir la « diffusion de la démocratie » dans le monde arabe. Cette démarche, motivée par des considérations stratégiques plutôt que par une adhésion aux valeurs démocratiques, visait à détourner l'énergie islamiste de la voie du jihad, perçue comme une source potentielle de nouveaux événements tragiques de l'ampleur de l'attaque du 11 septembre. Le choix de la Palestine comme terrain d'expérimentation s'inscrit dans une stratégie plus large, les Israéliens considérant cette initiative comme un moyen de concilier leur projet démocratique avec leurs intérêts stratégiques.

Il convient de noter que Yasser Arafat exerçait ses fonctions à la tête de l'Autorité palestinienne sans avoir été élu directement par le peuple. Sa notoriété s'était d'abord forgée en tant que figure de proue du Fatah, qui s'empara rapidement du contrôle de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), initialement soutenue par le régime nassérien égyptien. Par la suite, Arafat en devint le président. Le statut de l'OLP en tant qu'entité représentative du peuple palestinien a été déterminé non par les Palestiniens eux-mêmes, mais par les États arabes. À la suite de l'Intifada, Arafat a été désigné comme le représentant principal de la cause palestinienne, sans qu'un processus démocratique ne soit mis en place pour valider cette désignation.

Si ces circonstances uniques avaient permis à l'individu en question d'accéder au pouvoir sans légitimation électorale, il est important de noter que celles-ci ne s'appliquaient pas à ses

successeurs. En effet, un examen attentif des biographies de Mahmoud Abbas et de ses successeurs révèle que ce dernier ne possédait ni un passé de résistant, ni un charisme oratoire remarquable. De plus, sa réputation était entachée par son rôle dans les accords d'Oslo. Dans ce contexte, il devient impératif pour les États-Unis et Israël d'organiser des élections en Palestine. Cette démarche permettrait à Abbas d'obtenir la légitimité nécessaire pour faire les concessions attendues sur Jérusalem, les réfugiés ou les colonies[1]. Cette démarche permettrait en outre de légitimer une campagne contre les factions de la résistance, Abbas pouvant alors s'appuyer sur son statut de président « démocratiquement élu » à la tête d'un Conseil législatif dominé par le Fatah.

C'est à ce moment que les factions de la résistance ont pris conscience de l'urgence de la situation. Elles ont alors réalisé que le processus électoral pouvait servir à liquider la cause palestinienne. Il convient de noter que ces factions ne se caractérisaient pas par une structuration partisane, mais par leur nature de mouvements de lutte, dépourvus d'expérience en matière de gouvernance. Il est à noter que l'hypothèse d'élections organisées par l'État d'Israël n'avait jamais été envisagée par les parties prenantes.

En réponse à cette situation, une division stratégique s'est opérée entre les deux principaux mouvements islamistes, à savoir le Hamas et le Jihad islamique. Le Hamas, mouvement politique de la Palestine, a fait le choix stratégique de prendre part aux élections législatives avec l'objectif de contrer toute initiative visant à restreindre les droits historiques du peuple palestinien. En revanche, le Jihad islamique a rejeté toute participation, arguant que les élections ne sauraient constituer un prétexte pour des

[1] Abbas n'a jamais caché ni hésité à condamner la résistance, et il déclarait que le retour des réfugiés n'était pas réaliste, bien qu'Abbas lui-même soit issu d'une famille de réfugiés originaires de Safad occupée. Il fut le premier à exagérer en niant le droit au retour des réfugiés et en niant le droit de tout le peuple.

compromis sur des droits inaliénables. Selon cette organisation, la résistance doit demeurer exclusivement militaire, indépendamment des décisions de l'Autorité.

Il est intéressant de constater que, selon les points de vue des Américains, des Israéliens, des régimes arabes et même du Fatah, la participation du Hamas ne représentait aucune menace réelle. L'analyse des données historiques et des dynamiques politiques révèle que la victoire du Fatah paraissait être une issue largement prévisible. En effet, l'organisation détenait le contrôle de l'Autorité depuis treize ans, disposait d'un appareil administratif et de ressources financières substantielles. Les mouvements de résistance, bien que populaires, manquaient de cadres formés à la gestion, n'avaient aucune expérience politique, ni relations diplomatiques — et leur nature islamique suscitait l'hostilité de nombreux pays arabes.

Les élections ont été organisées avec le plus grand soin pour garantir leur transparence, dans le but de conférer une légitimité incontestable à Mahmoud Abbas et à son gouvernement. Cependant, les résultats de ce scrutin ont provoqué un séisme politique : le Hamas a remporté 74 sièges sur 132, obtenant ainsi la majorité absolue et la capacité de former un gouvernement seul. Ce résultat, qui ne s'inscrivait pas dans les anticipations du Hamas lui-même, a engendré des bouleversements majeurs dans le paysage politique. À l'origine, le Hamas ne visait qu'à assurer un rôle d'opposition de premier plan, afin d'empêcher toute concession de la part du gouvernement. Cependant, il a fini par prendre le contrôle du pouvoir. Par ailleurs, le Fatah n'a obtenu que 45 sièges, ce qui illustre une baisse significative de sa représentation parlementaire.

Ces résultats ont provoqué des réactions d'une ampleur inattendue en Palestine, dans le monde arabe et en Occident. Cette dynamique s'inscrivait dans le cadre d'un processus démocratique qui avait élevé au pouvoir un mouvement classé comme organisation terroriste par de nombreux pays. Cette situation a placé la communauté internationale face à un dilemme :

reconnaître la légitimité des élections reviendrait à respecter la volonté du peuple palestinien ; la rejeter exposerait leur hypocrisie démocratique[1]. Cependant, leurs opposants ont identifié une faille dans la procédure électorale. Ils ont reconnu la transparence du processus de vote tout en contestant ses résultats. En réponse, ils ont déployé des efforts pour entraver ou même annuler les effets de cette élection.

La Résolution Militaire à Gaza

L'impact le plus significatif de ces élections fut la dissolution du projet qui visait à résoudre la question palestinienne par l'établissement d'un gouvernement sous la domination du Fatah. La perspective d'un transfert de pouvoir vers un président palestinien légitime, capable de renoncer aux revendications sur la Palestine historique et de faire des compromis sur des dossiers cruciaux tels que Jérusalem, les réfugiés, la souveraineté, les droits sur l'eau et les colonies, a été efficacement écartée. Cette issue marque un tournant décisif, un succès monumental qui s'accompagne d'un recul stratégique face à une menace jugée sérieuse et imminente.

Néanmoins, cet accomplissement a également introduit de nouveaux défis complexes pour le mouvement de résistance, désormais chargé de gouverner une population assiégée et étouffée sous des pressions extérieures constantes. La gestion des affaires d'une société est, en soi, un exercice difficile ; mais pour la communauté palestinienne, soumise à des contraintes aussi exceptionnelles, ce fut une épreuve sans précédent mêlant luttes politiques, administratives et humanitaires.

L'organisation politique Hamas a cherché à mettre en place un gouvernement d'union nationale réunissant l'ensemble des factions palestiniennes. Cette initiative visait à partager la responsabilité du pouvoir et à atténuer l'hostilité imminente de l'Autorité palestinienne, des régimes arabes et des pays

[1] Condoleezza Rice, *No Higher Honor*, pp. 476, 477.

occidentaux. Cependant, cette initiative a été contrée par des intimidations proférées à l'encontre de tout groupe prêt à rejoindre le gouvernement sous la direction du Hamas. Cette configuration politique a contraint le Premier ministre à exercer ses fonctions en solo, avec pour principaux collaborateurs Ismaïl Haniyeh, nommé à la tête du gouvernement, Mahmoud al-Zahar, ministre des Affaires étrangères, et Saeed Siyam, ministre de l'Intérieur. Il est à noter que ces deux derniers sont des figures éminentes du Hamas.

En réponse à cette situation, une campagne d'opposition coordonnée a été lancée, sous l'égide de l'Autorité palestinienne et du Fatah. L'une des premières actions entreprises par Mahmoud Abbas en tant que président fut de convoquer une session du conseil législatif sortant afin d'adopter des amendements constitutionnels. Ces derniers dépouillaient le gouvernement de ses pouvoirs au profit du président. Parallèlement, des décrets ont été émis par le président Abbas réorganisant les ministères et agences, et transférant des responsabilités clés telles que les forces de sécurité, la supervision des médias, la gestion des frontières et des ambassades, directement entre ses mains.

Cependant, l'impact le plus significatif fut ressenti au sein des systèmes internes de l'Autorité palestinienne. Les ministères du Hamas se sont retrouvés dans une situation d'insolvabilité et de pénurie de ressources financières et matérielles. L'infrastructure administrative était sous le contrôle exclusif des membres du Fatah, qui s'opposaient activement aux directives ministérielles, y compris celles émises par le ministre de l'Intérieur Saeed Siyam. Il est à noter que le premier a rencontré une forte opposition, en particulier de la part de son adjoint, Rashid Abu Shbak, qui avait été désigné par Abbas pour superviser l'ensemble des forces de sécurité. L'absence de coopération a engendré un chaos sécuritaire généralisé, exacerbé par des éléments du Fatah qui ont semé le désordre dans les rues et des agents de sécurité qui ont refusé d'assumer leurs fonctions.

Dans une tentative de reprendre le contrôle de la situation, Saeed Siyam a mis en place une organisation appelée « Force

exécutive », composée de membres issus de diverses factions et placée sous son autorité directe. Cette force, placée sous l'autorité de Jamal Abu Samhadana, fondateur des Comités de résistance populaire, a joué un rôle déterminant dans le rétablissement de l'ordre. Cependant, le règne d'Abu Samhadana fut de courte durée, car il fut assassiné lors d'une frappe aérienne israélienne en juin 2006.

Cette situation ne constituait cependant pas l'unique entrave à l'action du gouvernement nouvellement formé. En Cisjordanie, les forces israéliennes ont mené une campagne d'arrestations ciblant les députés palestiniens élus, notamment ceux liés au Hamas, dans le but de réduire leur nombre. L'objectif de cette manœuvre était de permettre au Fatah de conserver une majorité au Conseil législatif ou d'empêcher l'atteinte du quorum si les membres du Fatah choisissaient de boycotter les sessions, rendant ainsi le Conseil inopérant.

En outre, les gouvernements arabes et occidentaux ont suspendu leur assistance financière à l'Autorité palestinienne, qui représentait plus de la moitié de son budget. En outre, l'État d'Israël a procédé au blocage des recettes fiscales perçues auprès de la population palestinienne, celles-ci représentant approximativement un tiers du budget total. La communauté internationale, par l'intermédiaire du « Quartet » — composé des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et des Nations unies — a établi des conditions préalables à tout engagement avec le Hamas. Ces conditions incluent notamment la reconnaissance d'Israël, le renoncement au terrorisme, la cessation de la résistance armée et l'acceptation des accords précédemment signés par l'OLP.

Parallèlement, le chaos sécuritaire orchestré par les éléments du Fatah s'intensifiait. En réponse à cette situation, des mouvements de contestation populaire, tels que des sit-in, des grèves et des manifestations, se sont développés. Ces actions ont conduit à des affrontements violents et à des meurtres, marquant ainsi une escalade de la tension sociale. Par ailleurs, il convient de

noter que les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ont pris une part croissante dans cette agitation. Des dirigeants et des ministres du Hamas ont fait l'objet d'assassinats, tant du côté politique que militaire. Parmi les cas notables, citons Abdul Karim al-Qouqa, tué le 31 mars 2006, Muhammad al-Tatar, tué le 16 mai 2006, et Hussein al-Aouja, tué le 6 juillet 2006. Des individus armés, affiliés au Fatah, ont perpétré des actes de violence d'une extrême gravité. Ils ont notamment tiré sur les pieds de jeunes membres du Hamas, les laissant se vider de leur sang, empêchant l'accès des ambulances sur les lieux des faits et jetant des individus depuis les hauteurs des bâtiments. Malgré la montée de la violence, le Hamas a fait preuve de retenue, soucieux d'éviter une guerre civile.

Un grand nombre d'initiatives visant à restaurer la concorde ont été déployées. En juin 2006, des détenus palestiniens incarcérés dans des établissements pénitentiaires israéliens ont proposé un document visant à établir un cadre de consensus entre les deux factions. Une série de pourparlers se sont tenus au Caire et à La Mecque, aboutissant à la signature de l'Accord de La Mecque le 7 février 2007. Cependant, malgré les efforts déployés, les négociations ont achoppé, tant du côté du Fatah que d'Israël, en raison de l'absence d'une solution permettant l'instauration d'un gouvernement efficace pour le Hamas. À l'issue de cette année marquée par de nombreuses tensions, le bilan sécuritaire s'est alourdi d'environ 700 morts et de plus de 3 000 blessés. Dans un contexte politique en constante évolution, Abbas a exprimé à plusieurs reprises son intention d'organiser des élections anticipées. Cette démarche peut être interprétée comme une affirmation de son autorité sur le processus politique, suggérant une gestion exclusive de l'agenda électoral.[1]

---

[1] Voir une présentation distinctive de ces développements chez : Ahmad Sa'id Nawfal et Mohsen Saleh, "La position du Hamas concernant l'Organisation de libération de la Palestine et ses factions", dans : Mohsen Saleh (éditeur), *Le*

Cette année éprouvante a rendu la réconciliation de plus en plus illusoire. Les institutions de l'Autorité palestinienne ont refusé de céder le contrôle ou de reconnaître le gouvernement du Hamas. Dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale, Abbas a mis en place une force spéciale dénommée « Garde présidentielle ». Cette unité bénéficie d'un soutien financier conséquent, s'élevant à plus de 80 millions de dollars provenant des États-Unis, et est encadrée par une supervision militaire rigoureuse. Par ailleurs, il nomma Mohammed Dahlan, opposant farouche au Hamas, au poste de conseiller en sécurité, lui octroyant de facto les pouvoirs d'un ministre de l'Intérieur. Dahlan a systématiquement entravé l'action du ministre de l'Intérieur indépendant Hani al-Qawasmi, le poussant à la démission.

La situation sécuritaire a connu une détérioration continue, caractérisée par une augmentation du nombre de points de contrôle et une recrudescence des meurtres. Au cours d'une semaine particulièrement meurtrière, 22 membres du Hamas ont trouvé la mort. Au cours de la période s'étendant de début 2006 à mi-2007, le Hamas a recensé 76 décès parmi ses membres et sympathisants, attribuables à des actions de forces affiliées au Fatah. En outre, il convient de noter qu'un total de 462 incidents violents a été recensé durant la période de quatre mois suivant la ratification de l'Accord de La Mecque.[1]

À cette époque, les Brigades Al-Qassam ont pris une décision cruciale pour mettre fin à cette situation anormale, agissant de manière autonome par rapport au bureau politique du Hamas. Une attaque rapide et ciblée fut lancée par les forces en question contre le quartier général principal des forces de sécurité préventive dirigées par Mohammed Dahlan à Tel al-Hawa. Ce dernier est

---

Mouvement de résistance islamique Hamas : Études sur la pensée et l'expérience, 2e édition (Beyrouth : Centre al-Zaytouna, 2015), p. 144 et suivantes.

[1] Voir : Le Bureau d'information du Mouvement de résistance islamique "Hamas", *L'Opération "Plomb durci" à Gaza : Chronologie des événements*, 1ère édition (Gaza : sans mention d'éditeur, novembre 2007), pp. 179 et suivantes.

considéré comme le « centre névralgique » de l'opposition. En l'espace de quelques heures, l'infrastructure du bastion s'est désagrégée, ses membres s'évadant, se dispersant ou se dissimulant.[1]

Cette résolution militaire est considérée par de nombreux analystes et acteurs politiques comme un tournant majeur dans l'histoire palestinienne, marquant la libération de la ville de Gaza. Depuis lors, la région de Gaza est demeurée le seul territoire de Palestine à être véritablement libéré, et elle constitue probablement la seule zone entièrement affranchie du monde arabe.

En réponse à ces actions, l'Autorité palestinienne et les forces du Fatah en Cisjordanie ont initié une campagne de répression à l'encontre du Hamas et de ses institutions. Mahmoud Abbas a procédé au renvoi du gouvernement dirigé par Ismaïl Haniyeh, et a mis en place une nouvelle administration sous la direction de

---

[1] Mon commentaire sur l'éminente figure du cheikh Muhammad bin Muhammad al-Asmar, que Dieu lui fasse miséricorde, je l'ai mentionné dans mon livre *L'Affaire du Hamas : Chronologie abrégée des événements*, et même si le livre mérite d'être ignoré, voici ce que j'ai mentionné concernant l'ordre de la trêve dans le contexte :

Le premier : Le mot "trêve" loin du contexte politique peut être compris de plusieurs manières. La première est la trêve qui a eu lieu après les cas d'assassinat qui ont visé les responsables de la sécurité préventive, et dans l'une des opérations, le martyr Ahmad al-Ja'bari – que Dieu lui fasse miséricorde – a ordonné de prendre d'assaut le siège et de tuer certains individus, et il pensait qu'Imad Qadus était parmi eux, et il a demandé la fermeture des points de contrôle afin de mener à bien l'opération dans le calme.

Et au moment de l'attaque, l'ordre était clair et sans ambiguïté, mais contrairement aux attentes, un grand nombre de fils d'al-Qassam ont refusé d'obéir à l'ordre de tuer leurs frères, et cela a créé une rupture totale avec le commandement de manière rapide et surprenante, et il n'a pas été possible à la direction politique de discuter de l'ordre et d'en sortir avec une décision, et les moudjahidines sur le terrain craignaient que la direction politique ne les arrête comme d'habitude dans le passé.

Et au moment où l'interaction des fils d'al-Qassam est devenue un fait accompli dans toutes les zones où ils ont décidé de prendre d'assaut le siège, et que des enregistrements sonores ont fuité contenant des propos durs de la part du cheikh, le cheikh a perdu sa patience, et sa parole est devenue comme une menace, et le cheikh a expliqué cela en ces termes

Salam Fayyad. Ce dernier a été critiqué pour ses relations jugées trop proches avec les intérêts israéliens et américains. Cette transition s'est faite sans le recours à des élections, un référendum ou une approbation législative, ce qui constitue une violation manifeste des règles constitutionnelles. Cet événement marque le début de la division palestinienne : le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza libérée, tandis que l'Autorité palestinienne, sous le contrôle du Fatah, conserve la main sur la Cisjordanie occupée par Israël.

en Cisjordanie a marqué un tournant significati rétablit les pourparlers et la collaboration en matière de sécurité avec Israël. Cette démarche s'est accompagnée d'une intensification de la répression des activités religieuses, des organisations caritatives et des initiatives sociales, motivée par la nécessité de lutter contre les actions du Hamas. Cette transition s'est faite sans le recours à des élections, un référendum ou une approbation législative, ce qui constitue une violation manifeste des règles constitutionnelles. Cet événement marque le début de la division palestinienne : le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza libérée, tandis que l'Autorité palestinienne, sous le contrôle du Fatah, conserve la main sur la Cisjordanie occupée par Israël.[1]

Cette décision, qui peut être considérée comme un événement inhabituel et sans précédent, a été prise par le Fatah. Elle a consisté en une suspension des salaires des fonctionnaires de Gaza, à moins qu'ils ne cessent de se rendre à leur poste. Cette décision était fondée sur l'argument selon lequel l'activité professionnelle

[1] Voir dans la politique de l'Autorité en Cisjordanie : Le Bureau d'information du Mouvement de résistance islamique "Hamas", *Le Livre Noir : Révélation des faits et surveillance des pratiques de l'Autorité "Dayton" et des violations commises par ses appareils de sécurité en Cisjordanie du 14/7/2007 au 15/8/2008*, 1ère édition (Gaza : version électronique, 2008) ; Mohsen Saleh (éditeur), *Le Comportement sécuritaire de Fatah et du Hamas et des parties concernées 2006-2007*, 1ère édition (Beyrouth : Centre al-Zaytouna, 2008) ; Israa Lafi, *Les Politiques de confrontation de la résistance : Le Hamas de Cisjordanie comme modèle*, L'Institut égyptien d'études, daté du 16 mars 2018.

constituait une contribution au gouvernement du Hamas dans la région de Gaza, ce qui légitimerait la suspension des salaires. Cette « grève forcée » a eu pour conséquence directe de réduire significativement la capacité du Hamas à administrer le territoire. En effet, elle a permis une épuration de l'administration des partisans du Fatah, ne laissant que ceux qui étaient fidèles au Hamas ou opposés à l'utilisation de la coercition.

Les régimes arabes régimes arabes ont également adopté des mesures restrictives à l'encontre du Hamas. En réponse à cette initiative, l'Égypte a pris la décision de fermer complètement le passage de Rafah, entraînant un blocus total sur la ville de Gaza. En réponse aux actions du Hamas, l'Arabie saoudite a mis en place une interdiction à l'encontre des citoyens de la bande de Gaza. Cette mesure restreint leur participation au pèlerinage annuel à La Mecque, communément appelé « Hajj ». Elle a été appliquée pour la première année suivant la prise de contrôle militaire du Hamas. Parallèlement, les gouvernements arabes et occidentaux ont réinstauré leur soutien financier au gouvernement de Salam Fayyad, en vue de consolider l'administration Abbas et de contrer la résistance en Cisjordanie.

Israël a significativement renforcé son offensive dans la bande de Gaza, en réaction à la prise de contrôle militaire inattendue du Hamas suite au retrait israélien. Il convient de noter que rares étaient les analystes qui avaient anticipé que ce retrait aboutirait à la domination du Hamas, lequel était soutenu par la légitimité d'une victoire électorale écrasante. Il s'agissait de la première occurrence depuis l'occupation britannique que des Palestiniens gouvernent un territoire, sous la direction de figures de la résistance plutôt que de ceux ayant renoncé à leurs principes et abandonné leurs droits.

Dans le cadre de la résolution du conflit israélo-palestinien, Abbas a plaidé en faveur du déploiement de forces internationales à Gaza, en vue de la reprise du contrôle de cette région. Cependant, cette proposition a été rejetée pour deux raisons majeures. D'une part, les complications inhérentes à l'autorité et au fonctionnement de telles forces sous la supervision des gouvernements égyptien et

israélien. D'autre part, l'hypothèse prédominante selon laquelle le blocus strict finirait par faire tomber le Hamas. Ce scénario, tant anticipé, ne se concrétisa jamais.

Bien que le Hamas se soit opposé au siège, le mouvement et la population de la ville de Gaza ont subi des souffrances extrêmes. Les secteurs économiques, sanitaires et éducatifs connurent un déclin significatif, de nombreux projets de développement furent interrompus et les conditions sociales se détériorèrent de manière notable. La situation socio-économique se détériora, marquée par une augmentation significative du taux de pauvreté et du chômage, ainsi que par une crise de la disponibilité de l'eau potable. Parallèlement, les maladies se diffusèrent plus aisément en raison d'un manque de médicaments et de fournitures médicales adéquates. En effet, la ville de Gaza a subi une transformation qui en fait la plus grande prison à ciel ouvert du monde.

Les cinq guerres à Gaza

Depuis la consolidation militaire du Hamas, la région de Gaza s'est transformée en un territoire palestinien libéré, gouverné par une administration qui soutient la résistance plutôt que de la réprimer. Cette évolution a constitué un enjeu majeur pour ses opposants. Malgré des obstacles majeurs, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en salaires et en biens de consommation, les actions de résistance ont connu un essor remarquable et ont évolué, indiquant l'émergence d'une nouvelle phase caractérisée par une résilience accrue et une stratégie de développement novatrice.

Le Hamas a déployé des efforts pour démanteler les réseaux d'espionnage israéliens dans la région de Gaza. Ces efforts ont consisté en une série de méthodes, parmi lesquelles l'octroi d'une amnistie et d'une protection aux collaborateurs qui se sont repentis, l'organisation de procès et d'exécutions de certains d'entre eux, ou encore l'utilisation de certains collaborateurs pour induire en erreur les services de renseignement israéliens. Dans le

cadre de ses activités, l'organisation a contribué au renforcement de la résistance en optimisant ses capacités opérationnelles, en encourageant la collaboration intersectorielle et en établissant des salles d'opérations conjointes ainsi que des comités de coordination. Ces dispositifs ont favorisé une prise de décision harmonisée, tout en assurant un équilibre entre les responsabilités de gouvernance et l'engagement militaire avec Israël.

Le Hamas a été confronté à un défi de taille en cherchant à maintenir un équilibre délicat entre la gestion des affaires politiques, sécuritaires et quotidiennes de la région de Gaza et le développement de ses capacités militaires. Cette tâche s'est avérée particulièrement ardue, car il a été essentiel pour le Hamas de maintenir une stabilité dans la région, tout en poursuivant ses activités de résistance. Cette situation a été exacerbée par l'isolement géographique de la bande de Gaza et par le blocus égyptien, souvent perçu comme plus rigoureux que les restrictions imposées par Israël.

Depuis la prise de contrôle militaire du Hamas, la région de Gaza a été le théâtre de quatre conflits majeurs avec l'État d'Israël : le premier s'est déroulé de la fin de l'année 2008 au début de l'année 2009, le deuxième en 2012, le troisième en 2014, et le quatrième en 2021. Des confrontations ponctuelles et des intensifications de la conflictualité ont également été observées.

Israël a déployé des efforts soutenus pour éliminer ou évincer le Hamas du pouvoir à Gaza durant ces conflits. Toutefois, ces tentatives ont toutes échoué. En effet, chaque conflit a révélé des avancées notables en matière d'armement et d'expertise technique du côté de la résistance. La principale condition posée par le Hamas pour mettre fin aux hostilités était la levée du blocus, y compris l'établissement et l'exploitation d'un port maritime à Gaza. Cependant, cette exigence n'a jamais été satisfaite.

Un cinquième conflit, antérieur à la consolidation militaire du Hamas dans la bande de Gaza, fut la guerre de 2006. Elle a témoigné de l'engagement inébranlable du mouvement en faveur

de la résistance, même après son entrée dans le jeu électoral et la formation d'un gouvernement. Cette situation a constitué un contraste saisissant avec la trajectoire adoptée par le Fatah, qui avait renoncé à ses principes fondamentaux, opté pour une collaboration active et s'était transformé en un instrument au service des intérêts israéliens.

En juin 2006, la résistance a mené une opération militaire audacieuse qui a abouti à la capture du soldat israélien Gilad Shalit. Cette action a conduit à une riposte israélienne d'envergure, dont les objectifs étaient les suivants : la libération de Shalit, le démantèlement des infrastructures de lancement de roquettes visant le sud d'Israël, et la destruction des réseaux de tunnels de Gaza. Cependant, malgré l'établissement de ces objectifs, l'État d'Israël n'a pas réussi à atteindre ses buts. Le conflit s'est conclu par un cessez-le-feu en novembre 2006.

L'analyse de ces conflits dans leur globalité met en exergue un impact disproportionné sur la population palestinienne, tant en termes de pertes humaines que de destruction des infrastructures. L'ampleur des dégâts matériels, telle qu'elle est constatée à la surface, pourrait donner l'impression d'une série de défaites successives. Cependant, cette analyse néglige le déséquilibre significatif des forces en présence et les objectifs divergents de chaque camp. Dans le contexte de la Résistance, la capacité à survivre, à infliger des pertes à l'ennemi et à déjouer ses manœuvres, malgré des contraintes militaires et politiques extrêmes, était considérée comme un succès remarquable.

Le rôle de l'Égypte, à la fois en sa qualité de médiateur et d'adversaire, a également contribué à la configuration des épreuves de Gaza. Le régime égyptien, l'un des principaux adversaires de la résistance, a mis en place un blocus strict à Gaza. La fermeture du point de passage de Rafah, qui constitue l'unique voie d'accès pour les biens et les personnes, a contribué à l'exacerbation de la crise humanitaire. Les réserves indispensables, incluant les combustibles pour la production d'électricité et le matériel médical, étaient considérablement restreintes. La population de la ville de Gaza a

ainsi enduré des souffrances inimaginables. Les hôpitaux ont été contraints de fermer leurs portes par manque d'électricité et de médicaments, les opérations chirurgicales ont été suspendues et de nombreux malades sont morts faute d'autorisation pour se faire soigner à l'étranger.

Dans le contexte de la région de Gaza, marquée par une division politique et administrative entre le territoire palestinien et l'Égypte, la population locale a développé une stratégie de résilience économique et sociale. Cette stratégie, qui s'est matérialisée par la construction de tunnels souterrains entre les deux côtés de Rafah, témoigne d'une volonté de maintenir des liens entre les communautés malgré les restrictions imposées par les autorités étrangères. Cette initiative, soutenue par les autorités gouvernementales, illustre la capacité d'adaptation et la résilience des populations face aux politiques de division géographique et administrative. Ces tunnels sont désormais essentiels à la survie de l'enclave, car ils constituent le seul moyen de transport de biens et de produits vitaux. En dépit des attentes de solidarité envers le peuple palestinien, l'État égyptien a adopté une posture de « médiation neutre », qui, en pratique, favorisait significativement Israël et exerçait une pression considérable sur la résistance.

Suite à la consolidation des forces militaires du Hamas, l'Égypte a mené une campagne d'une ampleur sans précédent contre le mouvement et ses alliés. Les forces de sécurité égyptiennes, plus précisément les services de renseignement, ont procédé à l'arrestation de plusieurs individus appartenant au Hamas alors qu'ils se trouvaient sur le territoire égyptien. Parmi ces personnes, certaines ont été soumises à des actes de torture, ce qui a entraîné leur décès. Parmi les détenus se trouvaient notamment Yusuf Abu Zuhri, frère du porte-parole du Hamas Sami Abu Zuhri, ainsi qu'Ayman Nofal, haut commandant des Brigades al-Qassam, qui a survécu à de graves sévices jusqu'à son évasion durant la révolution égyptienne de 2011.

Dans le contexte des pourparlers de paix entre le Hamas et Israël, l'Égypte assumait le rôle de médiateur dans les négociations

visant à établir un cessez-le-feu et à lever le blocus économique imposé à la bande de Gaza. Cependant, malgré son engagement dans ce processus, l'Égypte n'a pas réussi à garantir le respect des engagements pris par Israël, ce qui a nui aux efforts de paix et à la stabilité régionale. Cependant, lorsque l'individu en question a changé d'avis, les factions de la résistance ont refusé de prolonger le cessez-le-feu. En dépit du contexte des négociations en cours, l'État d'Israël a déclenché une opération militaire de grande envergure le 27 décembre 2008. Cette action, qualifiée d'« offensive surprise », a eu lieu lors d'une cérémonie de remise de diplômes à l'attention des forces de police palestiniennes, entraînant la mort de plus de cent individus. Cette attaque est survenue le lendemain d'une rencontre entre la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, et le président égyptien Hosni Moubarak. Cet événement a soulevé de sérieuses questions quant au rôle de l'Égypte dans la région.

L'impact de ce choc fut violent. Il s'agissait de la « première guerre » dans l'histoire du contexte moderne depuis la première Intifada. L'espoir d'une défaite consommée était même par moments entré dans l'esprit de certaines personnes, d'autant plus qu'aucune préparation n'avait été faite pour affronter cette guerre. Les faits rapportés se limitent à des incursions d'une nature ordinaire. Les moudjahidines ont démontré une remarquable capacité de résistance et d'organisation dans le contexte d'un conflit armé imposé par l'adversaire. Ils ont réussi à maintenir leur position malgré des conditions défavorables et des obstacles significatifs, ce qui, dans une perspective stratégique, peut être considéré comme un acte de bravoure et de détermination[1]

Le conflit armé qui a éclaté et qui s'est étendu sur une période de 21 jours a causé d'importants dégâts humains et matériels dans la ville de Gaza. Selon les sources concordantes, le bilan de

[1] Ceci est une citation du commentaire de l'éminent cheikh Muhammad bin Muhammad al-Asmar, que Dieu le protège.

l'agression israélienne s'élève à ce jour à plus de 1 300 Palestiniens tués, dont plus de 400 enfants et 100 femmes, et plus de 5 000 blessés. En comparaison, l'État d'Israël a déclaré neuf morts, bien que les factions de la résistance aient estimé avoir tué environ 80 soldats israéliens.[1]

L'analyse des conflits armés récents dans la région montre que l'opération militaire israélienne menée en 2009 dans la bande de Gaza a été un échec. Confronté à une résistance féroce et inattendue, l'État d'Israël a été contraint de se retirer sans conditions, revenant à sa stratégie de blocus. Par ailleurs, les tentatives de renversement du gouvernement du Hamas ont été vaines, renforçant ainsi le statut de Gaza en tant que bastion de la résistance face à l'armée israélienne, dont la supériorité militaire est largement reconnue.

Durant l'épisode conflictuel, l'émir du Qatar a cherché à organiser une réunion extraordinaire des dirigeants des pays arabes afin de discuter de la situation à Gaza. Cependant, il convient de noter que le régime égyptien a déployé d'intenses efforts pour faire échouer cette initiative, conduisant ainsi à la tenue d'une réunion privée lors du sommet, qui s'est avérée être une simple réunion privée[2]. En premier lieu, il convient de noter que Mahmoud Abbas a décliné l'invitation à participer, avançant comme raison la présence de Khaled Mechaal, chef du Hamas. En effet, ce dernier est perçu par Mahmoud Abbas comme une remise en cause de sa

---

[1] Mohsen Saleh, *The Palestinian Cause*, pp. 132, 133..

[2] Le régime égyptien considère que le dossier de la question palestinienne est l'un des dossiers exclusifs qui doivent rester entre ses mains seul, et aucun autre régime ne le concurrence dans ce dossier. Il traite cette question en la considérant comme une carte entre ses mains qu'il utilise pour magnifier son importance auprès des Américains, il se bat donc pour qu'il reste le seul médiateur et partenaire dans ce dossier, mais son penchant constant pour Israël et la faiblesse qui se répand dans les ailes de ce régime ont progressivement conduit à l'implication des Qataris et des Turcs comme médiateurs et acteurs. Et même si la géographie a donné au régime égyptien un avantage sur tous ceux-là, il reste le plus fort dans ce dossier en termes de sa capacité à contrôler le point de passage de Rafah.

revendication d'être le seul représentant légitime du peuple palestinien. Cette revendication s'est imposée comme la principale obsession de Mahmoud Abbas depuis la prise de pouvoir militaire du Hamas.

La révélation la plus alarmante de ce conflit réside dans le degré d'hostilité de l'Autorité palestinienne et du régime égyptien à l'égard de la résistance islamique, en particulier du Hamas. Cette hostilité a révélé les défis auxquels le Hamas était confronté, tant de la part d'adversaires extérieurs qu'au sein de la sphère régionale.

Les actions contestées de l'Autorité palestinienne ont été au centre d'une vive controverse lors du scandale du rapport Goldstone. Le juriste sud-africain Richard Goldstone a préparé un rapport documentant les violations des droits humains durant la guerre menée par Israël contre la bande de Gaza. En dépit des anticipations initiales, l'Autorité palestinienne a exprimé son désaccord quant à cette initiative. Il a été établi par la suite qu'Israël avait menacé de diffuser une vidéo dans laquelle figurait Mahmoud Abbas lors d'une réunion avec le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak. Lors de cette réunion, Abbas aurait incité Israël à poursuivre son offensive contre la ville de Gaza afin de renverser le Hamas.

Une autre preuve accablante a été dévoilée lors de la diffusion d'un enregistrement audio ayant fuité, contenant des échanges entre Tayyib Abdul Rahim, secrétaire général de la présidence palestinienne, et Dov Weissglas, chef de cabinet du Premier ministre israélien. Dans le cadre de cette communication, Abdul Rahim aurait incité l'armée israélienne à procéder à l'assaut des camps de réfugiés de Jabalia et de Shati, en minimisant les pertes civiles en affirmant que tous les habitants avaient voté pour le Hamas, et qu'ils avaient donc choisi leur sort.

Le régime égyptien a également joué un rôle controversé durant cette guerre. En plus des campagnes médiatiques hostiles au Hamas, des opérations secrètes ont été menées. Certains analystes politiques avancent l'hypothèse qu'Omar Suleiman, alors

directeur du renseignement égyptien, aspirait à se positionner comme successeur potentiel de Hosni Moubarak, alors âgé de plus de 80 ans. Cette stratégie, selon eux, aurait consisté à démontrer sa loyauté envers les intérêts israéliens et américains. Suleiman a mis un terme aux pourparlers en cours entre le Hamas et Israël concernant la libération de prisonniers, privilégiant la résolution de la question de la localisation du soldat capturé Gilad Shalit. Il a d'ailleurs imposé des conditions plus strictes que celles appliquées par l'État hébreu lui-même, et ce, malgré l'intervention de médiateurs internationaux tels que la France et l'Allemagne.

L'arrivée au pouvoir du président Mohamed Morsi, en 2012, et la destitution subséquente de ce dernier, ont provoqué un soulagement au sein de la population locale. Cette rupture a provoqué de profondes perturbations à travers le monde arabe, perçue par Israël comme une menace existentielle. Dans une déclaration qui a retenu l'attention de la communauté internationale, le ministre israélien de l'époque, Benjamin Ben-Eliezer, a exprimé son point de vue sur la relation entre son pays et l'Égypte, qualifiant Hosni Moubarak de « trésor stratégique pour Israël ».[1] Cette déclaration a été suivie d'une évaluation similaire de la part de George Tenet, alors directeur de la CIA, qui a décrit Moubarak comme « l'un des partenaires les plus fiables dans la lutte contre le terrorisme et la recherche de la paix au Moyen-Orient » [2]. Cependant, il est important de noter que, dans le contexte du lexique sécuritaire américain, le terme « terrorisme » est souvent associé à l'islam, et l'expression « recherche de la paix » est souvent interprétée comme une stratégie de soutien à Israël.

Le soulèvement populaire a connu un tournant décisif avec le déclenchement de la révolution syrienne en mars 2011, qui a porté une menace directe au régime d'Assad, en place depuis quatre décennies sur le plateau du Golan. La chute du régime Moubarak,

---

[1] Déclaration de la radio militaire israélienne datée du 5 mai 2010..

[2] George Tenet, *In the Heart of the Storm*, p. 103..

qui représentait un obstacle substantiel, a conduit à un accord historique en octobre 2011, marquant un tournant significatif dans les relations internationales. Cet accord a permis la libération du soldat israélien captif en échange de mille prisonniers palestiniens, dont vingt femmes.

La montée des révolutions arabes a conduit à un renversement des dynamiques géopolitiques, rapprochant l'objectif de la libération de la Palestine. Ces aspirations ont atteint leur paroxysme lors de la victoire des Frères musulmans à l'élection présidentielle égyptienne, qui a propulsé Mohamed Morsi au sein du pouvoir exécutif. L'accélération de l'histoire, observée dans ce contexte, semble s'incarner dans l'accueil chaleureux réservé aux dirigeants du Hamas au palais présidentiel égyptien, révélant ainsi la matérialisation de rêves autrefois lointains.

Morsi, qui a pris ses fonctions en juillet 2012, a éprouvé des difficultés à asseoir son autorité sur un appareil d'État profondément enraciné dans l'hostilité à l'égard de l'islam politique et voué à la répression des islamistes. Dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques complexes, il a été contraint de manœuvrer avec une prudence extrême, afin d'éviter toute provocation d'affrontements avec les États-Unis ou Israël. La stratégie des Frères musulmans, telle qu'elle a été mise en œuvre, visait à rassurer les puissances étrangères tout en promouvant des réformes graduelles.

Malgré ces limites, un certain nombre de restrictions imposées aux Palestiniens furent assouplies sous l'administration de Morsi, notamment en ce qui concerne les passages à la frontière de Rafah, qui représentait alors la seule issue pour la bande de Gaza assiégée. Malgré le maintien de l'appareil sécuritaire en place, qui restreint toujours l'importation d'armes ou de matériaux pouvant servir à leur production, l'année écoulée sous la gouvernance de Morsi a marqué un renouveau pour la ville de Gaza. Le Hamas a su tirer parti de la situation pour faciliter le passage d'importantes quantités d'armes, bénéficiant d'un appareil sécuritaire égyptien affaibli par la révolution et d'une perception d'une imminence d'une ère

islamiste. Par ailleurs, il est à noter que des fournitures essentielles ont été transférées depuis les réserves libyennes suite à l'éviction de Mouammar Kadhafi.

Cette année charnière a été marquée par l'assassinat d'Ahmed Jaabari, le chef adjoint des Brigades Al-Qassam, le 14 novembre 2012, événement qui a conduit à la deuxième guerre contre Gaza depuis la libération de facto de ce territoire en 2007. À la différence des conflits antérieurs, cette guerre se caractérisa par le soutien politique de l'Égypte à la ville de Gaza, dans un contexte de mobilisation accrue de l'opinion publique arabe et d'un affaiblissement des institutions de l'État égyptien. Dans le contexte d'un climat précaire, la crainte d'une escalade incontrôlée engendrant une instabilité généralisée était une source d'inquiétude majeure [1]. En réponse à cette situation, la diplomatie américaine a déployé des efforts considérables pour résoudre le conflit de manière efficace et rapide. Un accord de cessez-le-feu a été conclu dans un délai extrêmement court, s'étendant sur une période d'une semaine seulement. Cette rapidité remarquable a permis de

[1] l'éminent cheikh Muhammad bin Muhammad al-Astal, que Dieu le protège, mentionne à la fin de la bataille : « L'avantage majeur de la guerre de 2012, c'est que les missiles d'al-Qassam ont atteint Tel Aviv, et ils l'ont frappée 8 heures seulement après le début de la guerre. L'ennemi ne connaissait pas le nombre de missiles qui atteignaient Tel Aviv, et son estimation était qu'il n'était pas possible de les intercepter, surtout que l'arme qu'il utilisait n'était pas en quantité suffisante. Au moment où les missiles d'al-Qassam ont frappé, la situation était choquante pour les sionistes, et c'était l'une des choses les plus importantes de leur doctrine de combat : que la bataille ne se déroule pas sur leur territoire. Et c'était la première fois qu'une partie du territoire ennemi devenait une zone de bataille. Les gens fuyaient leurs maisons sans préparation préalable, et ils se réfugiaient dans les abris. Puis sont arrivées les données mentionnées par l'État égyptien concernant l'existence de Morsi. Morsi a contacté la résistance et leur a dit : "Êtes-vous plus acharnés dans les négociations secrètes avec les Américains et les sionistes, ou plus acharnés dans l'application de l'ordre ?". Ils ont répondu : "Nous sommes plus à l'aise et plus déterminés." Et la bataille s'est terminée par une grande victoire énigmatique. Et j'ai entendu l'un des responsables de la bataille dire que la décision de la bataille de 8 heures, au cours desquelles les missiles d'al-Qassam ont frappé, était due au fait qu'ils préparaient les missiles qui n'avaient pas été utilisés à temps. »

caractériser cette guerre comme étant la plus courte et la moins coûteuse parmi celles menées contre Gaza. Les affrontements ont engendré un bilan humain lourd, avec 105 Palestiniens et 4 Israéliens décédés, et environ 1 000 Palestiniens et 219 Israéliens blessés.

L'année 2013, qui s'annonçait sous de bons auspices pour l'Égypte, a connu une issue tragique avec le renversement de Mohamed Morsi par un coup d'État sanglant le 3 juillet de la même année. Dans le contexte post-révolutionnaire, le chef du coup d'État initie un processus de répression à l'encontre des Frères musulmans. Cette démarche rappelle les campagnes répressives menées par le nassérisme il y a six décennies. Le 14 août 2013, environ 1 000 membres des Frères musulmans ont trouvé la mort lors du massacre de Rabaa, du nom de la place où il a été perpétré.

En ce qui concerne la région de Gaza, le nouveau régime militaire a adopté une posture de confrontation envers le Hamas et la bande de Gaza, considérant ces entités comme des adversaires stratégiques majeurs. Cette approche a marqué le début d'une série d'initiatives sans précédent visant à restreindre l'influence du Hamas et à isoler la région. L'intensification des mesures de restriction à l'entrée et à la sortie de la ville, comme en témoigne la fermeture quasi totale du point de passage de Rafah, marque le point de départ de cette campagne. Cette intensification se matérialise par une opération militaire d'envergure, menée dans le but de neutraliser le réseau de tunnels qui relie Rafah, en territoire palestinien, à Rafah, sur le côté égyptien. Ces tunnels, qui s'étendent sur plusieurs kilomètres, jouent un rôle crucial dans la contournement du blocus terrestre imposé depuis l'ère Moubarak. L'armée égyptienne a recours à une série de méthodes d'une extrême violence, parmi lesquelles des explosions, l'inondation des tunnels par de l'eau salée ou polluée, et l'utilisation de gaz toxiques. Dans le cadre de cette campagne, des actions militaires ont été menées, conduisant à la destruction du village égyptien de Rafah, dans le but de interrompre les voies de circulation utilisées pour le commerce illicite. Par ailleurs, le régime d'Abdel Fattah al-Sissi a

mis en place un dispositif de sécurité composé d'un mur d'acier de grande taille, enfoui profondément sous terre et s'élevant en hauteur, afin d'empêcher toute opération future via les tunnels. Pour la ville de Gaza, la décennie qui a suivi le changement de régime, caractérisé par un coup d'État, a été marquée par des épreuves incessantes et une adversité implacable.

Moins d'un an après le coup d'État, l'État d'Israël a mené sa troisième guerre contre la bande de Gaza, en 2014 — la plus dévastatrice de toutes. À cette époque, le régime égyptien paraissait déterminé, au même titre qu'Israël, à mettre fin à l'existence du Hamas. Pour la première fois, le passage de Rafah a été fermé même aux blessés dans le besoin urgent de soins médicaux inaccessibles à Gaza. La position politique et médiatique de l'Égypte se retrouva farouchement alignée avec l'offensive israélienne, marquant une collaboration sans précédent.

Malgré ces circonstances, la résistance a infligé un revers inattendu en parvenant à faire tomber des roquettes sur Tel-Aviv, le cœur économique et administratif d'Israël. Bien que leur capacité destructrice fût relativement modérée, ces roquettes ont néanmoins engendré des perturbations significatives sur l'économie israélienne, notamment en entravant les opérations dans les aéroports, les établissements scolaires et d'autres infrastructures essentielles. L'impact principal de cette guerre fut de nature psychologique et économique, et il envoya un message de résilience face à l'adversité.

Cette guerre, la plus intense à ce jour, fut également la plus longue, avec une durée supérieure à cinquante jours. Suite à des offensives aériennes d'une intensité considérable, l'armée israélienne initia une opération de pénétration terrestre. Cependant, elle se trouva confrontée à une résistance acharnée et à une opiniâtreté remarquable de la part des combattants de Gaza, qui parvinrent à contrer ses manœuvres et à atteindre ses objectifs. Les médiateurs s'efforcèrent de négocier un cessez-le-feu, mais la résistance exprima avec insistance la nécessité de lever le blocus sur la ville de Gaza. Face à l'incapacité de ses forces armées à

atteindre les objectifs fixés, l'État hébreu a opté pour une stratégie de représailles, marquée par des frappes aériennes ciblant des infrastructures civiles, dans le but de faire pression sur les groupes de résistance. En définitive, un accord de cessation des hostilités a été établi.[1]

L'analyse des conflits armés met en exergue l'inefficacité de l'action militaire dans la résolution des conflits géopolitiques, comme en témoigne le cas de l'enclave de Gaza. En effet, malgré les interventions militaires, l'enclave a connu un renforcement de ses capacités défensives et une augmentation de sa résilience, suggérant une impasse stratégique dans la gestion des conflits. En conséquence, les acteurs concernés ont adopté des stratégies politiques divergentes, aboutissant à trois approches distinctes, bien que parfois convergentes, pour la gestion de la région de Gaza. Ces stratégies ont été mises en œuvre de manière concomitante ou séquentielle:

1. **Maximisation du blocus** : Cette stratégie avait pour objectif de renforcer le blocus de manière drastique, en mettant fin à toutes les voies de contrebande existantes. Dans le cadre de ses opérations, elle a également cherché à déstabiliser Gaza de l'intérieur, en s'appuyant sur des agents de Fatah ou en recrutant des affiliés de Daech pour exécuter des assassinats ciblés, provoquer des troubles

[1] L'éminent cheikh Muhammad bin Muhammad al-Astal, que Dieu le protège, estime que la raison de l'arrêt de la guerre était autre que cela. Il dit : « Au cours des deux derniers jours, il s'est passé quelque chose d'inattendu et d'impensable. La résistance a pris une décision qu'elle considérait appropriée à la mesure des pertes qui en ont résulté, et même si la bataille s'est prolongée et que les capacités de missiles n'étaient pas suffisantes pour maintenir le même rythme, la décision a été prise de frapper les villages de la périphérie avec de grandes quantités d'obus de mortier, et toutes les unités ont commencé à frapper simultanément les villages de la périphérie avec des obus de mortier. Cela a créé une rupture et une confusion au sein du front intérieur, et une pression a été exercée sur le gouvernement sioniste en conséquence, et la guerre a été arrêtée. » Et nous disons : Gloire à Dieu, l'impact des obus de mortier à ce moment-là et sa description étaient plus efficaces que le bombardement de Tel Aviv !

internes et éroder le soutien populaire envers le gouvernement de la résistance.

2. **Soulagement contrôlé** : Cette démarche a permis un assouplissement partiel des restrictions, en particulier en ce qui concerne l'entrée de marchandises et une plus grande liberté de mouvement, afin d'apporter un soulagement économique modeste à la population de Gaza. L'objectif de cette démarche était de consolider ces acquis de manière à ce que la population de Gaza, déjà en proie à une situation humanitaire critique, cherche à les préserver, craignant une rupture totale de ces privilèges.
3. **Désengagement et marginalisation** : Cette stratégie s'articulait autour du traitement de la bande de Gaza comme une entité géographique périphérique et potentiellement indésirable, tout en focalisant les efforts sur l'agenda sioniste global, incluant l'expansion des colonies, la judaïsation de Jérusalem et la planification du déplacement des populations de la Cisjordanie. Cette approche a conduit, en pratique, à une séparation tangible entre la question de Gaza et le mouvement de libération nationale palestinien dans son ensemble.

Ces stratégies ont été rendues possibles et amplifiées par le régime égyptien, dont les efforts actifs et rigoureux visaient à soumettre et humilier le Hamas. Le point de passage de Rafah, qui joue un rôle crucial pour la circulation des personnes et des biens dans la bande de Gaza, a été utilisé comme outil de pression sur la résistance, ce qui a contribué à dégrader davantage la situation humanitaire déjà critique dans cette région.

En réponse à l'exacerbation de la situation, résultant d'une approche plus accommodante et moins rigide, le Hamas a entrepris plusieurs actions notables, parmi lesquelles trois actions majeures se distinguent :

1. **Recherche d'un gouvernement d'union** : Dans le cadre des efforts déployés par le Hamas pour établir un

consensus avec l'Autorité palestinienne, des pourparlers ont été engagés en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. À cet égard, des propositions ont été faites, incluant la cession complète du contrôle de la ville de Gaza. Le mouvement a manifesté une volonté indubitable de faire des concessions substantielles. Cependant, l'Autorité palestinienne a émis une exigence qui s'est avérée inacceptable, stipulant le désarmement intégral du Hamas[1], interprété comme une capitulation inacceptable. Les efforts déployés se sont avérés infructueux, conduisant à l'instauration d'une administration du Hamas à Gaza, ou plus précisément, à la charge de la gestion de cette dernière.

2. **Lancement des "Marches du retour"** : Dans le contexte d'un mécontentement croissant au sein de la population, le Hamas a initié les « Marches du retour ». Ces marches ont pour objectif de rediriger la frustration publique vers l'occupation israélienne, de raviver l'attention internationale sur la cause palestinienne et de contrer les tentatives de marginalisation de la bande de Gaza et de sa population. Ces marches se traduisaient par des manifestations massives et pacifiques le long des frontières contrôlées par Israël. Elles étaient accompagnées d'efforts civils non militaires visant à franchir ces frontières et à perturber les forces présentes. En dépit d'une couverture médiatique internationale restreinte, les marches ont

[1] Lors d'une interview sur la chaîne égyptienne CBC le 2 octobre 2017, Mahmoud Abbas a déclaré qu'il n'y aurait pas d'armes illégales à Gaza et qu'il n'accepterait pas une réplication du modèle du Hezbollah. Cette position a été reprise par le directeur général de la police palestinienne, Hazem Attallah, lors d'une conférence de presse avec des journalistes étrangers à Ramallah le 8 novembre 2017, où il a réitéré la position d'Abbas. D'autre part, Khalil al-Hayya, membre du bureau politique du Hamas, a tenu une conférence de presse à Gaza le 27 novembre 2017, où il a fermement déclaré que les armes de la résistance étaient une ligne rouge, exprimant son inquiétude face aux récents développements qui, selon lui, n'auguraient rien de bon.

contribué à maintenir une certaine conscience du conflit palestinien et à orienter la colère populaire vers l'occupant, perçu comme la source de la crise.

3. **Relance de la résistance en Cisjordanie** : Le Hamas, organisation politique et paramilitaire de Palestine, a déployé des efforts considérables pour revitaliser la résistance en Cisjordanie, avec pour objectif la reconstitution et la réactivation de son réseau de cellules. Cette région était initialement sous le contrôle des forces israéliennes, puis de l'Autorité palestinienne. Dès 2006, les États-Unis avaient identifié des groupes au sein de l'Autorité palestinienne pour une formation en Jordanie, sous la direction du général américain Keith Dayton, dont le nom devint synonyme de cette initiative. Ces forces furent conceptualisées comme le bras armé intraitable de l'Autorité, jouant un rôle déterminant dans la répression de la résistance. À la différence de la période d'Arafat, durant laquelle certains membres de l'Autorité semblaient parfois négliger ou même tolérer les activités de résistance, voire les soutenir avec une certaine réserve en période de crise, le programme de Dayton avait pour objectif d'établir une politique de tolérance zéro.

Dans le cadre de la politique internationale, Dayton et ses successeurs ont constitué et déployé des agents dont l'action a été marquée par une collaboration et des trahisons notoires[1]. Ces agents ont été utilisés comme exécuteurs pour l'Autorité palestinienne, ce qui a eu pour conséquence de rendre ces individus tristement célèbres. Ces forces, souvent perçues comme plus oppressives que l'occupation israélienne elle-même, ont systématiquement démantelé les réseaux et les infrastructures de résistance, ce qui a eu pour conséquence de rendre la vie

[1] Condoleezza Rice, *No Higher Honor*, p. 252 ; Robert Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, 1ère édition (Beyrouth : The Arab Printing Company, 2017), p. 346.

quotidienne de la population palestinienne en Cisjordanie extrêmement difficile.

Dans ce contexte de tension croissante, des actes de violence ont été perpétrés par des individus isolés, utilisant des armes blanches ou à feu. Si certains parvinrent à abattre ou à blesser leurs cibles, d'autres échouèrent. Il convient de noter que leur destin était néanmoins déterminé : ils étaient abattus sur le champ, dans les heures ou les jours suivants. La stratégie de domination sécuritaire déployée par Israël et l'Autorité palestinienne, caractérisée par une mainmise sur les territoires et les populations, rendait toute perspective de succès futur extrêmement improbable.

Néanmoins, ces actes de défiance persistants ont insufflé une lueur de renouveau à la résistance en Cisjordanie, offrant un espoir après une longue période de répression.

L'évaluation de ces initiatives fait l'objet de débats. Dans le cadre de l'analyse des ressources disponibles, certains observateurs perçoivent des succès significatifs. Cependant, lorsqu'on les considère dans un contexte plus large, ces mesures se révèlent souvent inadéquates. Ces actions n'ont pas contribué de manière significative à la progression de la cause palestinienne ni à la réintégration de la situation de Gaza dans le contexte de la lutte globale. Il convient de souligner que la revendication principale, à savoir la levée du blocus, demeure sans réponse tangible et sans perspective de progrès perceptible.

Durant cette période, les services de sécurité du Hamas ont déjoué avec succès les tentatives de provocation, les assassinats ciblés et les recrutements par Fatah et Daech. Cette action a efficacement contrarié les plans d'Israël et de l'Autorité palestinienne, marquant ainsi une étape significative dans la stabilité régionale.

En définitive, il apparaît que les objectifs stratégiques fixés par l'État hébreu n'ont pas été atteints dans la bande de Gaza. De même, le Hamas n'est pas parvenu à mettre fin au blocus, à

empêcher les divisions internes ou à contrer les tentatives d'isolement de la région. Confronté à cette impasse, le Hamas a pris une décision sans précédent : initier un conflit armé, lancée sous le nom de campagne de l'Épée de Jérusalem en 2021.

Cette escalade marque la première action militaire offensive du Hamas, déclenchée en réponse à la montée des tensions liées aux menaces de judaïsation, notamment la « Marche des drapeaux », une initiative provocatrice planifiée par l'État israélien. Suite à l'inaction face à l'avertissement émis par le commandant des Brigades Al-Qassam, Mohammed Deif, le Hamas a déclenché un tir de roquettes. Le conflit, qui dura onze jours, fit plus de deux cents martyrs palestiniens, tandis qu'Israël rapportait treize morts.

Cette guerre a transmis un message significatif : la capacité de la ville de Gaza à prendre l'initiative dans la défense de la mosquée Al-Aqsa, et la mise en place d'une capacité militaire opérationnelle depuis la ville de Gaza vers Jérusalem. Cette affirmation, d'une importance capitale, fut élevée au rang de symbole de *la bataille de l'Épée* de Jérusalem, marquant ainsi son legs historique et culturel.

Le Déluge d'Al-Aqsa (Tūfān al-Aqsā)

Depuis la conclusion de la bataille de « L'Épée de Jérusalem », l'État d'Israël a persisté dans des actions de violation de la sacralité de la mosquée Al-Aqsa, dans une tentative de déstabilisation des acquis de la résistance acquis lors du conflit précité. Ces provocations comprenaient des incursions dans la mosquée pendant le mois de Ramadan, des agressions contre les fidèles, ainsi que l'imposition de sévères restrictions, y compris pendant les prières de tarāwīh. Cependant, la résistance à Gaza a démontré une réactivité moindre que prévu, notamment en regard des aspirations élevées suscitées par l'opération « L'Épée de Jérusalem ». Les réactions à ces événements se sont majoritairement limitées à des condamnations verbales et des menaces. Israël a ignoré ces réactions, cherchant à affirmer sa domination absolue sur la mosquée, agissant en toute impunité apparente.

Israël a conclu que le Hamas avait été effectivement dissuadé, le percevant désormais comme un « adversaire rationnel », peu enclin à prendre des décisions imprudentes. Cette dynamique a conduit Israël à redéployer une partie de ses forces militaires présentes aux abords de la bande de Gaza, afin de consolider ses opérations militaires et de sécurité en Cisjordanie.

Cependant, cette hypothèse a été réfutée de manière abrupte le matin du samedi 7 octobre 2023. Des sources concordantes indiquent que des centaines de combattants de la résistance ont lancé une offensive d'envergure, franchissant la barrière lourdement fortifiée entourant la ville de Gaza, sous une pluie de roquettes visant de nombreuses zones en Israël. Ils ont pénétré des dizaines de colonies, tué plus de 1 000 Israéliens – principalement des militaires – submergé la division de Gaza, pris son quartier général et sont retournés dans l'enclave avec des centaines de captifs israéliens. L'assaut a coïncidé avec un concert organisé à proximité de la frontière de Gaza par des groupes artistiques israéliens. Cette concomitance a eu pour effet de transformer les participants en cibles faciles à capturer.

Selon des sources proches de la résistance, l'opération était initialement prévue pour une durée d'une journée. Il convient de noter que l'ensemble des objectifs ont été atteints en un intervalle de temps réduit, s'échelonnant sur une durée de six heures. Durant cette période charnière, les systèmes de défense israéliens se sont retrouvés totalement désemparés, ne parvenant pas à appréhender l'étendue ni la nature de l'assaut — l'une des plus dévastatrices et des plus novatrices de l'histoire d'Israël.

Malgré des ressources limitées et les contraintes inhérentes à un siège de 17 ans, la résistance à Gaza a porté un coup d'une ampleur inédite à Israël. Ce coup, même infligé par les armées arabes réunies, n'avait jamais été observé jusqu'alors. Cette attaque a engendré le plus grand nombre de victimes décédées en l'espace d'une seule journée dans l'histoire d'Israël. Ce qui fut encore plus stupéfiant, c'est qu'Israël — avec tout son arsenal de sécurité sophistiqué surveillant Gaza en permanence — n'a détecté aucun

signe d'une telle opération d'envergure. La clôture de sécurité, dont le renforcement avait été porté à son maximum et qui était pourvue de multiples capteurs, protections et systèmes de surveillance, s'est avérée totalement inefficace. Elle n'a pas réussi à stopper l'offensive.

L'objectif principal de la résistance était d'obtenir un échange de prisonniers menant à la libération de tous les détenus palestiniens dans les prisons israéliennes. Cependant, l'étendue, la vigueur et l'effet de surprise de l'assaut ont engendré une réaction israélienne vigoureuse, suscitant une intervention immédiate des puissances occidentales, sous l'impulsion des États-Unis. Le président des États-Unis d'Amérique s'est rendu en Israël avec une délégation composée de hauts responsables, dont les secrétaires à la Défense et à l'État, ainsi que de hauts gradés militaires et de figures éminentes du renseignement. Les États-Unis ont également déployé leurs deux plus grands porte-avions en Méditerranée, adressant un message explicite à toutes les parties concernées, les enjoignant à s'éloigner de toute participation au conflit. Cette réaction a révélé une réalité significative : Israël, malgré l'image qu'il véhicule de puissance redoutable, pouvait être frappé et ébranlé par un petit groupe de combattants de la résistance, armés d'armes légères et opérant dans un environnement assiégé et privé de ressources.

Il est prématuré de dresser un bilan définitif du « Déluge d'Al-Aqsa », les événements étant toujours en cours. Néanmoins, les événements déjà survenus représentent un chapitre d'une importance majeure dans l'histoire de Gaza. À l'heure actuelle, le conflit armé a causé le décès de plus de 36 000 habitants de la ville de Gaza et a blessé environ 90 000 autres. Ce conflit a révélé des vérités qui étaient jusqu'alors dissimulées ou négligées, éliminant ainsi toute ambiguïté — à l'exception de ceux dont la perception est entravée par une résistance cognitive ou émotionnelle.

Cette guerre a révélé la profondeur de la brutalité, de la soif de sang et de l'inhumanité démontrées par les sionistes et leurs alliés. Ces attaques ont ciblé des établissements de santé, des lieux de culte,

des églises, des abris pour personnes déplacées, des organisations humanitaires, ainsi que des infrastructures essentielles telles que des puits d'eau et des générateurs nécessaires au dessalement et au fonctionnement des hôpitaux. Des massacres de terrain ont été perpétrés, des victimes enterrées dans des fosses communes, des tombes profanées, et des nourrissons, y compris des prématurés, ont été laissés à mourir de faim et de froid dans les lits d'hôpitaux.

Par ailleurs, le conflit a révélé le soutien indéfectible des pays occidentaux, avec les États-Unis en première ligne, en faveur d'Israël. Cette assistance s'est manifestée par un approvisionnement soutenu en armements, en munitions et en missiles, associé à la mise en place d'un réseau d'experts, d'agents de renseignement et de systèmes de surveillance, dont la mission était de localiser les prisonniers et les leaders de la résistance. Il convient de préciser que cet engagement s'est matérialisé par des actions politiques, médiatiques et juridiques concertées, tant sur la scène internationale que sur le plan national. L'audace de ce soutien a révélé une complicité flagrante, inédite, et un parti pris grotesque, sans fard.

Par ailleurs, ce conflit a révélé des défaillances éthiques et des compromissions de certains régimes politiques arabes, en particulier en Égypte, en Jordanie, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Ces États ont activement protégé Israël, en facilitant des routes maritimes et terrestres alternatives pour ses approvisionnements, contournant ainsi les perturbations causées par les frappes des Houthis près du détroit de Bab el-Mandeb. Leurs intentions ont été rendues évidentes lorsqu'ils ont exprimé leur soutien indubitable aux efforts déployés par Israël pour démanteler promptement le Hamas et la résistance à Gaza. La Jordanie a renforcé ses mesures de sécurité aux frontières dans le but de garantir la sécurité d'Israël. Parallèlement, l'Égypte a strictement contrôlé le passage de Rafah conformément aux directives israéliennes, régulant ainsi les mouvements de personnes et de marchandises. Il convient de noter que même les ressortissants égyptiens se trouvant à Gaza avaient besoin d'une

autorisation préalable de la part d'Israël pour pouvoir regagner leur pays. Par ailleurs, il a été observé que les Palestiniens devaient s'acquitter de sommes exorbitantes, s'élevant entre 5 000 et 10 000 dollars par personne, pour quitter la région, illustrant ainsi une trahison doublée d'un système d'exploitation.

Cette guerre a également révélé la paralysie et la collusion des institutions internationales. Les Nations unies, à travers leurs programmes humanitaires, sanitaires et juridiques, ont démontré une impuissance chronique à transcender la simple comptabilité des victimes, la rédaction de rapports et les condamnations timides. En effet, les actions menées sur le terrain étaient entièrement subordonnées aux intérêts d'Israël, mettant en lumière l'échec systémique de la gouvernance mondiale et la prépondérance de l'agenda israélien.

Il est désormais manifeste que le monde arabe et islamique est dans l'incapacité de fournir un soutien tangible à ses membres. Il est indubitable que leurs actions étaient circonscrites aux limites imposées par leurs régimes respectifs. Il convient de noter que la tenue de manifestations était subordonnée à une autorisation préalable, tandis que l'expression sur les réseaux sociaux était encadrée par des directives strictes. Il convient de noter que certains individus se trouvaient dans l'incapacité de s'exprimer verbalement ou par écrit, y compris en ligne. Cette réalité prouve l'inefficacité du pouvoir des régimes concernés et la domination étouffante qu'ils exerçaient sur les individus. Il convient de noter que, selon la tradition islamique, l'idée d'une puissance ou d'une force qui ne serait pas attribuée à Allah, le Très-Haut, le Tout-Puissant, est une notion inacceptable.

Les Enseignements de l'histoire de la Palestine

L'histoire de la Palestine est un sujet d'une grande profondeur et d'une complexité remarquable, offrant un éventail d'enseignements et de réflexions. L'exploration de cette dernière révèle les dynamiques du monde au cours des deux derniers siècles. Il convient de souligner que la cause palestinienne représente une confluence des luttes les plus significatives à l'échelle mondiale, qu'elles soient de nature religieuse, historique, intellectuelle, politique ou juridique.

Dans le cadre de cette étude, nous avons identifié les points suivants les plus cruciaux, qui méritent une attention soutenue, que nous enseigne cette histoire riche et multidimensionnelle :

Enseignements historiques et intellectuels

Les récits historiques se caractérisent souvent par leur fragmentation et leur absence de cohérence, à moins qu'ils ne soient enrichis par des enseignements et des interprétations qui les relient en un tout cohérent. À la lumière des expériences antérieures, il est possible d'identifier les enseignements clés suivants :

(1)

La lutte pour Jérusalem est indubitablement ancrée dans la religion, les motivations religieuses constituant les forces motrices les plus puissantes et les plus explicites. Au cours de l'histoire, les individus ayant pris part au combat pour cette cause sacrée, qu'ils soient de confession musulmane, chrétienne ou juive, l'ont fait en se fondant dans leur foi respective. Il convient de noter que, bien que certains combattants aient pu rechercher des intérêts matériels, et que rois, empereurs ou dirigeants aient poursuivi la quête de la gloire ou l'expansion territoriale, ils ont toujours drapé leurs ambitions dans le manteau de la religion et du sacré. Il est important de noter que l'invocation de la signification religieuse

profonde de Jérusalem constituait le seul moyen de mobiliser les combattants, de les éloigner de leurs foyers et de les inciter à se surpasser dans sa défense.

Dans le cadre de ses réflexions sur la création d'un État juif, Theodor Herzl considéra initialement plusieurs emplacements potentiels. Cependant, il parvint rapidement à la conclusion que seule une résurgence à Jérusalem pouvait engendrer une unité nationale au sein de la communauté juive. Par ailleurs, il convient de noter que, durant les croisades, si certains souverains européens aspiraient à des terres « ruisselantes de lait et de miel », ils ne purent lever leurs armées qu'en invoquant la défense du tombeau du Christ. Cette dynamique s'observe également chez les musulmans, pour qui la dimension spirituelle de Jérusalem, reconnue comme la première qibla, le lieu du Voyage nocturne et de l'Ascension du Prophète, confère à la cause une signification particulière.

Il apparaît que la manifestation de cette vérité est une exigence fondamentale de la doctrine divine. La Palestine ne figure pas parmi les terres les plus fertiles et ne dispose pas d'un réseau hydrographique aussi développé que celui de l'Égypte ou de l'Irak. À l'inverse des pays du Golfe qui disposent de ressources pétrolières et minières abondantes, la Tunisie ne possède ni l'un ni l'autre. Il est intéressant de constater que cette ville exerce une fascination sur les populations, attirant davantage l'attention que des métropoles telles que Bagdad, Le Caire ou Riyad.

Il apparaît comme un contresens que les juifs expriment des slogans religieux tandis que les musulmans leur répondent par des discours séculiers fondés sur des revendications historiques, des droits de l'homme ou l'autodétermination. Ces arguments sont d'autant plus vains dans un monde aussi impitoyable.

La « théorie du peuple élu de Dieu » est un concept théologique qui place les Juifs au-dessus de tous les autres êtres humains. Cette théorie établit la discrimination raciale comme une croyance intrinsèque à leur identité et la promeut activement dans leurs pratiques religieuses. En effet, les Juifs considèrent que Dieu les a

créés pour être une élite spirituelle et culturelle, et que les non-Juifs, ou « goyim », ont été créés pour les servir. Cette perspective reflète une croyance similaire à celle des musulmans, qui considèrent que les animaux ont été créés pour servir et être consommés par l'homme.[1]

Il convient de noter que les responsables du projet sioniste ont manifesté leurs convictions religieuses, exprimant leur droit divin sur cette terre. Weizmann a dit : *« Le but de la Déclaration Balfour est la création d'une terre juive et le retour des Juifs sur la terre de leurs ancêtres »* ; et Ben Gourion a dit : *« Le droit des Juifs en Palestine n'est pas dérivé du mandat, mais de la Déclaration Balfour, qui le présuppose. Le mandat est le document du mandat, et notre droit est le droit historique du peuple juif, et la Déclaration Balfour et la déclaration du mandat ne sont qu'une reconnaissance de ce droit. »*[2]

Lors de la prise de la mosquée Al-Aqsa par les juifs, Moshe Dayan fit la déclaration suivante: *« Si la Torah est avec nous, et que nous sommes le peuple de la Torah, alors nous sommes les véritables propriétaires de la terre de la Torah – la terre des prêtres et des patriarches, à Jérusalem, Hébron, Jéricho et dans les régions environnantes. Nous ne partirons pas. Ce n'est pas une simple rhétorique politique ; c'est bien plus que cela — c'est l'accomplissement du rêve de nos ancêtres. »*[3]

Dans ses mémoires, Menahem Begin a également fait la déclaration suivante : « *La signature de l'accord de partage est nulle et non avenue et ne lie pas les Juifs. Jérusalem a toujours été et restera notre capitale*

---

[1] Bahjat Abu Gharbiyyeh, *In the Heat of the Struggle*, pp. 35, 36. La valeur de cette citation réside dans le fait que l'auteur a découvert cette moralité chez les Juifs à travers sa fréquentation de leurs jeunes au début du vingtième siècle, avant que ne commencent les affrontements et les troubles entre Arabes et Juifs. Ce n'est donc pas un texte religieux, mais plutôt une expérience sociale acquise par la fréquentation et la pratique.

[2] Les propos de Weizmann et Ben-Gurion sont tirés de leurs témoignages devant la commission Peel. Voir : Bahjat Abu Gharbiyyeh, *In the Heat of the Struggle*, p. 94.

[3] *Jerusalem Post*, daté du 10 août 1967..

éternelle, et la terre d'Israël reviendra un jour à son peuple — toute entière, et à jamais. »[1]

Il convient de s'interroger sur la légitimité d'une telle opposition à de telles convictions, et d'examiner si l'on peut réellement les opposer à la Charte des Nations unies, aux résolutions du Conseil de sécurité ou aux recommandations de la Cour internationale de justice.

Dans le contexte de cette lutte, la religion propose un élément distinctif et irremplaçable : une espérance que seule la foi est à même de nourrir.

Comme l'a fait remarquer Eric Hoffer, il existe un lien entre la conduite des Juifs vers les chambres à gaz par les nazis en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale et leur rôle dans la lutte armée en Palestine par la suite. Nombre d'entre eux succombèrent sans avoir vu se réaliser leurs aspirations, mais ils combattirent avec une détermination inébranlable pour concrétiser le rêve qu'ils caressaient. D'autres, en revanche, succombèrent sans même avoir eu la possibilité de défendre la réalité qu'ils possédaient déjà.[2]

Cette perspective a suscité l'inquiétude de Ze'ev Jabotinsky, architecte de la doctrine sécuritaire israélienne. Il comprit que tant qu'une seule étincelle d'espoir subsisterait chez les Arabes, l'avenir d'Israël demeurerait incertain. Cette perspective, d'après l'auteur, serait l'un des facteurs expliquant leur réticence à reconnaître la Palestine en tant qu'État souverain, au profit de l'État d'Israël. L'auteur de cette stratégie, dont la nature reste à préciser, a élaboré un plan dont l'objectif était d'anéantir tout espoir de la part des

---

[1] Menahem Begin, *The Revolt*, p. 335.

[2] Eric Hoffer, *The True Believer: Thoughts on the Nature of Mass Movements*, traduction : Ghazi al-Qusaibi, 1ère édition (Abu Dhabi : Hay'at Abu Dhabi li al-Thaqafa wa al-Turath, 2010), pp. 118, 130, 131.

populations arabes. Pour ce faire, il s'est appuyé sur une dissuasion totale, rapide et implacable.[1]

Dans l'éventualité où l'État d'Israël aurait été confronté à une population non musulmane dans un contexte comparable, il est vraisemblable que sa doctrine aurait pu s'avérer efficace. Cependant, le défi majeur auquel est confronté le sujet réside dans sa confrontation avec une population qui manifeste un ancrage profond dans une foi qui leur promet une victoire ultime. Cette foi s'articule autour de leur retour à la mosquée, de la destruction des édifices construits par les Juifs et d'un combat où même la nature, y compris les arbres et les pierres, serait leur alliée.

Cette résilience spirituelle, alimentée par la foi, se présente comme le seul facteur capable de contester les politiques sécuritaires d'Israël et de combler l'écart technologique substantiel. Il a été démontré que les individus soutenant la cause palestinienne, qu'ils soient laïcs ou athées, et ce, quelle que soit la motivation (nationalisme, idéologie ou droits de l'homme), finissent souvent par invoquer le sentiment religieux. En effet, il a été établi que ce dernier constitue le seul moteur capable de soutenir une telle lutte avec une telle puissance.

(2)

L'analyse historique démontre que le destin de Jérusalem est rarement déterminé à l'intérieur de ses frontières. Il est à noter que ce dernier reflète plutôt la vitalité globale du monde musulman, en particulier la puissance des capitales voisines telles que Le Caire et Damas. Ces villes exercent une influence déterminante sur le statut et la condition de Jérusalem.

Les Compagnons du Prophète, quant à eux, incarnaient cette approche stratégique. Il est à noter que les auteurs de l'époque ont accordé la priorité stratégique à la ville de Damas plutôt qu'à Jérusalem, malgré la sainteté de cette dernière et sa proximité

[1] Rashid Khalidi, *The Hundred Years' War on Palestine*, p. 28.

géographique. Cette décision était motivée par la prise de conscience que la puissance byzantine était solidement ancrée à Damas, ce qui rendait Jérusalem moins prioritaire dans les stratégies militaires. Une fois la conquête de Damas effectuée en Rajab de l'an 14 de l'Hégire, la libération de Jérusalem, en Rabi' al-Akhir de l'an 16, s'est opérée sans difficulté majeure, avec seulement un an et demi de décalage entre ces deux événements déterminants.

L'analyse historique révèle que la ville de Jérusalem ne fut conquise par les Croisés lors de la Première Croisade que lorsque le monde musulman se trouvait divisé en deux entités califales antagonistes : le califat abbasside sunnite situé à Bagdad et le califat fatimide ismaélien chiite établi au Caire. Cette division a engendré une faille géopolitique au Levant, Damas étant alors sous l'autorité des Seldjoukides, alliés de Bagdad, tandis que Le Caire demeurait sous domination fatimide. Cette fragmentation du territoire a facilité la prise de Jérusalem par les Croisés en 492 de l'Hégire, correspondant à l'an 1099 de l'ère chrétienne.

Les tentatives des musulmans pour reconquérir Jérusalem ne connurent le succès que lorsque l'unité entre l'Égypte et le Levant fut rétablie. Ce processus historique, qui a vu l'essor et la consolidation de l'État islamique, a débuté avec l'action d'Imad al-Din Zangi, a connu son apogée sous le règne de son fils Nur al-Din, et s'est achevé avec l'avènement de Salah al-Din al-Ayyubi, plus connu sous le nom de Saladin. Une fois cette union accomplie, la ville de Jérusalem fut libérée en l'espace de trois ans, au cours du mois de Rajab 583 de l'ère chrétienne, correspondant à l'année 1187 de l'ère commune.

Cependant, les périodes de division entre l'Égypte et le Levant ont permis aux Croisés de reconquérir Jérusalem. Durant la période de la dynastie ayyoubide, un événement marquant se produisit. En effet, le sultan al-Kamil d'Égypte conclut une alliance avec les Croisés pour affronter son frère, le sultan al-Mu'azzam 'Isa du Levant. En l'an 624 de notre ère, soit en 1229 selon le calendrier chrétien, al-Kamil, dirigeant de la dynastie des Ayyubides, renonça pacifiquement à la gouvernance de Jérusalem, une ville sainte pour

les trois grandes religions abrahamiques, en cédant la ville à l'empereur Frédéric II, dirigeant du Saint-Empire romain germanique. Une nouvelle occupation croisée se produisit en l'an 641 de notre ère, plus communément désigné par le calendrier grégorien comme l'an 1244 de l'ère commune. Cette occupation fut menée par al-Nasir Dawud, dirigeant de l'époque.

La restauration de la sécurité de Jérusalem coïncida avec le rétablissement de l'unité entre l'Égypte et le Levant sous le règne de Najm al-Din Ayyub en 642 / 1244. Au cours des six siècles suivants, sous le règne des Mamelouks puis des Ottomans, la ville de Jérusalem a connu une période de stabilité politique et de paix, à condition que l'union politique entre l'Égypte et le Levant soit préservée.

La ville fut à nouveau conquise en 1336/1917, à la suite de la défaite de l'Empire ottoman durant la Première Guerre mondiale. Cet événement avait été précédé par l'occupation britannique du Caire en 1882. Cette dynamique a constitué le point de départ d'une période de domination étrangère sur Jérusalem.

Il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, comme l'illustrent les précédents historiques, de s'attendre à ce que les seuls Palestiniens assument la charge de la libération de Jérusalem. Il convient de noter que les ressources humaines et matérielles dont ils disposent sont limitées. Cette réalité constitue un facteur qui restreint leur capacité à affronter de manière décisive les forces sionistes. Cette situation est d'autant plus préjudiciable que les forces sionistes bénéficient du soutien de l'Occident.

Cette assistance s'inscrit dans la continuité de l'engagement sioniste en faveur des intérêts géopolitiques occidentaux et de leur prépondérance sur les territoires islamiques.

Il convient de reconnaître que cette réalité n'altère en rien la bravoure et la résilience exemplaires du peuple palestinien. Il convient de noter que, grâce à leur opiniâtreté, leur combat et leur volonté inébranlable, ils ont réalisé des actions d'une portée presque miraculeuse. Cette détermination a permis de maintenir l'élan de la cause, malgré les désillusions engendrées par les trahisons et l'isolement. Cependant, le processus de libération

requiert que cette lutte soit envisagée comme une responsabilité partagée par l'ensemble de la communauté musulmane mondiale, notamment par les nations clés que sont l'Égypte et le Levant.

(3)

L'analyse des stratégies employées par Theodor Herzl dans la promotion de la création d'un « État juif » met en lumière l'importance de l'exploitation des forces mondiales existantes. En effet, plutôt que de chercher à établir une entité souveraine et autonome, Herzl a choisi d'utiliser les ressources et les influences des puissances internationales pour concrétiser son projet. Cette approche, souvent qualifiée de « sionisme politique », a joué un rôle déterminant dans la réussite de Herzl, en lui permettant de mobiliser les ressources et les appuis nécessaires à la réalisation de son objectif. L'Organisation sioniste de Herzl exerça une influence déterminante sur les grandes puissances internationales, veillant à ce que leurs ressources et leurs politiques servent les objectifs de l'agenda sioniste.

Herzl déploya d'immenses efforts pour accéder aux cercles décisionnels, usant de diverses méthodes : en jouant sur leurs intérêts, leur sensibilité religieuse, ou encore par l'infiltration, les menaces, les complots, voire les assassinats. Son objectif était limpide : impliquer les puissances en place, y compris les Ottomans, sans pour autant présenter les Juifs comme des rebelles contre le califat ni contester les forces dominantes de son époque.

Au cours du dernier siècle, les mouvements islamiques ont rencontré de nombreux obstacles, l'un d'entre eux étant leur tendance à défier le principe fondamental d'interaction avec les structures de pouvoir existantes et de mobilisation des forces naturelles de la société. Ces mouvements ont souvent cherché à établir des structures artificiellement robustes mais isolées, présumées être en mesure de conduire de manière indépendante les luttes pour le pouvoir ou l'émancipation. Cette approche a souvent contribué à une préparation insuffisante des acteurs concernés pour faire face aux défis posés par des structures

enracinées, les exposant ainsi à des risques accrus d'infiltration, de divisions internes et de répression.

Il est à noter que les mouvements islamiques ont rencontré leurs plus grands succès lorsqu'ils ont su s'adapter aux systèmes dominants et utiliser les structures sociales existantes pour promouvoir leurs objectifs. Dans certains cas, ces mouvements ont réussi à s'infiltrer au sein des structures étatiques, comme c'était le cas en Turquie. Dans d'autres situations, ils ont pu exercer une influence sur les institutions militaires, comme ce fut le cas au Soudan. Dans le cadre de sociétés fortement hiérarchisées, telles que celles observées au Yémen, certains groupes ont établi des réseaux tribaux et claniques comme principaux piliers de leur organisation sociale.[1]

L'approche du Prophète Muhammad, que l'on peut qualifier de modèle en la matière, illustre parfaitement ce principe. Au lieu de procéder à la création d'une organisation isolée dans le but de consolider son pouvoir, il a fait le choix d'engager activement les structures sociales en place à son époque. Cette démarche a consisté à tirer parti de leur influence afin de renforcer et faire progresser sa mission. Dans cette perspective, il s'efforça notamment de convertir les notables mecquois, pleinement conscients du rôle crucial qu'ils tenaient au sein de leur communauté. Confronté au rejet de ses propositions, il s'adressa aux dirigeants de Ta'if, malgré leur refus initial. Dans le cadre de la saison du pèlerinage, l'individu en question a mené des négociations avec diverses tribus, dans le but d'obtenir leur soutien et leur protection. Cette démarche s'est déroulée sans signe de découragement, démontrant une volonté de persévérance face aux défis rencontrés. En définitive, l'adhésion des Ansar à l'islam a

[1] Notez que j'ai dit : « Les mouvements islamistes ont connu leurs succès les plus significatifs », ce qui ne signifie pas un succès total. Un examen plus attentif révèle que les revers au Yémen et au Soudan sont dus à d'autres facteurs. Toutefois, le niveau d'influence et d'implantation atteint par les islamistes dans ces cas a largement dépassé ce qu'ils avaient accompli dans d'autres expériences reposant uniquement sur la force de leur structure organisationnelle.

constitué le fondement social et tribal essentiel à la consolidation de la communauté musulmane et à son établissement à Médine.

Herzl a prouvé qu'il était un visionnaire en démontrant que l'établissement d'un État juif ne pouvait se faire par le biais des efforts indépendants d'une organisation juive, qu'elle soit secrète ou publique.

(4)

Comme le démontre l'exemple ci-après, il est possible d'affirmer que l'on est en présence d'un quatrième élément.

Il est important de noter que toute organisation, qu'elle soit individuelle ou collective, est susceptible de connaître des divergences internes. Ces divergences peuvent survenir entre les individus ou entre les groupes au sein de l'organisation. Le concept de progrès, tel qu'il est abordé dans le présent article, est étroitement lié à la capacité des dirigeants à gérer les conflits et à les transformer en moteurs de développement.

L'analyse des facteurs déterminant la réussite d'Israël, en particulier dans ses prémices, met en exergue la capacité des dirigeants, dont Chaim Weizmann et David Ben-Gourion, à orienter les tensions internes au mouvement sioniste vers des objectifs fructueux.

Par exemple, Ben Gourion accordait la priorité aux objectifs nationaux à long terme, faisant fi des opinions publiques et des critiques médiatiques. Il était fermement convaincu que l'État d'Israël serait évalué en fonction de ses réalisations concrètes plutôt que sur la popularité de ses discours. En revanche, Moshe Sharett accordait une importance considérable à l'image d'Israël. Il agissait avec prudence pour ne pas froisser l'opinion publique. En dépit de leurs divergences, ils coopérèrent durant une période s'étendant sur plusieurs années, ne se désistant de leur collaboration qu'à l'issue de sept années consécutives, soit à la création de l'État.[1]

---

[1] *Confessions of Golda Meir*, p. 219.

La Haganah, force militaire fondatrice de l'État d'Israël, a également connu des dissidences, telles que l'Irgoun et le Lehi (groupe Stern), qui ont adopté des méthodes plus radicales. Ben Gourion a souvent exprimé son désaccord avec leurs actions, y compris le massacre de Deir Yassine. Cependant, il a réussi à réintégrer un grand nombre de leurs membres au sein de l'armée israélienne. Le radicalisme du Lehi l'a conduit à établir des accords avec l'Allemagne nazie pour contrer les Britanniques, et à perpétrer l'assassinat de l'envoyé de l'ONU, le comte Folke Bernadotte[1]. Bien que ses membres aient été brièvement emprisonnés, ils furent rapidement graciés, et certains reçurent même des pensions ou des distinctions honorifiques. Par la suite, Yitzhak Shamir, un ancien membre du Lehi, accéda au poste de Premier ministre. À ce jour, les dirigeants israéliens commémorent chaque année le fondateur du Lehi, Avraham Stern, et un timbre à son effigie lui rend hommage.

Le mouvement sioniste, à l'instar de toute organisation humaine, a été confronté à des divergences d'opinion internes, pouvant conduire à des divisions, des révoltes ou même des meurtres[2]. Au sein de la communauté, des perspectives divergentes ont émergé, suscitant des débats et des réflexions sur les enjeux et les perspectives d'avenir. Certains membres de la communauté juive ont exprimé le souhait d'un retour dans leur terre natale, la Palestine, sous la forme d'un État juif coexistant avec une population arabe[3], à l'instar d'autres sociétés multiculturelles. Cette perspective s'inscrivait en contraste avec celle des partisans d'un retour absolu, impliquant l'expulsion des populations autochtones et l'expansion territoriale au-delà de la Palestine, jusqu'en

---

[1] Bernadotte n'était pas partial envers les Arabes, mais il n'était pas partial envers les sionistes au point de leur plaire ! Sans compter qu'il était agréable aux dissidents parmi eux. Voir par exemple : Ghalib Basha, *My Life in the Orient*, p. 240 et suivantes.

[2] Voir par exemple : *Mémoires d'Ariel Sharon*, pp. 29, 30.

[3] Voir par exemple : Jaroudi, *The Founding Myths of Israeli Policy*, p. 29 et suivantes.

Transjordanie. Cette orientation expansionniste a trouvé son expression dans l'action du parti dirigé par l'idéologue de renom Ze'ev Jabotinsky[1] dont l'influence était considérable. Théoricien de la dissuasion immédiate, doctrine toujours centrale dans la stratégie de sécurité israélienne, Jabotinsky s'opposa à l'acceptation, par l'Agence juive, des frontières alors en vigueur en Palestine.

Le Coran éclaire certains traits récurrents au sein des communautés juives, affirmant :

﴿بَأْسُهُم بَيْنَهُمْ شَدِيدٌ ۚ تَحْسَبُهُمْ جَمِيعًا وَقُلُوبُهُمْ شَتَّىٰ﴾

« Leur hostilité les uns envers les autres est violente. Tu les crois unis, mais leurs cœurs sont divisés. »(Sourate al-Hashr, 59 :14)

Ce verset illustre la dualité inhérente à toute chose, à la fois unifiée et divisée en son essence. Historiquement, même lorsqu'ils étaient politiquement fragmentés, les groupes juifs accordaient la priorité à la solidarité collective, comme en témoigne le rachat des prisonniers de guerre juifs, même issus de factions opposées.

Cela est illustré dans un autre verset :

﴿ثُمَّ أَنتُمْ هَٰؤُلَاءِ تَقْتُلُونَ أَنفُسَكُمْ وَتُخْرِجُونَ فَرِيقًا مِّنكُم مِّن دِيَٰرِهِمْ تَظَٰهَرُونَ عَلَيْهِم بِٱلْإِثْمِ وَٱلْعُدْوَٰنِ ۖ وَإِن يَأْتُوكُمْ أُسَٰرَىٰ تُفَٰدُوهُمْ وَهُوَ مُحَرَّمٌ عَلَيْكُمْ إِخْرَاجُهُمْ ۚ أَفَتُؤْمِنُونَ بِبَعْضِ ٱلْكِتَٰبِ وَتَكْفُرُونَ بِبَعْضٍ ۚ فَمَا جَزَآءُ مَن يَفْعَلُ ذَٰلِكَ مِنكُمْ إِلَّا خِزْيٌ فِى ٱلْحَيَوٰةِ ٱلدُّنْيَا ۖ وَيَوْمَ ٱلْقِيَٰمَةِ يُرَدُّونَ إِلَىٰٓ أَشَدِّ ٱلْعَذَابِ ۗ وَمَا ٱللَّهُ بِغَٰفِلٍ عَمَّا تَعْمَلُونَ﴾

(Sourate al-Baqara, 2:85)

« Puis vous êtes ceux-là mêmes qui vous entretuez, qui expulsez de leurs maisons une partie des vôtres, vous liguant contre eux dans le péché et l'agression. Et s'ils vous viennent captifs, vous les rachetez, alors que leur expulsion vous était interdite. Croyez-vous donc en une partie du Livre et

[1] Extrait du discours de Jabotinsky devant le seizième Congrès sioniste (1929). Voir : *The File of Palestinian Documents*, 411/1..

rejetez-vous l'autre ? Quelle sera donc la rétribution de ceux d'entre vous qui agissent ainsi, sinon l'ignominie dans la vie d'ici-bas, et le Jour de la Résurrection, ils seront ramenés vers le plus dur des châtiments. Et Allah n'est pas inattentif à ce que vous faites. » [**Sourate al-Baqara, 2 :85**]

Cette combinaison d'unité et de discorde interne a permis de préserver l'identité et la cohésion juives à travers les âges, y compris durant les périodes de dispersion et de marginalisation. Allah décrit encore cet état:

﴿وَقَطَّعْنَٰهُمْ فِى ٱلْأَرْضِ أُمَمًا ۖ مِّنْهُمُ ٱلصَّٰلِحُونَ وَمِنْهُمْ دُونَ ذَٰلِكَ ۖ وَبَلَوْنَٰهُم بِٱلْحَسَنَٰتِ وَٱلسَّيِّـَٔاتِ لَعَلَّهُمْ يَرْجِعُونَ﴾

(Et Nous les avons répartis sur la terre en nations. Parmi eux, il y a les gens de bien et d'autres qui ne le sont pas. Et Nous les avons éprouvés par les bonnes et les mauvaises choses. Peut-être reviendront-ils.) [**Sourate al-Aʿrāf, 7 :168**]

(5)

Lors des périodes de désespoir, d'oppression et de faiblesse, la communauté juive a connu un profond découragement, similaire au sentiment d'impuissance et de doute de soi que l'on observe aujourd'hui chez certains musulmans. Ces sentiments s'accompagnaient souvent d'une autocritique sévère, marquée par des accusations de paresse, d'incompétence et de passivité. Certains, au sein même du peuple juif, tournaient en dérision l'idée d'attendre le Messie ou d'espérer un retour en Palestine, préférant chercher des solutions plus concrètes. Ils ont proposé des projets d'autonomie juive dirigés par leurs propres leaders, dans des lieux autres que la Palestine, qu'ils considéraient alors comme hors d'atteinte.[1]

En 1882, Léon Pinsker a exprimé cette vision, à une époque où des efforts mondiaux s'unissaient pour établir une patrie juive en Palestine. Ironiquement, la même année, la Grande-Bretagne

[1] Voir par exemple : Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism*, pp. 97, 119.

occupait l'Égypte, un événement qui rapprocha ce rêve de la réalité plus qu'on ne l'aurait cru. Pinsker n'était pas apathique — il fut l'un des fondateurs des sociétés « Amants de Sion », qui posèrent les bases intellectuelles du sionisme moderne. Bien que sa démarche n'ait pas permis d'atteindre l'objectif final, elle joua un rôle crucial dans le réveil de la conscience juive et dans la redirection du regard vers la Palestine.

Je trace ce parallèle pour mettre en lumière le caractère cyclique de ces luttes. Les schémas de doute de soi, les appels à la réforme et la préférence pour des solutions pratiques plutôt que des aspirations idéales, visibles dans certaines parties du monde islamique aujourd'hui, traduisent un sentiment plus large de vulnérabilité. Pourtant, comme l'histoire l'a montré, la victoire peut être à portée de main, même lorsqu'elle semble la plus éloignée pour ceux qui portent l'esprit de la défaite[1].

De la même manière que les mouvements juifs historiques, bien que d'abord infructueux, ont jeté les bases d'une réussite future, les efforts islamiques contemporains, même s'ils échouent parfois, constituent des étapes indispensables vers des objectifs plus vastes.

Au fil de l'histoire, de nombreux Juifs ont tenté de prédire le moment de leur retour en Palestine[2], la plupart du temps à tort. Ces prévisions, souvent fondées sur des calculs de jours et d'années tirés des textes et traditions religieuses, reflètent l'état d'esprit de ceux qui, bien qu'ils se sentent impuissants, s'accrochent à l'espoir d'un triomphe futur.

Même au sein du mouvement sioniste, certains dirigeants ont été contraints de collaborer avec les régimes en place dans des circonstances difficiles. Un exemple notable est celui d'Alfred

---

[1] Voir : *The Palestinian Encyclopedia, General Section*, 1/83, 84.

[2] Voir dans les chroniques des musulmans andalous après la chute d'al-Andalus : Louis Cardaillac, *Les Morisques andalous et les Chrétiens : Une controverse idéologique*, traduction : Dr. Abdeljalil al-Tamimi (Tunis - Alger : La Revue historique maghrébine - Diwan des publications algériennes, 1983), p. 75 ; Muhammad al-Hami, *In the Corridors of History*, 31/1 et suivantes.

Nossig, figure sioniste qui négocia avec Talaat Pacha en 1918 sur le statut des Juifs en Palestine. Plus tard, Nossig choqua profondément en s'alliant au régime nazi et en contribuant aux plans d'extermination des Juifs d'Europe.[1]

Cette histoire doit servir de rappel à la communauté musulmane : si un groupe historiquement opprimé et condamné a pu réaliser un rêve en apparence impossible après 3 000 ans, en s'appuyant largement sur des alliances extérieures, alors la nation islamique dispose d'un fondement encore plus solide pour espérer. Dotés de promesses divines de succès et d'élévation, et investis de la mission de porter le Livre après l'échec des autres communautés, les musulmans ont toutes les raisons d'espérer une victoire.

Quelques conclusions sur le contexte international et régional

Si l'on examine l'histoire de la Palestine dans le but de comprendre la nature des dynamiques internationales et régionales, trois constats s'imposent :

(1)

Le débat fondamental tourne autour de la question du contrôle : les Juifs et les sionistes dominent-ils l'Occident et sa politique, ou bien l'Occident, supérieur, se sert-il des Juifs et des sionistes pour poursuivre ses objectifs coloniaux et impériaux ? Ce débat repose sur deux perspectives principales.

La première soutient que les Juifs, à travers leurs organisations secrètes, leur influence financière et leur pénétration des médias, des arts et de la culture, auraient réussi à s'emparer des affaires politiques de l'Occident par la manipulation, la dissimulation et la conspiration. La seconde perspective affirme que les puissances occidentales ne sont ni naïves ni dupes. Les Juifs ont vécu parmi elles pendant des siècles, tout en restant marginalisés et persécutés. L'Occident aurait donc sciemment renforcé les sionistes et facilité

[1] Al-Masiri, *Encyclopedia of Jews, Judaism and Zionism*, 6/43.

l'établissement d'Israël, non par soumission, mais comme un outil stratégique au service de ses ambitions coloniales. Israël jouerait ainsi le rôle de poste militaire avancé en terres musulmanes, les Juifs servant de ressources humaines sacrificielles destinées à préserver la vie des Occidentaux, notamment chrétiens.

Je penche pour cette seconde opinion : l'Occident reste la force dominante, ayant davantage[1] utilisé les sionistes pour ses objectifs coloniaux que ces derniers n'ont utilisé l'Occident. Les États-Unis conservent leur ascendant et la capacité de réguler et de contrôler les politiques israéliennes lorsqu'ils le souhaitent.

Bien que ce ne soit pas ici le lieu d'un exposé historique et politique exhaustif, je trouve appui à cette lecture dans le Coran. Allah dit par exemple :

﴿إِذْ قَالَ ٱللَّهُ يَٰعِيسَىٰٓ إِنِّي مُتَوَفِّيكَ وَرَافِعُكَ إِلَيَّ وَمُطَهِّرُكَ مِنَ ٱلَّذِينَ كَفَرُواْ وَجَاعِلُ ٱلَّذِينَ ٱتَّبَعُوكَ فَوْقَ ٱلَّذِينَ كَفَرُوٓاْ إِلَىٰ يَوْمِ ٱلْقِيَٰمَةِ﴾

([Rappelle-toi] quand Allah dit: « Ô Jésus, Je vais mettre fin à ta vie terrestre, t'élever vers Moi, te purifier de ceux qui ont mécru, et placer ceux qui t'ont suivi au-dessus de ceux qui ont mécru, jusqu'au Jour de la Résurrection. »)

[Sourate Al ʿImrān, 3 :55]

Selon certains exégètes, ce verset signifierait que les chrétiens et les Romains domineront les Juifs jusqu'à la fin des temps. Une autre parole divine pertinente déclare :

﴿ضُرِبَتْ عَلَيْهِمُ ٱلذِّلَّةُ أَيْنَ مَا ثُقِفُوٓاْ إِلَّا بِحَبْلٍ مِّنَ ٱللَّهِ وَحَبْلٍ مِّنَ ٱلنَّاسِ﴾

(L'avilissement a été jeté sur eux partout où ils furent, sauf s'ils étaient liés par un pacte d'Allah ou un pacte des hommes.)

[Sourate Al ʿImrān, 3:112]

Cette description de l'humiliation, assortie de la condition d'une dépendance vis-à-vis d'un soutien extérieur, nie l'hypothèse

[1] Voir : Abdelwahab Elmessiri, *Encyclopedia of Jews, Judaism and Zionism*, 7/367, 8/39.

selon laquelle les Juifs n'auraient jamais été la puissance dominante ultime, à aucune époque.[1].

Cette description de l'humiliation, assortie de la condition d'une dépendance vis-à-vis d'un soutien extérieur, nie l'hypothèse selon laquelle les Juifs n'auraient jamais été la puissance dominante ultime, à aucune époque.

Indépendamment du débat en cours et de sa résolution éventuelle, le point crucial demeure le suivant : l'Occident n'abandonnera jamais Israël ni ne cessera de le soutenir et de le protéger, que ce soit par la diplomatie ou par la guerre. Cet engagement indéfectible englobe à la fois les chrétiens évangéliques mus par leur foi, les chrétiens qui considèrent les Juifs comme les meurtriers du Christ mais perçoivent à la fois les Juifs et les musulmans comme des adversaires communs, ainsi que les laïcs

---

[1]J'ai revu un ensemble d'interprétations de ce verset, et j'ai trouvé que la plupart des interprètes sont d'accord sur le sens que les chrétiens (et certains d'entre eux ont dit : les Romains) sont au-dessus des Juifs comme l'a dit 'Abd al-Rahman bin Zayd bin Aslam et d'autres. Et le résumé de la divergence entre eux est le suivant : certains d'entre eux ont compris le sens de "le plus haut" comme étant la preuve et l'argument, et cela est une opinion contraire à la précédente. Et certains d'entre eux l'ont interprété comme signifiant la victoire et la domination, et c'est la chose la plus probable et la plus juste. Et ceux qui ont fait des croyants les personnes visées par "le plus haut" et la victoire sont ceux qui ont fait des croyants les musulmans par l'Islam, et parmi eux ceux qui ont fait des croyants les musulmans et les chrétiens, et cela aussi est une opinion éloignée car le discours ici s'adresse à 'Isa et à sa communauté et à Muhammad qui a été envoyé après lui. Il a dit : si l'Islam avait été dominant tout au long des siècles passés jusqu'à ce dernier siècle, il n'aurait pas été étonnant que le croyant soit celui qui domine, mais les musulmans sont aussi les disciples de 'Isa, et ce qui est apparu aux musulmans comme une faiblesse et une humiliation pour les Juifs sur eux rend l'interprétation la plus probable que les croyants sont les disciples de 'Isa et les Romains comme l'a dit Zayd et d'autres.

Voir par exemple : Al-Tabari, *Tafsir al-Tabari*, vérification : Mahmoud Shaker et Ahmad Shaker, 1ère édition (Le Caire : Mu'assasat al-Risala, 2000), 6/463 ; *Tafsir Ibn Abi Hatim*, vérification : As'ad al-Tayyib, 3ème édition (Arabie Saoudite : Maktabat Nizar Mustafa al-Baz, 1419 AH), 6/1962 ; Al-Mahalli et Al-Suyuti, *Tafsir al-Jalalayn*, vérification : Al-Imam Abi Muhammad bin 'Ashur, 1ère édition (Beyrouth : Dar Ihya' al-Turath al-'Arabi, 2002), p. 676 ; *Majmu'at al-Tafasir*, supervision : Dr. Musa'id al-Tayyar, 1ère édition (Beyrouth : Dar Ibn Hazm, 2017), 5/255, 256.

qui voient en Israël un atout stratégique au service des ambitions coloniales de l'Occident.[1]

Cette dynamique explique la tolérance extraordinaire de l'Occident à l'égard des actions sionistes qui seraient jugées inacceptables si elles émanaient d'un autre acteur. Ainsi, dans les années 1940, des groupes sionistes ont pris pour cible les forces britanniques en Palestine par des attentats, assassinats et autres actes violents, provoquant de lourdes pertes parmi les soldats et officiers britanniques — et pourtant, la Grande-Bretagne finit par leur remettre la Palestine.[2] De même, bien que des espions israéliens aient été maintes fois surpris en train d'infiltrer les services de renseignement américains, les dirigeants israéliens continuent de témoigner publiquement de leur mépris envers les responsables américains, sans que cela ne suscite la moindre réaction sérieuse.[3]

Par ailleurs, l'identité d'Israël en tant qu'État juif, à la fois religieux et ethnique, entre en contradiction flagrante avec les principes fondateurs de l'Occident, tels que la laïcité, l'inclusivité libérale, l'antiracisme, et le cadre westphalien de frontières étatiques définies. Non seulement Israël piétine ces principes, mais il proclame aussi ouvertement ses ambitions expansionnistes (du Nil à l'Euphrate). Malgré cette contradiction fondamentale, l'Occident reste son allié fidèle, tandis qu'il s'oppose à des groupes comme l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), dont le projet d'un État laïc et inclusif se rapproche pourtant davantage des idéaux libéraux occidentaux. Les responsables occidentaux reconnaissent parfois cette contradiction, soit en tentant de la justifier, soit en la passant sous silence. Même des massacres

---

[1] Voir : Jaroudi, *The Founding Myths of Israeli Policy*, p. 16.

[2] Voir par exemple : Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, pp. 82, 83 ; Bahjat Abu Gharbiyyeh, *In the Heat of the Struggle*, p. 139 et suivantes ; Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism*, p. 142 ; Rashid Khalidi, *The Hundred Years' War on Palestine*, pp. 79, 80 ; Youssef Rouhani, *The Arab*, p. 315 et suivantes.

[3] Hillary Clinton, *Hard Choices*, pp. 313, 314 ; Robert Gates, *Duty*, pp. 460, 469.

manifestement violents ont été défendus comme des nécessités inévitables.[1]

Une telle compréhension révèle toute la profondeur et la complexité du conflit. Israël n'est pas seulement un projet juif sioniste ; il incarne aussi une croisade coloniale occidentale, fondée sur des motivations religieuses et stratégiques. Cette idéologie de croisade sioniste, solidement ancrée au sein des élites politiques, culturelles et économiques occidentales, constitue une résurgence contemporaine des ambitions médiévales des croisades.

Une telle analyse permet de dissiper l'idée répandue selon laquelle il suffirait d'éclairer les Occidentaux sur la justesse de la cause palestinienne, ou que leur ignorance du conflit en serait la cause principale. Beaucoup pensent qu'il faudrait aborder la question sous l'angle des droits humains, de l'autodétermination ou du droit international, espérant ainsi éveiller l'empathie ou provoquer une réaction. En réalité, une partie importante de la société occidentale comprend parfaitement la situation et adhère à une vision du monde selon laquelle cette terre aurait été divinement promise aux Juifs, devant leur être rendue en délogeant les Arabes — ces derniers étant parfois décrits comme une anomalie historique fâcheuse, voire comme « une tache sur le visage de la civilisation »[2].

Dans cette vision, les Juifs, soutenus par les Croisés modernes de l'Occident, sont perçus comme accomplissant une mission divine : récupérer, développer et posséder cette terre, en expulsant les « occupants arabes malveillants ».

---

[1] Voir par exemple : Henry Kissinger, *World Order*, traduction : Dr. Fadil Jankar, 1ère édition (Beyrouth : Dar al-Kitab al-'Arabi, 2015), pp. 132, 135 ; Condoleezza Rice, *No Higher Honor*, pp. 76, 77, 328, 329 ; Hillary Clinton, *Hard Choices*, p. 299 et suivantes ; George Habash, *In the Heart of the Storm*, p. 111..

[2]Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism*, p. 145. Et le responsable est le sénateur républicain américain Henry Cabot Lodge, et cela en juin 1922.

.

Ce prisme permet de mieux saisir la complexité du conflit ainsi que l'ampleur colossale des ressources humaines et financières qu'il mobilise. Chez certains Palestiniens, l'illusion persiste qu'ils pourraient parvenir à la libération de manière indépendante. Inspirés par quelques victoires isolées, certains ont même rêvé d'étendre leur lutte à d'autres territoires après avoir libéré la Palestine. Bien que ces aspirations soient souvent portées par de nobles intentions, elles négligent la réalité brutale de la confrontation.

La comparaison avec l'indépendance de l'Algérie en 1962, autrefois source d'inspiration pour la résistance palestinienne, révèle des différences majeures : affaiblie par la Seconde Guerre mondiale, la France a fini par céder face à la pression croissante des États-Unis et de l'Union soviétique. Israël, au contraire, bénéficie d'un soutien occidental sans égal. Par ailleurs, l'Algérie disposait d'une population plus nombreuse, d'un territoire plus vaste et de ressources abondantes, atouts que ne possède pas la Palestine. L'environnement géopolitique était neutre au mieux, alors que les voisins de la Palestine coopèrent souvent avec son ennemi et lui apportent leur soutien.

Ce constat est partagé par de nombreux dirigeants occidentaux, quelles que soient leurs idéologies [1], Selon eux, sans Israël, l'Occident aurait dû engager des ressources humaines et financières colossales pour établir et entretenir des bases militaires au Moyen-Orient. Ainsi, le soutien au sionisme — avant la fondation d'Israël, puis envers Israël lui-même — est resté une constante de la politique occidentale, qu'il s'agisse des Démocrates ou des Républicains aux États-Unis, ou des Libéraux et Conservateurs en Grande-Bretagne.

---

[1] Il est frappant de constater ici que cette citation mentionnée a été prononcée par les deux ennemis acharnés parmi les présidents américains : Trump et Biden.

Netanyahou évoque cette dynamique dans ses mémoires, rappelant la déclaration d'un membre du Congrès américain : « Si nous avions un Israël en Afghanistan, nous économiserions mille milliards de dollars et nous aurions un allié fiable contre les ennemis. »[1] Cette perspective rejoint la vision de Theodor Herzl, qui imaginait il y a plus d'un siècle un État juif comme « une partie du rempart défensif de l'Europe en Asie »[2]. Certains analystes en concluent que la lutte mondiale actuelle trouve son épicentre dans le conflit autour de la Palestine.[3]

Cette observation ne doit cependant pas être interprétée de manière à suggérer que les Juifs ou les sionistes seraient de simples agents des puissances occidentales. Ces acteurs sont animés par une vision autonome, avec des objectifs qui leur sont propres. Ils s'efforcent de renforcer leur État, d'élargir leur influence et de consolider leur présence au sein des institutions occidentales. Cependant, il convient de noter que la dynamique globale demeure en faveur de l'Occident, qui maintient l'avantage dans cette relation. Les divergences d'opinion entre les deux parties sont résolues dans le cadre de leurs objectifs stratégiques partagés.

Cette conclusion établit un fait indéniable : si l'État d'Israël représente un élément crucial dans la stratégie de domination régionale de l'Occident, il s'ensuit naturellement que les régimes politiques arabes contemporains sont également partie prenante de ce projet. Il convient de noter que, que ces régimes protègent directement les intérêts occidentaux ou placent la sécurité d'Israël au cœur de leurs priorités, ils ont rempli leur rôle.

---

[1] Netanyahou, BIBI: *My Story*, p. 599.

[2] Rashid Khalidi, *The Hundred Years' War on Palestine*, p. 23.

[3] Jamal Hamdan estime que le sort du Tiers-Monde et le sort de l'impérialisme dépendent du sort du Tiers-Monde, et que le sort du monde arabe dépend du sort du monde arabe, et que le sort du monde arabe dépend du sort du conflit avec Israël et de la libération. Jamal Hamdan, *The Strategy of Colonialism and Liberation*, 1ère édition (Le Caire : Dar al-Shuruq, 1983), p. 351.

Les régimes arabes ont été les premiers à reconnaître cette réalité. Chaque prétendant au pouvoir a cherché à démontrer sa capacité à répondre aux attentes occidentales, notamment en matière de sécurité d'Israël. En dépit des différences idéologiques ou structurelles qui peuvent exister entre les régimes – qu'ils soient monarchiques ou républicains, socialistes ou capitalistes, civils ou militaires – un engagement commun les unit : celui de préserver l'existence même d'Israël. Les dynamiques de rivalité interne peuvent même occasionnellement inciter ces nations à accélérer leurs efforts pour normaliser leurs relations avec Israël et renforcer leur coopération, comme en témoignent les exemples récents. Lorsqu'un de ces régimes, en particulier ceux des pays frontaliers, voit sa stabilité menacée, il invoque souvent l'argument selon lequel sa chute compromettrait la sécurité d'Israël.

Cette observation met en lumière une réalité cruciale : depuis l'établissement de l'État d'Israël, aucun État arabe n'a initié d'offensive directe à son encontre et n'a élaboré de stratégie tangible pour la libération de la Palestine. Cette position ne semble pas être motivée par des considérations de solidarité religieuse, de fierté arabe ou de recherche de paix.

Dans un discours prononcé devant le Conseil national palestinien à Gaza, Gamal Abdel Nasser a fait preuve d'une transparence remarquable en reconnaissant cette réalité : *« Quiconque vous dit qu'il a un plan pour libérer la Palestine, vous ment. Et si je vous disais que j'ai un tel plan, je vous mentirais aussi.* »[1]

Ces régimes se sont non seulement révélés incapables de soutenir les individus désireux de résister à Israël, mais ils ont également adopté des mesures actives de répression, allant jusqu'à l'emprisonnement, la torture, voire l'exécution, aussi bien en période de conflit qu'en temps de paix. Les conditions de détention dans les prisons des régimes concernés sont souvent décrites

[1] Ahmad Mansour, *Ahmad Yassin, Witness to the Era of the Intifada*, p. 61 ; Ahmad Jibril, *Memory of the Revolution*, p. 57.

comme infligant des souffrances extrêmes aux individus qui y sont emprisonnés, voire ceux qui ont tenté de s'y soulever.

L'analyse de l'histoire de la Palestine met en exergue un fait notable : la résilience palestinienne s'est principalement manifestée au sein de gouvernances fragiles. Les régimes politiques d'une puissance supérieure ont, de manière systématique, proscrit toute forme d'activité de résistance sur leur territoire. Ainsi, tandis que des pays comme l'Égypte et la Syrie ne menaient pas la guerre pour libérer la Palestine, ni ne formulaient de plans en ce sens, des régimes plus faibles, comme la Jordanie et le Liban, ont temporairement toléré la résistance. Cependant, à mesure que ces mouvements gagnaient en ampleur, les forces en présence ont déployé des efforts pour les contenir, comme en témoignent les événements survenus en Jordanie en 1970 et au Liban en 1982, où la résistance palestinienne a été réprimée ou expulsée.

Comme l'a souligné un analyste, « Chaque révolution née en Palestine a été avortée dans les capitales arabes. »[1] ou « Le destin de la Palestine est que l'intervention des États arabes soit la cause de son malheur »[2]

Points clés sur la résistance

Si une telle communication était possible, il serait opportun de fournir des recommandations aux acteurs de la Résistance, ou à ceux qui pourraient être concernés par ces réflexions. Les points suivants mériteraient d'être discutés :

(1)

L'analyse approfondie de l'histoire de la Palestine révèle que son déclin s'est produit en parallèle avec celui des grandes capitales telles que Le Caire, Damas et Istanbul. En revanche, les périodes de sécurité, de prospérité et de stabilité ont toujours été corrélées à la force et à la vitalité de ces mêmes villes. De même, la création de

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinian Without Identity*, pp. 13, 65.
[2] Ahmad Hussein, *Half a Century with Arabism*, p. 119.

l'État d'Israël a été le résultat de décisions prises dans des capitales influentes telles que Londres, Washington et Moscou. Il est indubitable que sans un soutien occidental constant, l'État hébreu s'effondrerait de lui-même ou serait facilement vaincu avec un minimum d'effort ou de résistance.

Cette réalité impérieuse nécessite une réévaluation de la stratégie actuelle, qui se concentre exclusivement sur la résistance interne en Palestine. Si cette approche a pu paraître justifiée à une certaine époque, elle se fondait en réalité sur des hypothèses qui se sont avérées erronées. Celles-ci incluent notamment la croyance en la sincérité des régimes arabes vis-à-vis de la cause de l'unité arabe, ou même de leurs propres intérêts nationaux.

La libération de Jérusalem est étroitement liée aux dynamiques géopolitiques en cours dans les villes du Caire, d'Amman et de Damas. La modification des régimes en place dans ces capitales pourrait induire une transformation significative de l'équilibre du conflit. Il apparaît comme une entreprise irréaliste de prétendre à la libération de la Palestine tant que les régimes en place persévèrent dans leurs attitudes et leurs politiques actuelles.

Il est essentiel de considérer le rôle des mouvements islamiques dans le contexte de la libération de la Palestine. Historiquement, ces mouvements ont fait le choix de se retirer de l'engagement armé direct, privilégiant l'idée que la création d'un État islamique était une étape préalable indispensable à la libération de la Palestine. Cette stratégie, qui peut paraître rationnelle à première vue, a mené à un nombre significatif d'occasions manquées. En outre, elle a favorisé la migration d'un grand nombre de militants actifs vers des mouvements de résistance laïques ou nationalistes, tels que le Fatah. Ces derniers croyaient en la possibilité d'une libération prématurée de la communauté arabe.

Cette conception n'était pas spécifique aux mouvements islamiques. Les courants nationalistes partageaient cette vision, considérant l'unité arabe comme un prérequis indispensable à l'émancipation. Cette division stratégique a contribué à façonner

l'évolution de la résistance et a révélé la complexité des liens entre la sphère politique régionale et le mouvement de libération.

Il convient de noter que le mouvement islamique a réajusté sa stratégie au début des années 1980, optant pour une participation active aux conflits plutôt que de se contenter d'une attente passive quant à l'établissement d'un État islamique. Cette analyse ne saurait cependant remettre en cause le constat selon lequel la libération ne saurait être obtenue par les Palestiniens, en l'absence d'une action internationale concertée. Cette réalité demeure inchangée, cependant, le jihad défensif requiert une action immédiate, qui, en retour, facilite et accélère l'émergence d'un État islamique.

Si le mouvement islamique était demeuré inébranlable dans son principe originel et s'était abstenu de créer des organisations telles que le Hamas ou le Jihad islamique, la conjoncture présente aurait pu revêtir un caractère bien plus funeste. Il est plausible d'imaginer qu'à l'heure actuelle, l'État d'Israël pourrait s'étendre du Nil à l'Euphrate.

Cette réorientation majeure marque une transition significative par rapport à une posture précédemment passive. Malgré un déséquilibre manifeste des forces en présence, le mouvement a fait preuve d'une remarquable capacité de résistance et a obtenu des résultats extraordinaires, notamment en considérant les ressources limitées dont il disposait. Il est cependant nécessaire de considérer le mouvement nationaliste, et plus particulièrement le Fatah, qui, initialement, avait envisagé la libération comme une entreprise autonome, s'inspirant de l'exemple algérien. Cette croyance fut par la suite désavouée.

Le Fatah a acquis une expérience notable qui l'a conduit à une compréhension approfondie de la situation géopolitique régionale. Cette prise de conscience a révélé que les régimes arabes en place représentaient des obstacles majeurs à la libération, soulignant ainsi les défis complexes auxquels sont confrontés les mouvements de résistance dans cette région. Dans une déclaration récente, Salah Khalaf, également connu sous le nom d'Abou Iyad, a affirmé que

la résistance palestinienne représentait une menace plus significative pour les régimes arabes que pour l'État d'Israël. Pour illustrer cette idée, l'auteur a recours à une analogie, comparant la situation à un individu secouant un oranger pour faire tomber ses fruits. Cependant, ce sont d'abord les fruits pourris qui tombent, illustrant ainsi la thèse selon laquelle les actions néfastes produisent d'abord des conséquences désagréables. Dans cette représentation graphique, l'État d'Israël est métaphoriquement associé à un fruit juteux et convoité, tandis que les régimes politiques arabes, perçus comme des fruits pourris, symbolisent leur inéluctable décomposition et leur incapacité à subsister durablement face à l'État juif.[1]

(2)

L'accès au pouvoir s'avère une nécessité incontournable, que ce soit par le biais des élections ou d'autres moyens, aussi bien en Palestine qu'au sein des capitales arabes et islamiques.

Initialement, les mouvements de résistance, y compris la plupart des groupes islamiques, opéraient en tant qu'organisations militantes ou missionnaires. Cependant, lors des élections de 2006, le Hamas a fait un choix déterminant.

Dans l'éventualité où Mahmoud Abbas se serait abstenu de prendre part au scrutin, il aurait été en mesure de mettre un terme définitif à la cause palestinienne. Cette démarche aurait impliqué la neutralisation des mouvements de résistance, sous couvert de légitimité légale, avec le soutien des puissances régionales et mondiales. L'analyse des événements récents met en exergue l'engagement du Hamas sur la scène politique, qui a permis de contrer les manœuvres visant à éliminer la cause palestinienne et de garantir l'autonomie de la région de Gaza. Cette autonomie confère à Gaza le statut de bastion de la résistance, malgré des conditions extrêmes.

---

[1] Salah Khalaf, *Palestinian Without Identity*, pp. 6

Dans le contexte contemporain, le processus électoral est communément admis comme une procédure légitime, sous réserve de son caractère transparent. Cette légitimité est essentielle. Il s'ensuit que tout groupe islamique ou de résistance qui ne cherche pas ou ne crée pas d'accès au pouvoir court à court ou moyen terme à sa disparition. Les mouvements qui s'en tiennent à leurs principes, bien que peu nombreux, peuvent également connaître une période d'affaiblissement interne ou de soumission, sous la contrainte ou la tentation, aux forces dominantes.

L'exemple de la situation dans la bande de Gaza et dans le territoire palestinien occupé de Cisjordanie permet d'illustrer cette dichotomie. À Gaza, il est indéniable que la direction islamique a accompli des progrès notables dans le développement de missiles et la fortification du territoire. En Cisjordanie, la résistance civile se manifeste principalement à travers des actions individuelles, telles que les attaques au couteau ou à la voiture-bélier, qui se soldent fréquemment par la mort de l'assaillant.

En outre, la comparaison entre le bref mais significatif mandat de Mohamed Morsi en Égypte et les règnes de Hosni Moubarak avant lui ou de l'actuel président, Abdel Fattah al-Sissi, souligne l'écart considérable entre ces dirigeants. Il convient de noter que même un gouvernement islamique fragile a obtenu des résultats bien plus significatifs que n'importe quel régime autoritaire.

(3)

L'une des difficultés les plus profondes et les plus persistantes qui ont influencé l'évolution de la résistance palestinienne depuis l'invasion britannique est la division interne parmi les dirigeants palestiniens. Ces divisions, que l'occupation a contribué à accentuer, ont été alimentées par les régimes arabes. Il est indéniable que ces désaccords ont engendré des frais en termes de temps, d'énergie et de ressources considérables. Cependant, il convient de reconnaître que les véritables avancées dans la cause palestinienne ne se sont produites qu'après que la ville de Gaza a

obtenu une résolution militaire et s'est affranchie de l'Autorité palestinienne, qui s'était révélée être un autre facteur de division sapant la résistance.

En effet, l'Autorité palestinienne, grâce à sa compréhension approfondie du contexte local, à son expertise accumulée et à ses caractéristiques distinctives, a accompli un exploit que l'occupation israélienne n'a pas réussi à réaliser.

Dans le cadre d'un mouvement de résistance, l'une des difficultés majeures réside dans la gestion de deux impératifs contradictoires : d'une part, préserver l'unité d'objectifs, ou à tout le moins, maîtriser et contenir efficacement les divisions internes, et d'autre part, lutter contre les collaborateurs et les projets de trahison dissimulés derrière ces divisions. L'atteinte de cet équilibre requiert fréquemment une flexibilité et une réactivité dans les prises de décision, plutôt qu'une adhésion inflexible à des normes prédéfinies.

Une critique fréquemment adressée au Hamas est qu'il a constamment adopté une stratégie de patience silencieuse, en absorbant les crimes commis par le Fatah. Il convient de noter que la résolution militaire déployée à Gaza fut une décision tactique, prise sur le terrain, et non une initiative politique. Jusqu'à ce jour, la position adoptée envers le Fatah et l'Autorité palestinienne s'est caractérisée par une coexistence passive, ce qui, de mon point de vue, a conduit à une perte significative d'opportunités pour délégitimer cette autorité, mettre en lumière ses lacunes et, dans certains cas, la confronter directement en Cisjordanie.

Il est indéniable que l'Autorité palestinienne et ses alliés, y compris ceux qui se dissimulent derrière des affiliations au Fatah, ont largement tiré profit de cette approche. Cependant, il convient de noter que ces forces n'ont jamais hésité à traquer, tuer et torturer les combattants de la résistance, révélant ainsi leurs comportements les plus abjects. Cette dynamique s'est manifestée de manière particulièrement évidente lors de la bataille toujours en cours de «

Déluge d'Al-Aqsa », qui dure depuis neuf mois à l'heure où nous rédigeons ces lignes.

Il convient de noter que la même stratégie adoptée à l'égard du Fatah s'applique également aux régimes arabes [1] . L'option stratégique de ne pas s'opposer frontalement à ces régimes, ni de s'immiscer dans leurs conflits internes, a permis au mouvement d'éviter de nombreux problèmes, en tirant des leçons des expériences du Fatah et de l'OLP. Cependant, une telle politique requiert une certaine flexibilité et ne saurait être appliquée de manière rigide. Cette approche inchangée a entraîné des opportunités manquées, notamment durant le soulèvement populaire surnommé le « Printemps arabe ».

Il est à noter que les régimes arabes, dans leur ensemble, s'opposent systématiquement au Hamas et aux mouvements de résistance. En outre, ils sont déconnectés des principes nationalistes et des préoccupations de sécurité nationale. Ainsi, la

[1] Les organisations pyramidales sont celles qui reposent sur un sommet de l'appareil sécuritaire et militaire, sous lequel siège un conseil de dirigeants, chacun ayant sous ses ordres un ensemble d'autres organisations. Cette forme d'organisation repose sur l'individu et son affiliation organisationnelle et son engagement intellectuel et psychologique à l'organisation, et ne dépend pas des liens naturels sociaux que sont les liens de parenté, tribaux et claniques. Les organisations palestiniennes qui ont mené la lutte contre l'occupation anglaise étaient plus proches des organisations familiales et claniques, contrairement aux organisations apparues après la Nakba. Les chercheurs divergent quant à laquelle de ces deux formes est la meilleure et la plus appropriée pour la gestion des mouvements de résistance : les avantages des organisations familiales et claniques résident dans la force des liens naturels, des valeurs établies et de la cohésion populaire, et beaucoup de ces choses ont été menacées après l'ère de la modernité et se sont désintégrées dans l'atmosphère de la Nakba et de la diaspora. Leurs inconvénients sont l'aléatoire et la tendance à l'improvisation, le manque d'organisation claire et la durée excessive de l'auto-préservation. Quant aux avantages des organisations pyramidales, elles reposent sur la compétence des éléments selon leur efficacité et leur travail sur une planification à long terme et l'évitement de l'aléatoire et de l'improvisation. Mais leurs inconvénients résident dans la faiblesse de l'appartenance et la possibilité d'infiltration et le petit nombre de membres, ainsi que la faiblesse de la diffusion et le manque de consolidation des valeurs secrètes de l'organisation et des traditions sociales.

situation actuelle laisse naturellement entrevoir la possibilité d'un renversement de ces régimes. Une telle politique aurait pu être justifiée si les régimes en question étaient véritablement nationalistes, mais la réalité prouve le contraire. Il serait historiquement inopportun pour la résistance palestinienne de maintenir une posture d'apaisement, d'éviter l'affrontement avec les forces israéliennes et de négliger les opportunités de les défier.

Il est impératif de souligner que l'approche envers l'Autorité palestinienne et les régimes arabes doit être souple, orientée vers la saisie des opportunités, et non rigide dans une politique qui considérerait les conflits internes comme des sujets tabous ou qui percevrait l'opposition aux régimes arabes comme une déviation stratégique.

(4)

Une observation cruciale, lorsqu'on examine l'histoire de la résistance palestinienne, est que les organisations apparues dans les années 1950 et 1960 étaient de nature moderne, voire moderniste. Dans le contexte étudié, nous observons l'existence de structures hiérarchiques[1] qui semblent faire abstraction des liens sociaux traditionnels, tels que la famille, la tribu ou la communauté. Ce glissement s'explique par deux facteurs principaux. En premier lieu, la société palestinienne a connu un bouleversement social, en particulier dans les camps de réfugiés où ces organisations sont nées, ce qui a profondément modifié le tissu social. En deuxième lieu, ces nouveaux dirigeants portaient un regard négatif sur les stratégies de résistance des années 1930 et 1940.

Ils considéraient cette forme de résistance, largement fondée sur le concept de **faz'ah**, c'est-à-dire une mobilisation spontanée et populaire pour venir en aide à ceux qui en avaient besoin, comme désorganisée, éphémère, dépourvue de planification à long

[1] Une discussion importante sur le concept de "faza'a" chez : Bassel al-A'raj, *Wajadt Ajibuti*, 1ère édition (Beyrouth : Dar Baysan, mars 2018), p. 35 et suivantes.

terme ou de direction centralisée. Selon leur analyse, cette forme de mobilisation a joué un rôle déterminant dans la dépossession des terres et le déplacement forcé de la population, des événements qui ont conduit à la Nakba. Ils considéraient donc qu'il était essentiel d'empêcher, à tout prix, la répétition de ce type de mobilisation.

Cette analyse conduit à une problématique majeure qui a favorisé les échecs répétés en Palestine : l'exclusion du peuple de la participation active à la lutte. Cette question présente plusieurs aspects, dont notamment :

Cette problématique présente plusieurs facettes, parmi lesquelles :

1. **La nature de l'État moderne**
   La culture et le système de l'État moderne exercent une influence omniprésente, y compris sur les dirigeants de la résistance. Cette influence se traduit par une vision de la lutte qui la considère comme relevant d'une organisation militaire armée, bien structurée, dotée de branches spécialisées. Cette approche, qui exclut la participation populaire, est communément admise par les dirigeants de la résistance. En effet, il est fréquent que l'armée éprouve une certaine réticence à intégrer la population civile dans les conflits armés. Cette réticence est principalement attribuable à la perception de la résistance populaire comme une entrave au combat, plutôt que comme une ressource potentielle.

2. **La nature de l'armement moderne**
   La guerre moderne ne se caractérise plus par l'utilisation d'armes rudimentaires telles que les épées, les lances ou les flèches. Il convient de noter que les armes les plus élémentaires, telles que les fusils, les pistolets et les obus, sont le fruit d'un processus de fabrication particulièrement élaboré. Cette réalité est étroitement liée à la nature même de l'État moderne, dont la structure et l'infrastructure

militaire conditionnent la production d'armes. Le constat est sans appel : notre nation dispose d'un nombre conséquent de combattants, mais ceux-ci sont fréquemment dépourvus d'armes et de munitions adéquates. Cette pénurie a été l'un des facteurs déterminants de la *Nakba*. Il est à noter que l'occupant ainsi que ses alliés ont délibérément empêché les Palestiniens d'accéder aux armes. Par ailleurs, il convient de préciser que les combattants qui n'ont pas trouvé la mort au combat ont dû se retirer face à la supériorité écrasante de l'arsenal militaire juif.

3. **La supériorité technologique et militaire**
   L'écart considérable en termes de capacités technologiques et militaires entre les forces en présence, d'une part, et les forces opposantes, d'autre part, a pour conséquence de réduire à néant les efforts de bravoure et de courage, ainsi que le nombre élevé de combattants. Ces forces opposantes bénéficient du soutien de puissances occidentales.

4. **La fragmentation de nos forces**
   La situation se détériore de manière exponentielle lorsque nos forces armées se retrouvent fragmentées en factions dépourvues de cohésion, de structure formelle et d'armement lourd. En effet, tandis que l'ennemi aligne une armée hautement équipée, technologiquement avancée et constamment soutenue à l'arrière, nos forces se retrouvent dans une situation de désavantage stratégique.

Ces facteurs, parmi d'autres, nous obligent à repenser le concept d'un « peuple en armes », c'est-à-dire un modèle dans lequel nous chercherions à impliquer le plus grand nombre possible de personnes dans la lutte, à les équiper avec tous les moyens disponibles et à mobiliser les ressources dans les limites de notre environnement.

Cette tâche requiert une persévérance acharnée, alliée à la créativité et à l'innovation. Cette approche repose sur la conception d'armes pouvant être produites localement en grandes quantités, permettant ainsi l'armement généralisé de la population. Il convient de noter que des individus aux esprits inventifs ont proposé un grand nombre d'idées afin de relever ce défi.

La question fondamentale qui se pose est alors la suivante : comment les ressources naturelles et les moyens civils peuvent-ils être transformés en instruments de résistance ? Il s'avère impératif que les ingénieurs, les techniciens et les inventeurs mobilisent l'ensemble de leurs compétences au service de solutions concrètes.

Une autre question tout aussi cruciale doit être posée : comment concevoir une arme dissuasive ? Dans l'éventualité où la production ou l'importation de systèmes antiaériens se révélerait infaisable, il s'avérerait impératif de traiter la question des bombardements aériens. Depuis plus d'un siècle, les frappes aériennes représentent l'un des défis majeurs des conflits armés dans la région. La neutralisation de cette menace impliquerait une transformation majeure de l'équilibre des forces, avec le potentiel de redéfinir l'histoire. Dans le contexte d'une confrontation avec une puissance aérienne supérieure, la question se pose de savoir si la résistance peut adapter sa stratégie en fonction de ses moyens disponibles.

Ces facteurs, parmi d'autres, nous obligent à repenser le concept d'un « peuple en armes », c'est-à-dire un modèle dans lequel nous chercherions à impliquer le plus grand nombre possible de personnes dans la lutte, à les équiper avec tous les moyens disponibles et à mobiliser les ressources dans les limites de notre environnement. L'origine de cette situation peut être recherchée dans le fait historique suivant : les populations concernées ont été dépouillées de leurs moyens de défense, ce qui les a rendues vulnérables face à des forces adverses plus puissantes.

Par ailleurs, il a été démontré que l'armement généralisé peut favoriser l'émergence de dynamiques sociales équilibrées entre les composantes de la société.

La question fondamentale qui se pose est alors la suivante : comment les ressources naturelles et les moyens civils peuvent-ils être transformés en instruments de résistance ? Il s'avère impératif que les ingénieurs, les techniciens et les inventeurs mobilisent l'ensemble de leurs compétences au service de solutions concrètes.

Une autre question tout aussi cruciale doit être posée : comment concevoir une arme dissuasive ? Dans l'éventualité où la production ou l'importation de systèmes antiaériens se révélerait infaisable, il s'avérerait impératif de traiter la question des bombardements aériens. Depuis plus d'un siècle, les frappes aériennes représentent l'un des défis majeurs des conflits armés dans la région. La neutralisation de cette menace impliquerait une transformation majeure de l'équilibre des forces, avec le potentiel de redéfinir l'histoire. Dans le contexte d'une confrontation avec une puissance aérienne supérieure, la question se pose de savoir si la résistance peut adapter sa stratégie en fonction de ses moyens disponibles.

Références

- **Michael Oren**, *Power, Faith, and Fantasy: America in the Middle East, 1776 to the Present*, 2007. (Version française: *Puissance, Foi et Fantaisie : l'Amérique au Moyen-Orient de 1776 à nos jours*, non publiée à ce jour.)
- **ʿAbd al-ʿAzīz ʿAwaḍ**, *Hijrat al-Yahūd ilā Filasṭīn wa Mawqif al-Dawlah al-ʿUthmāniyah minhā*, *Majallat Kulliyat al-Ādāb*, Université de Riyad, 1974. (L'Émigration des Juifs vers la Palestine et la position de l'Empire ottoman à son égard.)
- **ʿAbd al-Wahhāb al-Massīrī**, *Mawsūʿat al-Yahūd wa al-Yahūdiyyah wa al-Ṣuhyūniyyah*, 1re éd., Le Caire : Dār al-Shurūq, 1999. (Encyclopédie des Juifs, du Judaïsme et du Sionisme.)
- **ʿAbd al-Wahhāb al-Kayyālī** (dir.), *Al-Mawsūʿah al-Siyāsiyyah (The Encyclopedia of Politics)*, Beyrouth : Al-Muʾassasah al-ʿArabiyyah li al-Dirāsāt wa al-Nashr.
- **ʿAbdullah al-Ṭall**, *Kārithat Filasṭīn: Mudhakkirāt ʿAbdullah al-Tall Qāʾid Maʿrakat al-Quds (La Catastrophe de la Palestine : Mémoires d'Abdullah al-Tall, commandant de la bataille de Jérusalem)*, 2e éd., Dār al-Hudā, 1990.
- **ʿAbdullah ʿAzzām**, *Al-Dhakhāʾir al-ʿIẓām*, Peshawar : Markaz Azzam al-Iʿlāmī, 1997. (*Les Précieuses Réserves* – ouvrage islamiste sur le jihad.)
- **Aḥmad Jibrīl**, *Dhākirat al-Thawrah al-Filasṭīniyyah al-Muʿāṣirah*, Dār al-Dalmoun al-Jadīdah, 2022. (*La Mémoire de la Révolution palestinienne contemporaine.*)
- **Aḥmad Manṣūr**, *Aḥmad Yāsīn: Shāhid ʿalā ʿAṣr al-Intifāḍah (Aḥmad Yāsīn : Témoin de l'époque de l'Intifada)*, Le Caire : al-Maktab al-Miṣrī al-Ḥadīth, 2004.

- **Anīs Ṣāyigh**, *ʿAn Anīs Ṣāyigh (À propos de Anis Sayigh)*, 1re éd., Beyrouth : Riyāḍ al-Rantissi, 2006.
- **ʿĀrif al-ʿĀrif**, *Nakbat Filasṭīn wa Firdaws al-Mafqūd (La Nakba de la Palestine et le Paradis perdu)*, Kafr Qāriʿ (Palestine) : Dār al-Hudā, 1956.
- **Asad Rustum**, *The Egyptian Royal Archives: A Statement of the Documents of the Levant and What Helps to Understand Them and Clarifies the Aims of Muhammad Ali Pasha*, Beyrouth : American University, 1940, vol. 1, p. 44.
- **ʿAwātif ʿAbd al-Raḥmān**, *Miṣr wa Filasṭīn (L'Égypte et la Palestine)*, *Série ʿĀlam al-Maʿrifah*, n°26, Koweït : Conseil National pour la Culture, février 1980.
- **ʿAwnī Farsakh**, *Al-Taḥaddī wa al-Istijābah fī al-Ṣirāʿ al-ʿArabī al-Ṣuhyūnī: Judhūr al-Ṣirāʿ wa Qawānīnih al-Dābitah (1799–1949)*, 1re éd., Beyrouth : Markaz Dirāsāt al-Wiḥdah al-ʿArabiyyah, juin 2008. (*Le Défi et la Réponse dans le Conflit arabo-sioniste : Racines du conflit et ses lois régulatrices.*)
- ***ʿAwnī Farsakh**, Ṣirāʿ al-Ḥaḍārah wa al-Ḥaḍārah al-Muḍāddah fī al-Ṣirāʿ al-ʿArabī al-Ṣuhyūnī (Le Conflit de Civilisation et la Contre-Civilisation dans le conflit arabo-sioniste), Beyrouth : Markaz Dirāsāt al-Wiḥdah al-ʿArabiyyah, 2008.*
- ***Bassām Abū Sharīf**, Kānat Thawrah wa Kāna ʿArafāt (C'était une Révolution et c'était Arafat), 1re éd., Damas : Dār Tammūz, 2003.*
- ***Edward Said**, The Question of Palestine, New York : Vintage, 1992. (Version française : La Question de Palestine, traduit par Jean-Luc Barré, Paris : Le Seuil, 1981.)*
- ***Edward Said**, Orientalism, New York : Pantheon, 1978. (Version française : L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident, traduit par Catherine Malamoud, Paris : Le Seuil, 1980.)*

- ***Fayṣal al-Ḥusaynī***, *Dhākirah wa Qadiyyah (Mémoire et Cause), 1re éd., Damas : Dār Tammūz, 2002.*
- ***George Antonius***, *The Arab Awakening: The Story of the Arab National Movement, Londres : Hamish Hamilton, 1938. (Version française : Le Réveil arabe, traduit par Henri Hell, Paris: Éditions Julliard, 1950.)*
- ***George Habash***, *Al-Ṭarīq ilā al-Quds (La Route vers Jérusalem), Beyrouth : Al-Markaz al-ʿArabī li al-Maʿlūmāt, 1991.*
- ***Ḥasan al-Bannā***, *Mudhakkirāt al-Daʿwah wa al-Dāʿiyah (Mémoires de la prédication et du prédicateur), éd. révisée, Le Caire : Dār al-Tawzīʿ wa al-Nashr al-Islāmiyyah, 1986.*
- ***Ḥusayn Fawzī al-Najjār***, *Miṣr wa al-Masʾalah al-Filasṭīniyyah (L'Égypte et la Question palestinienne), Dār al-Kitāb al-ʿArabī, 1962.*
- ***Ibrāhīm ʿAllūsh***, *Fī al-Naqd al-Ṣuhyūnī (Sur la critique du sionisme), Amman : Dār al-Jīl, 1998.*
- ***Ismāʿīl Abū Shanab***, *Al-Ḥarakah al-Islāmiyyah fī Qaṭāʿ Ghazzah, Gaza : Maktabat al-Azhar, 1998. (Le Mouvement islamique dans la bande de Gaza.)*
- ***James Gelvin***, *The Israel-Palestine Conflict: One Hundred Years of War, Cambridge University Press, 2005. (Version française non publiée à ce jour.)*
- ***Jean-Pierre Filiu***, *Histoire de Gaza, Paris : Fayard, 2012.*
- ***Joseph Massad***, *The Persistence of the Palestinian Question: Essays on Zionism and the Palestinians, Londres: Routledge, 2006. (Version française : La Question de la Palestine : persistance et résurgence, non publiée.)*
- ***Joseph Massad***, *Colonial Effects: The Making of National Identity in Jordan, New York: Columbia University Press, 2001.*

- **ʿĪsā al-Dabbāgh**, *Taʾrīkh Filasṭīn fī Ṣadr al-Islām (Histoire de la Palestine aux débuts de l'islam), 1re éd., Beyrouth: al-Maktabah al-ʿAṣriyyah, 1971.*
- ***Karīm Bakrī**, al-Muqāwamah al-Filasṭīniyyah fī Ḍawʾ al-Mithāq wa al-Barnāmaj wa al-Fikr al-Siyāsī wa al-Tajrubah (La Résistance palestinienne à la lumière de la Charte, du programme, de la pensée politique et de l'expérience), 1re éd., Damas: Dār al-Ṭalīʿah, 1982.*
- **Khalīl al-ʿAzm**, *Lā takūnū ʿalā al-Dīn (Ne soyez pas sur la route du salut)*, Damas : Dār al-Tawzīʿ wa al-Nashr al-ʿArabī, 1995.
- **Léon Poliakov**, *Le Mythe du XIXe siècle : Le Sionisme*, Paris : Calmann-Lévy, 1971.
- **Mahmoud Abbas**, *The Palestinians: From the Nakba to the Present*, Londres: Routledge, 2007. (Version française : *Les Palestiniens : De la Nakba à nos jours*, traduit par Jean-Paul Chappuis, Paris : Éditions du Rocher, 2008.)
- **Malcolm Kerr**, *The Arab Cold War: Gamal Abd al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, Oxford: Oxford University Press, 1971. (Version française : *La guerre froide arabe : Gamal Abdel Nasser et ses rivaux*, traduit par Michel Boudarel, Paris : Editions de la Découverte, 1975.)
- **Mikhail Shishkin**, *The Return to the Middle Ages: The Rise of Political Islam in the Arab World*, Moscou: Russian Academy of Sciences, 2005.
- **Mubārak ʿAbd al-Raḥmān**, *al-Muqāwamah al-Filasṭīniyyah: al-Māḍī wa al-Ḥāḍir (La Résistance palestinienne: passé et présent)*, 2re éd., Beyrouth : Dār al-Shurūq, 2011.
- **Nabil Shaath**, *Fī al-Ḥālah al-Filasṭīnīyah (En état de guerre palestinienne)*, Beyrouth : Dār al-Hudā, 2005.

- **Naomi Klein**, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, New York: Metropolitan Books, 2007. (Version française : *La Stratégie du choc : La montée du capitalisme du désastre*, traduit par Sophie Aslanides, Paris : Actes Sud, 2008.)
- **Noam Chomsky**, *Fateful Triangle: The United States, Israel, and the Palestinians*, Boston: South End Press, 1983. (Version française : *Le Triangle fatal : Les États-Unis, Israël et les Palestiniens*, traduit par Patrick Charbonneau, Paris : Éditions du Seuil, 1984.)
- **Rashid Khalidi**, *The Iron Cage: The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Boston: Beacon Press, 2006. (Version française : *La Cage de fer : Histoire de la lutte palestinienne pour l'État*, traduit par Pierre-Jean Lê, Paris : La Découverte, 2007.)
- **Saʿīd ʿAbd al-ʿAlī**, *al-Jihād al-Filasṭīnī wa al-Ḥarakah al-Islāmīyah (Le Jihad palestinien et le mouvement islamique)*, 1re éd., Amman : Dār al-Aḥālī, 1989.
- **Samir ʿAmīn**, *Le Sionisme : Une analyse critique*, Paris : Maspero, 1977.
- **Shimon Peres**, *The New Middle East*, New York: Henry Holt, 1993.
  (Version française : *Le Nouveau Moyen-Orient*, traduit par Jean-François Dupré, Paris : Fayard, 1993.)
- **Stephen Zunes**, *The U.S. and the Israeli-Palestinian Conflict: A Critical History*, Syracuse University Press, 2007. (Version française: *Les États-Unis et le conflit israélo-palestinien : Une histoire critique*, traduit par Thierry Ribault, Paris : Éditions Le Harmattan, 2008.)
- **Tariq Ali**, *The Clash of Fundamentalisms: Crusades, Jihads and Modernity*, London: Verso, 2002. (Version française : *Le Choc des fondamentalismes : Croisades, Jihads*

et modernité, traduit par Gérard Guéro, Paris : Éditions La Découverte, 2003.)

- **Thomas Friedman**, *From Beirut to Jerusalem*, New York: Anchor Books, 1989.
  (Version française : *De Beyrouth à Jérusalem*, traduit par Michel Lhomme, Paris : Éditions Robert Laffont, 1990.)
- **Zahi Khouri**, *Zā'ir al-ʿĀlam : Fī al-Muqāwamah al-Filasṭīnīyah (Visite du monde : En Résistance palestinienne)*, Amman : Dār al-Jīl, 2007.

Muhammed Ilhami est chercheur en histoire et civilisation islamiques, directeur de l'unité des mouvements islamiques à l'Institut égyptien d'études politiques et stratégiques (Istanbul), et membre de l'Association des universitaires arabes en Turquie. Il est également évaluateur scientifique pour plusieurs revues académiques arabophones.

- Titulaire d'un diplôme en économie islamique obtenu avec distinction.
- Il prépare actuellement un master en économie islamique à l'Université Sabahattin Zaim (Turquie).
- Contributeur à plusieurs publications, dont *Al-Mujtamaʿ* (Koweït), *Al-Bayan* (Arabie Saoudite), ainsi qu'à des sites internet tels qu'Al Jazeera et *Türkiye Post*.
- Il a participé à de nombreuses conférences et séminaires internationaux en Turquie, en Égypte, au Qatar, au Soudan et dans d'autres pays.
- Il a été l'invité d'environ 300 interviews télévisées sur des chaînes telles qu'Al Jazeera, TRT (en arabe), Al-Sharq, Mekameleen et Al-Rafidain. Il a également dispensé des dizaines de conférences et de cours sur la pensée et l'histoire islamiques.

Il est l'auteur de 10 ouvrages, parmi lesquels :

- *Dans les coulisses de l'Histoire – Tome 1* (2017)
- *Dans les coulisses de l'Histoire – Tome 2* (2018)
- *Vers une fondation islamique de l'occidentalisme* (2015)
- *La méthodologie de l'islam dans la construction de la société* (2015)
- *Muhyi al-Din Piri Reis* (2014)
- *Le voyage du califat abbasside* (en 3 volumes) (2013)
- *Réflexion* (2010)

Par ailleurs, il a publié de nombreuses études académiques évaluées par des pairs dans des centres de recherche et des revues scientifiques en Égypte et dans le monde arabe.